

Kropotkine et la Grande Guerre

Les anarchistes, la CGT
et la social-démocratie
face à la guerre

René Berthier

Cercle d'études libertaires - Gaston Leval
cel-gl@orange.fr

« Ah! si la France était envahie par une armée de prolétaires Allemands, Anglais, Belges, Espagnols, Italiens, portant haut le drapeau du socialisme révolutionnaire et annonçant au monde l'émancipation finale du travail et du prolétariat, j'aurais été le premier à crier aux ouvriers de la France : « Ouvrez leur vos bras, ce sont vos frères, et unissez-vous à eux pour balayer les restes pourrissants du monde bourgeois ! Mais l'invasion qui déshonore la France aujourd'hui, ce n'est point une invasion démocratique et sociale, c'est une invasion aristocratique, monarchique et militaire. Les cinq cents ou six cents mille soldats allemands qui égorgent la France à cette heure sont les sujets obéissants, les esclaves d'un despote qui est tout entiché de son droit divin, et dirigés, commandés, poussés comme des automates, par des officiers et des généraux sortis de la noblesse la plus insolente du monde, ils sont – demandez le à vos frères les ouvriers de l'Allemagne – les ennemis les plus féroces du prolétariat. En les recevant pacifiquement, en restant indifférents et passifs devant cette invasion du despotisme, de l'aristocratie et du militarisme allemand sur le sol de la France, les ouvriers français ne trahiraient pas seulement leur propre dignité, leur propre liberté, leur propre prospérité, avec toutes leurs espérances d'un meilleur avenir, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire. Car celui-ci leur commande, dans l'intérêt des travailleurs de tous les pays, de détruire ces bandes féroces du despotisme allemand, comme elles-mêmes ont détruit les bandes armées du despotisme français, d'exterminer jusqu'au dernier soldat du Roi de Prusse et de Bismarck, au point qu'aucun ne puisse quitter vivant ou armé le sol de la France.

« Les ouvriers, par cette attitude passive, veulent-ils se venger des bourgeois ? Ils se sont déjà vengés ainsi, une fois, en Décembre, et ils ont eux-mêmes payé cette vengeance par vingt ans d'esclavage et de misère. Ils ont puni l'affreux attentat des bourgeois de Juin, en devenant eux-mêmes les victimes de Napoléon III, qui les a livrés, pieds et mains liés, à l'exploitation des bourgeois. Cette leçon ne leur aurait-elle point paru suffisante, et veulent-ils, pour se venger encore une fois des bourgeois, devenir aujourd'hui, pour vingt ans de plus et davantage peut-être, les esclaves et les victimes du despote prussien, qui ne manquerait

pas de les livrer à son tour à l'exploitation de cette même bourgeoisie ?

« Se venger toujours sur son propre dos et au profit de ceux-là mêmes dont on se propose de tirer vengeance ne me paraît pas très spirituel, et c'est pourquoi il m'est impossible de croire à la véracité des rapports des correspondants allemands. Les ouvriers si intelligents de Paris peuvent-ils ignorer que la victoire définitive des Prussiens signifierait la misère et l'esclavage du prolétariat français beaucoup plus encore que l'humiliation et la ruine de la bourgeoisie de la France ? Pourvu qu'il y ait matière à exploitation, pourvu que la misère force le travailleur de vendre son travail à bas prix au bourgeois, la bourgeoisie se relève, et toutes ses pertes momentanées finissent toujours par retomber sur le prolétariat. Mais le prolétariat français, une fois enchaîné par les Prussiens, ne se relèvera pas de longtemps, à moins que les travailleurs de quelque pays voisin, plus énergiques et plus capables que lui, ne prennent l'initiative de la révolution sociale. »

Bakounine, Lettre à un Français, 27 août 1870

Avant-propos

Kropotkine, l'un des principaux théoriciens du mouvement libertaire, adopta en 1916 une position de soutien à l'Union sacrée et signa un manifeste auquel se joignirent quatorze autres militants anarchistes ¹ et, ajoutons-nous, *seulement* quatorze. Ce ralliement de Kropotkine suscita un réel désarroi dans le mouvement libertaire, par tradition antimilitariste et opposé aux guerres. On s'est souvent interrogé sur les raisons de son choix. On a rarement essayé de comprendre pourquoi il a *attendu 1916* pour le faire.

Selon Kropotkine, il existe un conflit irréductible entre deux visions du socialisme : la française et l'allemande. Il en résulte que la victoire de l'Allemagne dans un conflit qui l'oppose à la France aboutira à l'hégémonie de sa vision du socialisme. En cela, Kropotkine se fait l'écho de débats déjà anciens : lors de la guerre précédente Bakounine lui-même avait pris parti pour la France parce qu'il considérait que la victoire prussienne aurait été une catastrophe pour la civilisation européenne. Marx de son côté écrivit à Engels le 20 juillet 1870 une lettre dans laquelle il se réjouit que la victoire allemande transférerait le centre de gravité du socialisme vers l'Allemagne, ce qui assurerait « la prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français ». On voit que, dès le début, le Marx envisage la question en termes d'hégémonie de *sa* doctrine.

Kropotkine écrit d'ailleurs qu'après la défaite de la France en 1870, « les Allemands s'efforcèrent de modifier

¹ Il est convenu d'appeler ce document le « Manifeste des seize » mais en réalité, à la suite une mauvaise interprétation, on assimila un nom de lieu à celui d'une personne. Nous continuerons, selon l'usage, de désigner ce texte sous le nom de « Manifeste des Seize ».

la méthode et le but du mouvement socialiste tout entier ». La scission entre les deux courants du mouvement ouvrier « devint apparente aussitôt après la guerre franco-allemande ». Le conflit entre les marxistes et les bakouniniens, dit Kropotkine, ne fut donc pas une affaire personnelle mais « un conflit entre l'esprit latin et l'esprit allemand, qui, après avoir battu la France sur le champ de bataille, prétendait à la suprématie dans le domaine de la science, de la politique, de la philosophie et aussi du socialisme et représentait sa conception du socialisme comme "scientifique", tandis qu'il qualifiait toutes les autres conceptions d'"utopiques" »².

Il est douteux que « l'esprit latin » et « l'esprit allemand » ait grand-chose à voir dans ce débat : bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte dans les orientations choisies par les différentes composantes du mouvement ouvrier international. Mais il est vrai, comme nous le verrons, que les rapports entre les mouvements socialistes français et allemands après la guerre franco-prussienne furent littéralement des rapports de subordination du premier au second, empreints d'une sorte de fascination morbide.

Au début de 1916, le commandement allemand engage une grande bataille à l'issue de laquelle il pense que l'armée française va s'effondrer. Il décide d'attaquer Verdun, que les Français vont défendre coûte que coûte, pour des raisons stratégiques – c'est la voie qui mène à Paris – et symboliques.

Les Allemands disposent d'un avantage en termes de transports ferroviaires pour approvisionner leur armée, et d'une supériorité en artillerie. Le général Falkenhayn décide de porter un coup fatal à l'armée française : « les forces de la France seront saignées à mort... que nous at-

² Kropotkine, *Autour d'une vie*, Stock, 22^e édition, 1921, p. 396-398.

teignons notre objectif ou non », dit-il. L'attaque allemande commence le 21 février avec trois corps d'armée après une violente préparation d'artillerie. Les deux divisions françaises qui défendent les seize kilomètres de la première ligne sont submergées. Philippe Pétain, qui commande la II^e armée française, organise la riposte. En 24 heures 6 000 camions amènent des renforts sur le front. L'attaque allemande est repoussée.

Le 6 mars, les Allemands lancent une nouvelle attaque, elle aussi repoussée. 700 000 hommes, Français et Allemands, tombent sur le champ de bataille, pour aucun gain territorial, ni d'un côté, ni de l'autre. Des deux côtés, les pertes sont énormes : 162 000 morts et 216 000 blessés du côté français ; 143 000 morts et 187 000 blessés du côté allemand.

Il est clair maintenant que la guerre durera longtemps. Ses effets sur la population civile sont difficilement supportables. En outre, les atrocités commises par les Allemands dans la partie de la France occupée et en Belgique³ ont traumatisé la population. Le commandement allemand sent qu'il faut débloquer la situation. *Un quart du territoire français* est occupé et aucun signe que la situation allait s'améliorer. Pour Kropotkine, il n'y avait

³ Le 4 août 1914 un million de soldats allemands occupent la Belgique. La réalité des « atrocités » commises par les troupes allemandes en Belgique et dans le Nord de la France a fait l'objet de controverses. Elles ont été qualifiées de « bourrage de crâne » par les autorités allemandes après la guerre (v. Annexes, document 4). On parla d'otages fusillés, d'enfants abattus, de femmes violées, de villages rasés. Deux historiens irlandais, John Horne et Alan Kramer, ont mené une enquête dans les archives de huit pays européens. Les résultats sont accablants : pour la seule période d'août à octobre 1914, près de 6 500 civils belges et français ont été intentionnellement assassinés, des centaines de villages (voire de villes) ravagés par l'armée allemande. Les soldats allemands auraient donc bien commis des crimes systématiques et de grande ampleur. Ces atrocités, dont Kropotkine avait connaissance, ont contribué à donner au conflit mondial le sens d'une « croisade » contre la « barbarie ». (1914. *Les atrocités allemandes*, Alan Kramer, John Horne, Tallandier.

aucun doute que le gouvernement allemand entendait tout simplement annexer la Belgique et le Nord de la France, ce que les dirigeants socialistes allemands reconnaîtront d'ailleurs eux-mêmes.

C'est dans ce contexte que quelques anarchistes signent, en mars 1916, le « Manifeste des Seize » soutenant la participation à la guerre. La date n'est pas fortuite. Ce n'est pas non plus un hasard si les quinze signataires faisaient partie des plus anciens du mouvement : mieux que les jeunes ils connaissaient l'histoire et avaient en mémoire les faits de la précédente guerre, celle de 1870. Plus que les jeunes militants, ils se méfiaient des dirigeants de la social-démocratie allemande. C'est ce qu'exprime Kropotkine en 1905 : « C'est parce que j'ai vécu la réaction sociale et intellectuelle des dernières trente années que je pense que les antimilitaristes de toute nation devraient défendre *chaque* pays envahi par un État militaire et trop faible pour se défendre lui-même ⁴. »

Les signataires eux-mêmes avaient conscience de ne pas faire partie de la même génération. Dans une lettre aux *Temps nouveaux*, publiée après la guerre, Malato revendique son soutien au « Manifeste des Seize », s'en prend aux « jeunes » du mouvement libertaire et rappelle les enjeux : il refuse de stigmatiser comme « massacreurs » ceux qui ont « organisé la défense des sociétés plus ou moins démocratiques (bourgeoises, c'est entendu), contre le moyen âge, le militarisme allemand et la papauté ». A ce titre, il s'oppose à ceux du *Libertaire* : « Ceux-là ne sont pas de notre génération, ils ne nous comprennent pas, l'étiquette peut être la même, mais ils pensent et sentent contrairement à nous ⁵. » Malato ajoute :

⁴ Kropotkine, « Les Anarchistes et la guerre », *Les Temps Nouveaux*, 5 novembre 1905.

⁵ *Temps nouveaux* n° 9, 15 mars 1920.

« C'est vous dire que si je suis prêt à endosser toutes responsabilités de signature avec vous et nos vieux amis (Grave, avec lequel je me suis tant disputé, et me disputerai peut-être encore, Tcherkesoff, Bertrand, Paul et Jacques Reclus, Cornelissen et les autres camarades des *Temps nouveaux*), je n'entends en rien faire le jeu des néoanarchistes qui sont beaucoup plus près d'un Mauricius ⁶ que de Kropotkine. On a laissé le terrain aux fripouilles en se refusant à les exécuter, et dans les moments psychologiques on s'aperçoit que ce sont ces gens-là qui ont pris la direction du mouvement et que nous ne comptons plus. »

Ces propos rendent bien compte du fossé qui s'était creusé entre les signataires du « Manifeste » et le reste du mouvement, que Malato appelle les « néoanarchistes ».

Le « Manifeste des Seize » n'était pas conçu comme une incitation à participer à la guerre, si on en croit Jean Grave. Rapportant dans *Le Mouvement libertaire sous la III^e République* une conversation qu'il avait eue avec Kropotkine, il lui aurait déclaré : « Je lui fis observer que si, de ce que nous dirions, il ressortait implicitement [*Je souligne*] qu'il fallait prendre part à la lutte, cela, nous ne pouvions l'empêcher. Mais ce qu'il s'agissait d'affirmer, c'était le danger d'une tentative d'hégémonie allemande, le danger pour l'évolution humaine du triomphe du militarisme allemand, et rien de plus. » Grave, et on peut supposer Kropotkine avec lui, ne se faisaient pas d'illusion sur la portée pratique du « Manifeste des Seize » : puisqu'on n'avait pas pu « remuer le petit doigt pour empê-

⁶ Maurice Vandamme (1886-1974), plus connu sous le pseudonyme de Mauricius. Dès le début, en 1905, il fait partie des principaux collaborateurs de *L'Anarchie*, organe des anarchistes individualistes fondé par Libertad. Après sa mort en 1908, Mauricius assure avec Lorulot la direction du journal ; en 1910, il abandonne ses fonctions qu'il reprend en juin 1913. Au congrès anarchiste de Paris qui se tient en août 1913, voulant exposer le point de vue des individualistes, il est pris à partie par Jean Grave et Pierre Martin et expulsé du congrès. En avril 1916, il fonde avec Sébastien Faure le journal pacifiste *Ce qu'il faut dire*, dont il est le gérant sous son vrai nom.

cher la conflagration, il fallait être absolument dénué de jugeote pour s'imaginer que, déchaînée, on allait pouvoir l'arrêter »⁷.

Alors même que le « Manifeste des Seize » reflète des positions extrêmement minoritaires, il allait diviser profondément le mouvement libertaire français. La qualité même de ses signataires, et en particulier Kropotkine, y fut pour quelque chose.

L'année 1916 marque un tournant en Allemagne même. L'appareil militaire, au contraire de ce qui se passait en France, était en train de s'autonomiser par rapport au pouvoir civil. En France, la tendance à la domination du militaire sur le civil est bien apparue au début de la guerre, mais le pouvoir politique a réussi à reprendre le contrôle, grâce à la prégnance de la tradition républicaine et parlementaire. La célèbre phrase attribuée à Clemenceau, « la guerre est une affaire trop sérieuse pour être confiée à des militaires », prend ici tout son sens. Il n'y avait pas de Clemenceau en Allemagne.

De Gaulle, prisonnier de guerre en 1917, déclara que l'Allemagne avait perdu la guerre parce que les généraux n'obéissaient plus au pouvoir civil. Les généraux Hindenburg et Ludendorff exercèrent, à partir d'août 1916, une quasi-dictature et concentrèrent entre leurs mains des responsabilités politiques que les généraux français n'ont jamais assumées. Une bureaucratie militaire s'instaura qui accaparait l'essentiel des décisions politiques. Cela conduisit l'état-major allemand à des comportements autistes : à la fin de la guerre, Ludendorff donnait des ordres à des divisions qui n'existaient plus.

À l'automne de 1918, la société allemande et l'armée étaient exsangues et n'avaient plus de réserves pour continuer la guerre ; à ce moment-là, les soldats français ne re-

⁷ Cité dans Philippe Riviale, *Des socialistes révolutionnaires contre le parti : 1900 : Écrits sous la cendre*, L'Harmattan, p. 224.

présentaient plus que 40 % du total des troupes, tandis que les Alliés recevaient à partir de juin 1918 l'apport de 450 000 Américains et celui de l'énorme quantité de matériel militaire acheté à crédit aux États-Unis, et que la France continua de rembourser jusque dans les années 80⁸. L'armée allemande de son côté se délitait, se dissolvait littéralement dans la nature après les offensives de printemps. Quoi que ce fut l'état-major qui demanda l'armistice, celui-ci réussit le tour de force de faire porter au pouvoir civil et parlementaire la responsabilité de la défaite. La droite allemande parvint ainsi à construire le mythe d'une armée en réalité victorieuse mais qui a été poignardée dans le dos à l'arrière.

Si l'Allemagne avait gagné la guerre, il ne fait pas de doute qu'une dictature militaire terrible aurait régné sur le pays et sur toute l'Europe. Kropotkine, plus que tout autre, en avait conscience. Au sein du mouvement libertaire, le débat était de savoir :

- S'il fallait refuser de prendre position, garder un point de vue de principe internationaliste et, dans l'éventualité d'une victoire allemande, reprendre la lutte révolutionnaire ;

- Si la victoire allemande, instaurant une dictature militaire sur toute l'Europe, allait bloquer pour un temps indéfini toute possibilité de lutte révolutionnaire.

Le nœud du problème était l'attitude du prolétariat allemand en cas de victoire du Reich. Kropotkine était extrêmement sceptique sur les positions que pourrait prendre la direction du parti social-démocrate allemand.

⁸ Les relations entre la France et les États-Unis se détériorent rapidement dans les années 1920, les États-Unis réclamant le remboursement des emprunts de guerre tandis que la France voulait soumettre ce remboursement au paiement des réparations par l'Allemagne.

I. – Les Prémices

1) Débats sur la guerre au sein de la Première internationale

Les débats au sein de la Première internationale avaient permis de dégager les principes généraux d'action si une guerre devait éclater : les prolétaires n'étaient pas concernés par les enjeux des conflits entre États et entre capitalismes rivaux : ils déclencheraient une grève générale pour paralyser toute possibilité de poursuivre le conflit.

Une résolution du congrès de Lausanne, en 1867, affirme que « la guerre pèse principalement sur la classe ouvrière, en ce qu'elle ne la prive pas seulement des moyens d'existence, mais qu'elle l'astreint à verser le sang du travailleur ». Pour supprimer la guerre, dit la résolution, « il ne suffit pas de licencier les armées », il faut encore « modifier l'organisation sociale dans le sens d'une répartition toujours plus équitable de la production ». Cependant, la résolution ne propose pas de moyen particulier pour empêcher les guerres.

Le congrès suivant, à Bruxelles en 1868, aborde les moyens. Les peuples peuvent « diminuer dès maintenant le nombre des guerres en s'opposant à ceux qui les font ou les déclarent » : dans la mesure où ce sont surtout les classes ouvrières qui sont soumises au service militaire, elles ont le moyen d'arrêter la guerre : en effet, « le corps social ne saurait vivre si la production est arrêtée pendant un certains temps ». Il suffit donc aux producteurs « de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques ».

Le congrès de Bruxelles de l'Association internationale des travailleurs invite donc toutes les sections de l'organisation

« ...à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple, qui aujourd'hui ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens ».

« Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. »

Malgré ces dispositions, il faut noter que Marx ne s'est jamais dispensé de prendre position pour l'un ou l'autre belligérant dans les guerres qui ont éclaté de son vivant. Alors même qu'une résolution contre la guerre avait été votée en 1868 à Bruxelles, Marx prend résolument position pour l'Allemagne, au début de la guerre franco-prussienne. Il accorde aux ouvriers allemands le droit de défendre leur pays, car il considère que la guerre est pour eux « défensive ». Pour justifier cette position, il a recours à tout l'appareil conceptuel du « matérialisme historique ». Lorsque, après la défaite française et l'éclatement de la Commune – c'est-à-dire lorsqu'il ne peut décidément plus s'en tenir à la guerre défensive pour les Allemands, il accorde cette fois aux ouvriers français le droit de défendre leur pays.

En 1870, Marx avait expliqué que la victoire allemande signifiait la victoire du socialisme allemand sur le socialisme français :

« La prépondérance allemande transférera en outre, le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866⁹ jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui

⁹ La Prusse vainquit l'Autriche en 1866 lors de la bataille de Sadowa. Dès lors, l'empire des Habsbourg se trouva exclu de toute intervention dans l'Allemagne du Nord.

de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de *notre* théorie sur celle de Proudhon¹⁰. »

Le 4 septembre 1870, l'Empire français s'écroule sous les coups de l'armée prussienne. Aussitôt la section française de l'AIT lance un appel internationaliste demandant aux travailleurs allemands d'abandonner l'invasion et proposent une alliance fraternelle qui poserait les fondements des États-Unis d'Europe¹¹. Les socialistes du Jura bernois publient dans leur journal, la *Solidarité*, un appel à tous les membres de l'Internationale pour qu'ils se préparent à une intervention armée en faveur de la République française « qui représentait la liberté en Europe » et dont la cause était celle de tous les peuples libres « contre l'ennemi commun de tous les socialistes européens, l'Allemagne ». Celle-ci personnifiait à leurs yeux le despotisme et la réaction. L'inspiration bakouninienne de cette déclaration est évidente. *La Solidarité* fut suspendue par le Conseil d'État suisse. Bakounine à l'évidence épousait totalement la cause de la France, qu'il identifiait à la cause de la liberté et de l'humanité. Kropotkine fera la même analyse, mais dans un contexte différent.

Aux Internationaux de Lyon, Bakounine écrivit alors :

« Le mouvement patriotique de 1792 n'est rien en comparaison de celui que vous devez faire maintenant, si vous voulez sauver la France d'un esclavage de 50 ans, de la mi-

¹⁰ Lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870.

¹¹ « Frères d'Allemagne, Au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France.

« Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide. Restez calmes, comme peut le faire, sans compromettre sa dignité, un grand peuple fort et courageux.

« Nos divisions n'amèneraient, des deux côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme. » (Publié dans le *Réveil* du 12 juillet 1870.)

sère, de la ruine, de l'avilissement et de l'anéantissement,.
Donc, levez-vous tous, amis, au chant de la Marseillaise qui redevient aujourd'hui le chant légitime de la France, tout palpitant d'actualité, le chant de la liberté, le chant du peuple, le chant de l'humanité, car la cause de la France est redevenue enfin celle de l'humanité. En faisant du patriotisme, nous sauverons la liberté universelle ¹²... »

Selon Bakounine, les ouvriers français ne doivent pas rester passifs face à l'invasion allemande, faute de quoi « ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire ». Il est donc évident que la classe ouvrière doit *prendre parti* dans ce conflit, faute d'avoir pu l'empêcher. Bakounine prend en quelque sorte le contre-pied de l'attitude que Marx adopta tout d'abord : quoi que le conflit opposât deux États capitalistes, la défaite de la France conduira à l'écrasement d'une des deux formes de socialisme qui se confrontaient alors sur la scène européenne. Les ouvriers français *ne pouvaient pas ne pas prendre position*. La différence entre Bakounine et Marx réside tout de même dans le fait que Bakounine appellera à transformer la guerre entre États en une guerre révolutionnaire – ce que Marx ne fit jamais.

La social-démocratie allemande répond favorablement à l'appel des Français, et ses dirigeants sont immédiatement arrêtés. Parmi eux se trouvent Wilhelm Liebknecht et August Bebel qui, déjà en juillet, s'étaient abstenus lors du vote des crédits de guerre, en déclarant qu'on ne saurait choisir entre Bismarck et Napoléon III. Malgré ses divergences avec la social-démocratie allemande, Bakounine n'hésita pas à « rendre justice aux chefs du parti de la démocratie socialiste » et à tous ceux qui eurent le courage de « parler un langage humain au milieu de toute cette animalité bourgeoise rugissante » ¹³. L'appel lancé

¹² Lettre à Albert Richard, 23 août 1870.

¹³ *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, 58.

par les ouvriers français est qualifié par Marx de « ridicule ». Il a, dit-t-il, « provoqué parmi les ouvriers anglais la risée et la colère »¹⁴. Marx fait à ce moment-là grand cas des ouvriers anglais, et surtout des dirigeants ouvriers avec qui il entretient des rapports équivoques : il avait besoin d'eux pour conserver le contrôle sur le Conseil général de l'Internationale. Cet appel était jugé par Marx trop radical pour être accepté par les dirigeants syndicaux anglais. De fait, ces derniers traitèrent plus tard les communards de « bandits »...

Le 7 septembre, Engels écrit que les ouvriers français « prétendent à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une république, que les Allemands doivent immédiatement quitter le sol sacré de la France sans quoi : guerre à outrance ! C'est tout à fait la vieille infatuation. (...) J'espère que ces gens reviendront au bon sens une fois la dernière griserie passée, sans quoi il deviendrait diablement difficile de continuer avec eux des relations internationales. » Engels n'a pas tort de dire que les victoires prussiennes ont fait cadeau d'une république à la France, mais il s'agit de la république qui, de Versailles, organisera l'écrasement de la Commune de Paris. Inquiet de voir le prolétariat parisien et le petit peuple s'agiter, Engels écrit le 12 septembre :

« Si on pouvait avoir quelque influence à Paris, il faudrait empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix, et Bismarck sera prochainement en situation de la faire, soit par la prise de Paris, soit que la situation européenne l'oblige à mettre fin à la guerre. »

Engels et Marx, comme l'ensemble de la classe politique française, savaient que la résistance à l'envahisseur signifiait l'armement du prolétariat. Laura, la fille de Marx, écrit à des amis de la famille : « dans la France entière, il semble que les classes dominantes soient beau-

¹⁴Lettre à Engels, 10 septembre 1870.

coup plus soucieuses d'exterminer les "Rouges" que les Prussiens » (...) Gambetta (...) a fait tout ce qu'il a pu pour empêcher l'armement du prolétariat ¹⁵. »

Marx pense alors que la victoire militaire allemande conditionne la victoire politique de leurs théories en Europe. Ainsi s'expliquent les craintes de Marx devant les « souvenirs de 1792 ». Le peuple français s'était alors levé en masse contre les armées d'Europe coalisées contre le pays. Cette levée en masse avait cimenté l'unité nationale. Ce souvenir était encore vivace dans les esprits, puisque l'Appel de la section française de l'AIT, qualifié par Marx de « ridicule », citait la phrase de la Constitution de l'An I : « Le peuple français ne fait pas la paix avec un pays qui occupe son territoire ». C'est tout à fait dans cet esprit que Kropotkine prendra position en 1916.

Le comité du parti socialiste de Brunswick publia le 5 septembre 1870 un manifeste dans lequel il est dit :

« Les événements se développeront sur une échelle plus grande et se simplifieront. Si, après cela, la classe ouvrière ne remplit pas le rôle qui lui incombe, tant pis pour elle. Cette guerre a déplacé le centre de gravité du mouvement ouvrier ; elle l'a transféré de France en Allemagne. C'est pourquoi une plus grande responsabilité pèse désormais sur la classe ouvrière allemande ¹⁶. »

Le manifeste de Brunswick fut tiré à 10 000 exemplaires et ses auteurs, qui réclamaient la paix et s'opposaient à l'annexion de l'Alsace-Lorraine, furent arrêtés.

Les débats qui eurent lieu lors de la guerre de 1870 posèrent, comme en 1914, la question de savoir s'il s'agissait, d'un côté comme de l'autre, d'une guerre défensive. Marx, tout d'abord, pense que c'est le cas. Le 17 août 1870, il écrit à Engels que « la guerre est devenue nationale » – pour les Allemands. Au même moment, les

¹⁵ Lettres à Kugelmann, éditions sociales, p. 173.

¹⁶ Marx-Engels, *Écrits militaires*, L'Herne, p. 522.

chefs du mouvement ouvrier réel de l'Allemagne prennent des positions qui tranchent avec celles des théoriciens de Londres. On a vu que Bebel et Liebknecht votèrent contre la politique de Bismarck, s'abstinrent sur les crédits de guerre. Kugelmann de son côté est accusé de ne « rien entendre à la dialectique »¹⁷ parce qu'il avait affirmé que la guerre du côté allemand était devenue offensive ; or, l'argument du caractère défensif de la guerre fournissait à Marx et à Engels l'occasion de la justifier. Pourtant, la théorie de la guerre de défense ne pouvait être soutenue indéfiniment. L'opinion révolutionnaire unanime et la résistance des masses parisiennes forcèrent Marx et Engels à modifier leur point de vue

Blanqui et Bakounine avaient tous deux appelé dès le début à la guerre révolutionnaire, dénoncé les hésitations du gouvernement, prédit que l'hégémonie prussienne signifierait le triomphe de la réaction en Europe. Ce n'est que lorsque Blanqui déclara que tout était perdu que Marx reprit à son compte l'argument de la guerre révolutionnaire, cinq mois plus tard. Dès lors, le rôle involontairement progressif de Bismarck diminue, en même temps que s'élève la gloire des ouvriers parisiens vilipendés six mois plus tôt. *La Guerre civile en France* est l'expression de ce changement d'optique. Désormais, dit Marx, la guerre nationale est une « pure mystification des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes ». Ainsi la lutte des classes reprend sa place comme moteur de l'histoire ; on ne demande plus aux ouvriers français de « remplir leur devoir civique » – c'est-à-dire de voter – ni de s'abstenir de renverser le gouvernement.

Dès septembre 1870, Bakounine avait dénoncé le défaitisme réactionnaire de la bourgeoisie française qui vou-

¹⁷ L'accusation de ne rien entendre à la dialectique constitue la réfutation ultime du marxisme face à un argument irréfutable. Lénine l'emploiera également, notamment contre Boukharine, qu'il désigne comme le meilleur théoricien du parti, mais qui n'a pas compris la dialectique, ce qui laisse rêveur sur le niveau théorique des dirigeants bolcheviks...

lait la paix à tout prix, fût-ce au prix de l'asservissement du pays. La révolution sociale, disait-il, était un danger bien plus important pour la bourgeoisie que l'occupation prussienne. Blanqui de son côté déclarait : « Le capital préfère le roi de Prusse à la République. Avec lui, il aura sinon le pouvoir politique, du moins le pouvoir social ¹⁸. » Bakounine comme Blanqui pensaient que la bourgeoisie française avait confié à l'armée allemande le soin de défendre l'ordre social et condamnaient violemment le gouvernement Trochu au moment même où Marx préconisait aux ouvriers français de « remplir leur devoir de citoyens », c'est-à-dire de se soumettre à ce gouvernement. Ce n'est que devant la collusion manifeste entre Bismarck et Thiers que Marx changera de point de vue. Celui qu'il prenait pour l'adversaire du bonapartisme – Thiers – est maintenant accusé d'avoir précipité la guerre avec la France par ses déclarations contre l'unité allemande et d'avoir accepté la paix à tout prix en implorant « la permission et les moyens de susciter la guerre civile dans son propre pays écrasé » ¹⁹.

Les *Lettres à un Français*, écrites par Bakounine pendant la guerre de 1870, contiennent des analyses extrêmement pertinentes sur les contradictions qui parcourent la société française pendant les mois qui précèdent la Commune de Paris, et concluent sur la prévision que la guerre franco-prussienne se terminera par la guerre civile en France. Bakounine avait espéré que les hostilités déclencheraient un processus révolutionnaire qui s'étendrait des villes aux campagnes. Il préconisait alors une action dirigée à la fois contre le gouvernement et les Prussiens, la transformation de la guerre patriotique en guerre révolutionnaire. Il fait une remarquable analyse des rapports entre les diverses fractions de la bourgeoisie et développe

¹⁸ Maurice Dommanget, *Blanqui et la guerre de 1870*.

¹⁹ *La guerre civile en France*, Éditions sociales, pp. 182-183.

quelques mois à l'avance, de façon prophétique, ce que seront les communes de Paris et de province.

Bakounine prédit même la composition du futur gouvernement provisoire où Gambetta voisinera avec Trochu. Extrêmement bien informé, il prévoit aussi que Bazaine sera réduit à entreprendre un mouvement désespéré ou à « se rendre honteusement aux Prussiens ». Ces derniers, dit-il encore, marcheront sur Paris et, « si le peuple français ne se soulève tout entier », l'armée prussienne prendra la capitale. Au contraire de Marx, qui se trouvait à Londres, le révolutionnaire russe était à l'époque en France et il participa à l'insurrection de Lyon.

2) Basculement du rapport des forces en Europe

Depuis la victoire prussienne contre l'Autriche à Sadowa, en 1866, la Prusse a pris l'initiative politique en Europe du Nord. L'Autriche, par ailleurs exclue de l'union douanière – le Zollverein – est définitivement liquidée comme État capable d'initiative politique. Après la constitution de l'empire allemand, dit Bakounine, « le patriotisme pangermanique, qui a gagné toute la société allemande »²⁰, menace l'Autriche allemande, Trieste, la Bohême, la Suisse allemande, une partie de la Belgique, la Hollande et le Danemark, ce qui dressera contre le Reich l'Europe de l'ouest et du sud. Il s'est opéré une profonde mutation dans les rapports entre l'Allemagne et la Russie. Cette dernière a pris acte que l'unification allemande ; l'impressionnante expansion du capitalisme allemand a constitué un bloc qui brise toute capacité d'intervention directe de la Russie dans l'Europe du nord-ouest ; aussi s'est-elle concentrée vers le Sud-Est, c'est-à-dire l'Asie centrale.

Le renforcement de l'Allemagne conduit inévitablement la France à conclure une alliance avec la Russie.

²⁰ Bakounine, *Étatisme et anarchie*, 1874.

Cette alliance, imposée par les nécessités proprement étatiques de contenir l'expansionnisme allemand en Europe, sera plus tard féroce­ment combattue par les socialistes français, soutenus en cela par leurs camarades de la social-démocratie allemande. L'un des effets « collatéraux » de cette alliance sera de développer dans la population allemande le sentiment profond que leur pays est victime d'un encerclement (*Einkreisung*) – ce qui était d'ailleurs le cas, mais cet encerclement avait pour fonction de contenir l'expansionnisme allemand. Pour les Allemands, les autres puissances européennes étaient jalouses de l'essor économique de leur pays et cherchaient à le détruire. Ce sentiment ne se limitait pas à la droite mais était *largement répandu à gauche*. La crise marocaine de 1911-1912 donna à la tendance impérialiste déjà présente dans social-démocratie allemande l'occasion de se manifester pleinement. C'est ce sentiment d'encerclement qui explique sans doute la conviction profondément ancrée chez les Allemands de mener une guerre défensive. La population allemande avait été largement conditionnée à l'idée que la guerre qui allait éclater était une guerre contre la Russie, sentiment partagé par les social-démocrates.

Mais alors qu'en 1848 Marx et Engels avaient souhaité une guerre de l'Allemagne contre la Russie pour contraindre la monarchie prussienne à faire des concessions libérales, maintenant cette perspective terrorise Engels, le survivant du couple : ce dernier frise la panique et il a une réaction étonnante de repli.

« Les gens doivent comprendre qu'une guerre faite contre l'Allemagne et avec la Russie comme alliée est avant tout également une guerre contre le parti socialiste le plus fort et le plus combatif d'Europe et qu'il ne nous reste plus qu'à engager toutes nos forces contre tout agresseur qui aide la Russie ²¹. »

²¹ Lettre à Bebel, 29 septembre 1891.

Si l'Allemagne est battue, ajoute Engels, le mouvement socialiste en Europe est fichu pour vingt ans. Par mouvement socialiste en Europe, Engels entend évidemment le mouvement socialiste *allemand*. Ainsi, le cadre dans lequel se déclenchera la Première Guerre mondiale est tracé, comme sont pressenties les réactions de la social-démocrate allemande face à cette guerre. Le caractère implicitement pangermaniste de l'analyse d'Engels vient de ce qu'il solidarise la survie du mouvement socialiste allemand avec celle de l'État allemand. L'idée d'un soulèvement du prolétariat organisé par « le parti socialiste le plus fort et le plus combatif d'Europe » contre la guerre ne l'effleure même pas.

Deux semaines plus tard, Engels écrit une nouvelle lettre à Bebel : si le danger d'une guerre se précise, dit-il, alors nous pouvons dire au gouvernement « que nous serions disposés à le soutenir à condition qu'il adopte à notre égard une attitude qui rende la chose possible ²² ». Il s'agit très clairement d'une volonté de négocier avec le pouvoir des dispositions en faveur de la social-démocratie qui rendraient possible le soutien de celle-ci à une guerre. On est loin de l'internationalisme prolétarien... Ces propos, tenus vingt ans après la Commune de Paris, anticipent sur l'attitude de la social-démocratie lors de la guerre de 1914-1918. Si l'Allemagne est attaquée, tous les moyens de défense sont bons : « Il s'agit de l'existence nationale et aussi de conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes » (*Ibid.*). (*Je souligne.*) Protection de l'existence nationale, préservation des acquis et participation à un gouvernement de défense nationale : les ingrédients de la guerre qui ravagera bientôt l'Europe sont là. Les pires craintes de Bakounine concernant les « patriotes allemands de l'Internationale » se sont vérifiées.

²² Lettre à Bebel, 13 octobre 1891.

3) Allemagne : Une gauche expansionniste ?

En 1848, Marx et Engels furent très soucieux de ne pas satisfaire les revendications d'indépendance des Slaves de Bohême parce que cela aurait constitué une brèche dans l'intégrité territoriale de l'Allemagne. Dans l'hypothèse où une Pologne indépendante se constituerait, il ne sera pas question de lui restituer les territoires occupés par la Prusse. Plus tard, Marx et Engels prirent le parti de la Prusse dans l'affaire du Schleswig-Holstein. Alors que Bismarck ne voyait aucun inconvénient au contrôle russe des Détroits et de l'embouchure du Danube, dans la mesure où cela ne constituait aucune menace à ses propres préoccupations, qui se limitaient à assurer la suprématie de la Prusse en Allemagne du Nord, au-dessus du Main, c'est-à-dire dans l'Allemagne protestante, les social-démocrates allemands considéraient que le contrôle russe des détroits serait à terme une menace pour l'extension des intérêts allemands dans les pays du Danube.

Bakounine écrivait à ce sujet en 1873 dans *Étatisme et anarchie* :

« Tout le mouvement progressiste de l'Allemagne, tendant à former un nouveau et puissant État, se trouva concentré dans l'électorat de Brandebourg. Et en effet, par leurs efforts incessants pour s'emparer des côtes de la Baltique, les électeurs du Brandebourg rendirent un éminent service à l'Allemagne ; ils créèrent, on peut dire, les conditions de sa grandeur actuelle, tout d'abord en conquérant Koenigsberg et, ensuite, lors du premier partage de la Pologne, en mettant la main sur Dantzic. Mais tout cela n'était pas encore assez ; il fallait s'emparer de Kiel et, en général, de la totalité du Schleswig et de l'Holstein ²³. »

Poursuivant son raisonnement, Bakounine déclare que les Allemands considèrent que « le Danube tout entier est

²³ Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, p. 276.

un fleuve allemand », en quoi il anticipe de dix ans une déclaration qu'Engels fera dans une lettre à Kautsky.

Après Sadowa (1866), Bismarck ne semble pas avoir d'objectif précis en matière de politique étrangère. Il se satisfait de laisser les États allemands du Sud dans leur « existence internationale indépendante ». Il répète alors que « nous en avons fait assez pour notre génération » et ne se soucie pas d'annexer des États allemands dominés par des catholiques qui pourraient, le suffrage universel aidant, s'opposer à sa politique. Les problèmes européens paraissent se concentrer ailleurs, notamment au Proche-Orient, dont la Prusse se désintéresse. C'est que, entre 1848 et 1867, la Prusse s'est déplacée vers l'Ouest : en 1848 elle était une monarchie autocratique encore dépendante de la pression russe ; en 1867, après l'instauration du suffrage universel, elle est le leader d'une confédération qui a une puissance industrielle et financière importante et capable de se protéger. La guerre et la politique étrangère agressive sont alors la prérogative de la gauche.

La crise du Luxembourg montre parfaitement cette tendance. Le grand-duché était une ancienne terre d'empire mais sous souveraineté du roi de Hollande, et dont les habitants ne se sentaient nullement allemands. Un conflit avec les Français risquait de surgir à son sujet à cause, en particulier, de la présence de troupes prussiennes sur son territoire. Bismarck n'avait aucune intention d'annexer le Luxembourg qui ne s'insérait en rien dans son schéma d'union de l'Allemagne du Nord, et qui ne présentait aucun intérêt économique – son industrie lourde ne s'y était pas encore développée. En outre, le chancelier avait alors besoin de la paix à l'extérieur pour mener à bien son projet de construction nationale à l'intérieur. Prophétique, il déclara à l'époque : « J'éviterai cette guerre autant que je le pourrai ; car je sais qu'aussitôt commencée elle ne finira jamais. » Lorsqu'un compromis fut trouvé, accordant la souveraineté au grand-duché et

garantissant sa neutralité, ce sont les libéraux et les démocrates allemands qui s'y opposèrent. Le social-démocrate Bebel fut un de ceux qui protestèrent le plus fort.

Au risque de contredire l'image couramment présentée de Bismarck, rien ne prouve qu'il ait réellement souhaité la guerre avec la France, et après la victoire, il se montra opposé à l'annexion de Metz : « Je n'aime pas l'idée d'avoir dans notre maison tant de Français qui n'ont pas envie d'y être ²⁴. » De même, il a toujours été réticent à la perspective d'une union organique avec les catholiques d'Allemagne du Sud, et lorsque cette union se fera, elle lui créera d'importants problèmes. Il ne souhaitait pas étendre son pouvoir au sud du Main, qui représentait la limite entre l'Allemagne protestante et l'Allemagne catholique. Ses convictions politiques et religieuses s'y opposaient. Le luthérianisme était son principe le plus profond et il considérait les Allemands du Sud comme des gens corrompus par le catholicisme et par le libéralisme français. L'Allemagne qu'il voulait construire devait être exclusivement protestante sans intérêts dans la vallée du Danube ou dans le Proche-Orient. Il déclara en décembre 1870 que l'Allemagne n'avait aucun intérêt dans la question d'Orient qui « vaille la peau d'un mousquetaire poméranien » ²⁵. Lorsqu'il voulait définir l'Allemagne, c'est à la Poméranie, sur la Baltique, qu'il pensait, et non à la Bavière ni à l'Autriche. La question d'Orient, c'était l'affaire de l'Autriche et, surtout, de la Russie.

Bakounine prévoit cependant que les Allemands seront amenés à tenter de s'assurer des débouchés dans le Sud de l'Europe ; à terme, ils ne pourront pas accepter, dit-il, de livrer « à l'arbitraire de la Russie leurs rives sur le Danube et leur négoce avec les pays danubiens ». Or, Engels confirmera plusieurs fois la prévision de Bakounine. L'Allemagne, dit en effet ce dernier dans *Le Pansla-*

²⁴ A.J.P. Taylor, *Bismarck*, Hamish Hamilton, p. 133.

²⁵ A.J.P. Taylor, *op. cit.* p. 167.

visme démocratique, ne peut se laisser couper de la mer Adriatique : c'est pour elle une question vitale, « au même titre que, par exemple, la côte de la Baltique de Dantzig à Riga ». Par ailleurs, un État slave indépendant dans le Sud de l'Europe couperait l'Autriche de ses débouchés naturels en Méditerranée. En 1882, Engels fait encore remarquer à Kautsky qu'aucun État slave des Balkans ne devait être autorisé à se placer en travers du chemin ou sur la voie ferrée entre l'Allemagne et Constantinople. C'est donc sans exagération que Bakounine attribue aux socialistes et aux démocrates allemands des intentions expansionnistes. Le révolutionnaire russe se trompe cependant en pensant que Bismarck partage ces intentions. La politique du chancelier se situe en effet bien *en deçà des revendications manifestées par la plupart des libéraux et social-démocrates allemands...*

Kropotkine n'ignore pas la thèse développée par Bakounine selon laquelle l'Allemagne est le « centre de la réaction en Europe »²⁶. L'analyse que Bakounine avait développée constitue en quelque sorte le fondement théorique des raisons qui ont poussé Kropotkine à signer le « Manifeste des Seize ». Bakounine considérait que l'Allemagne bismarckienne constituait le prototype de l'État moderne qui avait développé, sous une façade représentative, des mécanismes extrêmement élaborés d'exploitation du prolétariat, un État ayant des ambitions expansionnistes, au sein duquel se trouvait un mouvement socialiste qui était le complice de la politique de l'État. Pour caricaturale que soit cette analyse, il y avait suffisamment de faits probants qui contribuaient à la confirmer.

Ce qui séparait les deux révolutionnaires russes, c'était que Bakounine avait préconisé la transformation de la guerre en guerre révolutionnaire, alors que Kropotkine soutint l'Entente en guerre contre l'Allemagne. Il est

²⁶ Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, p. 81.

vrai que le contexte était différent. Les tendances réactionnaires de l'État allemand, que Bakounine avait dénoncées en 1870, avaient pu s'accroître encore. En 1870 également, Bakounine avait craint que la défaite de la France ne conduise à une terrible régression – ce qui fut le cas : le mouvement ouvrier français paya très cher l'écrasement de la Commune et mit longtemps à s'en relever.

En 1870, Bakounine avait clairement pris le parti de la France, malgré les critiques impitoyables qu'il faisait de la classe politique française. La cause de la liberté et de l'humanité se trouvait du côté de la France, pensait-il. Il préconisa même une « intervention armée collective en faveur de la République française ». Si les ouvriers français restent passifs, dit-il, ils « ne trahiraient pas seulement leur propre liberté, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire ²⁷. » Bakounine prêche donc une résistance à outrance contre l'occupation prussienne. « La France, écrit-il, en balayant de son territoire les armées du roi de Prusse, aura du même coup affranchi tous les peuples d'Europe et accompli l'émancipation sociale du prolétariat » ²⁸. A la même époque, il écrit à Palix :

« Je n'ai point l'honneur d'être Français, mais j'avoue que je suis profondément indigné contre toutes ces insultes et profondément désespéré du malheur de la France... Je déplore amèrement le malheur de cette sympathique et grande nature, de ce généreux caractère national, et de cette intelligence lumineuse de la France, qu'on dirait avoir été formés et développés par l'histoire pour qu'ils émancipent le monde. Je déplore le silence qui pourrait être imposé à cette grande voix de la France, qui annonçait, à tous ceux qui souffraient et étaient opprimés, la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice. Il me semble que si ce grand soleil de la France s'éteignait, il y aurait éclipse partout, et que toutes

²⁷ *Lettre à un Français.*

²⁸ *Ibid.*

les lanternes plus ou moins bigarrées qu'allumeront les savants raisonneurs de l'Allemagne ne sauraient compenser cette grande et simple clarté que versait sur le monde l'esprit de la France.

« Enfin, je suis convaincu que la défaite et l'asservissement de la France et le triomphe de l'Allemagne assujettie aux Prussiens, feraient retomber toute l'Europe dans les ténèbres, dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés. J'en suis tellement convaincu que je pense que c'est aujourd'hui un devoir sacré pour tout homme qui aime la liberté, et qui veut le triomphe de l'humanité sur la brutalité, de venir, quel que soit son pays, qu'il soit anglais, espagnol, italien, polonais, russe, – même allemand –, prendre part à cette lutte démocratique du peuple français contre l'invasion du despotisme germanique ²⁹. »

C'est *incontestablement* la même analyse que fait Kropotkine lorsqu'il choisit en 1916 de soutenir l'un des camps contre l'autre. Il y a cependant une différence. Il faut en effet faire la part des *positions de principe* que développe Bakounine au début de la guerre, telles que décrites ci-dessus, et ce qu'il préconise ensuite *concrètement*. En effet, il prit part à l'insurrection de Lyon, lors de laquelle il proposa entre autres mesures la création d'une milice révolutionnaire permanente, la mise sous séquestre de toutes les propriétés, publiques et privées, la révocation de tous les fonctionnaires. Il proposa en outre des mesures de réorganisation économique : les communes révolutionnaires devaient désigner des délégués, nommer des commissions pour réorganiser le travail, remettre entre les mains des associations ouvrières les capitaux dont elles avaient besoin. Lorsque le conseil municipal décida la baisse du salaire journalier des ouvriers des chantiers nationaux, Bakounine s'opposa à ce que les ouvriers viennent désarmés à la manifestation de protestation.

²⁹ « La situation politique en France » (Lettre à Palix), 29 septembre 1870-début octobre 1870.

Marx ne put s'empêcher de railler l'action de Bakounine, qui échoua. Les circonstances n'étaient évidemment pas mûres. Pourtant, un historien bolchevik, Iouri Steklov, déclara que l'intervention de Bakounine à Lyon fut « une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger vers la lutte contre le système capitaliste et en même temps de repousser l'invasion étrangère ³⁰ ».

Steklov ajoute que le plan de Bakounine n'était pas si ridicule :

« Dans la pensée de Bakounine, il fallait profiter des ébranlements provoqués par la guerre, de l'incapacité de la bourgeoisie, des protestations patriotiques de la masse, de ses tendances sociales confuses, pour tenter une intervention décisive des ouvriers dans les grands centres, entraîner derrière elle la paysannerie et commencer ainsi la révolution sociale mondiale. Personne alors n'a proposé un plan meilleur ³¹. »

Les proches de Bakounine eux-mêmes pensaient que ce plan était prématuré, mais l'opinion du Russe était alors que « si, de cette guerre, ne sort pas directement la révolution sociale en France, le socialisme mourra pour longtemps dans toute l'Europe ³². » Alors que Marx déclare expressément que la victoire prussienne assurait l'hégémonie du socialisme allemand en Europe, Bakounine écrit que la défaite de la France signifie la défaite du socialisme : « Ne s'agit-il pas de la liberté de l'Europe qui, si la France succombait sous les baïonnettes prussiennes, aurait à supporter un esclavage de cinquante ans au moins ? » C'est, littéralement, l'analyse que fera Kro-

³⁰ Iouri Steklov, *M.A. Bakounine, sa vie et son activité*, 1927, t. IV, première partie, ch. III, 1, La tentative de Lyon. Cité par F. Rude, in *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 20.

³¹ *Ibid.*

³² Lettre à Ogarev, 31 août 1870.

potkine quarante-six ans plus tard – dans un contexte différent, encore une fois.

Bakounine sait que la victoire prussienne aboutira à la création de l'Empire allemand, et il craint avant tout que si les ouvriers allemands sont conduits à servir « l'institution de l'État germanique », la solidarité qui devrait les « unir jusqu'à les confondre avec leurs frères, les travailleurs exploités du monde entier » ne soit sacrifiée à la « passion politique nationale ³³ ». Encore une fois, c'est là le point de vue de Kropotkine lorsqu'il signe le manifeste de 1916.

Partagés entre la « solidarité socialiste du travail » et le « patriotisme politique de l'État national », les ouvriers allemands risquent, dit Bakounine, d'être « unis à leurs compatriotes bourgeois contre les travailleurs d'un pays étranger » ³⁴. Pourtant, Bakounine rendit hommage aux dirigeants social-démocrates et aux travailleurs allemands qui ont pris, contre la guerre, des positions internationalistes qui tranchaient avec celles de Marx.

Lorsque Bakounine quitta Lyon, il écrivit à Palix une lettre désabusée qui exprime le fond de sa pensée :

« Je quitte Lyon le cœur plein de tristesse et de prévisions sombres. Je commence à penser maintenant que c'en est fait de la France... elle deviendra une vice-royauté de l'Allemagne. A la place de son socialisme vivant et réel, nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands qui ne diront plus que ce que les baïonnettes prussiennes leur permettront de dire. L'intelligence bureaucratique et militaire de la Prusse va assurer la tranquillité et l'ordre public, au moins pour cinquante ans, pour tout le continent de l'Europe ³⁵. »

³³ *Lettre à un Français*, août-septembre 1870. Cf. Œuvres, Champ libre, VII, p. 92.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Lettre à Louis Palix, 29 septembre 1870. Cité par F. Rude, *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 19.

C'est exactement ce qui se passa et, à tort ou à raison, sans doute Kropotkine voulait-il éviter, après la guerre en cours, de renouveler les quarante années sombres qui suivirent la défaite de la Commune. Son erreur, à n'en pas douter, fut de penser que, faute d'insurrection populaire contre la guerre, le soutien à l'Entente était le moyen d'éviter une telle tragédie. Car c'est là que la différence de contexte entre la situation de Bakounine et celle de Kropotkine se trouve. Contrairement à 1870, la France ne s'effondra pas en 1914. Cet effondrement, s'il avait eu lieu, aurait peut-être provoqué une réaction patriotique semblable à celle de la Commune et aurait-elle abouti à une insurrection populaire suivie d'une révolution. La position de Kropotkine eût alors été totalement différente. L'explication de la signature d'un appel en faveur de la résistance contre l'Allemagne en 1916 tient précisément qu'à la veille de la bataille de la Marne, tout poussait à croire que les armées françaises étaient sur le point de lâcher.

4) Passif avec la social-démocratie allemande

Pour comprendre l'attitude de Kropotkine par rapport à la guerre il faut aussi comprendre le passif qui peut exister, à ses yeux et à ceux de beaucoup d'anarchistes français de l'époque, avec la social-démocrate allemande. La période de la Commune et celle qui l'a immédiatement suivie suffiraient pour remplir un dossier à charge. Les craintes qu'avait formulées Bakounine concernant le danger que pourrait constituer une victoire prussienne, s'accompagnant de l'hégémonie du socialisme allemand sur la scène internationale, se montrèrent en fait très *en dessous* de la vérité. Après la liquidation bureaucratique de l'AIT par Marx, l'Internationale survécut dans sa forme « antiautoritaire » jusqu'en 1878 puis disparut. Une partie des militants cependant n'entendait pas se couper du mouvement socialiste et continuèrent à assister aux congrès socialistes internationaux, puis à ceux de la II^e Internationale. C'est la social-démocratie allemande qui s'efforça, avec une surprenante persévérance, d'exclure les anarchistes de ces congrès.

Comme l'avait prédit Marx, la victoire militaire prussienne fut aussi une victoire de la social-démocrate allemande – les dirigeants socialistes allemands eux-mêmes ne manquèrent pas de le souligner³⁶. La littérature social-démocrate foisonne de déclarations d'auto-congratulation sur la supériorité du socialisme allemand, reprenant mot pour mot les propos de Marx et d'Engels. Gustav Jaechh, un socialiste allemand, écrit en 1904 que l'Allemagne est pour les socialistes de tous les pays un « modèle ». La social-démocratie allemande, dit-il, est « l'héritière de l'Internationale, comme les ouvriers allemands sont les héritiers de la philosophie classique allemande » – paraphrase

³⁶ Cf. Allan Mitchell, *The German Influence in France After 1870. The Formation of the French Republic*. Chapel Hill, The University of North Carolina Presse, 1979. Le livre part de l'idée que l'influence de l'Empire allemand pesa lourdement sur les débuts de la III^e République.

de Marx. L'héritage de la philosophie classique allemande transmis à la classe ouvrière – par on ne sait quel moyen – est une trouvaille de Marx et Engels. « L'esprit de la première Internationale a passé à la social-démocratie allemande », dit encore Gustav Jaeckh, ce qui est d'autant plus paradoxal que la social-démocratie allemande n'a jamais adhéré à l'AIT, puisque les lois allemandes l'interdisaient. Il est vrai que l'auteur parle de l'*esprit* de la première Internationale – transmis, on croit le comprendre, par Marx³⁷. Toujours selon Jaeckh, « le prolétariat allemand est le centre spirituel de la nouvelle Internationale »³⁸.

Un historien du socialisme, Georg Adler, écrivit en 1911 :

« Si, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, c'est la France qui donnait l'impulsion au mouvement socialiste du monde entier, elle a dû dans la seconde moitié de ce siècle abandonner le rôle dirigeant à l'Allemagne. Le programme de la social-démocratie allemande servit de modèle pour tous les autres pays³⁹. »

Selon Adler, l'Allemagne est « le centre déterminant du mouvement socialiste du monde entier ».

Paul Lensch, un député social-démocrate, déclara en 1915 au Reichstag, le parlement allemand :

« L'Allemagne est la patrie et la capitale du socialisme scientifique : c'est ici qu'il a la presse la plus répandue, les organisations les plus fortes ; il règne ici sur un prolétariat qui n'est dépassé au point de vue des connaissances théo-

³⁷ Gustav Jaeckh, *Die Internationale : eine Denkschrift zur vierzigjährigen gründung der Internationalen Arbeiter-Assoziation*, Verlag der Leipziger Buchdruckerei Aktiengesellschaft, Leipzig, 1904, p. 213. Ce livre reprend sans aucun esprit critique tout l'argumentaire de Marx et Engels contre Bakounine.

³⁸ *Ibid*, p. IV.

³⁹ Article « Sozialdemokratie » du Handwörterbuch der Staatswissenschaften, Iena, 1911, vol. VII.

riques, de la formation pratique, de l'éducation et de l'intelligence, par aucune classe ouvrière du monde. »

Lensch précise que la littérature socialiste de tous les pays « porte ineffaçablement la marque allemande de la théorie marxiste ». C'est pourquoi, affirme-t-il – nous sommes en 1915, précisons-le – une défaite allemande « serait la plus terrible catastrophe qui pût atteindre le socialisme international tout entier ». La suite du raisonnement est pour le moins curieuse : le prolétariat mondial perdrait sa « troupe d'élite », ce qui fait que l'émancipation sociale serait « paralysée ». En attendant, le prolétariat des zones occupées – la Belgique et un quart de la France – ne serait pas fâché de se débarrasser des troupes allemandes, d'élite ou pas. Mais pour Lensch, « l'intérêt du prolétariat international est du côté allemand » : « La victoire de l'Allemagne dans cette guerre mondiale signifierait la victoire du marxisme dans l'Internationale tout entière⁴⁰. »

Lensch, encore une fois, est dans la droite ligne des positions de Marx. Il ne vient pas à l'esprit du député social-démocrate qu'une victoire allemande ne pourrait que renforcer le pouvoir de l'État, qui se retournerait contre le mouvement ouvrier, y compris le mouvement ouvrier allemand. On a du mal à comprendre le système de logique qui pousse un socialiste à affirmer que la victoire militaire de son État conduirait à la victoire du *mouvement socialiste* de cet État. C'est là un aveuglement incroyable.

Pendant les quarante ans qui suivirent la défaite de la France en 1870, le poids de la social-démocratie allemande va être écrasant dans l'Internationale. Les socialistes français, impressionnés par les résultats électoraux de leurs camarades allemands, vont faire acte de soumis-

⁴⁰ Paul Lensch, *Die deutsche Sozialdemokratie und der Weltkrieg*, p. 8. Verlag Buchhandlung Vorwärts, Berlin, 1915. (La social-démocratie allemande et la guerre mondiale.)

sion. *L'Humanité* salue les social-démocrates allemands après les élections au Reichstag en 1912 et présente l'Allemagne comme l'« avant-garde du socialisme international »⁴¹. Marcel Sembat s'interroge dans *La Guerre sociale* : « Je commence à me demander si nous ne sommes pas au point de vue révolutionnaire des petits garçons à côté des “votards” socialistes d'Allemagne »⁴². » Il y a là une réelle fascination, accompagnée d'une totale absence d'examen critique du contenu des succès électoraux du socialisme allemand.

Les congrès socialistes internationaux sont dominés par les représentants de la social-démocratie dont le poids électoral, dont les effectifs et le poids idéologique est écrasant. August Bebel jouit d'un prestige qui confine au culte de la personnalité⁴³. Sa parole a force de loi. Son soixante-dixième anniversaire fut fêté à Paris en grande pompe. Rendant compte dans *L'Humanité* de ce que l'Internationale doit à August Bebel, Albert Thomas écrit que celle-ci « vénérera et fêtera d'autant plus fraternellement le *Führer*, le guide aimé »⁴⁴... Le lendemain, le journal rendra compte :

« Jaurès termine par quelques mots en langue allemande qui déchaînent un enthousiasme splendide pendant que Schreyer, le secrétaire du Leseclub, pousse avec l'assistance le “Hoch ! Hoch !” traditionnel allemand pour Bebel et Jaurès. La chorale “Arbeitersängerbund, qui avait commencé la

⁴¹ *L'Humanité*, 3 janvier 1912, p. 1, article d'Edmond Peluso.

⁴² *La Guerre sociale*, 17-23 janvier 1912.

⁴³ La personnalité de Bebel avait beaucoup impressionné l'anarcho-syndicaliste allemand Rudolf Rocker dans sa jeunesse. Il dira plus tard : « Par la suite, on a reproché à Bebel d'être un personnage double : marxiste révolutionnaire quand il participait à des assemblées populaires et à des congrès socialistes, et réformiste on ne peut plus modéré quand il siégeait dans les commissions parlementaires. Je pense, quant à moi, que cette dualité tenait à la nature même de la social-démocratie allemande. » [*Mémoires*, vol. 1.] Cité par Freddy Gomez dans le bulletin bibliographique *À Contretemps*.

⁴⁴ *L'Humanité*, 22 février 1910, p. 1.

réunion par un chœur, l'a clôturée par *l'Internationale* reprise par tous les assistants ⁴⁵. »

Paul Lensch fournit de précieuses indications sur l'état d'esprit de la social-démocrate entre les deux guerres – celles de 1870 et de 1914, car il s'exprime en langage totalement « décodé ».

« La paix conclue à Francfort en 1871 n'était pas une paix, mais une trêve : tout fut orienté vers la guerre future : technique, science, inventions, finance, politique ouvrière ⁴⁶. »

Pour le *social-démocrate* Lensch, la victoire allemande de 1871 n'est donc que le prélude à d'autres victoires ! Hugo Heinemann, un autre social-démocrate, affirme : « Tout le monde comprend aujourd'hui que le sentiment de solidarité inculqué par les syndicats allemands à leurs membres, leur organisation rigide, ont constitué une véritable école préparatoire pour la solution des tâches immenses proposées par notre administration militaire au peuple allemand ⁴⁷. » Heinemann était avocat, conférencier, chargé de cours à l'école du parti et de cours de formation syndicale. Il fut l'un des premiers social-démocrates à entrer au gouvernement. En novembre 1918 il devient procureur général adjoint de la Prusse. Un grand révolutionnaire, comme on le voit. Les syndicats allemands n'étaient pas de reste. Au moment de la déclaration de guerre, le *Korrespondenzblatt*, organe de la commission générale des syndicats allemands, publia un numéro spécial destiné aux syndiqués qui étaient mobilisés. On peut y lire ces lignes très peu internationalistes :

⁴⁵ *L'Humanité*, 23 février 1910, p. 4.

⁴⁶ P. Lensch, *op. cit.*, p. 56.

⁴⁷ Hugo Heinemann, *Die sozialistischen Errungenschaften der Kriegszeit* [Les réalisations du socialisme de guerre], Chemnitz, Landgraf & Co, 1915, p. 6.

« Ce n'est pas en vain que l'Allemagne est le pays des organisations les plus développées dans tous les domaines. Organisation, cela veut dire exaltation des forces sociales par la subordination des intérêts personnels aux intérêts communs et des volontés individuelles à la volonté collective. Un peuple bien organisé est toujours prêt à la guerre et en cas de besoin toujours plus fort qu'un peuple sans organisation. Les fortes organisations des ouvriers allemands sont elles aussi un facteur essentiel pour la défense du pays ⁴⁸. »

La conception de l'organisation ici exposée est intéressante en ce qu'elle révèle le fossé existant entre Allemands et Français. Le message à peine implicite de ce passage est que l'organisation sert à la guerre. La subordination des « volontés individuelles à la volonté collective » signifie la subordination de l'individu au groupe, non la participation de l'individu au groupe et aux décisions prises. Il n'est aucunement question de l'organisation en tant que coordination de l'activité du groupe en vue de réaliser un objectif commun.

La fascination des socialistes français pour l'organisation exemplaire de leurs camarades allemands trouve ici sa sanction. Les hommes dont on pouvait attendre qu'ils refusent les crédits de guerre au Reichstag ont reçu *mandat impératif* pour les voter, et ils les votèrent *par trois fois*. D'ailleurs, Marx ne disait-il pas dans une lettre à Schweitzer, le 13 octobre 1868, qu'en Allemagne « les ouvriers y sont dressés dès l'enfance par la bureaucratie à croire en l'autorité et l'instance supérieure » ? Il est vrai qu'il précise « qu'il faut avant tout qu'ils *apprennent à se tirer d'affaire tout seuls* ».

Le poids *idéologique* du marxisme constitue un des facteurs déterminants de l'hégémonie du socialisme allemand entre les deux guerres. Le marxisme est devenu une religion, et les textes fondateurs font l'objet d'une vénération qui occulte tout esprit critique. Le *Capital* est une

⁴⁸ Cité par Heinemann, *op. cit.* p. 6.

bible. Tout examen critique du dogme est exclu, considéré comme un acte sacrilège. C'est ce qu'exprime Georges Sorel :

« On peut remarquer, dans une très grande partie de la littérature marxiste, un effort constant pour reproduire des phrases du *Capital*, en sorte qu'on croirait quelquefois que ces auteurs sont plus familiers avec les livres des liturgistes qu'avec les méthodes scientifiques modernes.

« L'école marxiste se trouvait ainsi caractérisée par des fantaisies visiblement étrangères au système de Marx, et par un immobilisme tenant de la servilité ⁴⁹. »

La sclérose totale de la doctrine, dont Lénine montrera un exemple stupéfiant dans *matérialisme et empiriocriticisme* ⁵⁰, qui interdit de toucher à une virgule de l'œuvre des pères fondateurs, est déjà en place, comme en témoigne Paul Lafargue ;

« Il est hardi, même pour la mettre hors contestation, de toucher à l'œuvre de ces deux géants de la pensée, dont les socialistes des deux mondes n'auront, peut-être jusqu'à la transformation de la société capitaliste, qu'à vulgariser les théories économiques et historiques et qu'à les appliquer à de nouvelles études ⁵¹. »

Autrement dit, à partir de Marx et Engels, la science sociale et historique trouve son achèvement : ce qui reste à faire se limite à de la vulgarisation. Il est vrai que c'est après avoir lu un autre livre de Lafargue, *Le déterminisme économique de Karl Marx*, que Marx s'écria : « Si c'est cela le marxisme, moi Karl Marx, je ne suis pas mar-

⁴⁹ Georges Sorel, *La décomposition du marxisme*, PUF, 1982, p. 215.

⁵⁰ « On ne peut retrancher aucun principe fondamental, aucune partie essentielle de cette philosophie du marxisme coulée dans un seul bloc d'acier, sans s'écarter de la vérité objective, sans verser dans le mensonge bourgeois et réactionnaire. » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, éditions du Progrès, p. 461.)

⁵¹ Paul Lafargue « La fonction économique de la Bourse [contribution à la théorie de la valeur] », 1897. (<http://www.marxists.org>.)

xiste. »

5) L'internationalisme prolétarien : un schéma théorique

Le mouvement syndicaliste français, ainsi que le mouvement anarchiste avaient, bien avant la Première Guerre mondiale, envisagé le déclenchement d'une grève générale dans le cas où une guerre éclaterait entre la France et l'Allemagne. Depuis la guerre franco-prussienne de 1870-1871, tout le monde savait qu'une telle éventualité était possible. Il était entendu évidemment que cette grève générale devait être *simultanée* entre les deux pays.

L'opposition à la guerre découlait d'un principe, l'internationalisme prolétarien, fondé sur l'existence d'une classe ouvrière internationale dont les intérêts globaux étaient identifiés comme uniformes par une infime minorité de militants politiquement formés – pas tous des prolétaires, d'ailleurs – et dont cette minorité de militants constituait les porte-parole.

Le présupposé selon lequel « les prolétaires n'ont pas de patrie » n'était pas soumis à la moindre discussion. La classe ouvrière était considérée dans sa dimension mythique, comme classe en soi, comme classe homogène sans contradictions internes, et dont les intérêts généraux étaient uniformes et n'étaient pas remis en cause.

L'idée que les prolétaires n'aient pas de patrie ou, si on veut, n'aient pas de sentiment d'appartenance nationale, ne relève pas d'un fait objectif, constatable. Cette idée relève du « proclamatif » : on énonce les choses telles qu'on *voudrait* qu'elles soient.

Le sentiment d'appartenir à une ville, une région, un pays n'exclue aucunement l'éventualité d'avoir un sentiment d'appartenance à une communauté encore plus large – qu'il s'agisse d'une classe ou d'une nation. Dans le cas de la nation, l'individu y est en quelque sorte

plongé dès la naissance et subit un conditionnement sur une longue durée, tandis que l'appartenance à une classe internationale est un acquis tardif et conscient.

Il faut cependant une certaine dose de mauvaise foi pour nier qu'un ouvrier anglais, français, allemand se perçoit *naturellement* comme anglais, français ou allemand, sans que cela exclue un sentiment d'appartenance plus large. Mais plus le sentiment d'appartenance est large, plus il devient abstrait et relève d'une acquisition consciente et volontaire. Le sentiment d'appartenir à une communauté internationale de prolétaires est le résultat d'un travail sur soi, d'une élaboration collective délibérée. C'est un *choix politique* qui n'est pas le produit d'un conditionnement dès la naissance, c'est le résultat d'un combat *contre* ce conditionnement.

La participation des prolétaires français et allemands à la guerre tient simplement au fait que le conditionnement « naturel » dont ils étaient imprégnés depuis la naissance l'a largement emporté sur la propagande internationaliste, somme toute *très* récente : une cinquantaine d'années si on tient compte des résolutions de l'AIT, dont les idées générales n'avaient certainement pas pénétré bien profondément dans la classe ouvrière.

Contrairement au discours dominant, les prolétaires français et allemands ne sont pas partis la fleur au fusil : c'est un mythe qui a été construit de toutes pièces. S'il y a eu quelques démonstrations d'enthousiasme, c'est la résignation et l'inquiétude qui dominaient. Quant au retour de l'Alsace-Lorraine, dont les journaux et les manuels scolaires déploraient la perte, rares étaient ceux qui pensaient en France que cela valait le coup de faire une guerre pour cela.

Le fait que les appartenances auxquelles on se réfère, parce qu'on y a été conditionné, puissent être radicalement bouleversées par une intervention violente de l'« ex-

térieur », peut raisonnablement conduire à une réaction pour empêcher ce bouleversement. Il ne faut pas forcément interpréter cela comme du « nationalisme » mais comme une réaction naturelle contre des gens qui s'installent illégitimement là où ils n'ont rien à faire. A ce titre, la mobilisation d'une population locale contre les destructions et les modifications du cadre de vie traditionnel occasionnées par l'installation d'une ligne TGV, d'une centrale nucléaire, d'une décharge, d'un aéroport ou d'une autoroute relève d'une réaction qui n'est pas, *sur le fond*, différente de la mobilisation occasionnée par l'invasion d'une partie du territoire par les armées d'un État étranger. Il n'y a là qu'une question de degré.

Dans le cas de l'occupation par les troupes allemandes et de l'annexion d'un quart du territoire national riche en mines de charbon et en industries, suivie d'exactions insupportables dont les soldats – pour la plupart des prolétaires, d'ailleurs – se sont rendus coupables, comme ce fut le cas en 1914, il ne s'agit pas seulement de la capture par une puissance étrangère d'un patrimoine indispensable, ni de l'annexion d'une nombreuse population soumise à une occupation des plus cruelles, mais aussi de la domination d'un *modèle* politique, culturel, social, etc. que la population vaincue n'est pas disposée à accepter. C'est, *incontestablement* dans cette perspective que Kropotkine a pris la décision de soutenir l'entente en 1916 – et *pas en 1914* : parce que, en 1916, la victoire du modèle allemand semblait presque certaine et que personne alors n'était en mesure d'arrêter la guerre.

Certains anarchistes, dont Malatesta, diront qu'à tout prendre l'occupation par les troupes allemandes d'une partie de la France était préférable à la guerre parce qu'alors on peut continuer à faire de la propagande révolutionnaire, font une grave erreur historique, parce que cette occupation peut durer indéfiniment sans qu'aucune opposition soit possible. Malatesta, plus que tout autre,

devrait le savoir puisque les troupes romaines ont battu les Gaulois et se sont installées durablement dans le pays.

Le point commun entre les prises de positions des courants les plus radicaux du marxisme et celles des courants radicaux de l'anarchisme réside dans le raisonnement fondé sur la projection d'un désir dont la réalisation concrète se réduit à trois moments hypothétiques.

1. Avant : propagande contre la guerre, mise dos à dos des États qui menacent de déclencher la guerre.

2. Au déclenchement de la guerre : grève générale, insurrection *simultanées*.

3. Pendant la guerre : transformation de la guerre en révolution sociale.

Tel est le schéma *théorique*, qui a totalement échoué en France et en Allemagne. Lorsque les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier ont fait le constat (en France du moins) qu'il n'était pas possible d'empêcher la guerre, il n'a jamais été dit qu'il fallait alors déserteur, ce qui était la seule conséquence cohérente des affirmations qui constituent le fonds théorique de l'internationalisme. Appeler à déserteur implique des responsabilités : en particulier une organisation extrêmement efficace, la mise en place de structures d'accueil pour les déserteurs, de réseaux pour les exfiltrer, etc. Ces questions pratiques ne sont *jamais* abordées par les partisans farouches de l'internationalisme théorique.

Les positions de Kropotkine sur l'attitude qu'il adopterait en cas de guerre entre la France et l'Allemagne n'ont jamais été une surprise. On peut dire qu'il avait repris tout simplement l'analyse que Bakounine avait développée pendant la guerre franco-prussienne de 1870-1871, ce qu'il reconnaît d'ailleurs lui-même en plusieurs occasions.

On cite souvent les propos de Kropotkine affirmant que s'il avait eu l'âge et la force il aurait pris les armes en faveur de la France. Malheureusement on ne cite pas le propos en entier. Le 4 novembre 1905 parut dans *Les Temps Nouveaux* le texte d'une lettre que le révolutionnaire avait adressée au quotidien *Le Temps* afin de rectifier des paroles qui lui avaient été attribuées :

« J'ai soixante-deux ans, je ne fais pas de sentimentalisme à l'égard de la France, j'y ai été condamné à la prison, je suis encore sous le coup d'un décret d'expulsion... Eh bien, si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose. C'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de prendre le fusil pour la défendre ⁵². »

Mais, précise Kropotkine, s'il prenait les armes, ce ne serait pas « comme soldat de la bourgeoisie, bien entendu, mais comme soldat de la Révolution, dans les légions franches des révolutionnaires, pareilles à celles des Garibaldiens et des francs-tireurs de 1871 ⁵³. »

Cette précision *fait toute la différence*. Lorsque la guerre éclate en 1914, lorsqu'il signe le « Manifeste des Seize » en 1916, *il n'a pas changé d'avis*. Il n'y a aucune indication montrant qu'il ait changé d'avis. Ce qui a changé, c'est le contexte.

« Faisons la Révolution et courons aux frontières », dit Kropotkine dans son article de 1905 ⁵⁴ ; mais il fait remarquer – c'est un point qui le tracassera en permanence – que si les travailleurs français agissaient en « avant-garde de la classe ouvrière du monde entier », on ne sait pas « jusqu'à quel point ils seront suivis par les travailleurs allemands ». On sent bien qu'il y a chez Kropot-

⁵² Kropotkine, « Antimilitarisme et révolution », *Les Temps Nouveaux*, 5 novembre 1905.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

kine un sérieux doute... Toute action contre la guerre doit être une action bilatérale, sinon elle n'a pas de sens. C'est ce point précis qui oppose Kropotkine aux anarchistes « orthodoxes », qui sont contre la guerre par principe, même si cette opposition est unilatérale et conduit à l'occupation du pays vaincu.

La grève des conscrits n'est pas le bon moyen d'empêcher la guerre car elle se fait « au moment où la guerre est déclarée ». « La grève, c'est bon pour les nations restées neutres » : c'est ce qui s'est passé en Argentine dont la bourgeoisie souhaitait s'engager en faveur de l'Allemagne et s'est trouvée confrontée à une grève générale. En cas d'invasion par une armée d'occupation, la grève des conscrits ne sert à rien. Il faudra faire comme les sans-culottes de 1792, c'est-à-dire un soulèvement de masse : « C'est aussi ce que Bakounine et ses amis essayèrent de faire à Lyon et à Marseille en 1871 », précise Kropotkine.

« La seule digue efficace à opposer à une invasion allemande sera la guerre populaire, la Révolution. C'est ce qu'il faut prévoir et dire ouvertement dès aujourd'hui ⁵⁵. »

Il est donc exact de dire que Kropotkine avait envisagé depuis longtemps de soutenir la France en cas de guerre avec l'Allemagne, mais c'était un soutien dont la conclusion devait être une révolution sociale. C'est un fait qu'il souligne à plusieurs reprises.

La question reste donc de savoir dans quelles dispositions il était lorsqu'il a signé le « Manifeste des Seize ». Dans les procès de la justice bourgeoise, on essaie de connaître quelles étaient les motivations de l'accusé. Nous ne pouvons faire moins ici.

⁵⁵ « Les Anarchistes et la guerre », *Les Temps Nouveaux* 5 novembre 1905.

II. – Anarchistes et syndicalistes face à la guerre

1) Un texte peu connu de Kropotkine : « La Guerre » (1912)

« La guerre », qui fut publié en 1912 ⁵⁶, est un texte particulièrement intéressant parce qu'il expose de manière dense et concise le point de vue de Kropotkine sur la fonction de la guerre dans le régime capitaliste et étatique. Il est difficilement concevable d'examiner les positions défendues par le vieux révolutionnaire en 1916 sans connaître ce qu'il dit de la guerre dans son texte de 1912 ; non pas que celui-ci préfigurât en quoi que ce soit ses choix ultérieurs, au contraire. Savoir ce qu'il pensait *réellement* de la guerre permettra peut-être d'éclairer les motivations de son choix de soutenir la France contre l'Allemagne en 1916.

Il fait une analyse franchement matérialiste de la question ; il a aussi le mérite d'insérer le phénomène colonial dans le cadre d'une vision globale dans laquelle les projets de la haute finance et des gouvernements nationaux sont liés. L'Allemagne n'y tient pas le rôle du « méchant », comme dans le « Manifeste des Seize » ; elle apparaît plutôt comme un « second couteau » dans la concurrence à mort que se livrent les grandes puissances, voire même presque comme la victime de la puissance dominante du moment, l'Angleterre, qui fait tout pour la contenir dans ses limites territoriales, pour l'empêcher de jouer dans la cour des grands.

La guerre qui va éclater deux ans plus tard, qui a déjà failli éclater plusieurs fois est, dans l'esprit de Kropot-

⁵⁶ C'est en fait un extrait de *La Science Moderne et l'Anarchie*.

kine, incontestablement une guerre inter-impérialiste, même s'il n'utilise pas le terme. Son texte est une description du contexte économique et politique qui va conduire à l'embrasement. La question coloniale n'y est que l'exportation hors du territoire européen des conflits qui opposent les États pour l'expansion de leur économie :

« Ce sont toujours des rivalités pour des marchés et pour le droit à l'exploitation des nations arriérées en industrie, qui sont la cause des guerres modernes ⁵⁷. »

Les pays dominés ne sont que des « nations arriérées en industrie » ; ils n'ont pas d'autre statut. Il n'y a rien chez Kropotkine qui laisse entendre qu'ils sont inférieurs. A aucun moment Kropotkine n'envisage, comme le font les socialistes français et allemands, la domination coloniale comme potentiellement positive pour les pays dominés ⁵⁸. Il n'y a ni le cynisme des social-démocrates allemands qui considèrent que la colonisation apporte la « civilisation » aux populations dominées, ni les réserves faussement vertueuses de certains républicains et socialistes français partisans d'un colonialisme « humain » ⁵⁹.

⁵⁷ Kropotkine, *La Guerre*, 1912. Sauf indication contraire, les citations de ce chapitre sont extraites de ce texte de Kropotkine.

⁵⁸ La II^e Internationale est parcourue de courants qui s'opposent sur la question coloniale. Au congrès de Paris, en 1900, la politique coloniale est condamnée d'une voix. En 1904 à Amsterdam une tendance voit dans la question coloniale un fait inévitable, voire nécessaire pour les socialistes. Après 1907 un courant voit dans la colonisation un fait civilisateur que les socialistes doivent assumer ; un autre courant condamne les pratiques coloniales mais reconnaît dans le fait un facteur de civilisation ; un troisième courant condamne le fait colonial dans son principe même.

⁵⁹ Discours de Jaurès pour l'Alliance française, Albi, 1884 : « ... Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté. Nous pouvons dire à ces peuples, sans les tromper, que jamais nous

Grandes puissances et pays dominés sont deux éléments intégrants du système capitaliste et étatiste mondial, et sont en interrelation. Kropotkine s'attache à montrer que la domination sur les « nations arriérées en industrie » est un enjeu vital dans la concurrence que les pays développés se font pour la domination des marchés, mais il insiste également sur les effets pervers qu'elle produit sur la situation des classes laborieuses des pays industriels, en y développant la misère.

Une lettre que Kropotkine écrivit à Marie Goldsmith le 23 février 1916 révèle encore un aspect pervers de la domination coloniale sur les travailleurs de la métropole. Il s'agit de l'intégration, dans le projet colonial, de nombreux travailleurs qui se laissent « gagner par la gangrène capitaliste ». Ce sont des gens qui aspirent à faire « le menu fretin des fonctionnaires dans les colonies », à « prendre des positions privilégiées dans différents métiers en Afrique, en Asie, ou bien même chez les nations arriérées en Europe » :

« ...combien d'ouvriers rêvent [de] devenir contre-maîtres d'abord et entrepreneurs plus tard en pays conquis, soit par les armes, soit par des traités commerciaux imposés sous une menace de guerre. »

n'avons fait de mal à leurs frères volontairement : que les premiers nous avons étendu aux hommes de couleur la liberté des Blancs, et aboli l'esclavage [...] ; que là enfin où la France est établie, on l'aime, que là où elle n'a fait que passer, on la regrette ; que partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; que là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. » Cette citation est caractéristique de l'opinion que pouvait avoir tout Français de l'époque. Cependant, le point de vue de Jaurès évoluera vers la critique la plus catégorique du colonialisme. Il s'opposera à la conquête du Maroc, ce qui lui vaudra d'être traité de pro-Allemand, puisque l'Allemagne a également des visées sur le Maroc. C'est une reconnaissance du pluralisme culturel qui est affirmée lorsqu'il se prononce à la Chambre, le 12 juin 1912, contre le traité de protectorat sur le Maroc.

Il se crée une véritable bureaucratie de fonctionnaires et de travailleurs coloniaux chez qui la propagande anti-coloniale est impossible et qui contribuent à resserrer l'emprise de la métropole sur les pays dominés.

Il semble cependant que le révolutionnaire russe voie dans le phénomène colonial beaucoup plus une ouverture de marchés pour les produits manufacturés des pays industriels que l'accès aux produits bruts qui y sont extraits – sans que ce dernier point soit totalement écarté.

Les guerres ne sont pas faites pour la gloire, ni pour assouvir une quelconque volonté de pouvoir : elles sont le résultat des antagonismes économiques entre grandes puissances. Ainsi, les guerres que fit l'Angleterre à la France après la Révolution eurent pour objectif de garantir aux monopolistes anglais leurs intérêts commerciaux. Ayant perdu le Canada et ses colonies dans les Indes, la France « obtint la permission en retour de se créer un empire colonial en Afrique (à condition de ne pas toucher à l'Égypte), et d'enrichir ses monopolistes en pillant les Arabes en Algérie »⁶⁰. La colonisation française en Afrique du Nord est ainsi fondamentalement un pillage, tandis que pour Marx, les « bédouins » sont une « nation de voleurs » qui ont au fond tout à gagner de l'occupation française⁶¹.

Après que l'Allemagne eut développé son économie, celle-ci se mit sur les rangs dans la course aux colonies. Les industriels allemands comprirent « ce que Proudhon avait si bien démontré : que l'industriel ne parvient à sérieusement s'enrichir que si une bonne partie de ses produits est exportée dans des pays où ils peuvent être vendus à des prix auxquels ils ne pourraient jamais arriver dans le pays d'origine ». Dès lors, « toutes les couches sociales de l'Allemagne, » celle des exploités, aussi bien que des exploités », tendirent à l'unification du pays, à

⁶⁰ Kropotkine, « La guerre », 1912.

⁶¹ Marx, article pour *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

la constitution d'une grande marine, à conquérir des ports dans la mer du Nord et l'Adriatique, et un jour, en Afrique et en Orient : « Un empire qui pourrait dicter la loi économique en Europe », dit Kropotkine. Pour cela, ajoute-t-il, « il fallait évidemment, briser la force de la France ». Là se trouve l'origine de la guerre de 1870. Par cette victoire remportée sur la France, « un empire Allemand, ce rêve des radicaux, des socialistes et des conservateurs allemands depuis 1848, fut enfin constitué, et il fit bientôt sentir et reconnaître sa puissance politique et son droit de dicter la loi en Europe »⁶².

Selon Kropotkine, l'expansion remarquable de l'économie allemande, qui augmenta de manière considérable sa productivité industrielle, poussa le bourgeois allemand à convoiter « de nouvelles sources d'enrichissement un peu partout : dans les plaines de la Pologne, dans les prairies de la Hongrie, sur les plateaux de l'Afrique et surtout autour de la ligne de Bagdad, – dans les riches vallées de l'Asie Mineure » :

« C'est donc des ports d'exportation et surtout des ports militaires, dans l'Adriatique méditerranéenne et dans celle de l'Océan Indien – le Golfe persan – ainsi que sur la côte africaine à Beïra et, plus tard, dans l'océan Pacifique, que cherchent maintenant à conquérir les brasseurs d'affaires coloniales allemands et leur fidèle serviteur – l'Empire germanique⁶³. »

Partout, l'Allemagne se heurte à l'Angleterre qui veille à conserver sa suprématie sur les mers et qui, pour cela, se cherche des alliés. En 1855 elle avait cassé le développement de la Russie comme puissance maritime avec l'aide de la Turquie et de la France⁶⁴ ; en 1900 elle

⁶² Kropotkine, « La guerre », 1912.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Allusion à la guerre de Crimée (1853-1856) qui fut une guerre menée par une coalition comprenant l'Empire ottoman, le Royaume-Uni, l'Empire français et le royaume de Sardaigne contre la Russie impériale.

avait lancé le Japon contre la flotte russe et son port militaire dans le Pacifique⁶⁵. Aujourd'hui, dit Kropotkine, elle cherche à faire la même chose avec l'Allemagne : « Ce qui fait que nous vivons depuis deux années sur le qui-vive, en prévision d'une guerre colossale européenne qui peut éclater du jour au lendemain. »

Kropotkine semble rejoindre certains membres influents du parti social-démocrate allemand, comme Paul Lensch, sur lequel nous reviendrons. Ce dernier pensait que l'Angleterre était l'ennemi à abattre. Le révolutionnaire russe avait parfaitement compris que la guerre russo-japonaise préfigurait les guerres modernes, d'une part par sa durée, d'autre part par les moyens, les forces engagées et les pertes. Plus de 2 millions d'hommes s'affrontent ; il y aura 156 000 morts et 280 000 blessés. La préfiguration des guerres modernes se révèle également par la logistique qui n'a plus rien à voir avec les guerres précédentes, les armements, les communications, le recours à des opérations maritimes et terrestres combinées complexes, etc. Manifestement, les stratèges français avaient bien moins compris ces évolutions que Kropotkine, puisqu'ils s'engagèrent dans le premier conflit du XX^e siècle avec en tête les méthodes des guerres du XIX^e.

Avec le développement de l'industrie dans des pays comme l'Autriche et l'Italie, on assiste également à de nouvelles revendications à la « curée en Afrique et en Asie ». « Le brigandage russe en Perse, le brigandage italien contre les Arabes du désert à Tripoli et le brigandage français au Maroc en sont la conséquence. » L'expansion coloniale est irréductiblement assimilée à du brigandage – point qui nous paraît important de souligner car Kropotkine se démarque singulièrement de Marx et Engels qui

⁶⁵ Un traité avait été signé le 30 janvier 1902 entre le Japon et l'Angleterre, cette dernière voulant empêcher l'expansion russe sur les côtes du Pacifique. La guerre russo-japonaise (8 février 1904-5 septembre 1905) opposa la Russie impériale et l'Empire japonais.

insistaient sur le rôle historiquement progressif de la colonisation, que ce soit celle des Français en Afrique du Nord ou des Britanniques en Inde.

C'est ainsi que, au moment même où Marx écrivait le *Manifeste*, il était beaucoup question de l'Algérie et de l'émir Abdelkader. Sa défaite par les troupes françaises est un « progrès de la civilisation » puisque la conquête du pays par la France participe de la victoire de la civilisation, c'est-à-dire du développement des forces productives, sur les peuples arriérés : « Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs ⁶⁶. »

Quant à l'Inde, Marx estime que, « quels qu'aient été ses crimes, l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution » ⁶⁷. L'Inde était pour Marx « une proie vouée à la conquête » qui « ne pouvait donc échapper au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du moins pas d'histoire connue » ⁶⁸. Marx estime que l'Angleterre est à l'origine de « la seule révolution sociale qui ait jamais eu lieu en Asie » ⁶⁹.

On voit que c'est presque avec l'aval de Marx que l'Allemagne et, indirectement, la social-démocratie allemande, se lancent dans la conquête de colonies.

⁶⁶ *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

⁶⁷ K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in *Œuvres*, IV, *Politique I*, Paris Gallimard, La Pléiade, pp. 719-720.

⁶⁸ « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », in *Du colonialisme en Asie. Inde, Perse, Afghanistan, juillet 1853*. Mille et une nuits, Paris, 2002, édition établie par et postface de Gérard Fiolche. pp. 43-44.

⁶⁹ « Chroniques anglaises », *op. cit.*

Rien de tel chez Kropotkine : c'est un « consortium de brigands » qui a permis à la France de s'emparer du Maroc ; à l'Angleterre de s'emparer de l'Égypte ; aux Italiens de « s'emparer d'une partie de l'empire ottoman pour empêcher qu'il ne soit saisi par l'Allemagne » ; à la Russie de saisir la Perse septentrionale afin que les Anglais « puissent s'emparer d'un bon morceau sur les bords du golfe Persan, avant que le chemin de fer allemand n'y soit arrivé ! »

« Et pour cela les Italiens massacrent ignoblement les Arabes inoffensifs et les sicaires du Tzar pendent les patriotes persans qui voulaient régénérer leur patrie par un peu de liberté politique. »

Le 23 avril 1911 l'armée française était intervenue au Maroc, provoquant une réaction vigoureuse de l'Allemagne qui avait des visées sur le pays. Le 1^{er} juillet : un cuirassé allemand se présente dans le port d'Agadir pour protester contre l'intervention française. L'Allemagne n'a pas de colonies et entend se mettre sur les rangs, malgré son retard par rapport à la France et la Grande-Bretagne. Elle avait des vues sur le Maroc, convoité également par la France qui occupait déjà l'Algérie. Aux termes d'un accord entre la Grande-Bretagne et la France signé en 1904, dit d'Entente cordiale, la France laisse les mains libres à la Grande-Bretagne en Égypte et peut en contrepartie instaurer un protectorat au Maroc. Guillaume II, qui veut participer au dépeçage, rencontre à Tanger le sultan Moulay al-Aziz, ce qui irrite Anglais et Français. En 1906, à la conférence internationale d'Algésiras, l'Allemagne se voit reconnaître des droits sur le Maroc, mais la France et l'Espagne y obtiennent des droits en matière de police et de banque.

En mars 1911, le sultan est menacé par une révolte et demande l'aide de la France ; le mois suivant, les Fran-

çais occupent Rabat, Fès et Meknès, ce qui est interprété comme une violation des accords d'Algésiras par l'Allemagne. Cette dernière envoie dans la baie d'Agadir une canonnière, bientôt remplacée par un croiseur. L'Angleterre soutient fermement la France, qui menace l'Allemagne d'une guerre. Les deux pays décident de négocier : l'Allemagne abandonne ses prétentions sur le Maroc mais obtient 272 000 km² de territoires en Afrique équatoriale. Un traité est signé le 4 novembre 1911. La France se voit attribuer le Maroc, la Grande-Bretagne l'Égypte. En mars 1912, la France impose au sultan du Maroc un « protectorat ».

L'affaire du Maroc a montré la solidité de l'alliance avec la Grande-Bretagne ; c'est en outre la première fois depuis 1870 que la France s'oppose militairement, avec succès, à l'Allemagne. La « victoire » de la France est toutefois relative, dans la mesure où l'Allemagne gagne d'immenses territoires en Afrique. L'affaire du Maroc est particulièrement intéressante pour notre propos car elle est révélatrice de l'attitude de la social-démocratie allemande. La direction du parti se montra, pendant cette période, délibérément passive. Hermann Molkenbuhr, qui était secrétaire du parti, ne fit aucune démarche auprès du Bureau socialiste international de Bruxelles, de crainte qu'une dénonciation de l'impérialisme allemand ne nuise au parti, *qui était en pleine campagne électorale*. La prudence du parti, soucieux de ne pas affronter le nationalisme allemand, fit que 110 députés entrèrent au Reichstag – *ceux-là mêmes qui votèrent les crédits de guerre en août 1914...*

Le 29 septembre 1911, l'Italie déclare la guerre à la Turquie : 100 000 hommes sont mobilisés. Des opérations militaires italiennes ont lieu en Tripolitaine. Les 3-5 octobre, la flotte italienne bombarde les côtes de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque ⁷⁰. Les Italiens prennent Tripoli.

⁷⁰ La Tripolitaine et la Cyrénaïque, en Lybie, faisaient partie de

Le 20 octobre, les Italiens prennent Benghazi. Le 23 octobre, les Turcs et les Arabes attaquent les Italiens dans l'oasis de Benghazi : il y eut de lourdes pertes parmi les *bersaglieri*. Le 4 novembre l'armée ottomane est défaite par l'Italie.

Le 19 août 1911, un accord germano-russe est signé sur le partage d'influence en Perse et sur le chemin de fer de Bagdad. Ce chemin de fer (dénommé « Berlin-Bagdad » par la presse française et anglaise) est un projet de longue date de l'Allemagne, liée par des accords avec l'Empire ottoman. Sa construction commença en 1903 et ne fut terminée qu'en 1940.

Une révolution eut lieu en Perse entre 1905 et 1911 qui aboutit le 5 août 1906 à la formation d'un régime parlementaire avec une constitution écrite. Profitant des oppositions internes, la Russie et la Grande-Bretagne s'entendirent pour partager leurs sphères d'influence en Perse. Le gouvernement iranien fut informé de ce pacte le 7 septembre 1907 par les ambassadeurs russe et britannique. La révolution constitutionnelle se heurta à l'opposition féroce du shah, soutenu par la Grande-Bretagne et la Russie. *Il n'est pas exagéré de dire que les conséquences du sabotage de la révolution démocratique en Iran se font encore sentir aujourd'hui.*

Un colonel russe, Liakhoff, se trouvait à la tête de la garde du shah constituée de 1 000 cosaques, et joua un rôle déterminant dans la répression contre les Constitutionnalistes.

« Bien qu'il fût un officier russe, portant l'uniforme russe et recevant sa solde de son gouvernement, le Cabinet russe, face aux critiques formulées par les Britanniques et les Européens pour le rôle qu'il avait joué, promptement nia à la fois sa responsabilité et la connaissance qu'il avait de ses actes, affirmant qu'il était entièrement sous les ordres du shah. De nombreuses preuves avaient toutefois été apportées

l'Empire ottoman.

montrant qu'en planifiant et en mettant en œuvre la destruction des Medjlis [*assemblées législatives*] et de la Constitution, Liakhoff réalisait les dessins du prétendu « parti avancé », une clique réactionnaire qui entourait le tsar à Saint-Pétersbourg et dont Mons. De Hartwig, Ministre russe à Téhéran, était un exemple frappant ⁷¹. »

Dans « La Guerre », Kropotkine se réfère au cadre international défini par les alliances qui étaient alors en place, notamment l'« Entente cordiale », signée le 8 avril 1904, qui avait considérablement modifié les équilibres prévalant jusqu'alors. Après la guerre de 1870-1871, la France s'était trouvée complètement isolée. Le chancelier Bismarck, soucieux qu'elle ne se mette pas en position de réclamer une revanche, avait veillé au grain. La Grande-Bretagne était restée à l'écart, n'intervenant que très peu dans les affaires du continent.

C'est la montée en puissance de l'Allemagne, évoquée par Kropotkine dans « La Guerre », qui poussa les Britanniques à sortir de leur isolement. Des contacts avaient été pris dès le début des années 1880 mais n'avaient pas abouti, faute de trouver un accord sur le partage de l'Afrique. Les contacts reprirent à trois reprises entre 1898 et 1901. Le nouveau roi Édouard II rompit les négociations qui étaient alors engagées avec Berlin et relança l'idée d'une alliance avec la France. La guerre russo-japonaise faillit tout remettre en question, car la France, qui tentait de se rapprocher de la Grande-Bretagne, était alliée avec la Russie tandis que la Grande-Bretagne, qui venait de signer un traité d'alliance avec le Japon, poussait celui-ci à attaquer la Russie.

Pour éviter toute confrontation, la France et la Grande-Bretagne engagèrent une négociation afin de régler leurs différends en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans le Pacifique. C'est ainsi que fut signé le 8

⁷¹ *The Strangling of Persia*, W. Morgan Shuster, The Century Co., 1912.

avril 1904 le traité dit d'« Entente cordiale », qui suscita beaucoup de scepticisme, mais qui révéla en fin de compte la capacité des deux parties à respecter leurs engagements. La question n'est pas minime puisque dix ans plus tard la Grande-Bretagne soutiendra la France.

La mainmise européenne sur les pays qu'on n'appelle pas encore du « tiers monde » ne se fait pas seulement par des opérations militaires. Kropotkine évoque une autre manière, beaucoup plus efficace : le contrôle financier de ces pays. Les banquiers prêtent de l'argent à des États qui s'endettent et se montrent incapables de rembourser. Les banquiers ajoutent alors les arriérés de l'intérêt et de l'amortissement au principal de l'emprunt. La description que fait Kropotkine est remarquable en ce sens que ce mécanisme de domination n'a *absolument pas changé aujourd'hui* :

« Plus les finances de l'État débiteur vont mal, plus insensées sont les dépenses de ses chefs – et plus volontiers on lui offre de nouveaux emprunts. Après quoi les banquiers s'érigent un jour en “consortium” pour mettre la main sur tels impôts, telles douanes, telles lignes de chemin de fer. »

C'est ainsi que les financiers ont ruiné et fait annexer l'Égypte par l'Angleterre. Ce fut la même chose pour la Turquie, ainsi que pour la Grèce, « qu'un groupe de financiers poussa à la guerre contre la Turquie, pour s'emparer ensuite d'une partie des revenus de la Grèce vaincue ». C'est encore ainsi que la haute finance de l'Angleterre et des États-Unis procéda avec le Japon.

Kropotkine commente :

« Là où les naïfs croient découvrir de profondes causes politiques, ou bien des haines nationales, il n'y a que les complots tramés par les flibustiers de la finance. Ceux-ci exploitent tout : rivalités politiques et économiques, inimitiés nationales, traditions diplomatiques et conflits religieux. »

Partout, on retrouve les mêmes banques, ce que Kropotkine appelle la « haute pègre de la finance » dont il dit qu'elle est « un produit de l'État, – *un attribut essentiel de l'État* », qui fournit le cadre institutionnel et les garanties nécessaires à son activité. Le révolutionnaire russe rejoint en somme le point de vue de Marx, pour qui l'État est le conseil d'administration des affaires communes de la bourgeoisie.

L'industrie d'armement joue également un rôle déterminant. En ce moment, dit Kropotkine – nous sommes en 1912 – des millions d'hommes travaillent dans les usines d'armements dont les propriétaires « ont tout intérêt à préparer des guerres et à maintenir la crainte des guerres prêtes à éclater ». Il s'agit rien moins que du « complexe militaro-industriel » dénoncé bien plus tard par le général Eisenhower... Des marchands anglais fournissent ainsi des armes aux Matabélés ⁷² en révolte contre les Anglais ; des marchands français fournissent en armes, en canons, en munitions les Boers d'Afrique du Sud ⁷³. Les tribus de l'Arabie se fournissent en armes chez des marchands anglais, « ce qui amènera des soulèvements de tribus, le pillage de quelques marchands et – l'intervention anglaise, pour “rétablir l'ordre” et faire quelque nouvelle “annexion” ». L'or anglais permit aux Japonais de détruire « le pouvoir maritime naissant de la Russie dans l'Océan Pacifique ». Ce qui n'empêchait pas, précise Kropotkine, les compagnies minières du Pays de Galles de vendre à haut prix 300 000 tonnes de charbon aux Russes pour leur flotte du Pacifique. On gagne sur les deux tableaux.

⁷² Les Matabélés, ou Ndébélés sont un peuple de l'Afrique du Sud de l'ethnie des Ngunis.

⁷³ Kropotkine avait été très choqué par la guerre de l'Angleterre contre les Boers, pour lui « la plus injuste qui eut jamais lieu ». Cette guerre illustre parfaitement l'analyse du révolutionnaire russe : ce fut un massacre au profit d'une poignée de capitalistes.

Il va de soi que les capitalistes qui placent leur argent dans les entreprises travaillant pour la guerre ont intérêt à « maintenir toujours des bruits de guerre », à « pousser sans cesse aux armements », à « semer, s'il le faut, la panique ». La « grande presse », et en particulier la presse illustrée, joue un rôle décisif dans le réveil des ardeurs patriotiques lorsque la perspective de guerre diminue. Kropotkine n'est pas tendre contre celle qu'il appelle « la grande prostituée », qui s'efforce de « préparer les esprits à de nouvelles guerres, précipiter celles qui sont probables ».

« En général, plus nous avançons dans notre civilisation bourgeoise étatiste, plus la presse, cessant d'être l'expression de ce qu'on appelle l'opinion publique, s'applique à fabriquer elle-même l'opinion par les procédés les plus infâmes. La presse, dans tous les grands États, c'est déjà deux ou trois syndicats de brasseurs d'affaires financières qui font l'opinion qu'il leur faut dans l'intérêt de leurs entreprises. Les grands journaux leur appartiennent et le reste ne compte pas. »

Là encore, ce que décrit Kropotkine reste d'une étonnante actualité. Le texte que Kropotkine écrivit en 1912 montre qu'il savait parfaitement à quoi s'en tenir concernant la guerre moderne dont il fait une description stupéfiante. Une guerre, dit-il, ce n'est pas seulement une bataille, comme celle de Gravelotte, du Potomac et de Borodino ⁷⁴. Aujourd'hui, les batailles se font sur un front de

⁷⁴ Gravelotte. – La bataille de Saint-Privat (appellation française) ou bataille de Gravelotte (appellation allemande) – défaite française – s'est déroulée le 18 août 1870 lors de la guerre franco-prussienne, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Metz. L'expression « Ça tombe comme à Gravelotte », pour désigner une pluie drue est une allusion aux tirs d'artillerie très nourris des deux armées pendant la bataille.

Potomac. – Kropotkine veut sans doute parler de la bataille de Gettysburg (2 juillet 1863) lors de laquelle se distingua l'armée du Potomac.

Bataille de Borodino, ou de la Moskova, gagnée par Napoléon le 7 septembre 1812. Elle fut la plus sanglante bataille de la campagne de

cinquante, soixante kilomètres et durent sept jours comme à Liao-Yang ⁷⁵, dix jours comme à Moukden ⁷⁶, avec des pertes de 150 000 hommes.

« Les ravages faits par les obus, lancés avec précision par des batteries placées à cinq, six, sept kilomètres, et dont on ne peut même pas découvrir la position, grâce à la poudre sans fumée, sont inouïs. Lorsque le feu de plusieurs cents bouches à feu est concentré sur un carré d'un kilomètre de côté (comme on le fait aujourd'hui), il ne reste pas un espace de dix mètres carrés qui n'ait reçu son obus, pas un buisson qui n'ait été rasé par les monstres hurlants envoyés on ne sait d'où. La folie s'empare des soldats, après sept ou huit jours de ce feu terrible, et lorsque les colonnes des assaillants arrivent jusqu'aux tranchées ennemies, alors la lutte s'engage corps à corps entre les combattants. Après s'être lancé mutuellement des grenades à la main et des morceaux de pyroxiline ⁷⁷ (deux morceaux de pyroxiline, liés entre eux par une ficelle étaient employés comme une fronde), les soldats russes et japonais se roulaient dans les tranchées de Port-Arthur comme des bêtes féroces, se frappant de la crosse du fusil, du couteau, des dents... »

En 1912, Kropotkine décrit ce que seront les batailles de la Première guerre mondiale alors même que l'état-

Russie, lors de laquelle s'affrontèrent plus de 250 000 hommes. Les pertes s'élevèrent à 75 000 hommes.

⁷⁵ A propos de la bataille de Liao-Yang (24 août-3 septembre 1904), les commentateurs de l'époque soulignèrent l'ampleur des pertes humaines qu'elle provoqua. Les commentateurs américains évoquèrent la Guerre civile : « Aucun combat aussi féroce, aussi soutenu et aussi sanglant n'a été connu depuis que les armées de Grant et de Lee s'affrontèrent dans leur mortel corps-à-corps dans les étendues sauvages de la Guerre civile. » Sidney Tyler, *The Japan-Russia War: An Illustrated History of the War in the Far East* (Philadelphia, PA, P.W. Ziegler Company, 1905), p. 282.

⁷⁶ La bataille de Moukden (20 février 1905-10 mars 1905), en Mandchourie, fut une des grandes batailles terrestres de la guerre russo-japonaise. 276 000 soldats russes affrontèrent 270 000 soldats japonais. Il y eut 60 000 morts et blessés russes, 70 000 morts et blessés japonais.

⁷⁷ La pyroxiline est une substance explosive obtenue en trempant des fibres végétales dans de l'acide nitro-sulfurique.

major de l'armée française en est encore à imaginer des stratégies qui se rapprochent de celles des guerres napoléoniennes, avec des soldats en pantalon rouge chargeant en ligne. Or l'énormité des effectifs et l'énormité des moyens matériels en jeu firent qu'à un moment, les deux armées face à face, incapables d'avancer ni dans un sens ni dans l'autre, durent s'enterrer pour conserver leurs positions. C'est cette guerre de tranchées que Kropotkine décrit dans « La Guerre », sur la base des informations qu'il a eues sur le déroulement de guerres qui eurent lieu peu avant dans d'autres parties du monde.

Kropotkine conclut sa description en disant que « les travailleurs occidentaux ne se doutent même pas de ce terrible retour à la plus affreuse sauvagerie que représente la guerre moderne, et les bourgeois qui le savent se gardent bien de le leur dire ». On peut avoir une idée de la manipulation de l'opinion faite par la presse française, la « grande prostituée », dans un article de *l'Intransigeant* du 16 août 1914 qui s'efforce de minimiser l'horreur de la guerre : « Les shrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas très dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure. » On a certes du mal à croire que des lecteurs aient pu croire de telles âneries, mais il est évident que l'auteur de l'article veut délibérément manipuler l'opinion. On est très proche des manipulations de la presse internationale concernant les « frappes chirurgicales » lors de la guerre du Golfe en 1991. A travers le temps, la « Grande prostituée » reste égale à elle-même.

Mais la guerre, c'est aussi la destruction « sur une échelle colossale, du travail humain » : non seulement le matériel de guerre, mais « les choses les plus nécessaires pour la vie de tous les jours ». Le travail de millions d'hommes pendant des dizaines d'années est détruit en quelques mois. La simple perspective de guerre provoque

la spéculation sur les produits de première nécessité : « Chacun de nous en ressentons les effets dans les moindres détails de notre vie. »

Kropotkine s'attache à montrer les conséquences, au sein même des grandes puissances, des conflits d'intérêt pour le partage des colonies. En 1911, il y eut une augmentation extraordinaire des exportations anglaises que rien ne laissait prévoir. D'immenses commandes venaient du continent en prévision d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne. Les gros financiers profitèrent de cette circonstance. La hausse des prix frappa toutes les denrées. « Et maintenant, il suffira que les gros spéculateurs coloniaux de l'Angleterre et de l'Allemagne arrivent à un arrangement concernant leurs parts dans le partage de l'Afrique orientale, – qu'ils s'entendent sur “les sphères d'influence” en Asie, c'est-à-dire sur les conquêtes prochaines » et cette flambée de spéculation s'arrêtera. C'est ce qui se passa. En Angleterre, la réduction consécutive à cette arrangement fit que les compagnies de charbonnages et les lords du coton se trouvaient avec des excédents de stocks, ce qui les incitait à pousser les ouvriers à la grève. Pour Kropotkine, la politique des États modernes se réduit aux choix que prendront les milieux privilégiés, eux-mêmes plus ou moins soutenus par ces États. Là encore, les protagonistes réels du conflit qui se prépare sont l'Angleterre et l'Allemagne.

L'irruption de l'Allemagne dans l'arène internationale produisit une rupture dans les équilibres jusqu'alors existants : « ... il est évident que l'entrée dans l'arène économique d'un aussi puissant producteur qu'est l'Allemagne moderne, avec ses écoles, son éducation technique répandue à pleines mains dans le peuple, son entrain juvénile et les capacités d'organisation de son peuple, devait changer les rapports entre nations. » Un « ajustement des forces » était nécessaire, mais impossible parce qu'il était entravé par les privilèges et les monopoles en place. Les choix

politiques sont constamment conditionnés aux choix que prendra « le Syndicat des banquiers de Paris, de Vienne, de Londres ». C'est la finance qui fait et défait les ministères. Les rapports internationaux se réduisent aux décisions que prendront en dernière analyse la finance.

« Ainsi l'état des forces mises en jeu est donné par le degré de développement technique des diverses nations, à un certain moment de l'histoire. Mais l'usage qui sera fait de ces forces, dépend entièrement de l'état d'asservissement à son gouvernement et à la forme étatiste d'organisation, auquel les populations se sont laissé réduire. »

L'État est une organisation développée spécialement pour enrichir les riches et « absorber tous les progrès au profit des classes privilégiées ». Aucune issue vers l'harmonie, le bien-être et une « nouvelle efflorescence d'une civilisation libertaire » n'est possible dans le cadre des États. L'intérêt de « La Guerre » est que le texte montre que Kropotkine savait, bien avant le conflit de 14-18, très précisément comment se passerait la guerre qui était en train de se préparer ; les positions qu'il adopta en 1916 furent prises en parfaite connaissance de cause. Il faut donc s'interroger sur les raisons qui ont motivé son choix.

2) La lettre à August Steffen

Entre « La Guerre » datant de 1912 et le « Manifeste des Seize » de 1916 se trouve une lettre écrite à un correspondant suédois, le professeur Gustav Steffen. Sous le titre de « Kropotkine sur la Présente Guerre » cette lettre fut publiée dans *Freedom* en octobre 1914, et aux États-Unis dans la revue *Mother Earth* en novembre. Elle se trouve donc en position intermédiaire par rapport au texte de 1912 intitulé « La guerre », et le « Manifeste des Seize » dont il y a tout lieu de penser qu'il a été rédigé par Kropotkine, dans la mesure où on y trouve des passages absolument identiques que dans la lettre à Steffen.

La référence aux « idéaux » inscrits par les prolétaires européens « sur la bannière de l'Association internationale des travailleurs » peut sembler tout d'abord excessive, car on ne voit pas très bien en quoi la préoccupation de l'Internationale ait pu être d'« écraser l'invasion des Allemands en Europe de l'ouest », sachant, en particulier, que c'est Marx qui se trouvait à la tête de l'organisation internationale. Mais en fait la référence à l'AIT se justifie effectivement. On a l'explication dans une lettre de Kropotkine à Marie Goldsmith dans laquelle il écrit que l'Internationale (« la première, la vraie », précise Kropotkine) avait proclamé...

« ...l'indépendance des nations et la révolte des nations opprimées contre les peuples qui les oppriment en obéissant aux tyrans. C'est en proclamant le devoir de toutes les nations libres d'aider le peuple polonais, insurgé en 1863, de se débarrasser du joug de l'autocrate russe, soutenu par son peuple dans ce crime d'oppression, que fut fondée l'Internationale. L'Internationale ne se déclara pas cosmopolite. Elle proclama le droit de chaque nationalité de se développer librement comme elle l'entendait, son droit de se révolter contre ceux qui lui refusaient ce droit, et le devoir de tous les travailleurs de s'unir et de se révolter contre toute tentative d'oppression d'une nationalité par une autre ⁷⁸. »

Kropotkine fait également référence aux positions adoptées par Bakounine pendant la guerre franco-prussienne, dont il adoptera d'ailleurs les principales lignes. Dans la même lettre à Marie Goldsmith, il précise :

« Si bien que Bakounine, en 1871, disait aux travailleurs allemands que c'était leur devoir de se révolter contre leur gouvernement qui voulait faire des conquêtes en France.

⁷⁸ Pierre Kropotkine à Marie Goldsmith 23 février 1916, in « Anarchisme et internationalisme. Autour du Manifeste des Seize. Correspondance inédite de Pierre Kropotkine et de Marie Goldsmith, janvier-mars 1916. » *Cahiers du monde russe et soviétique*, 19881, vol. 22, n° 22-2-3.

Mais comme Bakounine et ses amis savaient bien que le peuple allemand ne les écouterait pas, ils faisaient appel à tous les révolutionnaires de toute nationalité de défendre la France contre les envahisseurs. Et lorsque tous les membres de l'Internationale à Paris, tendant la main aux blanquistes, se rangèrent sous le drapeau de la Commune, c'était dans l'espoir de chasser les Allemands de la France par l'effort des Communes révoltées. Ils comprenaient que c'eût été, en cas de succès, le vrai, le seul moyen de lancer la révolution sociale, ou, du moins, d'en faire les premiers pas. »

Kropotkine rappelle d'ailleurs que le Bulletin de la fédération jurassienne a soutenu la cause de « l'insurrection de l'Herzégovine contre le joug turc », que des bakouninistes sont allés soutenir cette cause sur le terrain, qu'un autre est allé soutenir « l'insurrection d'Arabi Pacha pour l'indépendance de l'Égypte », et que les journaux anarchistes « ont vaillamment combattu pour l'indépendance de l'Irlande, celle des Boers, du Caucase, de la Pologne, de la Finlande ».

La position de Kropotkine se réduit à l'affirmation de l'indépendance nationale de la France (et de la Belgique et de la Russie) face à l'occupation de son territoire par les Allemands. En somme il n'y a pas lieu de s'opposer à l'occupation de l'Algérie par la France, ou de l'Inde par l'Angleterre, et d'accepter l'occupation d'une partie importante de la France par l'Allemagne.

Comme Kropotkine plus tard, Bakounine pensait qu'une victoire allemande serait une terrible régression pour l'Europe et avait appelé à un soulèvement populaire contre l'occupation allemande afin de transformer la guerre en révolution. Bakounine soutint donc sans réserve la France cette guerre, pour les mêmes raisons que Kropotkine, mais l'aîné eut la chance que la guerre se transforma en insurrection populaire, ce qui le sauva sans doute des accusations dont Kropotkine eut à souffrir...

On retrouve dans la lettre à Steffen l'écho de débats qui avaient opposé Marx et Bakounine pour désigner le centre de la réaction en Europe. Il s'agissait de savoir qui, de l'Allemagne et de la Russie, avait l'initiative des actions destinées à maintenir le *statu quo* réactionnaire dans l'Europe issue du traité de Vienne. Selon Marx, la Russie était le chef d'orchestre qui dirigeait toutes les manœuvres antidémocratiques qui menaçaient l'Europe. Bakounine, plus nuancé, avait une position somme toute plus dialectique : la Russie avait certes été pendant longtemps un frein à toute évolution démocratique sur le continent, mais elle était maintenant une puissance sur le déclin et n'avait plus la capacité d'influencer significativement la politique européenne et encore moins d'intervenir militairement dans le cadre d'une expansion territoriale vers l'Ouest. C'est l'Allemagne maintenant qui avait cette capacité.

Bakounine pensait qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie était peu probable tant que les deux pays se trouvaient réciproquement neutralisés par leur commune occupation de la Pologne (avec l'Autriche il est vrai). En effet, une guerre entre les deux pays incitera inévitablement les Polonais à s'insurger pour réclamer leur indépendance. Bakounine montre cependant qu'il s'agit d'une complicité inégale : l'Allemagne se trouve en position de leadership du fait de son incomparable supériorité économique, technique et financière. Bakounine affirmait que l'occupation de la Pologne était une condition de l'intégrité de l'empire russe. C'est sans doute ce que Kropotkine veut dire lorsqu'il affirme dans sa lettre à Steffen que l'absolutisme russe ne se serait jamais maintenu aussi longtemps sans la protection de l'Allemagne, et lorsqu'il rappelle « l'intimité qui a existé entre Alexandre II et Guillaume I^{er} ».

Kropotkine se trouve dans les mêmes dispositions que

son aîné et nie que la Russie soit à l'origine de la guerre : « Cette guerre, dit-il dans sa lettre à Steffen, n'a pas été causée par l'attitude de la Russie envers l'ultimatum autrichien comme le gouvernement allemand, fidèle aux traditions de Bismarck, a essayé de le faire croire. » Selon lui, la guerre aurait été préparée de longue date et répondait à un plan soigneusement édifié. Il rappelle que Liebknecht et Bebel avaient prédit que l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine serait la cause de nouvelles guerres et qu'elle serait suivie de nouvelles exigences allemandes. Si Bakounine avait dit que l'Allemagne était devenue le centre de la réaction en Europe, Kropotkine affirme qu'elle est devenue « une menace permanente pour le progrès de l'Europe ».

Ce n'est donc pas un hasard si Kropotkine écrit dans sa lettre à Steffen que « les quarante-trois dernières années ont été la confirmation de ce qu'écrivait Bakounine en 1871, à savoir que, si l'influence française disparaissait en Europe, celle-ci se trouverait renvoyée en arrière dans son développement pour un demi-siècle. Et aujourd'hui il est évident que si l'invasion actuelle de la Belgique et de la France n'est pas repoussée par l'effort commun de toutes les nations d'Europe, nous connaissons un autre demi-siècle, ou plus, de réaction générale ».

On a là exactement le dilemme devant lequel seront confrontés les signataires du « Manifeste des Seize ». En effet, la plupart d'entre eux étaient des « anciens », qui avait connu la période de la guerre franco-prussienne ; ils avaient vécu la régression subie par le mouvement ouvrier après la guerre et vivaient dans l'angoisse que cela recommence une nouvelle fois. Kropotkine a donc parfaitement raison de dire que « durant les quarante dernières années, la menace d'une guerre franco-allemande planait en permanence sur l'Europe ».

Le mouvement ouvrier français s'était préoccupé de cette menace depuis très longtemps : en 1893 avait eu lieu

un congrès des Bourses du Travail lors duquel avait été adopté le principe d'une grève générale en cas de déclenchement d'une guerre entre l'Allemagne et la France. Plus tard, la CGT tentera en de multiples occasions d'intéresser – sans succès – les dirigeants socialistes et syndicalistes allemands à la mise en place d'une action commune en cas de guerre.

Les dirigeants politiques allemands d'une façon générale, et en particulier les dirigeants social-démocrates, étaient obsédés par l'idée d'un encerclement hostile et par l'éventualité d'une invasion russe. Longtemps avant le déclenchement de la guerre, la population allemande avait été soumise à une intense propagande destinée à la convaincre que la Russie allait attaquer l'Allemagne et qu'il fallait prendre les devants. La social-démocratie avait totalement intégré ce discours. Cette obsession tournait à la paranoïa chez Marx qui en appelait constamment à une guerre préventive contre la Russie.

Significativement cette propagande reprenait les mêmes termes que ceux qui avaient autrefois été tenus par Marx, qui désignait lui aussi la Russie comme un adversaire acharné de l'Allemagne et comme centre de la réaction en Europe ⁷⁹. Bakounine avait montré que si la Russie avait effectivement été une des principales forces de la réaction, elle avait depuis longtemps perdu cette fonction à

⁷⁹ On peut lire dans les colonnes de la *Nouvelle Gazette rhénane* du 15 juin 1848, dans un article d'Engels (« L'armistice prusso-danois », 9 septembre 1848) : « Seule la guerre contre la Russie est une guerre de l'Allemagne révolutionnaire, une guerre où elle rachètera les fautes du passé, où elle se virilisera, où elle pourra vaincre ses propres despotes, où, comme il est de règle lorsqu'un peuple brise les chaînes d'une longue et veule servitude, elle paiera le fait de propager la civilisation par le sacrifice de ses fils, et se rendra libre à l'intérieur en conquérant la liberté à l'extérieur. » Seize ans plus tard, la conclusion de l'Adresse de l'AIT reprendra encore le thème du danger russe. La politique du tsar est encore désignée comme le frein le plus puissant de toute l'évolution de l'Europe.

cause de son incapacité à réformer ses institutions politiques et à développer ses forces productives. Désormais, elle se trouvait dans l'incapacité de s'étendre dans l'Ouest de l'Europe et ne pouvait plus acquérir de territoires que dans le Sud-Est, dans des territoires moins développés qu'elle.

Alexandre Berkman fit une réponse à la lettre de Kropotkine⁸⁰, dans laquelle il reproche au révolutionnaire russe de s'impliquer dans « les artifices de la haute politique », c'est-à-dire de tenter d'expliquer la stratégie allemande. C'est une attitude assez courante dans le mouvement anarchiste, qui considère en général que la dénonciation de la guerre comme phénomène contraire à la morale exonère de se consacrer à l'examen des faits. Face à la guerre, il n'y a que la réprobation et l'affirmation des principes. Sous prétexte que « la guerre en Europe n'est pas une guerre entre nations mais une guerre entre gouvernements capitalistes, pour le pouvoir et les marchés », il devient inutile d'exposer le contexte géopolitique de cette guerre. Une telle attitude conduit à un réel appauvrissement de la pensée libertaire.

Berkman ajoute : « Kropotkine argumente comme si le peuple allemand était en guerre contre le peuple français, russe ou anglais, alors qu'en réalité, ce sont les seules cliques dirigeantes et capitalistes de ces pays qui sont responsables de la guerre et qui vont en tirer profit. » Cette affirmation est exacte, littéralement : sans les « cliques dirigeantes » des deux pays il n'y aurait pas eu de guerre. Kropotkine ne nie d'ailleurs pas que ce sont les cliques dirigeantes qui sont responsables des guerres, mais il constate que le peuple allemand *est effectivement* en guerre contre les peuples français, anglais ou russe.

Kropotkine ne prend pas à la lettre, et sans réserves, le slogan de 1848 selon lequel « les peuples sont des frères,

⁸⁰ « En réponse à Kropotkine », *Mother Earth* Vol. IX, No. 9, novembre 1914.

et les tyrans des ennemis »⁸¹. Il précise que les théoriciens de cette époque avaient « omis le cas où les tyrans et le peuple font un, auquel cas il eût fallu dire : “Les peuples seraient des frères, s’ils ne suivaient leurs tyrans qui les rendent ennemis”. » Il est clair que Kropotkine pense à l’Allemagne. Son raisonnement, qui touche à la question de la responsabilité collective des peuples, est assez proche de celui de Bakounine, qui écrit dans *L’Empire knouto-germanique* : « Chaque peuple étant plus ou moins solidaire et responsable des actes commis par son État, en son nom et par son bras, jusqu’à ce qu’il ait renversé et détruit cet État⁸²... » L’ironie de l’histoire est que dans le cas de Bakounine, c’est du peuple russe qu’il s’agit ! Il est vrai que Bakounine ajoute : « Mais si cela est vrai pour la Russie, cela doit être vrai pour l’Allemagne »...

Au moment de la rédaction du « Manifeste des Seize », Kropotkine rappelle à Marie Goldsmith que « l’Internationale – la première, la vraie » avait proclamé « l’indépendance des nations et la révolte des nations opprimées contre les peuples qui les oppriment en obéissant aux tyrans »⁸³.

C’est à juste titre que Kropotkine écrit que « c’est en proclamant *le devoir* de toutes les nations libres d’aider le peuple polonais, insurgé en 1863, à se débarrasser du joug de l’autocrate russe, soutenu par son peuple dans ce crime d’oppression, que fut fondée l’Internationale. » Marx à l’époque était très soucieux d’obtenir le soutien international à la cause polonaise, moins par empathie pour les Polonais que parce qu’une Pologne indépendante constituerait contre la Russie un « rempart de vingt millions de héros »⁸⁴.

⁸¹ Lettre à Marie Goldsmith, 23 février 1916, *loc. cit.*

⁸² Bakounine, *L’Empire knouto-germanique*, éditions Champ libre, VIII, 59.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *La Nouvelle Gazette rhénane*, « La Pologne, la Russie, l’Eu-

Dans sa réponse à Kropotkine, Berkman rappelle que le vieux révolutionnaire avait toujours dit que « la raison de la guerre moderne est toujours la compétition pour les marchés », et il fait remarquer que « dans la lettre au professeur Steffen, Kropotkine oublie bizarrement de mentionner *la classe ouvrière* des puissances combattantes », *ce qui n'est pas exact*. Berkman demande encore : « Mais où sont les *ouvriers* là-dedans ? » Mais Kropotkine aussi, demande : où sont les ouvriers ? *Ils sont au front*. D'ailleurs Berkman répond lui-même à sa propre question, d'une certaine manière : « Le militarisme d'un pays — *de n'importe quel pays* — ne repose-t-il pas sur le consentement du peuple » ? Pour sortir de la guerre, précise-t-il encore, « Kropotkine n'a-t-il pas toujours affirmé que seules la conscience révolutionnaire et la solidarité économique des travailleurs pouvaient forcer le capital et le gouvernement à y mettre fin et, en dernier lieu, à l'abolir ? » Précisément, en 1914, en 1916, où est « la conscience révolutionnaire et la solidarité économique des travailleurs » ? Et si on ne parvient pas à faire surgir l'une ou l'autre, que faut-il faire ?

Or les signataires du « Manifeste des Seize » affirment qu'ils seraient enchantés de voir les conditions de paix discutées par les travailleurs européens, mais encore faut-il que le peuple allemand se rende compte qu'il s'est laissé tromper, qu'il ne se bat pas pour défendre son territoire mais qu'il a au contraire été lancé dans une guerre de conquêtes. La presse allemande, dit le « Manifeste des Seize », « prépare la nation à l'idée de l'annexion de la Belgique et des départements du Nord de la France. Et il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre

rope », 9 juin 1848. Marx reprend l'image du « rempart » dans un discours sur la célébration du quatrième anniversaire de l'insurrection polonaise de 1863, dans lequel il déclare qu'il faut « rétablir l'intégrité de la Pologne, plaçant entre elle-même et l'Asie un rempart de vingt millions de héros ».

les conquêtes, ne le font pas. » On verra (*infra* III, ch.3) que les dirigeants social-démocrates allemands avaient totalement assimilé que l'annexion de la Belgique et du quart de la France était un fait irréversible.

Que répondent les anarchistes « orthodoxes » ? Ils répondent, comme Malatesta, que tant qu'à faire, il vaut mieux subir une occupation étrangère que d'accepter de faire la guerre, parce qu'alors on peut reprendre la lutte sociale, ce qui relève d'une invraisemblable naïveté.

Si, comme le craint Kropotkine, l'Allemagne intègre la Hollande et la Belgique à son empire, occupe Anvers et Calais, la Champagne, s'approprie les colonies de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, il se créera – sans que la classe ouvrière allemande ne réagisse – une formidable puissance économique et militaire. Et ce ne sera pas pour lutter contre la Russie : « La fable du combat contre la Russie dans les plaines de France et de Belgique, qui est aujourd'hui reprise par la presse allemande, a été concoctée pour l'exportation vers la Suède et les États-Unis ; mais il n'y a pas un seul allemand intelligent en Allemagne même qui ne sache pas que les ennemis visés sont la Grande-Bretagne et la France ⁸⁵. »

La position de Kropotkine a évolué depuis 1912 : alors que dans « La Guerre » l'Allemagne était en quelque sorte un « second couteau » dans les rivalités inter-impérialistes, elle en est maintenant un acteur majeur. Berkman a tort lorsqu'il affirme que « le militarisme prussien n'est pas une plus grande menace pour la vie et la liberté que l'autocratie tsariste ». (Notons bien que Berkman parle de *militarisme* prussien et d'*autocratie* russe.)

⁸⁵ « Kropotkine sur la présente guerre », lettre de Kropotkine au Pr Gustav Steffen, *Mother Earth* Vol. IX. No. 9 Novembre 1914.

Les autocraties prussienne et russe sont tout d'abord une menace pour leur propre population. La question est de savoir dans quelle mesure elles sont une menace au-delà de leurs frontières. Bakounine avait montré que la Russie était une puissance sur le déclin, dont les institutions politiques étaient minées par l'inefficacité et la corruption, et dont l'industrie était insignifiante en comparaison de celle de l'Allemagne qui avait créé un système étatique efficace, une administration performante, une économie en expansion, qui disposait d'un système éducatif très efficace, etc. Il en résultait que le *militarisme* allemand était une plus grande menace que l'autocratie russe (sauf pour les pays d'Asie centrale, sous-développés, vers lesquels l'expansionnisme russe se tournait).

« La guerre a presque éclaté en juin 1911 », écrit Kropotkine à Steffen. Les deux pays étaient en rivalité violente pour le contrôle du Maroc. En mai 1911 la France occupe la ville de Fès. Commence alors une escalade de menaces. L'Allemagne envoie une canonnière dans la rade d'Agadir. Le Kaiser, isolé sur le plan international, préfère reculer. Tout ça dans une frénésie nationaliste dans la presse des deux pays. Ce n'est que partie remise.

L'exemple d'Albert Südekum que Kropotkine évoque est assez significatif de l'état d'esprit de nombreux social-démocrates allemands de l'époque. Südekum faisait partie de l'aile droite (très à droite) du parti socialiste. Il fut député au Reichstag de 1900 à 1918, puis ministre des finances de Prusse de novembre 1918 à mars 1920. Comme « agent » du gouvernement, il accomplit des missions politiques dans les pays neutres pour convaincre les partis socialistes de défendre une politique de neutralité à l'égard du Reich allemand, présenté comme menacé par la Russie. Apparemment la mission de Südekum ne remporta pas un grand succès. Trotsky raconte : « Mécontent du résultat de sa mission en Italie, Südekum accuse les

Italiens de ne pas comprendre “l’entité”⁸⁶ du Tzarisme. » Trotsky ajoute une remarque très pertinente, qui pourrait être intégralement reprise de Bakounine :

« Une personne sensée ne pourra jamais admettre que le Tzarisme soit haï par les réactionnaires allemands. Au contraire. Après et pendant la guerre, le Tzarisme demeure la forme de gouvernement la plus proche de celle de l’Empire allemand⁸⁷. »

Kropotkine ajouta à sa lettre à Steffen trois paragraphes qui peuvent servir de conclusion. Il expose une sorte de programme immédiat :

1. « La guerre ne peut pas être combattue par des rêves pacifistes » (...) pas plus qu’elle ne peut être combattue par cette sorte de propagande antimilitariste qui a été menée jusqu’à maintenant »

2. « Les causes de la guerre doivent être attaquées à la racine. » Kropotkine espère que cette guerre « ouvrira les yeux des masses ouvrières et d’un grand nombre d’hommes parmi les classes moyennes éduquées ».

3. En attendant, « Les territoires de la France et de la Belgique doivent être libérés des envahisseurs »

Dans sa réponse à Kropotkine, Berkman se trouve dans le registre moral : il condamne « sans réserve toutes les guerres capitalistes, quels que soient les sophismes employés pour défendre l’une ou l’autre bande de pirates et exploités comme plus libéraux » (qu’en est-il des guerres qui ne seraient pas capitalistes ?).

⁸⁶ Dans un autre passage du livre, Trotsky parle de « l’essence » du tsarisme, ce qui paraît plus adéquat. Erreur du traducteur ou du linotypiste ?

⁸⁷ Léon Trotsky, *La guerre et la révolution. Le naufrage de la II^e Internationale. Les débuts de la III^e Internationale*. Tome I. (1922). Tête de Feuilles, 1974.

Kropotkine peut être d'accord avec Berkman lorsque ce dernier dit que « la guerre est le jeu des maîtres, toujours aux dépens des ouvriers dupés », mais le révolutionnaire russe semble penser que ce sont surtout les ouvriers allemands qui ont été dupés, ce qui n'est pas entièrement faux si on met en regard d'une part les efforts faits jusqu'au dernier moment par les dirigeants de la CGT pour négocier avec leurs homologues allemands une action commune contre la guerre, d'autre part les manipulations exercées par ces derniers à l'encontre des ouvriers allemands.

Kropotkine et Berkman se situent sur deux registres totalement différents : le premier considère les faits et envisage leurs évolutions possibles. Il analyse la stratégie de l'état-major allemand à partir des territoires que l'armée du Reich occupe déjà et anticipe sur les projets d'expansion territoriale. Considérant ces évolutions inacceptables, il choisit son parti.

Le second se place sur un plan moral : la guerre est un mal en soi, aucune explication géopolitique, assimilée à un « artifice de la haute politique », n'est acceptable.

3) « L'Internationale Anarchiste et la Guerre »

Le manifeste intitulé « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » fut publié le 12 février 1915, c'est-à-dire presque exactement un an avant le « Manifeste des Seize ». On y lit notamment :

« ...il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives (...). Notre rôle c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchiste doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte et à faire naître le mécontentement dans les peuples et les armées. »

Le document ne désigne pas de responsable au conflit. Celui-ci est le résultat de l'inégalité économique et sociale, de l'antagonisme sauvage des intérêts. La guerre était inévitable, car les budgets militaires étaient en augmentation constante depuis un demi-siècle. Aussi ne peut-on faire de distinction entre guerre offensive et guerre défensive. Chaque belligérant fait assaut de preuves de sa bonne foi :

« Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, et de Pétrograd ; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation. »

Ne pas désigner un responsable au conflit relève d'une position de principe : la guerre est condamnable en soi, il ne saurait donc y avoir d'agresseur ni d'agressé. Il est certain que lorsqu'on cherche à comprendre comment une guerre a commencé on peut être tenté de triturer la vérité pour désigner un coupable plutôt qu'un autre. Mais le fait que ce risque existe ne suffit pas pour disqualifier toute analyse historique. Les proclamations internationalistes ont le défaut précisément de refuser toute analyse réelle du contexte et des faits.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre » affirme qu'aucun État n'est compétent pour revendiquer les valeurs de la civilisation, et le texte ne manque pas, pour ce qui est du gouvernement français, d'évoquer « Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires », et qui maintient en prison depuis des années des « camarades coupables seulement d'avoir parlé et écrit contre la guerre ». C'est, rappelons-le, une époque où un pauvre prend huit ans de prison pour avoir volé un lapin. Aucun

des États belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, parce que la cause première de la guerre réside « uniquement dans l'existence de l'État, qui est la forme politique du privilège » ; il est « l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés », oppression soutenue par les partis politiques, « même d'opposition », et avec l'aide de la presse.

« Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. »

Il faut donc s'atteler à « affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées ». Il faut « profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution ». C'est un document qu'on pourrait qualifier de « classique » dans la littérature internationaliste : la guerre est le produit du capitalisme, elle est mise en œuvre par les États. Les ouvriers, les paysans, le peuple d'une façon générale n'ont rien à y gagner. Il faut transformer la guerre en révolution.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre » pose les principes généraux qu'il convient d'adopter en cas de guerre, mais rien d'autre. L'ensemble des belligérants sont mis dos à dos. Il n'y a aucune analyse sur la situation concrète au moment où le texte est rédigé, sur la situation internationale. Il pourrait pratiquement s'appliquer à n'importe quelle guerre, à n'importe quel moment. Il en est tout autrement du « Manifeste des Seize ».

4) Le « Manifeste des Seize »

Kropotkine et quelques anarchistes de l'époque considéraient que l'Allemagne était l'agresseur, constat confirmé d'une certaine manière par l'occupation de la Belgique, du quart de la France et d'une grande partie de la Russie d'Europe. L'Allemagne était vue comme le modèle de l'étatisme et du militarisme, tandis que la France était la patrie de la révolution de 1789. Une victoire allemande aurait donc été une immense régression pour l'Europe tout entière. Ce courant, qualifié de « défensiste » rédigea un manifeste connu sous le nom de « Manifeste des Seize » qui suscita un grand émoi dans le mouvement libertaire, mais qui n'eut bien entendu, aucune influence réelle sur le déroulement ultérieur de la guerre – un point sur lequel les signataires auraient dû réfléchir.

On retrouve dans le « Manifeste des Seize » beaucoup d'éléments de la lettre à August Steffen⁸⁸. Il faut souligner cependant une différence importante avec le texte intitulé « La Guerre » que Kropotkine avait écrit en 1912 : l'Allemagne n'est plus désormais un « second couteau » dans les rapports inter-impérialistes, elle est un acteur majeur.

Signé le 28 février 1916, le Manifeste fut publié le 14 mars 1916 dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*. Kropotkine désignait ce texte sous l'appellation de « Projet de déclaration sur la "paix" ». Dans le numéro du 14 avril 1916 de *La libre Fédération* de Lausanne, le 14 avril, une centaine d'adhésions nouvelles se manifestèrent qui « émanaient de camarades français, italiens (les plus

⁸⁸ Maurice Laisant écrit que le « Manifeste des Seize » fut rédigé « à l'instigation de Jean Grave ». Michaël Confino écrit à ce sujet : « Kropotkine indique [...] (lettre du 8 février 1916) que ce fut lui qui rédigea le Manifeste des Seize, puis le soumit, pour amendements et approbation, aux autres signataires. » (« Anarchisme et internationalisme. Autour du Manifeste des Seize. Correspondance inédite de Pierre Kropotkine et de Marie Goldsmith, janvier-mars 1916. » *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1981, vol. 22, n° 22-2-3.)

nombreux), quelques-uns de Suisse, d'Angleterre, de Belgique et du Portugal. Certaines étaient suivies de ces deux mots curieux : « Aux Armées »⁸⁹, selon Hem Day⁹⁰.

Les anarchistes « orthodoxes », ou internationalistes, étaient incontestablement majoritaires et considéraient la guerre du seul point de vue des principes, qui ne pouvaient pas être contestés : la guerre était l'aboutissement du système capitaliste et de l'État. Les anarchistes étant opposés à l'un et à l'autre, remettre en cause le principe de l'opposition à toute guerre n'était pas envisageable : elle était un « règlement de comptes entre larrons impérialistes » et peu importait qui était l'agresseur ou l'agressé, le vainqueur ou le vaincu. Seule importait la lutte contre le militarisme, le patriotisme et pour la révolution sociale.

Les signataires du « Manifeste des Seize » opposaient à l'orthodoxie stricte de la majorité du mouvement anarchiste une vision relativiste de la situation. Cela apparaît très clairement dans un texte de Jean Grave paru en septembre 1922. Grave affirme que lui et ses amis sont parfaitement internationalistes et que « jusqu'à la déclaration de la guerre » ils ont combattu le militarisme : « mes camarades et moi, nous pouvons nous vanter d'avoir mené cette campagne mieux que qui ce soit », dit-il. Jean Grave ajoute une chose curieuse ; leur seul tort est « d'avoir raisonné comme si les anarchistes devaient être maîtres des événements ». Cela signifie-t-il que les signataires pensaient que le « Manifeste des Seize » allait réellement influencer sur le cours de la guerre ?

Grave reconnaît que d'un point de vue abstrait, « un gouvernement vaut l'autre ». Mais dans la pratique ce raisonnement ne tient pas. Sous certains gouvernements, « au prix de quelques mois de prison, de quelques tracas-

⁸⁹ Cela signifiait que le signataire était sous les drapeaux.

⁹⁰ « Les anarchistes et la Guerre mondiale. » Source : *Encyclopédie anarchiste*.

series, la propagande de nos idées est possible ». Sous d'autres gouvernements, elle est impossible. Jean Grave pose donc la question : « Sous prétexte que nous ne voulons aucun gouvernement, faut-il en conclure que s'il se présentait une tentative de nous imposer un régime comme celui du tsarisme par exemple, les anarchistes devraient se croiser les bras et laisser faire ? » Là se trouve peut-être la ligne de clivage entre anarchistes orthodoxes et signataires du « Manifeste des Seize ». Pour Grave, « on ne parvient à augmenter la somme de liberté dont on jouit, qu'à condition de savoir défendre celles qu'on possède déjà ». Selon Grave, la victoire allemande aurait été, « pour un siècle au moins », la mort de toute idée d'émancipation dans toute l'Europe : « Cela, pour moi et mes co-signataires, était indéniable ». La question est de savoir si Grave avait raison.

Selon le Manifeste, le peuple allemand s'est laissé tromper en 1914 : il croyait réellement défendre son territoire. Mais les travailleurs allemands devraient avoir compris maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date : « maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues ». Il revient donc aux travailleurs allemands de reconnaître qu'ils ont été trompés ; il leur faut refuser toute annexion ou toute idée d'indemnité de guerre au profit de l'Allemagne, et admettre en revanche que l'Allemagne doit « réparer les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins ». C'est à ces conditions, dit le « Manifeste », qu'« il pourrait y avoir un terrain d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix ».

« Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple

allemand. » D'autant moins qu'au moment même où le « Manifeste des Seize » est rédigé, la France est en très mauvaise posture. Il est à peu près certain que ses rédacteurs pensent alors que la France est en train de perdre la guerre : en témoigne le fait qu'il y est dit que les Allemands ne doivent pas *réclamer* d'indemnité de guerre.

A peu près un an avant la rédaction du « Manifeste des Seize », du 5 au 8 septembre 1915, avait eu lieu à Zimmerwald, en Suisse, une conférence rassemblant des socialistes opposés aux partis officiels, attachés à l'internationalisme et opposés au nationalisme et au chauvinisme. Trente-huit délégués de différents pays d'Europe étaient rassemblés : suisses, suédois, norvégiens, néerlandais, polonais, roumains, allemands, français, russes, italiens, britanniques, bulgares, ainsi que des représentants du Bund, l'organisation socialiste des travailleurs juifs en Europe de l'Est.

Il est significatif que pratiquement dès le début du « Manifeste des Seize », celui-ci s'évertue à disqualifier la conférence de Zimmerwald : « On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représentation des travailleurs allemands. » C'est absolument faux. Le SPD, parti socialiste officiel en Allemagne, n'a pas été invité – pas plus que la SFIO française – à cause de leur soutien à la guerre. Cependant, il y eut des représentants allemands à la conférence : Adolf Hoffmann et Georg Ledebour.

Soulignons que l'un d'eux, Ledebour, s'était systématiquement opposé, avant la guerre, aux propositions faites par la CGT d'envisager une action commune en cas de déclenchement des hostilités entre les deux pays. En outre, Ledebour fit partie d'une délégation des « hommes de confiance » de tous les partis du Reich à qui le ministre allemand de la Guerre voulait faire accepter le vote d'un crédit de guerre exceptionnel afin d'accélérer le ré-

armement. A la même époque, les socialistes allemands assuraient leurs naïfs homologues français que *jamais* l'Allemagne n'attaquerait la France. Bebel, qui faisait partie de la délégation social-démocrate, accepta le projet du ministre de la Guerre sous réserve de quelques concessions de forme. Ledebour était sans doute l'un des dirigeants social-démocrates allemands les moins qualifiés pour participer à la conférence de Zimmerwald.

En fait, Kropotkine est persuadé que les « zimmerwaldiens » sont pro-allemands : l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Alliés lui fait dire : « ... c'est une preuve que les neutres ne croient plus à la victoire de l'Allemagne, dont les Zimmerwaldiens voulaient nous persuader »⁹¹. Kropotkine semble penser que la conférence de Zimmerwald n'eut lieu que parce que l'Allemagne était en position forte – ce qui était le cas en 1915 – et qu'une négociation sur la paix aurait été favorable à l'Allemagne. De fait, l'opposition catégorique de Kropotkine aux options de Zimmerwald vient de ce qu'il pense qu'un arrêt de la guerre inconditionnel et immédiat donne en fait des avantages stratégiques et diplomatiques énormes à l'Allemagne, qui occupe dix départements du Nord de la France, la Belgique et une grande partie de l'empire russe. Une négociation, dans ces conditions, aboutirait à ce que l'Allemagne conserve une partie de ses gains territoriaux, sans parler des 18 milliards d'emprunts russes qui n'avaient alors pas subi le destin qu'on leur connaît.... C'est la raison pour laquelle les anarchistes « défensistes » sont catégoriquement opposés au slogan de « paix immédiate ». Kropotkine n'est pas loin de penser que la conférence de Zimmerwald a pour objectif implicite de servir les intérêts allemands en cas de « paix immédiate ».

⁹¹ Lettre de Kropotkine à J. Guérin, 4 septembre 1916, in *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

La conférence de Zimmerwald s'acheva par la rédaction d'un manifeste dont l'un des chapitres est une « Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands », qui dit notamment :

« Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage. »

Pour être exact, la « Déclaration franco-allemande » aurait dû être « commune aux socialistes allemands et aux *syndicalistes* français », les deux représentants français étant des militants de la CGT. Le Manifeste de Zimmerwald appelle les travailleurs de tous les pays à s'unir contre la guerre : « Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples ». C'est en partie ce que pense Kropotkine : il ne doit pas y avoir d'annexion – mais il considère que l'Allemagne doit réparer les dégâts qu'elle a causés aux pays occupés.

La composition des participants à la conférence était hétéroclite. La majorité était pacifiste et souhaitait que la conférence affirme la volonté de défendre l'internationalisme et s'opposait à la guerre impérialiste. Une minorité insistait sur la trahison de la II^e Internationale et sur la nécessité de rompre avec les social-démocrates et de fonder une nouvelle Internationale.

Une autre conférence internationaliste eut lieu en avril 1916 à Kienthal, un mois après la rédaction du « Manifeste des Seize ».

Ces deux conférences n'eurent pas plus d'effet concret immédiat sur le déroulement de la guerre que n'en eut le « Manifeste des Seize », mais elles eurent le

mérite de réaffirmer des positions de principe.

Le « Manifeste des Seize » constate que le gouvernement allemand se prépare à de nouvelles offensives – ce qui est vrai. Se fondant sur la *Neue Zuercher Zeitung* et la *Norddeutsche Zeitung*, le Manifeste affirme que dans l'hypothèse où une paix serait signée, la plupart de la Belgique serait évacuée contre des gages : « Quels seraient ces gages ? Les mines de charbon belges, le Congo ? » et une forte contribution annuelle. Quant au territoire français, il serait évacué « ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français », contre une contribution de 18 milliards.

Quel est le point de vue de la presse allemande ?

« La presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du Nord de la France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate, trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix, même s'il représentait une masse compacte – se trouve divisé, sur cette question, en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. »

Sur la volonté allemande d'annexion de la Belgique, le « Manifeste des Seize » ne se trompe pas. Dans son interview avec Edward Hunt, un humanitaire américain, Kautsky avait déclaré ; « Vous pouvez voir que les journaux préparent la nation pour l'annexion finale de la Belgique ». Kautsky ajoute une remarque qui manifestement choque l'Américain : « Nous avons acheté cette province avec notre sang. » Remarque intéressante, qui montre que le social-démocrate a manifestement intégré l'idée de l'annexion de ce pays, qualifié de *province*. L'Américain

fait d'ailleurs remarquer que son interlocuteur ne parle aucunement du *sang belge* ⁹².

Le « Manifeste des Seize » conclut que « parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand de Bülow et de ses agents » : à la veille de la bataille de la Marne, l'Allemagne est en effet en position de force et toute discussion de paix ne pourrait que tourner à son avantage ⁹³.

Dans une lettre à J. Guérin datée du 28 juillet 1916, Kropotkine écrit à ce sujet :

« Les faits confirment de plus en plus notre manière de voir, exprimée dans la "Déclaration". Bülow et ses douze secrétaires avaient fortement manœuvré en Suisse pour semer les bruits de paix et pour tâcher de des défenseurs à cette idée. Maintenant on voit que le gouvernement allemand n'a jamais pensé de lâcher une seule de ses conquêtes sans recevoir de fortes contributions en échange et sans retenir les parties de territoires envahis en Belgique et en France qui lui souriaient le plus. Il faut être suprêmement naïf pour ne pas voir que c'était un moyen de semer la discorde dans les nations alliées, parce que les Allemands savaient bien, j'en suis sûr, quelle sorte d'offensive se préparait pour l'été. Espérons qu'elle réussira et que les Allemands s'aperçoivent bientôt qu'envahir un territoire et le fortifier n'est pas encore le conquérir. »

Les signataires du « Manifeste des Seize » s'élèvent contre les illusions des libertaires concernant les « dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne ». Ils préfèrent « regarder le danger en face

⁹² Cf. *War Bread. A personal narrative of the war and relief in Belgium*, Edward Eyre Hunt, American delegate of the commission for relief in Belgium in charge of the province of Atwerp. New York, Henry Holt and Company, 1916. (p. 63.)

⁹³ *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer ». Ce qui est désigné comme l'agression allemande est considéré par les signataires comme une menace non seulement contre les « espoirs d'émancipation », mais aussi « contre toute l'évolution humaine » :

« C'est pourquoi nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. »

Le « pragmatisme » de la déclaration se manifeste dans le fait que les signataires auraient préféré voir la population prendre en mains sa propre défense – sans toutefois que le document précise s'il s'agit de la défense du territoire national ou d'une défense en vue de réaliser la révolution sociale. Mais, « ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé ». Ce point constitue sans doute le pivot du « Manifeste des Seize ». Si, en cas de guerre, les positions internationalistes n'aboutissent pas à un arrêt des hostilités et si l'un des belligérants occupe tout ou partie du territoire du vaincu, que faut-il faire ? Les proclamations issues du mouvement anarchiste « orthodoxe » ne répondent pas à cette question, sinon en disant, comme Malatesta, qu'il vaut mieux subir une occupation plutôt que de faire la guerre, car dans ce cas on peut poursuivre la lutte sociale – position plutôt naïve : l'expérience de la guerre suivante a montré ce qu'il en était des luttes sociales sous l'occupation allemande alors que les ressources industrielles et agricoles du pays étaient littéralement razzées par l'occupant et que la population crevait de faim.

Le « Manifeste des Seize » se contente de dire que la population allemande doit revenir à « de plus saines notions de la justice et du droit » et renoncer à servir « d'instrument aux projets de domination politique pan-

germaniste ». La question est donc de savoir s'il y a effectivement des « projets de domination politique pangermaniste ».

Certes, affirme le Manifeste, nous sommes internationalistes, nous voulons l'union des peuples et la disparition des frontières, la réconciliation avec le peuple allemand. Mais c'est précisément pour cette raison que « nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement ». Il n'est pas question de parler de paix avec un parti qui a fait de l'Europe, pendant quarante ans, un « vaste camp retranché ». Ce serait « l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre ». Il est nécessaire de résister afin de « préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux ».

Le « Manifeste des Seize », au contraire des textes internationalistes habituels, ne se place pas sur un registre « proclamatif », sur le mode de : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », sans que ceux qui rédigent ces proclamations puissent faire grand chose pour changer l'état réel des choses. Il se place sur un registre « analytique », ou « pragmatique », qui se borne à constater la réalité des faits. Il est dit, par conséquent, que :

1. Le contexte est absolument défavorable à toute discussion de paix. En effet, négocier la paix alors que la Belgique, dix départements du Nord de la France et une grande partie de l'empire russe sont occupés met l'Allemagne dans une position favorable.

2. Par conséquent il faut renforcer l'effort de guerre, dans la mesure où une victoire allemande aurait des conséquences tragiques, sur le plan politique (écrasement du socialisme français), culturel (hégémonie allemande)

et économique (perte de régions vitales au pays et paiement des réparations de guerre).

A partir de ces prémices, la position défendue par le « Manifeste des Seize » découle logiquement. C'est un document parfaitement cohérent. A l'examen, on ne peut s'empêcher de penser que ce texte a, par anticipation, quelque chose d'anti-munichois.

La question qui se pose est que même si l'analyse factuelle faite par le texte est juste, les signataires avaient-ils raison de le signer ? Il paraît évident que l'absence de discernement dont Kropotkine a fait preuve relève d'un fond de germanophobie qu'on retrouve même dans ses textes théoriques lorsqu'il parle de la philosophie allemande, de Hegel, de la « dialectique ».

Les prises de position de Kropotkine en 1916 – extrêmement minoritaires dans le mouvement anarchiste de l'époque, rappelons-le – se fondent sur des analyses étonnamment semblables à celles que firent Bakounine en 1870-1871. Comme Bakounine, il souhaitait la transformation de la guerre en révolution sociale – fait qui est très peu souligné. Malheureusement pour lui, ses prises de position en faveur de la France ne furent pas accompagnées d'une seconde insurrection communaliste.

Un théoricien révolutionnaire peut-il se limiter au registre pragmatique, quel que soit le caractère évident et convainquant de celui-ci, *lorsque des principes essentiels sont en cause* ? Si le théoricien veut conserver sa qualité de révolutionnaire, la réponse est clairement non. Lorsqu'on est dans le registre pragmatique, on est dans l'indétermination, on ne peut prévoir comment les événements finiront par tourner. Or les principes sont la seule chose qui reste lorsqu'on ne peut pas réellement peser sur les événements – ce qui était évidemment le cas de Kropotkine en 1916.

Y avait-il une autre voie que la signature du « Mani-

festes des Seize » ? Une voie qui permettait aux signataires de faire « passer le message » concernant les conséquences d'une éventuelle victoire allemande, tout en préservant les principes internationalistes ? Kropotkine aurait tout aussi bien pu rédiger un manifeste dans lequel il dénonçait par anticipation les conséquences prévisibles d'une domination allemande sur l'Europe, tout en appelant les prolétaires à ne pas se massacrer mutuellement. Une telle déclaration aurait sans doute même eu beaucoup plus d'impact, mais il fallait compter avec l'orgueil d'une personnalité autoritaire comme celle de Kropotkine, convaincu d'avoir raison contre tout le monde. On retrouve d'ailleurs le même orgueil autoritaire chez Jean Grave, qui traite d'« imbéciles » les gens qui ne sont pas d'accord avec lui.

Marie Goldsmith partageait le point de vue « défensiste » de Kropotkine mais refusa de signer le « Manifeste des Seize ». Elle « avait préféré exprimer son soutien par des articles où elle pouvait en même temps formuler ses réserves et les nuances de son opinion personnelle », écrit Michael Confino ⁹⁴.

Si Kropotkine avait agi ainsi, il aurait fait passer le même message sans semer la pagaille dans le mouvement anarchiste.

⁹⁴ « Anarchisme et internationalisme. Autour du Manifeste des Seize. Correspondance inédite de Pierre Kropotkine et de Marie Goldsmith, janvier-mars 1916. » *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1981, vol. 22, n° 22-2-3.

5) Maurice Laisant et Hem Day

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, de nombreux militants libertaires sont frappés de désarroi devant ce que Maurice Laisant appelle « la grande faillite ». Maurice Laisant écrivit dans *Le Monde libertaire*, en septembre 1964 un article sur les anarchistes pendant la guerre, qui a le mérite de tenter de faire « l'étude générale des événements et du comportement de tous » et de rappeler « le climat qui présida à la déclaration de guerre de 1914 ». L'attentat de Sarajevo y est présenté comme un prétexte pour déclencher la guerre. La Russie, dit Laisant, est inquiète du développement industriel de l'Allemagne et veut « s'opposer à une expansion possible du pangermanisme ». L'Angleterre s'inquiète de voir un nouveau concurrent sur les mers. En France, « le mouvement social se développe dangereusement pour le pouvoir dans le même temps où la réaction et le bellicisme accèdent à la présidence de la république en la personne de Raymond Poincaré, l'homme de la revanche ».

Mais, selon Maurice Laisant, le plus grand danger pour les gouvernants, qu'il fallait anéantir par la guerre, était l'internationalisme ouvrier, l'« éveil à la conscience de tous les travailleurs ». De nombreux congrès internationaux avaient eu lieu, « assez timides et réformistes à leur début », mais qui se montraient de plus en plus catégoriques. Si, dit encore Laisant, les socialistes divisés ne se regrouperont que tardivement, les syndicalistes, « combien plus solides », vont « jeter les bases d'une future structure sociale ». Laisant fait une précision judicieuse qui éclairera le déroulement ultérieur des faits. Parlant de l'attitude des partis et des syndicats, il dit :

« Faits à signaler, alors que dans presque tous les pays, les seconds n'ont qu'un rôle revendicatif et s'alignent pratiquement sur les premiers, en France la CGT conserve une totale autonomie et se refuse à limiter son rôle à des revendications pécuniaires et à laisser aux politiques la résolution

des problèmes sociaux. Face à celui de la guerre dont divers incidents annoncent la menace, les uns comme les autres préconisent le boycott de la tuerie par la grève générale, la paralysie du pouvoir dans chaque État, la prise des organismes centraux : chemins de fer, PTT, ministères, etc.⁹⁵ »

A la veille de la guerre, en juillet 1914, le congrès du parti socialiste français avait déclaré comme « particulièrement efficace » le recours à la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays concernés.

« Deux jours avant la guerre, syndicalistes et socialistes s'élevaient encore contre la possibilité d'une pareille monstruosité⁹⁶ », dit Maurice Laisant. Puis, sans transition, les leaders démissionnent. On se précipite effectivement sur les ministères, dit Laisant, mais pas pour paralyser le pays, pas pour couper les communications, mais « simplement pour y trouver un fauteuil doré à la taille d'un Guesde, d'un Sembat ou d'un Jouhaux. Certes, quelques-uns sauveront l'honneur, mais pour un Merheim ou un Monatte⁹⁷ en France, un Liebknecht ou une Rosa Luxembourg en Allemagne, un Douchan Popovitch ou un Laptchevitch en Serbie, combien de Vandervelde⁹⁸,

⁹⁵ Maurice Laisant. « Les anarchistes et l'Internationale durant la Guerre de 1914 », *Le Monde Libertaire*, septembre 1964.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Pierre Monatte était certes contre la guerre mais il fut mobilisé et répondit à l'appel sous les drapeaux. « En janvier 1915, il rejoignit le 252^e régiment à Montélimar où il resta un an avant de partir pour le front où il fit la guerre en premières lignes et où il fut même décoré pour faits de guerre », dit Colette Chambellan dans sa biographie de Monatte. On ne peut certes pas reprocher à Monatte d'avoir été au front dans la mesure où il n'avait sans doute pas trop le choix. Mais cette attitude tranche singulièrement avec celle d'un Gaston Leval qui fut réfractaire, c'est-à-dire déserteur, qui dut s'exiler et paya toute sa vie le choix qu'il avait fait. Sur le fond, l'attitude de Monatte se rapproche finalement plus de celle de Kropotkine que de celle de Leval. Il serait intéressant de recenser tous les militants qui étaient contre la guerre mais qui la firent quand même...

⁹⁸ Emile Vandervelde (1866-1938) était secrétaire permanent du Bu-

de Renaudel⁹⁹, d'Albert Thomas¹⁰⁰, de Compère-Morel¹⁰¹ ou de Marcel Cachin¹⁰² ? »

Le déclenchement de la guerre a provoqué le désarroi dans le mouvement anarchiste. Tous les théoriciens du mouvement avaient « crevé le paravent des guerres défensives ou de droit pour démasquer les intérêts et les ambitions qu'elles camouflent ; ils avaient rappelé que les travailleurs, n'ayant pas de patrie, n'en ont pas à défendre » ; ils avaient prôné l'internationalisme et la solidarité ouvrière. Ils avaient été d'« irréductibles ennemis de toutes guerres ». Que pouvaient-ils donc faire ?

Après la « trahison des leaders syndicaux » et « l'abandon des socialistes », dit encore Laisant, les anarchistes, « ramenés à leurs seules forces » ne pouvaient prétendre à une « action d'envergure capable de contre-carrer l'immonde fléau¹⁰³. »

reau Socialiste International. Il devint ministre du roi des Belges.

⁹⁹ Pierre Renaudel (1871-1935) fut un dirigeant national de la SFIO. Proche de Jean Jaurès, il dirigea *l'Humanité* pendant la Première Guerre mondiale. Il choisit une ligne éditoriale favorable à la guerre au nom de la défense de la République.

¹⁰⁰ Albert Thomas (1878-1932), député socialiste de la Seine en 1910, réélu en 1914. Proche de Jaurès. Ce gestionnaire remarquable se voit confier par Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, l'organisation de la production du matériel de guerre. Il fait revenir du front les ouvriers qualifiés, a recours au travail des femmes et fait venir des « indigènes » des colonies pour les faire travailler.

¹⁰¹ Adéodat Compère-Morel (1872-1941) adhère au Parti ouvrier en 1891, puis au Parti socialiste de France en 1902, puis à la SFIO en 1905. Député du Gard en 1909 après trois échecs, réélu jusqu'en 1936. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut un des animateurs de la politique de défense nationale du Parti socialiste. Il se rallie à Pétain en 1940.

¹⁰² Marcel Cachin (1869-1958) adhère au Parti ouvrier français de Jules Guesde en 1891, participe au congrès d'Amsterdam en 1904 et de Paris en 1905 et rejoint alors la SFIO à sa fondation. Député de 1914 à 1932 il soutient la politique d'union nationale. En 1917 il est envoyé en mission en Russie. Cachin est l'un des fondateurs du Parti communiste au congrès de Tours en 1920, qui se ralliera à la III^e Internationale.

¹⁰³ Maurice Laisant. « Les anarchistes et l'Internationale durant la Guerre de 1914 », *Le Monde Libertaire*, septembre 1964.

Si quelques individualités ont cédé à ce « vent de folie », ce sont les nôtres, rappelle Laisant, « qui forment la plus large proportion des réfractaires, des déserteurs et des insoumis ». Celui-ci rappelle que le « Manifeste des Seize » avait vu le jour à l'instigation de Jean Grave ; il faisait réponse à la déclaration des internationalistes réfugiés à Londres, laquelle « maintenait la position anarchiste de toujours », et qu'une nouvelle déclaration internationaliste vint faire réponse au « Manifeste des Seize ». Laisant souligne également qu'il convient de distinguer les anarchistes qui ont signé le « Manifeste des Seize » et les socialistes. Si la position des premiers fut une erreur, dit-il, « elle ne fut jamais un calcul ou une trahison. À aucun d'eux, elle n'apportera une prébende, un privilège, un poste honorifique. Tandis que les ministres socialistes se pavanaient, trônaient et se compromettaient avec la réaction, le libertaire Malato ¹⁰⁴ (logique avec lui-même) s'engageait alors qu'il en avait passé l'âge. » En 1914, Malato avait 57 ans...

Un autre militant anarchiste, Hem Day, montre qu'on ne peut pas mettre en parallèle l'attitude de la social-démocratie allemande et celle du mouvement anarchiste français. Hem Day dit très justement dans son commentaire sur le « Manifeste des Seize » : « Le mouvement anarchiste, avant 1914, était loin de rallier des masses organisées et disciplinées comme celles des partis politiques et des organisations ouvrières » ¹⁰⁵. Le parti social-démocrate allemand avait, rappelons-le, quatre millions d'adhérents à la veille de la guerre et cent-dix députés au Reichstag dont seulement quinze ont refusé de voter les

¹⁰⁴ Charles Malato (1857-1938). Il est déporté en Nouvelle-Calédonie à l'âge de 17 ans avec ses parents, communards. Revenu en France, il collabore aux journaux *La Guerre sociale* et *La Bataille syndicaliste*. Dès le début de la guerre, il rallie l'Union sacrée et signe le « Manifeste des Seize ».

¹⁰⁵ Hem Day, Le « Manifeste des Seize ».

crédits de guerre ¹⁰⁶.

Les positions de Kropotkine sur la guerre n'étaient pas une surprise. Il s'était exprimé là-dessus bien avant que la guerre n'éclate. Des débats intenses avaient eu lieu au sein du groupe Freedom ¹⁰⁷. « ...En cas de conflit entre la France et l'Allemagne, dit Hem Day, il prendrait position pour la France, qu'il trouvait plus évoluée et dont il craignait que la défaite n'entraînât une réaction internationale. »

Lors d'un passage à Paris en 1913 Kropotkine avait en outre déclaré :

« Et la guerre ? J'ai dit lors d'un précédent passage à Paris, à un moment où il était question de guerre aussi, que je regrettais d'avoir 62 ans et de ne pouvoir prendre un fusil pour défendre la France dans le cas où elle serait envahie ou menacée d'invasion par l'Allemagne. Je n'ai pas changé d'opinion sur ce point. Je n'admets pas qu'un pays soit violenté par un autre, et je défendrai la France contre n'importe quel pays d'ailleurs : Russie, Angleterre, Japon, aussi bien que contre l'Allemagne ¹⁰⁸. »

¹⁰⁶ Encore que le refus de ces quinze-là doit être relativisé. On met ce chiffre en avant pour montrer que les députés social-démocrates au Reichstag n'étaient pas totalement unanimes. En réalité, ils s'opposèrent au vote *lors d'une réunion préparatoire*, interne au parti, mais suivirent la discipline du parti lorsqu'il fallut voter.

¹⁰⁷ *Freedom* était un journal anarchiste-communiste fondé à Londres en 1886 par Kropotkine et Charlotte M. Wilson.

¹⁰⁸ Cité par Hem Day, *loc. cit.* Il est surprenant de constater à quel point les positions de Kropotkine (né en 1842) sur l'Allemagne et celles de Bebel (né en 1840) sur la Russie procèdent d'un raisonnement identique. Bebel considérait que la Russie était « l'ennemie de toute civilisation » (*L'Humanité* du 28 septembre 1907). Et de même que Kropotkine vieillissant aurait été prêt à prendre les armes contre l'Allemagne, Bebel vieillissant aurait été prêt à les prendre contre la Russie : *L'Humanité* du 28 septembre 1907 rapporte ses paroles : il y a sept ans, dit-il, « je disais que dans une guerre contre la Russie, qui est le principal point d'appui de la réaction allemande, j'étais prêt, moi, vieux jeune homme, à prendre le fusil en main. »

« Que devenait la fameuse insurrection en cas de guerre, prônée par le mouvement anarchiste révolutionnaire ? », commente Hem Day. Celui-ci omet cependant de dire qu'en 1905 Kropotkine avait dit qu'il prendrait le parti de la France non comme « soldat de la bourgeoisie » mais comme « soldat de la Révolution, dans les légions franches des révolutionnaires ».

Dans les numéros d'octobre, novembre et décembre 1915 de *Freedom* parut une controverse entre partisans de ceux qui soutenaient la guerre (Kropotkine, Jean Grave, Tcherkesoff) et ceux qui s'y opposaient (Malatesta et une grande partie des anarchistes anglais). Kropotkine et ses amis tentèrent d'utiliser le journal comme tribune pour diffuser leur point de vue. Les choses se passèrent mal. Il y eut une rupture dans le groupe. Les opposants à la guerre publièrent un Manifeste en anglais, français et allemand, « L'Internationale Anarchiste et la Guerre »¹⁰⁹.

C'est en réponse à cet appel internationaliste que fut rédigé le « Manifeste des Seize », qui fut publié le 28 février 1916 dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*. Le 14 avril, dans un journal anarchiste de Lausanne, *la Libre fédération*, une centaine de nouvelles signatures s'y ajoutaient.

En France, Sébastien Faure tenta de réagir. Il avait pris dès le début position contre la guerre. En octobre 1914 il publia un manifeste intitulé « Vers la paix », dans lequel on peut lire notamment :

« Plus que jamais ennemi de la guerre, plus que jamais attaché à la paix, je ne puis servir la cause à laquelle j'ai voué ma vie qu'en tentant d'abrégier la guerre et de hâter la paix. Je m'y décide [...] Quels que soient les risques à cou-

¹⁰⁹ Parmi les signataires : L.D. Abbott, A. Berkman, L. Bertoni, Ch. Frigerio, E. Goldman, H. Havel, E. Malatesta, F. Domela Neuwenhuis, E. Recchioni, A. Schapiro, P. Vallina, S. Yanowsky.

rir, j'aime mieux les affronter que de renier tout mon passé ma seule fierté et ma seule richesse et de traîner une vieillesse impuissante et déshonorée. »

Ce tract connut un succès remarquable, aussi Malvy, le ministre de l'Intérieur convoqua-t-il Sébastien Faure et menaça de s'en prendre à ceux qui, dans les tranchées, liaient et distribuaient ce tract s'il ne cessait sa campagne contre la guerre. Ne voulant pas engager d'autres que lui-même, le vieux militant obtempéra. En juillet 1915, Sébastien Faure publia un autre tract, « La trêve des peuples », diffusé jusque sur le front. En mars 1916 il fonda avec d'autres anarchistes un journal, *Ce qu'il faut faire*, qui prenait position contre la continuation de la guerre. Dans le premier numéro, il voulut publier une réplique vigoureuse au « Manifeste des Seize », mais la censure en empêcha la publication. Alors que le « Manifeste des Seize » avait été largement commenté dans la presse, aucun journal ne mentionna la réponse qui lui fut faite.

Si le point de vue de Kropotkine se fondait sur des arguments historiques et culturels, ce ne fut pas le cas de tous les signataires. Ainsi Jean Grave écrit-il dans le numéro 358 de *La Bataille syndicaliste* que si les anarchistes avaient été nombreux à refuser la mobilisation, la « colère populaire » se serait tournée contre eux.

« Si les anarchistes avaient été en nombre suffisant dans le refus de se laisser mobiliser, pour troubler la défense, c'est contre eux que se serait tournée la colère populaire ; la population, ne voulant voir en eux que des agents de l'agresseur aurait applaudi à leur exécution. Et, dans le conflit, de l'issue duquel dépend le sort de l'humanité, je suis, en ma profonde conscience, forcé de dire qu'ils n'auraient eu que le traitement qu'ils méritaient. »

C'est donc pour lui une affaire de conformisme social, ce qui est tout de même quelque peu surprenant de la part d'un anarchiste, dont on aurait pu penser qu'il était capable de surmonter la désapprobation générale. Hem Day commente avec quelque malice qu'il y a un contraste entre de tels propos et ce que disait Jean Grave peu auparavant, lorsqu'il conseillait aux soldats de « crever la peau » de leurs officiers.

Le commentaire de Hem Day sur le « Manifeste des Seize » se termine par un avertissement qui soulève une question fondamentale qui se reposera un an plus tard pour la Russie, vingt ans plus tard pour l'Espagne : il met en garde les libertaires contre « la tentation de se laisser entraîner dans une nouvelle guerre, sous le fallacieux prétexte de combattre le Fascisme italien ou allemand pour sauver la Démocratie, ou défendre la Russie bolcheviste pour sauver la Révolution ».

Pendant la guerre, *Le Libertaire* continua de paraître sporadiquement, dans la clandestinité « sous l'impulsion de quelques camarades dont Pierre Martin, Louis Lecoin et Le Meillour », dit Laisant. Louis Lecoin passa la plus grande partie de la guerre en prison pour son action antimilitariste. Les libertaires dans leur ensemble restèrent fidèles à leur idéal.

Il est significatif que Laisant attribue la résistance des anarchistes à la guerre à l'influence de l'individualisme : « les camarades individualistes sont unanimes à condamner la guerre : Han Ryner, Armand, Mauricius garderont la tête froide ». Il en est de même des néo-malthusiens, avec Devaldès et Eugène Humbert.

6) Malatesta

Malatesta comprend d'emblée que les signataires du « Manifeste des Seize » sont des militants qui se trouvent parmi les anciens du mouvement. Mais il n'est pas exact, comme il le dit, que les signataires sont opposés à une

« paix prématurée ». Ils demandent certes la fin de la guerre, mais ce qu'ils refusent, c'est qu'une éventuelle négociation de paix se fasse aux conditions de l'Allemagne, ce qui suggère que les signataires ont le sentiment que l'Allemagne est en train de gagner. De fait, au début de 1916, c'est l'impression qu'on peut avoir. Si Kropotkine et les autres signataires avaient attendu deux mois, peut-être n'y aurait-il pas eu de « Manifeste des Seize », ou celui-ci aurait été formulé tout autrement. Après la bataille de la Marne, le sort des armes commence insensiblement à basculer. Le « Manifeste des Seize » exprime sans doute le sentiment de panique qu'éprouvent les signataires d'avoir à revivre les quarante ans tragiques pour le mouvement ouvrier qui ont suivi la défaite de 1870. Malatesta ne conteste pas la bonne foi des signataires mais il ne peut accepter l'idée qui semble sous-tendre de « Manifeste des Seize » de réconciliation des idées anarchistes et de collaboration avec les gouvernements et les classes capitalistes. Les républicains qui se mettent au service des rois, les socialistes qui font cause commune avec la classe dirigeante, les travaillistes qui servent les intérêts des capitalistes » sont, à des degrés divers, des conservateurs croyant à la mission de l'État ». Malatesta estime que « le seul remède dont on dispose réside dans la destruction de toute chaîne gouvernementale et le déchaînement de la révolution sociale ».

Le point de vue de Malatesta apparaît comme une position de principe qui, comme toute position de principe, est juste dans l'abstrait. Il évacue cependant que le « déchaînement de la révolution sociale » aurait dû se faire *dès le début* de la guerre et que, à l'heure où il écrit, un certain nombre de choses se sont mises en place, y compris au sein du mouvement ouvrier. Le prolétariat a été relativement – il faut insister sur le relativement – épargné dans cette guerre car beaucoup d'ouvriers qualifiés ont été rapidement retirés du front. La guerre a été pour la

classe ouvrière une période pendant laquelle nombre de revendications ont été satisfaites. Dans certains secteurs clés les syndicats ont même obtenu une forme de contrôle syndical de l'embauche – tous avantages qui ont été repris par la classe capitaliste après la guerre. En 1899, Jean Jaurès avait demandé une loi pour étendre l'institution des délégués ouvriers obtenus au Creusot. Les nombreuses grèves dans les usines d'armement pendant la guerre de 1914-1918 reprirent cette revendication. En 1917, Albert Thomas le ministre de l'Armement, fut contraint d'accepter l'institution de délégués d'atelier dans les usines d'armement. En Angleterre, de même, les premiers comités ouvriers furent créés dans les usines travaillant pour la défense nationale. Faut-il considérer cela comme une forme de collaboration de classe ? La grande victime de cette guerre, la classe qui a subi de plein fouet la boucherie, a été la paysannerie.

Malatesta se situe dans un registre moral : la guerre est un crime, et du point de vue de l'État, on « ne peut empêcher le crime qu'en organisant et commettant toujours un plus grand crime ». Selon l'anarchiste italien, si on « s'en tient aux méthodes gouvernementales, on ne peut résister à l'Allemagne qu'en supprimant toute liberté et en revivifiant la puissance de toutes les forces de réaction ». C'est pourquoi il estime que « la domination étrangère subie de force et conduisant à la révolte est préférable à l'oppression intérieure volontairement acceptée presque avec gratitude, dans la croyance que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal ». Malatesta est donc convaincu qu'il vaut mieux accepter la victoire de l'Allemagne ; il pense qu'à partir de cette victoire, il sera possible ensuite de déclencher une révolution sociale. C'est là un risque que Kropotkine, à partir de l'analyse qu'il fait de la société allemande, n'est *absolument pas prêt* de prendre. Kropotkine exprimera dans une lettre à Jacques Guérin son indignation devant de tels pro-

pos de Malatesta : « Mal. écrit aujourd'hui cette phrase ambiguë dot l'idée est qu'il serait mieux pour une nation de subir la domination étrangère que de s'en défendre comme on s'en défend aujourd'hui, car la domination étrangère conduirait à la révolte – je ne peux pas admettre que ce soit une opinion réfléchie de Mal. »

Kropotkine ajoute que la domination russe en Pologne n'a pas débouché sur une révolution sociale et que la majorité des Polonais, en 1863, a suivi la parti royaliste, non celui qui demandait la terre pour les serfs affranchis. En Bulgarie et en Serbie, l'oppression turque n'a pas provoqué de révolution sociale. La domination autrichienne en Italie non plus. « C'est que, chez une nation dominée, soit par l'étranger, soit par un gouvernement despotique, les meilleures forces actives vont, d'abord, pour renverser le despote ou chasser l'étranger. » Kropotkine achève son analyse du point de vue de Malatesta par un véritable coup de hache :

« Puisque Mal. sait tout cela, ce n'est donc plus une discussion entre camarades, pour éclaircir leurs idées – c'est une polémique de journaliste – et cela me répugne ¹¹⁰. »

A aucun moment dans le texte de Malatesta n'apparaît la moindre analyse sur la situation politique et sociale des parties en conflit. Il récuse l'idée que la situation est exceptionnelle et que, après la victoire de l'Entente, chacun retournera dans son propre camp pour continuer la lutte là où elle se trouvait avant la guerre. Il n'envisage pas qu'avec une victoire allemande une chape de plomb terrible puisse s'abattre sur l'Europe entière, ce que Kropotkine craint par-dessus tout. Ainsi Malatesta affirme-t-il :

« S'il est nécessaire aujourd'hui de travailler en harmonie avec le gouvernement et les capitalistes pour nous dé-

¹¹⁰ *Les Temps Nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

fendre nous-mêmes contre “la menace allemande”, cela sera nécessaire après, aussi bien que durant la guerre. »

Une défaite allemande signifiera que les patriotes allemands voudront une revanche. La situation est sans fin. « Cela signifie que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays » – en quoi Malatesta évacue le fait que c’est *déjà* le cas. Il évacue également le fait qu’une défaite française pourrait exaspérer la volonté de revanche des Français. Quelle sera l’attitude des anarchistes en cas de nouveau conflit ? Redeviennent-ils, « à la première menace de guerre, les sergents recruteurs des gouvernements qu’ils auront tenté de désarmer et de paralyser ? » « Et alors combien de temps la révolution sera-t-elle différée ? », demande-t-il.

Pour Malatesta, la ligne de conduite est simple : « La guerre aurait dû être empêchée par la révolution, ou au moins en inspirant aux gouvernements la peur de la révolution. La force ou l’audace nécessaire a manqué. La paix doit être imposée par la révolution ou, au moins, par la menace de la faire. Jusqu’à présent, la force ou la volonté fait défaut. »

Sur le plan des principes, Malatesta a parfaitement raison : mais la guerre n’a *pas* été empêchée par la révolution, et maintenant la paix *ne peut manifestement pas* être imposée par la révolution. Le constat de principe ne donne pas la solution, sinon qu’il faudra « faire mieux à l’avenir », ce qui ne fait que cautionner une situation d’échec pour reporter la solution à plus tard.

« En attendant, il me semble qu’il est criminel de faire quoi que ce soit qui tende à prolonger la guerre, ce massacre d’hommes, qui détruit la richesse collective et paralyse toute reprise de la lutte pour l’émancipation. Il me semble que prêcher “la guerre jusqu’au bout” c’est faire réellement le jeu des dirigeants allemands qui trompent leur peuple et l’excitent au combat en le persuadant que leurs adversaires veulent écraser et asservir le peuple allemand. »

Ce qui suggère en somme que si les soldats de l'Entente cessaient tout à coup le combat, les dirigeants allemands seraient bien embêtés puisque le peuple allemand verrait qu'il a été trompé et que ses adversaires ne veulent pas l'écraser.

Kropotkine récuse catégoriquement l'approche abstraite du problème faite par Malatesta. La guerre pour lui est une réalité qui met en jeu des forces colossales et dont l'issue n'est pas indifférente pour l'avenir : soit la victoire du militarisme prussien qui, en déclenchant la guerre, avait des visées affichées d'expansion territoriale en Europe et dont la victoire aurait des conséquences désastreuses du point de vue de ce qu'il appelle la « civilisation » ; soit la victoire d'un système démocratique et républicain qui n'a pas de visées territoriales *en Europe* et qui, malgré ses défauts, constitue un moindre mal. Kropotkine ne se situe pas dans une perspective théorique, abstraite comme Malatesta qui, somme toute, ne propose rien pour le présent et se contente de dire qu'il faudra faire mieux à l'avenir. Il n'est pas certain que le point de vue de Malatesta ne soit finalement pas plus démoralisant que celui de Kropotkine.

Kropotkine n'est pas resté sans réagir devant les prises de position de Malatesta. Dans une lettre à Jacques Guérin ¹¹¹ datée du 20 juillet 1916, il dit du révolutionnaire italien :

« La faute essentielle de tous ceux que représente Malatesta, est de prétendre que la paix *peut* être imposée par

¹¹¹ Jacques Guérin (1884-1920) fut l'un des administrateurs des *Temps Nouveaux* de Jean Grave. Rallié à l'Union sacrée lors de la première guerre mondiale, il fut l'un des signataires du « Manifeste des Seize » publié dans le quotidien syndicaliste *La Bataille* (n°133, 14 mars 1916). J. Guérin participa également pendant la guerre aux *Temps Nouveaux Bulletin* (Paris, 16 numéros et 2 suppléments. de mai 1916 à juin 1919) puis, après guerre, aux premiers numéros de la série *Les Temps Nouveaux* (Paris, 24 numéros du 15 juillet 1919 à juin 1921) dont le gérant était Marc Pierrot. Jacques Guérin est mort en janvier 1920.

eux ; que la *force* pour la faire ne leur ferait pas défaut, s'ils en avaient la volonté, – alors qu'eux-mêmes reconnaissent que la force et la volonté *ont manqué* pour empêcher la guerre.

« Ils ne veulent pas reconnaître que pour empêcher l'invasion allemande, il fallait *deux* volontés et deux forces, – celles de la France et de l'Allemagne, et que celle-ci non seulement a manqué, mais qu'elle n'a jamais existé. Ils ne veulent pas reconnaître que TOUS ceux qui avaient une prise sur les esprits en Allemagne, historiens et hommes de science, professeurs et journalistes, romanciers et musiciens, capitalistes et social-démocrates, ont travaillé presque un demi-siècle à persuader les Allemands qu'ils *doivent* faire des conquêtes dans le monde entier, et qu'en les faisant ils seront porteurs de la civilisation moderne – supérieure à celle de toutes les autres nations : qu'ils *doivent* – c'est leur mission historique – écraser la France décadente, paralyser l'Angleterre marchande, conquérir l'Adriatique, la Turquie et l'Asie Mineure, chasser les barbares russes des côtes de la Baltique, les refouler à l'Est de Moscou, et tant d'autres absurdités, reçues par le peuple allemand comme la manne du ciel ¹¹². »

Kropotkine reproche amèrement aux « socialistes » – mais ce doit être là un terme générique qui inclut les anarchistes – leur ignorance de l'immense production littéraire qui a contribué à façonner les esprits de la population, à qui on annonce la mission civilisatrice des Allemands. Il a lui-même lu de nombreux ouvrages allemands d'histoire et de droit lorsqu'il écrivit *l'Entraide*. Il a pu constater dans les journaux allemands, dans ce qu'on appellerait aujourd'hui les *romans de gare* « vendus à un million d'exemplaires » le mépris affiché des Latins. Faisant le constat de l'immense machine de propagande allemande et de l'obstination avec laquelle cette propagande a été menée pendant des décennies, Kropotkine demande à Malatesta et ses amis :

¹¹² *Les Temps Nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

« Et avec cela ils prétendent que quelques milliers d'hommes *peuvent* imposer la paix, là où dix millions d'hommes sont aux prises, et où, en réalité, deux *phases de la civilisation européenne s'entre-choquent en ce moment. Eh bien, ce sont des affirmations que* vraiment Malatesta est trop intelligent pour faire sérieusement. C'est du journalisme. »

Décidément, Kropotkine n'aime pas le journalisme.

7) Les signataires du « Manifeste des Seize » s'expliquent

Après la guerre, les signataires du « Manifeste des Seize » tenteront de s'expliquer dans *les Temps nouveaux*, où seront également publiés des extraits de lettres de Kropotkine. La revue veut en particulier montrer que les archives diplomatiques publiées après la défaite de l'Allemagne confirment la pertinence des positions des signataires du Manifeste. Ainsi, dans un article intitulé « Les origines de la guerre à la lumière des publications récentes », signé « M.I. » (M. Isidine ?)¹¹³ l'auteur rend compte du point de vue de Kautsky, qui avait été chargé par le gouvernement allemand de préparer la publication des archives diplomatiques. Kautsky publia un livre, intitulé *Comment s'est déclenchée la guerre mondiale*.

« ...Le rôle d'ennemi de la démocratie européenne qui, jusqu'alors, avait été celui du tsarisme », commente Isidine, « devint désormais de plus en plus celui de la monarchie militaire allemande. » L'auteur de l'article voit là évidemment une confirmation de l'analyse des signataires du « Manifeste des Seize » : « L'Allemagne devint une menace constante pour la paix, commente-t-il, et il en résulta son isolement complet, dans lequel ses seuls alliés étaient des pays en décrépitude, comme l'Autriche et la Turquie. » Notons que le fait que l'Allemagne avait pris

¹¹³ *Les Temps Nouveaux* n° 22, avril-mai 1921.

le relais de la Russie comme « ennemie de la démocratie » avait été souligné depuis longtemps par Bakounine, dès 1870.

L'article rend compte de deux autres documents sur lesquels il importe peu de s'attarder. Le commentaire qui en est fait est en revanche extrêmement intéressant. Ces documents, dit Isidine, « nous touchent surtout en raison des conclusions que nous pouvons en tirer et du point de vue général qui est le nôtre ». La question de savoir quelle partie au conflit est responsable de la guerre importe peu à l'auteur de l'article : « Nous ne tenons à en innocenter aucune », dit-il. Ce qui le concerne, c'est de savoir « quel est le régime politique le plus susceptible de provoquer la guerre, et nous voyons que c'est celui où la caste militaire prédomine, où le gouvernement se sent le plus indépendant de tout contrôle de l'opinion publique, où l'esprit révolutionnaire est le plus faible. Il importe ensuite de savoir quel est l'État dont la victoire aurait été la plus funeste pour la vie politique et sociale en Europe. »

Isidine récuse l'idée qui veut qu'on soit contraint de choisir la défense nationale ou l'internationalisme. Il va s'efforcer de montrer, de manière assez subtile, que le soutien à la défense nationale peut être un choix internationaliste. Le choix de la défense nationale implique pour les ouvriers le soutien à leurs gouvernements. Le choix de l'internationalisme conduit à ne pas se préoccuper du résultat de la guerre. Isidine refuse cette logique ; il demande :

« En se plaçant du point de vue internationaliste, est-il toujours indifférent de quel côté sera la victoire ? On peut dire sans hésitation que personne à l'heure actuelle ne répondra : "Oui, c'est toujours indifférent" ¹¹⁴. »

Il mentionne la guerre qui vient d'avoir lieu entre la Russie et la Pologne, les « guerres masquées que les alliés

¹¹⁴ *Ibid.*

suscitent contre la Russie », etc. Il est évident, dit-il qu'« une victoire des groupements hostiles à la Russie serait l'écrasement de la révolution russe et le triomphe de la réaction internationale ». Isidine et, peut-on penser, les signataires du « Manifeste des Seize », se positionne clairement pour la révolution russe. Certes, dit-il, la situation est différente puisque l'un des adversaires défend la révolution socialiste. Mais si le « gouvernement simplement démocratique » de Kerensky s'était maintenu, « aurait-il été indifférent que l'Allemagne fût victorieuse et qu'elle vînt restaurer la monarchie en Russie en plaçant sur le trône un prince allemand quelconque, ou peut-être le même Nicolas II ¹¹⁵ ? »

Dans toute guerre, le vainqueur opprime le vaincu, mais lorsque le vainqueur est un État « retardataire » qui « fait peser plus lourdement son pouvoir dans son pays », le résultat de la guerre n'est pas indifférent. C'est pourquoi les résultats d'une guerre peuvent ne pas être indifférents pour « la marche en avant de l'humanité toute entière »... Aucun pays ne peut gagner au triomphe de la réaction dans le monde. Il ne peut pas y avoir de contradiction entre l'intérêt d'un pays et l'intérêt international. Or, « pour un pays réactionnaire, la victoire est le signal d'un renforcement de la réaction ». D'ailleurs, dit Isidine, « la défaite de pays tels qu'ont été avant la guerre l'Allemagne, l'Autriche, la Russie est un bien pour eux, car elle y provoqua la révolution... » Isidine reconnaît que ceux qui mettent l'accent sur la défense nationale » se placent évidemment au point de vue bourgeois et étatiste », mais ceux qui se situent d'un point de vue internationaliste font comme si « les intérêts d'un tout peuvent gagner à l'oppression d'une de ses parties ».

Nous avons dit que ce ne sont pas tant des principes qui dictent la ligne de conduite des signataires du « Manifeste des Seize » que le pragmatisme. Les prises de posi-

¹¹⁵ *Ibid.*

tion des signataires seraient fondées avant tout sur les doutes qu'ils avaient « sur l'attitude que prendrait le prolétariat allemand : à savoir l'absence presque complète de tout sentiment révolutionnaire chez le peuple germanique ». L'activité contre la guerre dans un pays suppose la réciprocité : « on ne peut pas faire de la propagande si l'on n'a pas l'espoir du succès de cette propagande » ¹¹⁶. Pour Isidine, « dans tout conflit, le mouvement ouvrier international doit considérer de quel côté vient le danger le plus grand. C'est ce qu'ont fait, dans la guerre mondiale, les nombreux révolutionnaires de toutes les nationalités qui ont souhaité la défaite de l'Allemagne et dont beaucoup ont jugé ce but assez important pour donner volontairement leur vie. »

« C'est précisément au point de vue internationaliste qu'ils se sont placés et lorsque, après la victoire sur l'Allemagne, le rôle réactionnaire en Europe a passé aux alliés, ils sont allés, sans hésiter, se battre contre eux ¹¹⁷. »

Isidine conclut à la nécessité pour le socialisme, l'anarchisme, le syndicalisme, d'élaborer une politique internationale propre.

Concernant l'attitude à adopter face à la guerre, l'idée générale qui se dégage de la lecture des *Temps nouveaux* après la fin du conflit est qu'il faut éviter le dogmatisme : « il ne faut pas, sur cette question comme sur toute autre, créer des principes rigides et soi-disant intégreaux, en d'autres termes, créer des dogmes. » Évoquant les « zimmerwaldiens ou les bolcheviks », il faut refuser de subir une « nouvelle dictature de mots et de formules » qui obligerait de mettre « la doctrine au-dessus des faits, sans s'enquérir des conséquences qu'une telle mentalité peut

¹¹⁶ « A propos de notre attitude pendant la guerre », *Temps nouveaux* n° 2, 15 août 1919.

¹¹⁷ « Les origines de la Guerre à la lumière des publications récentes », *Les Temps Nouveaux* n° 22, avril-mai 1921.

créer ». On reste, là encore, dans le registre pragmatique. Le rédacteur de l'article veut montrer que les signataires n'ont pas dévié de leurs conceptions sociales d'avant-guerre mais que les faits les ont conduits logiquement à adopter une attitude de soutien à l'Entente. C'est pourquoi il est nécessaire de « se garder d'une démagogie facile », de « se séparer d'une intransigeance qui ne résiste pas à un examen sérieux des faits »¹¹⁸.

Les justifications apportées sont souvent en langage codé, l'auteur use fréquemment de l'implicite, qui était sans doute compris en 1919 mais l'est moins aujourd'hui. L'auteur de l'article semble vouloir distinguer les « conceptions sociales » des « modalités d'action », ce qui est une manière de dire que les conceptions sociales à caractère anarchiste se sont simplement vu, en la circonstance, appliquer des modalités d'action (la signature du « Manifeste des Seize ») particulières. L'auteur pense appuyer sa thèse en citant une « Lettre ouverte aux travailleurs occidentaux », de Kropotkine, du 4 juin 1917¹¹⁹ :

« Nous traversons en ce moment une triste période.

« On s'entretue avec une férocité sans précédent, non pas entre exploités et exploités, non pas entre aristocratie et peuple, mais entre nations entières. Et plus je réfléchis aux causes de cette catastrophe, plus je vois que la cause en est, non seulement dans l'existence d'États séparés, mais aussi dans ce fait que nous n'avions pas assez prévu le fait que des peuples entiers sont capables d'être entraînés par leurs gouvernements et leurs meneurs intellectuels, à la conquête de territoires voisins et de nations voisines, dans des buts d'enrichissement national, sous prétexte d'accomplir une mission historique.

« Et puis, *nous n'avons pas assez insisté* sur ce principe fondamental, que le devoir d'un vrai internationaliste est de s'opposer de toutes ses forces contre toute tentative, d'où

¹¹⁸ « A propos de notre attitude pendant la guerre », *Les Temps Nouveaux*, n° 2, 15 août 1919.

¹¹⁹ *Les Temps Nouveaux*, n° 7.

qu'elle vienne, d'envahissement d'un territoire voisin dans le but de conquête et au cas échéant, que *son devoir est de prendre les armes pour la défense du territoire envahi dans ce but.*

« Sans cela, il ne peut y avoir d'internationale ; sans cela l'Internationale devient une formule aussi stérile et mensongère que le prétendu "amour chrétien" de son voisin. »

Le paradoxe est qu'au fond Kropotkine applique à la situation les mêmes critères d'analyse par lesquels Marx et Engels distribuait des labels de « nations historiques » et de « nations réactionnaires » dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849, et plus tard. La Bohême (l'actuelle Tchéquie, en gros) était une nation réactionnaire parce que les Tchèques refusaient de se laisser germaniser. Pour Marx et Engels c'est le degré de centralisation politique et de développement des forces productives qui définissait le caractère historique d'une nation. Si pour Kropotkine les critères peuvent être différents – le degré de « civilisation » d'une façon générale – le raisonnement reste le même. L'Allemagne est clairement désignée comme une nation réactionnaire – Kautsky viendra le confirmer après la guerre – il faut donc l'empêcher de nuire. C'est ce qui ressort d'une lettre envoyée aux *Temps nouveaux* (Bulletin n° 6) par un volontaire russe au début de 1917 :

« Il était clair pour nous que quelles que soient les raisons que voudra alléguer l'Allemagne officielle et les social-démocrates qui la soutiennent, rien ne l'autorisait à envahir la France et à détruire, chemin faisant, un autre pays indépendant, la Belgique. De plus, les destinées de la démocratie européenne sont loin de nous être indifférentes. Nous n'avons pas oublié à qui nous devons et les principes de liberté, et toute cette atmosphère politique qui seule nous permet de vivre et de développer nos idées socialistes jusqu'à leur réalisation ¹²⁰. »

¹²⁰ Cité par *Les Temps Nouveaux*, n° 2, 15 août 1919.

Le correspondant russe ajoute qu'« aussi bien et mieux que nos adversaires, nous connaissons toute l'étendue de ce mal qu'est la guerre » : nous savons qu'« elle ne poursuit aucun but libérateur, dit-il, qu'elle est la réaction ».

« Mais tout effort pour lutter contre la guerre *en général*, quelque noble qu'il soit, est vain pour le moment. Et puisque nous ne pouvons radicalement et immédiatement supprimer ce mal, notre tâche doit être de rendre ses ravages les moins terribles possibles. L'anéantissement de la démocratie européenne, représentée par la France, la perte de tout ce qui nous permet de croire à l'avènement d'une liberté complète et de lutter pour elle, est aussi un mal, qu'une certaine issue de la guerre pouvait entraîner. Notre devoir était de l'empêcher ¹²¹. »

L'alternative est en fait la suivante : « Lorsque l'action antimilitariste – *particulière* – se trouve en conflit avec le principe de la *défense de la liberté contre toute oppression*, nous ne pouvons hésiter : notre choix va à notre grand principe. » Le recours à des principes est fait au nom d'une certaine vision du pragmatisme... Les signataires du « Manifeste des Seize » rappellent cependant qu'ils restent des militants anticapitalistes. Il n'est pas question de « permettre, au nom de l'«union sacrée», une exploitation éhontée des masses ». En tant que socialistes, ils doivent prendre la défense des soldats, se battre « contre la cherté de la vie ou la rapacité des propriétaires ». « Les circonstances nous ont obligés à lutter contre l'ennemi extérieur, mais nous n'oublions pas pour cela l'ennemi intérieur ¹²². Il est certes difficile de lutter sur deux fronts et nous comprenons que beaucoup de so-

¹²¹ *Ibid.*

¹²² De fait, l'activité revendicative de la classe ouvrière n'a pas du tout cessé pendant la guerre, au contraire. De nombreux ouvriers avaient été retirés du front pour travailler dans les usines. De même, de nombreux acquis furent obtenus pendant le conflit... qui furent annulés ensuite.

cialistes français n'aient pas su le faire. » Mais le devoir de tout socialiste reste de « lutter contre la réaction que nous apportaient les troupes allemandes, ainsi que contre tout accroissement de l'oppression des nationalités en Europe. »

C'est également en application de principes qu'on pourrait qualifier de « marxistes » que les signataires du « Manifeste des Seize » ont pris position. Marx et Engels considéraient que l'émancipation sociale n'était pas possible tant que la lutte contre les restes du système féodal n'était pas achevée :

« Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété *bourgeois* ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé ¹²³. »

En conséquence, ils affirmaient la nécessité pour le prolétariat de s'allier aux fractions les plus avancées de la bourgeoisie contre les fractions les plus réactionnaires. C'est littéralement ce qu'ont fait Kropotkine et ses amis : l'Empire allemand représentait un système politique et social archaïque, réactionnaire, encore entaché de restes de féodalité. D'où la nécessité de s'allier temporairement avec les fractions les plus avancées de la bourgeoisie européenne. Le raisonnement n'est pas si tiré par les cheveux que cela.

Pour les signataires du Manifeste, une victoire allemande aurait signifié un retour en force du cléricalisme, car cela aurait été également une victoire de l'Autriche cléricale et catholique.

¹²³ Cf. Marx, *La critique moralisante*.

« Les curés et les moines auraient encore, comme après 71, mis leur emprise sur l'école et créé des missions dans tout le pays pour récolter de nouveaux fonds nécessaires à l'érection de nouveaux Sacrés-Cœurs pour les villes de France et de Navarre, tout en demandant à Dieu de pardonner les crimes de leurs bourreaux (républicains, socialistes, libres-penseurs, etc...) de l'Église française, fille aînée de la grande famille, etc. ¹²⁴ »

8) Juillet 1893 : le congrès national des chambres syndicales & groupes corporatifs ouvriers ¹²⁵

Si l'année 1893 est une date importante pour l'histoire du socialisme parlementaire allemand, elle l'est aussi pour le socialisme non parlementaire français, dont l'importance s'accroît et qui risque de faire contagion. Ce qui explique l'acharnement des dirigeants socialistes allemands à exclure les « anarchistes », c'est-à-dire tous ceux qui étaient opposés à la stratégie parlementaire : les syndicalistes révolutionnaires étaient donc eux aussi considérés comme des anarchistes ¹²⁶.

¹²⁴ A propos de notre attitude pendant la guerre, *Les Temps Nouveaux*, n° 5, 15 mars 1919.

¹²⁵ « Compte-rendu du Congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers, tenu à Paris en juillet 1893 : précédé de l'historique des bourses du travail françaises – publié par les soins de la commission exécutive. Congrès national des syndicats de France (1893 ; Paris) ». Éditeur scientifique ; Fédération des bourses du travail de France (France). Congrès national (1893, Paris). Éditeur scientifique. Source: Bibliothèque nationale de France.

¹²⁶ L'année 1893 est une charnière dans l'histoire du mouvement ouvrier français et du mouvement anarchiste. Le 1^{er} mai 1891 avait eu lieu la fusillade de Fourmies qui fit neuf morts et quatre cents blessés. En septembre 1895 est créée la CGT. Cette période est marquée par des événements dramatiques : la grève des mineurs de Carmaux en août 1892 ; les massacres d'Aigues-Mortes du 17 août 1893 ; l'élection de Jaurès à Carmaux le 23 janvier 1893. La même année : répression de la manifestation du 1^{er} mai à Paris ; le succès des candidats socialistes aux élections (20 août et 3 septembre). La société française est traversée par deux grands scandales : celui de Panama dont le procès s'ouvrit le

Les Bourses du Travail connaissent alors une expansion importante, s'opposant à la Fédération des syndicats dont l'orientation est favorable à l'action parlementaire. En septembre 1892, le congrès de Marseille de la Fédération des syndicats repoussa l'idée de grève générale : le désaccord entre Bourses du Travail et Fédération des syndicats était ouvert, mais l'idée était lancée.

La grève générale fut acclamée au Congrès de Paris, tenu en juillet 1893, après les incidents qui marquèrent la fermeture de la Bourse du travail de Paris. Ce congrès, convoqué par les Bourses du travail, auquel participèrent les représentants de l'écrasante majorité du mouvement ouvrier du pays, avait inscrit à son ordre du jour le débat sur la grève générale¹²⁷. L'importance des interventions sur cette question dépassait largement le cadre du mouvement « anarchiste » : les délégués prirent position à l'unanimité moins une voix en faveur de la grève générale. Le représentant de la Bourse du Travail de Saint-Etienne avait mandat de voter contre car, disait-il, les travailleurs de sa ville n'étaient pas préparés ; mais il déclara qu'il ferait « une propagande incessante pour préparer la grève générale » !!! Les seules divergences portaient sur le fait de savoir s'il fallait la déclencher immédiatement ou s'il fallait la préparer. Le congrès décida à une large majorité pour la seconde option.

C'est Hamelin, le délégué de la Fédération du Livre, qui est le rapporteur de la commission sur la grève générale. Cette question, dit-il, est « la plus grave qu'un Congrès ait à examiner ; elle a déjà été à l'ordre du jour de nombreux Congrès régionaux, nationaux et internationaux. Pour ne citer que les plus importants : elle était à l'ordre du jour du congrès de Paris en 1889 et de

10 janvier 1893 ; la condamnation du capitaine Dreyfus, le 22 décembre 1894. Cette période est marquée par ce que Malatesta appela le « rava-cholisme », que le révolutionnaire italien condamna vigoureusement.

¹²⁷ La liste des organisations représentées occupe huit pages du compte rendu.

Bruxelles en 1891 ; mais aucune décision ne fut prise. » Les membres de la commission sont unanimes pour reconnaître que deux cas peuvent justifier la grève générale : « Le premier, c'est pour l'émancipation complète des travailleurs en abolissant le salariat ; le deuxième, c'est pour empêcher une guerre fratricide entre peuples. Dans ce dernier cas elle doit être internationale. » (Je souligne.) La grève générale unilatérale par la classe ouvrière d'un seul belligérant n'est donc pas envisagée.

A plusieurs reprises des délégués soulignent que la grève générale, c'est la révolution. Le débat refléta un grand sens des responsabilités, que le rapporteur de la commission résuma en disant : « Je demanderai – comme il est indiscutable que la grève générale et la révolution sociale sont identiques – que mettront-ils à la place du régime actuel. Il est bon de démolir, mais il serait bon, également, de savoir ce que l'on mettra à la place. Il faut, lorsque l'on risque sa vie et celle de ses camarades, y regarder de près, car si l'on ne réussit pas, ce sera par manque de préparation. »

L'intérêt extraordinaire de ce document peu connu réside dans trois constats :

1. L'idée de grève générale n'est pas le résultat des cogitations de quelques hurluberlus : le congrès de 1893 montre qu'elle est considérée comme une option possible, voire nécessaire par l'unanimité moins un des syndicats présents ;

2. Les syndicats représentés au congrès se rendent parfaitement compte que le déclenchement de la grève générale équivaut au déclenchement de la révolution sociale ;

3. Le débat sur cette éventualité est abordé avec un remarquable réalisme et une grande prudence.

En septembre 1894, se tint à Nantes un congrès unitaire avec les bourses du travail et les fédérations de syn-

dicats. A ce moment-là, le guesdisme, avec son projet de subordonner le syndicat au parti, n'a pas bonne presse dans les milieux syndicaux. Fernand Pelloutier espère pouvoir jouer là-dessus pour éliminer les politiciens du mouvement syndical. Le congrès de Nantes est une écrasante défaite pour les guesdistes : l'objectif de grève générale est reconnu. Les guesdistes, dépités, quittent la salle. Aussitôt, le congrès programme, pour l'année suivante, la fondation d'une nouvelle formation ouvrière, indépendante de tout parti politique : ce sera la Confédération générale du travail (CGT).

A propos de ce congrès, Pierre Besnard dira :

« C'était un grave échec pour le Parti ouvrier qui décida de tenir son Congrès de 1894, à Nantes, avant le Congrès des Bourses. Malgré les efforts de Guesde, Lafargue, Delcluze, Salembier, Jean Coulet, Raymond Lavigne, les politiques furent durement défaits. Ce fut la fin de la Fédération des Syndicats.

« La Fédération des Bourses restait la seule organisation vraiment vivante. Elle donna naissance à la C.G.T. en 1895, à Limoges ¹²⁸. »

Besnard exagère quelque peu, car la CGT se constituera de la fusion de la fédération des Bourses du Travail et de la fédération des syndicats.

9) La CGT et la guerre

Le compte rendu du congrès extraordinaire de la CGT tenu en 1912 dit que « après la guerre de 1870, il y a un trou, un grand vide et ce n'est que bien longtemps après que l'on retrouve des protestations ouvrières contre la guerre ». De fait, une chape de plomb s'était abattue sur le mouvement ouvrier et sur l'internationalisme pendant

¹²⁸ Pierre Besnard, article « Bourse du Travail » de l'*Encyclopédie anarchiste*.

une vingtaine d'années, tandis que la classe ouvrière française reconstituait peu à peu ses organisations après le traumatisme de la défaite et de la Commune, et malgré les attentats anarchistes.

« Dans tous les Congrès corporatifs qui précèdent la constitution de la C. G. T., s'il ne fut pas question de propagande anti-guerrière, les délégués des syndicats n'en affirmèrent pas moins leur volonté de paix et d'entente internationale. Nous pouvons rappeler les Congrès corporatifs de Nantes (1894), Rennes (1896), Paris (1900). Ce dernier Congrès fut suivi du Congrès corporatif international qui se tint à Paris également ¹²⁹. »

Lorsque la CGT fut constituée, elle reprit le cours des débats sur la guerre qui avaient commencé au congrès de Lausanne de l'AIT. A Bourges en 1904 la question fut posée ; une première résolution fut votée à Amiens en 1906, mais c'est à Marseille en 1908 que la CGT prit nettement position contre l'armée qui « tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier le travailleur en grève, quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller, comme à Narbonne, Raon-l'Étape et Villeneuve-Saint-Georges ». La résolution souligne que « l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ». Le congrès préconise que les jeunes soient formés pour qu'ils sachent qu'une fois qu'ils auront été incorporés, « ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre Capital et Travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs ». En cas de conflit extérieur, la CGT affirme que « les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne

¹²⁹ Avant-propos au compte rendu du congrès extraordinaire de la CGT, 1912.

reconnaissent que les frontières économiques, séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste » : « toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, [...] elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications ». Là encore, les travailleurs doivent être instruits pour que, « en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ».

Au congrès de Toulouse (1910) la motion votée au Congrès de Marseille fut renouvelée.

En 1911-1912 le conflit entre la France et l'Allemagne sur le Maroc faillit aboutir à une guerre et accrut les préparatifs guerriers dans les deux pays. Aussitôt, la CGT adressa une lettre à la Commission de la Centrale syndicale allemande pour lui demander d'organiser à Berlin une grande démonstration avec des délégués anglais, allemands et français. Les Allemands déclinèrent cette offre mais acceptèrent qu'une délégation d'ouvriers français vienne en Allemagne en « mission d'études » qui se terminerait à Berlin par un meeting en faveur de la paix.

« Le 22 juillet la délégation française se rendit à Berlin où elle reçut l'accueil le plus fraternel. Le meeting contre la guerre eut lieu le 28 juillet dans la salle du Nouveau Monde devant 20.000 personnes », dit le rapport de la CGT ¹³⁰. Une manifestation identique eut lieu à Paris quelques jours plus tard en présence de délégués allemands, espagnols, hollandais et anglais. Deux délégués français se rendirent en Espagne où ils prirent la parole à Barcelone et à Madrid. Enfin, le 24 septembre une grande manifestation fut organisée à Paris, dans les jardins de l'Aéro-Park, à laquelle plus de 50 000 travailleurs parisiens assistèrent.

¹³⁰ *Le prolétariat contre la guerre et les trois ans : [1867-1912]* ; Compte-rendu du Congrès extraordinaire de la CGT [tenu à Paris les 24 et 25 nov. 1912]. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k109584g>

Puis pour couronner cette campagne d'action et de fraternisation internationales, la CGT convoquait une conférence nationale de ses organisations le 1^{er} octobre, à Paris, qui vota une résolution affirmant que « les décisions des Congrès confédéraux sur l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre deviennent exécutoires à partir du moment où la guerre est déclarée (...) A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire. » Suivent un ensemble de mesures pratiques à mettre en œuvre ; la résolution conclut : « la déclaration de guerre doit être, pour lui [le prolétariat], le mot d'ordre pour la cessation immédiate du travail »¹³¹.

La crise marocaine à peine terminée, la guerre éclate dans les Balkans, menaçant de dégénérer en « conflagration européenne », au moment même où la CGT entreprenait de mener la bataille en faveur de la « semaine anglaise ». « C'est alors que la CGT a entrepris de mener de front les deux batailles : bataille défensive contre la guerre et le militarisme, bataille offensive pour la Semaine anglaise », dit le compte rendu.

Un comité confédéral extraordinaire est convoqué le 15 octobre qui décide la rédaction d'un manifeste, « Guerre à la guerre ! », et l'organisation simultanée de manifestations internationales à Berlin, à Vienne, à Paris et dans une grande ville italienne. Le Bureau confédéral adresse une lettre aux Centrales syndicales des pays indiqués, leur informant que la CGT a décidé « d'organiser à Paris, avec le concours de délégués des organisations étrangères, une vaste démonstration contre la Guerre ».

Le courrier de la CGT, signé Jouhaux, précise :

« Nous serions également désireux qu'une manifestation analogue soit faite dans un de vos centres ; nous nous engageons, dès maintenant, à y déléguer un de nos représentants.

¹³¹ *Ibid.*

Nous espérons que dans des circonstances aussi graves, au moment ou le moindre incident peut déterminer une conflagration guerrière entre les puissances européennes, les organisations sœurs des autres pays ne refuseront pas de s'associer à notre démonstration pacifiste. »

Le manifeste « Guerre à la guerre ! » dénonce « les désirs d'expansion territoriale de l'Autriche et de la Russie, la recherche de débouchés nouveaux pour certaines autres nations, s'ajoutant aux convoitises des groupes financiers et industriels » qui « mettent en péril la paix du monde », à quoi s'ajoutent les « excitations cléricales, les haines de race » qui font de cette guerre, « non pas seulement une vaste flibusterie capitaliste, mais une croisade religieuse »¹³² :

« Dans l'opposition nécessaire aux desseins criminels des gouvernements capitalistes et des sectes religieuses, la CGT veut dresser les peuples dans une volonté unanime de paix. »

Les réponses allemandes et autrichiennes à la proposition d'action commune de la CGT sont une « brutale fin de non-recevoir ». Pas de réponse d'Angleterre.

Dans son courrier du 23 octobre 1912, la centrale allemande réitéra, comme il fallait s'y attendre, ce qui avait été dit lors d'une rencontre à Berlin l'année précédente : une manifestation contre la guerre est une affaire « politique », et « c'est le Parti Social démocrate, le représentant politique de la classe ouvrière qui est tenu, en premier lieu, de se charger de l'organisation de telles manifestations ». Les syndicats soutiennent ces actions, « sans, toutefois, les organiser seuls ou sans la coopération du Parti », en accord avec « la division du travail qui existe chez nous ».

Le courrier ajoute qu'il faudrait que « la manifestation

¹³² *Ibid.*

soit organisée par la CGT française, en commun avec le Parti Social-démocrate de France, et que les initiateurs adressent leurs invitations et à la Commission générale des Syndicats et au Comité exécutif du Parti Social-démocrate de l'Allemagne ».

Le courrier de la centrale autrichienne est plus court mais plus tranchant : l'initiative telle que celle qui est proposée par la CGT « est affaire unique et seule des partis politiques », les syndicats doivent simplement soutenir les partis.

Notons que les deux courriers signalent que des initiatives avaient *déjà* été prises, en Allemagne et en Autriche, contre la guerre. Le courrier autrichien se termine curieusement, disant : « nous avons rempli notre devoir dans la question de la manifestation pour la paix », comme si c'était une affaire de routine et que les choses devaient en rester là.

La proposition d'action commune à l'échelle européenne n'ayant pas soulevé d'écho, le comité confédéral est contraint de modifier ses plans, d'autant que la situation dans les Balkans s'aggravait :

« Il ne s'agit plus de formuler des protestations, si véhémentes soient-elles. Il s'agit d'organiser la résistance à la guerre. Pour l'organiser, une conférence nationale des Fédérations, des Bourses du Travail et des Unions départementales nous paraît nécessaire ¹³³. »

Le bureau confédéral convoque donc une « conférence extraordinaire des Fédérations – Bourses et Unions », le dimanche 24 novembre 1912, avec comme ordre du jour : « L'organisation à la résistance contre la guerre ». La conférence aura à examiner, s'il y a lieu, de recourir à la convocation d'un Congrès extraordinaire des syndicats français.

¹³³ *Ibid.*

Dans sa réunion du 12 novembre, le Comité confédéral approuve la réponse du Bureau de la CGT au PSU ¹³⁴, il approuve la convocation d'une conférence nationale des Bourses et Fédérations.

Il fait même plus, il décide l'organisation d'un Congrès national extraordinaire de tous les syndicats français afin de mobiliser la classe ouvrière en réponse aux menaces de mobilisation. Pourtant, un congrès confédéral venait de se tenir deux mois plus tôt. « En huit jours, dit le rapport de la CGT, l'idée du Congrès avait pénétré le cerveau de tous, sa cause était gagnée, la CGT allait produire quelque chose de vraiment rapide : une mobilisation ouvrière nationale contre la guerre. »

Le communiqué de la CGT invitant au congrès extraordinaire dit notamment :

« Un conflit peut soudain éclater, jetant les uns contre les autres l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, d'une part ; la Russie, la France, l'Angleterre, d'autre part.

« La guerre aurait pour théâtre ces différentes nations et, de leur choc enchevêtré naîtrait pour la classe ouvrière le plus formidable péril, faisant des milliers et des milliers de victimes et pouvant retarder pour de longues années la croissance et le développement normaux de l'organisation ouvrière. »

¹³⁴ Entre les deux réunions du Comité confédéral des 30 octobre et 12 novembre, les socialistes avaient décidé l'organisation d'une manifestation pacifique à Paris et dans les capitales européennes. La manifestation parisienne était fixée au 17 novembre. Le Bureau confédéral ne pouvait plus, sous peine d'entrer en concurrence avec le PSU, songer à une manifestation à Paris. Les événements se précipitant, la menace de guerre devenant plus sérieuse, le Bureau confédéral envisagea une initiative surpassant en portée sociale une simple manifestation. A la délégation du PSU venue demander si la CGT participerait officiellement à la manifestation socialiste, le Bureau confédéral avait répondu qu'en raison de l'attitude des centrales allemandes et autrichiennes à l'égard de la CGT, mieux valait que la demande du Parti socialiste français ne se formule pas devant le Comité confédéral.

Ces perspectives étaient hypothétiques il y a quelques semaines ; elles se montrent maintenant comme « la vérité de demain ».

« La classe ouvrière, par l'intermédiaire de ses Syndicats, se doit à elle-même de se lever bien résolue et recourir aux moyens même les plus extrêmes afin de s'opposer au danger menaçant la déclaration de guerre.

« Une vigoureuse action contre la guerre, pour être efficace, doit être coordonnée : pour cette coordination, une réunion des délégués des syndicats confédérés est nécessaire. »

La conférence prévue le 12 avril est annulée ; à sa place est convoqué un congrès extraordinaire, qui eut lieu les 24 et 25 novembre 1912 : « La classe ouvrière organisée affirmera sa ferme volonté de garder par devers elle la direction de ses destinées, résolue à ne laisser à personne le criminel pouvoir de jeter les uns contre les autres les prolétariats des divers pays. »

Ce congrès extraordinaire aboutit à la décision d'organiser une grève générale contre la guerre, qui aura lieu le 16 décembre 1912.

III. – Hégémonie du socialisme allemand

1) Évacuer les anarchistes de l'Internationale

Après la fin de l'Association internationale des travailleurs, les militants anarchistes qui voulaient conserver un contact avec le socialisme international participèrent aux congrès internationaux puis, après la fondation de la II^e Internationale en 1889, aux congrès de cette dernière. Le principe de leur présence à ces congrès n'était pas contesté par la masse des délégués mais la social-démocratie allemande va tout faire pour les en expulser.

Cela prendra presque vingt ans, pendant lesquels les dirigeants socialistes allemands vont s'efforcer de faire adopter aux congrès successifs des critères d'adhésion de plus en plus étroits.

Au Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles (16-23 août 1891), une résolution fut votée stipulant que « pour siéger aux Congrès de la démocratie socialiste internationale, qui a son programme, sa politique et ses moyens d'action, il faut être socialiste, être partisan de l'organisation ouvrière, admettre l'action politique et l'intervention de l'État. Il ne faut pas de confusion entre l'anarchie et le socialisme, deux doctrines diverses qui, si elles poursuivent l'émancipation de l'Humanité, veulent y arriver par des voies différentes, en employant d'autres moyens de propagande ¹³⁵. » On notera que dans cette formulation, anarchisme et socialisme sont deux doctrines qui poursuivent le même but par des moyens différents. Cette ouverture d'esprit ne durera pas. Contrairement à ce que dit le compte rendu du congrès de

¹³⁵ *Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles*, Rapport publié par le secrétariat belge, pp. IV-V.

Bruxelles, la « question de l'admission des anarchistes » n'a pas été résolue « définitivement ». La lutte contre eux va se poursuivre pendant deux congrès, à Zurich (1893) et à Londres (1896). Ainsi, le congrès de Zurich fixe en 1893 les conditions d'admission suivantes :

« Le Congrès reconnaît comme membres du Parti socialiste démocratique révolutionnaire international toutes les organisations et sociétés qui admettent la lutte des classes et la nécessité de socialiser les moyens de production et qui acceptent les bases des congrès internationaux socialistes. »

En principe, ces dispositions n'excluaient aucunement les anarchistes, mais les socialistes allemands, Engels en tête, menaient depuis des années une activité infatigable pour les exclure. La conférence préparatoire du congrès de Zurich, tenue à Bruxelles le 26 mars 1893, aborde encore une fois la question de l'admission des anarchistes. Le premier point des « dispositions concernant l'admission au congrès » établit que sont admis « tous les syndicats professionnels et ouvriers ainsi que ceux des partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de sa participation à la politique »¹³⁶. Bebel précisa au congrès ce qu'il fallait entendre par « action politique » et en donna une définition extrêmement restrictive : elle est « l'utilisation des droits politiques et de la machinerie législative pour la conquête par le prolétariat de la puissance politique »¹³⁷.

En août 1893 à Zurich, le conflit avec les anarchistes s'aggrave : Bebel les accuse de n'avoir ni principes, ni programme. La délégation belge va jusqu'à affirmer que les anarchistes, « par leurs doctrines individualistes, ne doivent être considérés que comme les dignes continua-

¹³⁶ Cf. *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Zürich du 3 au 12 août 1893*, Genève, Minkoff Reprint, 1977, pp. 46-48.

¹³⁷ Cité par Jean Longuet, *Le Mouvement socialiste international*, A. Quillet, 1913, p. 27.

teurs de l'ordre bourgeois »¹³⁸. Précisons que nous sommes en pleine période des attentats, qui fournissent des arguments à ceux qui veulent écarter les anarchistes. Sans doute les socialistes allemands se sentent-ils également renforcés par les résultats des élections qui viennent d'avoir lieu : à la veille du congrès de Zurich, la social-démocratie allemande a obtenu 23,3 % des suffrages et 44 sièges au Reichstag. Aux élections de 1893, qui se tiendront peu après le congrès, les socialistes français feront leur première apparition au Parlement.

Un sérieux incident, dû à l'intransigeance des social-démocrates allemands, marqua ce congrès. La délégation allemande expulsa de la salle deux délégués des Indépendants, Wilhelm Werner et Gustav Landauer¹³⁹, provoquant un véritable tumulte de protestations. La délégation française est divisée : les guesdistes soutiennent leurs camarades allemands, les allemanistes et les blanquistes protestent, ainsi que des libertaires britanniques et italiens. Une cinquantaine de délégués (sur 500) quittent la salle en protestation. Parmi eux, l'ancien Communard Jean Allemane, membre du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui est alors le principal parti socialiste en

¹³⁸ Congrès de Zürich, *op. cit.* p. 11.

¹³⁹ Gustav Landauer (1870-1919) anarchiste allemand, le principal théoricien du socialisme libertaire en Allemagne. Il contribua à la création de la république des Conseils de Munich en tant que commissaire à l'instruction publique et à la culture. Il fut assassiné en mai 1919 par les *Freikorps*. Tout d'abord plutôt social-démocrate, il devient bientôt anarchiste lorsqu'il découvre Kropotkine et Proudhon. Il entre en relation avec le groupe « Die Jungen » (Les Jeunes) en 1892. C'était une fraction de gauche du SPD allemand, opposée à la stratégie strictement parlementaire et à l'attentisme de la direction du parti. Les « Jungen » seront exclus du parti et formeront l'Union des socialistes indépendants. En 1893, Landauer devient rédacteur du journal *Der Sozialist*, l'organe de l'Union des socialistes indépendants, où cohabitent une tendance libertaire et une tendance plus modérée qui finira par rejoindre le giron du SPD. Landauer est en 1896 délégué de l'Union des socialistes indépendants au Congrès international de Londres, d'où il sera expulsé avec les anarchistes.

France. Les dissidents décident alors de tenir des réunions séparées, auxquelles assistent la plupart des socialistes néerlandais (avec Domela Nieuwenhuis et Christian Cornelissen), des anarchistes français (Fernand Pelloutier), anglais, italiens, des socialistes français de tendance anti-parlementaire, comme Jean Allemane. Le sectarisme des social-démocrates allemands et des guesdistes a littéralement poussé libertaires et socialistes non parlementaires à se réunir.

C'est alors que Domela Nieuwenhuis¹⁴⁰ exposa pour la première fois l'idée que « *la fusion de tous les éléments révolutionnaires est possible* »¹⁴¹, ce qui conduisit à l'or-

¹⁴⁰ Ferdinand Domela Nieuwenhuis (1846-1919). – Né le 31 décembre 1846, à Amsterdam (Pays-Bas), dans une famille bourgeoise aisée. Pasteur protestant comme son père, il rompt pourtant avec l'Église vers 1870 et crée en 1878 le journal socialiste *Recht voor Allen* (« Justice pour tous ») qui deviendra l'organe de la Sociaal Democratische Bond (SDB), première organisation socialiste dont il est l'un des fondateurs. Arrêté pour « trahison » (un simple délit de presse), Nieuwenhuis est libéré le 31 août 1887 grâce à la pression de l'opinion publique, mais échappe de peu à un attentat à Rotterdam. L'année suivante, il est élu député et exerce son mandat jusqu'en 1891. Cette expérience lui fait découvrir le rôle néfaste du parlementarisme. Dès lors, il se rallie à l'anarchisme de Bakounine et à la libre pensée. En 1894, il publie à Bruxelles *Le Socialisme en danger* (préfacé par Élisée Reclus) qui deviendra un ouvrage de référence. En 1896, il quitte avec fracas le congrès socialiste de Londres (où vient d'être voté l'exclusion définitive des anarchistes), puis édite en 1898 le journal anarchiste *De Vrije Socialist* (« Le Libre Socialiste ») autour duquel graviteront de nombreux groupes anarchistes. Organisateur du congrès antimilitariste d'Amsterdam en juin 1904, ainsi qu'en août 1907, il est un ardent propagandiste de la grève générale. Opposé cependant à une organisation anarchiste structurée, et critique par rapport au syndicalisme, il ne participe pas au congrès international anarchiste d'Amsterdam en 1907. En 1914, fidèle à l'idéal libertaire, Ferdinand Domela Nieuwenhuis s'oppose au « Manifeste des Seize » et signe avec Emma Goldman, Errico Malatesta, etc. le manifeste « L'Internationale et la guerre ». En 1918, il apporte son aide à Rudolf Rocker (expulsé d'Angleterre), mais meurt l'année suivante à Hilversum, le 18 novembre 1919. Ses funérailles donneront lieu à une impressionnante manifestation de la classe ouvrière. (D'après l'*Éphéméride anarchiste*.)

¹⁴¹ *Le Temps*, 12 août 1893.

ganisation d'un congrès international à Paris, en 1900. Ce congrès n'aura jamais lieu, il sera dispersé par la police en vertu des lois anti-anarchistes.

2) 1889 : Fondation de la II^e Internationale.

Lorsque se constitue la II^e Internationale en 1889, le processus de formation de partis socialistes nationaux est bien avancé et progresse rapidement en Europe occidentale. Le mouvement socialiste commence à prendre la forme d'un mouvement de masse, mais son développement n'est pas homogène : deux courants, l'un représentant la tradition du socialisme français, l'autre celle du socialisme allemand, s'affrontent. Le premier courant est représenté par la Fédération des travailleurs socialistes de France, le principal parti politique socialiste réformiste français entre 1880 et 1900. L'autre est représenté par la social-démocratie allemande.

La victoire allemande de 1871 avait conduit, comme l'avait prédit (et souhaité) Marx, à l'hégémonie du socialisme allemand, et le possibilisme, guère moins réformiste que la social-démocratie allemande, pouvait représenter une forme de résistance à la « germanisation » du socialisme français. Beaucoup de socialistes français n'avaient pas oublié le rôle joué par Marx et ses amis pendant la guerre de 1870.

Du 6 au 10 novembre 1888 un congrès syndical international s'était tenu à Londres, avec des représentants d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, du Danemark, d'Italie et de France. Le congrès appela à la lutte pour des lois sur la protection du travail, la journée de 8 heures. Il décida de convoquer l'année suivante à Paris un congrès ouvrier international dont l'organisation revenait à la Fédération des travailleurs socialistes, qualifiée de « possibiliste »¹⁴².

¹⁴² Le Parti ouvrier français, fondé en 1879, dominé par les marxistes Jules Guesde et Paul Lafargue, vit se détacher un groupe en 1882, 126

Social-démocratie allemande et « possibilisme » exprimaient d'une certaine manière la tradition socialiste de l'un et l'autre pays, et ces deux approches étaient amenées à se confronter. Engels avait parfaitement compris de quoi il s'agissait :

« ...voilà la vieille coupure dans l'Internationale qui reparaît au grand jour, la vieille bataille de La Haye. Les adversaires sont les mêmes, sauf que l'enseigne anarchiste a été changée pour la possibiliste ¹⁴³. »

L'inquiétude d'Engels vient de ce qu'il craint que les possibilistes ne parviennent à constituer une internationale qui ne serait pas contrôlée par les socialistes allemands. Le conflit entre possibilistes et marxistes faisait rage, les « marxistes » subissant en France défaite sur défaite :

- Le Parti ouvrier français, fondé en 1880 et dont les marxistes se vantaient d'avoir le contrôle, rejeta l'année suivante le programme élaboré à Londres sous la dictée de Marx, Engels et Lafargue. Furent mises en place des instances décentralisées qui retirèrent à Guesde et à ses amis le contrôle sur l'organisation.

- Lors de l'élection municipale de Montmartre en 1882, Jules Joffrin, le candidat possibiliste, subit de vio-

dirigé par Paul Brousse, Jean Allemane et Jules Joffrin qui créèrent la Fédération des travailleurs socialistes de France. Leur programme consistait à « fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses », afin d'« immédiatiser » les revendications « pour les rendre enfin possibles », selon l'expression de Paul Brousse. Le programme accorde une grande place à l'activité municipale, à la transformation des monopoles économiques en services publics. Les possibilistes envisagent des alliances temporaires avec les républicains radicaux et sont très attentifs aux questions syndicales. Le parti se fractionnera en 1891 sur la base de divergences stratégiques entre la tendance Brousse et la tendance Allemane, cette dernière formant en 1891, après le congrès de Châtellerault, le Parti socialiste ouvrier révolutionnaire, antiparlementaire et révolutionnaire.

¹⁴³ Engels, lettre à Sorge, 8 juin 1889.

lents reproches de la part des marxistes pour ne pas avoir mentionné lors de sa campagne les considérants du programme « marxiste ». Joffrin répondit à Guesde : « Vous parlez de coups de canif donnés à ce programme auquel vous êtes allé donner naissance dans les brouillards de la Tamise et que vous vous êtes vanté ensuite d'avoir fait avaler jusqu'à la garde à notre parti. » La question était de savoir si le socialisme français devait être soumis aux directives de Marx. Le Comité national soutint Joffrin dans cette affaire.

• Peu après, au congrès ouvrier de Saint-Etienne, tenu en octobre 1882, une vingtaine de délégués marxistes s'opposèrent à quatre-vingts délégués possibilistes. Le rapport présenté par le Comité national du parti énumère l'essentiel des griefs des socialistes français contre les marxistes : le dogmatisme insolent, la prétention à l'infaillibilité doctrinale, l'affirmation de leurs théories comme des articles de loi. Mais le grief principal était l'incompatibilité entre l'existence d'un mouvement socialiste en France dont les ficelles seraient tirées par un personnage incontrôlable vivant à Londres. On peut ainsi lire dans le rapport du Comité national :

« La conciliation est impossible : on ne concilie pas l'eau avec le feu. Le groupe marxiste doit conspirer par tradition historique pour conquérir la direction du Parti. Les marxistes ne peuvent pas, le voudraient-ils, se soumettre jamais aux décisions du Parti. Comment pourraient-ils à la fois obéir au vote des Congrès et à la volonté d'un homme extérieur au Parti, placé lui-même à Londres en dehors de tout contrôle ? Ils sont les ultramontains du socialisme. Les ultramontains ne peuvent pas obéir à la loi de leur pays parce que leur chef est à Rome. Les marxistes ne peuvent pas obéir aux décisions du Parti, parce que leur chef est à Londres. On ne concilie pas le Parti ouvrier avec le fanatisme marxiste, pas plus que dans le monde bourgeois on ne peut concilier le cléricisme avec l'État. Il n'y a qu'une solution nécessaire, c'est la séparation des capucins marxistes

et de l'État socialiste ouvrier. »

• Le congrès décida d'exclure les marxistes du parti. Les considérants de ces exclusions sont intéressants parce qu'ils évoquent implicitement un autre congrès, tenu en 1872, celui de La Haye – mais là, la situation est inversée :

« Considérant qu'au profit de la même domination marxiste qui désorganisa l'Internationale ¹⁴⁴, ils ont essayé d'imposer au public le programme particulier, le mode d'organisation et l'action d'une coterie ; que pour atteindre ce but, ils n'ont pas hésité à calomnier les groupes et les membres disciplinés du Parti ; considérant en conséquence, que leur présence au sein du Parti est de nature à mettre en péril l'existence et le développement du Parti... »

Les exclus – une vingtaine de personnes – quittèrent le congrès de Saint-Etienne et organisèrent un congrès à Roanne. A l'évidence, le conflit est largement perçu comme une opposition entre socialisme français et socialisme allemand. Les militants français n'ont pas oublié que Marx s'était réjoui de la défaite de la France en 1870, qui devait assurer la victoire du socialisme allemand en l'Europe.

L'histoire de l'opposition entre marxistes et possibilistes ne s'arrête pas là, mais il nous semblait nécessaire de souligner l'ampleur du conflit qui séparait ces deux courants.

Les possibilistes auront des analyses sur la guerre qui s'approche entre l'Allemagne et la France très proches de celles de Kropotkine. Dans une interview publiée dans *l'Écho de Paris* le 9 septembre 1905, Paul Brousse devenu président du Conseil municipal de Paris, déclarait :

« On prétend amener un rapprochement entre la France

¹⁴⁴ Allusion évidente à l'Association internationale des travailleurs.

et l'Allemagne. Est-ce une chose possible ? Depuis que l'esprit prussien s'est emparé de l'Allemagne, c'est insensé de songer à de pareilles choses. Peu importent les classes, les religions, les opinions... Je me suis trouvé souvent avec des Allemands ; ces gens-là ont d'autres conceptions que les nôtres, et ceux qui représentent de l'autre côté du Rhin mes idées politiques sont logés à la même enseigne : un commerçant allemand est avant tout un pangermaniste ; un socialiste allemand est avant tout un pangermaniste. Le moment est donc bien choisi pour prêcher le désarmement, lorsque, le long de notre frontière, vivent des millions d'hommes qui ne rêvent que d'agrandir leur pays et par là même leur puissance ¹⁴⁵ ! »

En octobre 1906 un groupe d'élus, anciens possibilistes, adresse à la direction du Parti socialiste unifié une déclaration protestant contre la propagande antipatriotique :

« Nous considérons comme monstrueuse, comme anti-socialiste au premier chef, comme néfaste aux intérêts du Parti la propagande antipatriotique entreprise par un groupe tapageur qui cherche à introduire dans le Parti socialiste les théories et les méthodes de l'anarchisme ¹⁴⁶. »

Engels, fidèle à son habitude, manœuvra en coulisses pour faire échouer le congrès de 1889. Les marxistes français avaient annoncé qu'ils organiseraient, eux aussi, un congrès international à Paris : du coup, les socialistes allemands déclarèrent qu'ils n'iraient à aucun congrès si deux congrès étaient organisés dans la même ville. Les délégués possibilistes furent alors littéralement *convoqués* par les social-démocrates allemands à une « conférence préparatoire », qui devait se tenir à Nancy, puis à La

¹⁴⁵ Déclaration de Paul Brousse à l'*Echo de Paris*, Cité par Urbain Gohier, *Leur République*, p. 100, Paris, « Chez l'Auteur », 1906.

¹⁴⁶ Cf. Sylvain Humbert, *Les Possibilistes*, Marcel Rivière, p. 85 sqq.

Haye, le 28 février, afin qu'ils s'expliquent devant Liebknecht, Bebel, et Bernstein, mais aussi des Belges et des Hollandais. « Là, il faudra bien que les possibilistes se fassent petits, ou bien ils auront tout le monde contre eux », écrit Engels à Sorge le 12 janvier 1889. Engels se prit les pieds dans ses combines et son plan échoua devant l'attitude des socialistes belges qui ne voulaient pas se mêler des affaires de leurs camarades français. En plus, plusieurs social-démocrates allemands, dont Schippel et Auer, considéraient que la condamnation du possibilisme était une manifestation de chauvinisme antifrançais. Mais surtout, la Fédération des travailleurs socialistes refusa tout simplement de se rendre à cette véritable convocation et de se soumettre aux exigences des social-démocrates allemands.

Un échange stupéfiant de courriers eut lieu entre les responsables de deux partis. Le Comité national de la Fédération des travailleurs socialistes de France refusa de se faire représenter à Nancy. Convoqué de nouveau à La Haye, le comité national refusa encore d'envoyer des délégués, expliquant que « le but de la conférence n'avait pas été nettement indiqué » et que « le droit d'organiser le Congrès semblait être contesté à la Fédération des travailleurs socialistes de France ».

C'est un membre du Parti ouvrier belge, Jean Volders, qui fut chargé de répondre : la Fédération des travailleurs socialistes de France se voit rappeler qu'elle est chargée d'organiser un congrès à Paris – ce qu'elle savait déjà – et se voit indiquer le contenu que doit comporter la convocation, et l'ordre du jour.

Le Comité national de la Fédération des travailleurs socialistes répondit par une longue lettre signée Aimé Lavy dans laquelle est réaffirmé le fait que le « mandat d'organiser le Congrès International de 1889, à Paris, était au-dessus de toute contestation, les décisions des Congrès internationaux de Paris et de Londres faisant loi

pour tout le monde » – signifiant par là, d'une part, que les socialistes français n'ont pas besoin de l'aval de la social-démocratie allemande pour organiser le congrès, d'autre part que d'autres congrès porteraient mensongèrement le titre de congrès international et ne résulteraient pas de la « volonté internationale ». Aussi la lettre de Malvy affirme-t-elle que le congrès de Paris s'inscrit dans « la série des Congrès Internationaux se succédant les uns aux autres pour compléter, pour parachever l'œuvre d'organisation internationale des travailleurs et des socialistes ».

Le Comité national renouvelle « ses réserves au sujet de la conférence de La Haye », portant notamment sur « ce que les représentants de toutes les nationalités n'étaient pas convoqués à La Haye, ce qui rendait cette réunion incorrecte », sur ce que « le but de la conférence n'était pas nettement indiqué, en dépit de nos réclamations insistantes et répétées », et « sur ce que les convocateurs de la conférence se refusaient à reconnaître tout d'abord notre droit à organiser le Congrès ».

Des divergences opposaient en outre le Comité national de la Fédération des travailleurs socialistes de France et les social-démocrates allemands sur la vérification des mandats, sur l'ordre du jour, etc. Les Allemands voulaient qu'il y ait une proposition d'ordre du jour modifiable par le congrès. Aimé Malvy rétorqua que les socialistes français ne pouvaient pas « accepter que le Congrès soit souverain pour la fixation de son ordre du jour. Les délégués ne sont pas des dirigeants, ni des maîtres, mais des serviteurs et des mandataires. Ils doivent donc se présenter au Congrès avec un mandat ferme sur des questions examinées d'avance par leurs mandants » : en somme, si le congrès modifie l'ordre du jour au dernier moment, les délégués, qui ont des mandats précis, ne pourront se prononcer. Il faut donc rédiger un ordre du jour provisoire, « inviter tous les groupes adhé-

rents à signaler des additions ou des modifications », puis fixer, six semaines avant le congrès, un ordre du jour définitif. Ainsi, « chacun sait à quoi s'en tenir ; les mandats sont nets et aucune surprise n'est possible pour personne. » La Fédération des travailleurs socialistes semble très soucieuse d'éviter les manipulations de congrès.

En fait, les socialistes allemands voulaient accroître le nombre d'organisations faisant partie du comité organisateur du congrès, ce qui augmentait les chances que celui-ci prenne une tournure qui leur convînt. Bien entendu, la Fédération des travailleurs socialistes ne fut pas dupe : « Vous nous demandez que les appels pour l'adhésion au Congrès soient signés par tous les représentants des organisations ouvrières et socialistes », dit Malvy, qui commente alors : « Si au Comité national doivent s'adjoindre des représentants de toutes ces branches, c'est un véritable Parlement ouvrier dont vous demandez la création, Parlement qui discutera beaucoup sur tout autre chose que la préparation du Congrès et qui sera prêt en 1890, un an trop tard. »

Le passage le plus significatif de la réponse de Malvy est dans sa conclusion :

« Vous nous disiez, citoyen Volders, que si notre Comité n'acceptait pas les décisions de la conférence de La Haye, vous iriez sans doute jusqu'à organiser un autre Congrès, contre celui que nous avons mission de préparer.

« C'était donc un ultimatum que vous apportiez et non une note fraternelle de camarades qui voulaient prendre des garanties pour l'union entre tous les travailleurs.

« Les concessions possibles, les voilà faites par nous, sans que nous nous soyons butés à l'irrégularité de votre conférence, au manque de sympathie dont elle faisait preuve à notre égard, à l'injuste défiance qu'elle nous témoignait. Nous ne voulons aucune part de responsabilité dans une division qui pourrait intervenir dans le monde international du travail. »

La lettre de Malvy resta sans réponse.

C'est faute d'avoir vu satisfaites leurs exigences concernant l'ordre du jour et l'organisation du congrès que les social-démocrates allemands décidèrent d'organiser un congrès séparé, qui reste dans l'histoire comme le congrès fondateur de la II^e Internationale, tandis que le congrès organisé par les « possibilistes » est quelque peu tombé dans l'oubli. En réalité, une fois de plus, les marxistes pratiquèrent la division dans le mouvement ouvrier et tentèrent de saboter une initiative qu'ils ne contrôlaient pas. La création de la II^e Internationale est le fruit de ce travail de sabotage.

On a l'habitude de dater la naissance de la II^e Internationale au congrès « marxiste » de Paris de juillet 1889. En fait, sa vraie date de naissance se situe deux ans plus tard, lorsque l'Internationale possibiliste rejoignit les « marxistes » au congrès de Bruxelles en 1891, organisé par le Parti ouvrier belge.

Ce qui fera dire à Engels, en 1892 : « Les Français marchent de plus en plus dans le sillage des Allemands ¹⁴⁷. »

3) La II^e Internationale et la guerre

Le discours de la II^e Internationale sur le danger de guerre se réduit à des tentatives successives d'en dire le moins possible et de rappeler à chaque fois les résolutions qui avaient été votées lors des congrès précédents : à Zürich (1893) on déclare que la « position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du congrès de Bruxelles sur le militarisme » ; à Stuttgart (1907) le congrès « confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action

¹⁴⁷ Lettre d'Engels à Sorge, 23 août 1892.

contre le militarisme ne peut être séparée de l'action contre le capitalisme ».

A Copenhague (1910), « le congrès confirme les résolutions des congrès antérieurs et en particulier celles du congrès de Stuttgart »...

A Bâle (1912), où fut réuni un congrès extraordinaire, la résolution rappelle que « l'Internationale a formulé, dans ses congrès de Stuttgart et de Copenhague, les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre » (Manifeste du congrès extraordinaire de Bâle.)

Le Congrès socialiste international de Paris, tenu du 15 au 20 juillet 1889¹⁴⁸ avait mis à l'ordre du jour l'« Abolition des armées permanentes et armement du peuple. » Il y a, selon les délégués au congrès, un lien évident entre la guerre et le système capitaliste. La résolution votée sur cette question souhaite que « l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à *l'organisation du peuple entier exercé, armé* », avec pour objectif « la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés ». La guerre est considérée comme le résultat des « conditions économiques actuelles » : elle ne pourra disparaître qu'avec « la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme ». L'émancipation de la classe ouvrière est perçue comme la seule condition permettant un monde de paix.

C'est à Bruxelles qu'a lieu le deuxième congrès de l'Internationale, du 16 au 23 août 1891. Le quatrième point de l'ordre du jour n'est plus l'abolition des armées mais « le militarisme : De la position et des devoirs de la

¹⁴⁸ L'ensemble des résolutions de congrès citées dans le présent chapitre peuvent être consultées dans *Les Congrès Socialistes Internationaux, Ordres du jour et Résolutions, Bureau Socialiste International, Bruxelles, 1902.*

classe ouvrière vis-à-vis du militarisme ». C'est à ce congrès qu'est abordée la question de la grève générale comme moyen pour combattre la classe dirigeante et s'opposer à la guerre. Cette question sera l'objet d'un litige permanent au sein de l'Internationale entre d'une part les Français et les Hollandais qui y sont favorables et d'autre part le parti social-démocrate allemand qui est vigoureusement opposé à cette idée. Le principal argument de la social-démocratie se fonde sur l'idée que la grève générale ne peut pas être mise en œuvre dans un pays fortement militarisé, comme l'Allemagne.

La grève générale ne sera même pas mentionnée dans la résolution finale, qui affirme que le militarisme est « le résultat fatal » du système capitaliste, qui favorise la guerre « ouverte ou latente » et qui est considéré comme « le régime d'exploitation de l'homme par l'homme » dont la conséquence est la lutte des classes. Enfin, la résolution déclare que « seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive ». A l'évidence, la résolution entend proposer un condensé de doctrine marxiste. Les opposants à la guerre doivent donc « entrer dans le Parti Socialiste International qui est le véritable et unique PARTI DE LA PAIX »¹⁴⁹.

• Au congrès de Zurich (6-12 août 1893), les deux questions litigieuses constituent cette fois des points séparés de l'ordre du jour : nous avons d'abord (point 2) : « Attitude de la démocratie socialiste en cas de guerre », ensuite (point 11) « la grève générale ». C'est le hollandais Nieuwenhuis qui propose, face au danger de guerre, la grève militaire. Cette proposition est rejetée parce qu'elle serait inapplicable si un pays suivait les consignes de l'Internationale et l'autre pas. En somme, un congrès socialiste dont la fonction est d'émettre des consignes,

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 78.

des recommandations, n'entend rédiger ces dernières qu'en envisageant qu'elles ne soient pas appliquées.

Il est certain que si, en cas de guerre, un pays applique les consignes internationalistes et l'autre pas, on est confronté à un réel problème. Mais alors, en partant de cette hypothèse, *il n'y a pas de solution* : il n'y a aucun moyen de garantir l'application par tous des consignes des congrès socialistes. Dès lors, la social-démocratie allemande va mettre en branle la machinerie théorique du marxisme : dans la mesure où le parti social-démocrate allemand est le plus puissant, le mieux organisé, il n'est pas envisageable qu'il se trouve victime de ce piège ; il en résulte que sa survie même en tant que parti est le principal objectif et qu'une victoire allemande sera également la victoire du modèle allemand de socialisme. En fait, la conviction des social-démocrates allemands est que la grève générale conduirait au triomphe de la réaction parce si dans les pays où la classe ouvrière est organisée les consignes étaient suivies, elles ne le seraient certainement pas en Russie où la classe ouvrière irait à la guerre sans discuter.

La résolution du congrès de Zurich reprendra cependant des thèses de l'opposition : elle encourage les gens à « repousser tous les crédits militaires », à « protester contre les armées permanentes » et à « réclamer le désarmement » pour faire disparaître la classe dirigeante et, par conséquent, la guerre. Le congrès considère que la grève peut, dans certains cas, être une « arme très efficace, non seulement dans la lutte *économique* mais aussi dans la lutte *politique* », mais qu'elle présuppose « une puissante *organisation syndicale et politique* de la classe ouvrière ».

Pour mémoire, en juillet 1893, un mois avant le congrès de Zurich, un important « congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs » s'était tenu à Paris acclamant à l'unanimité la grève générale en cas

de déclenchement d'une guerre entre la France et l'Allemagne.

- Le congrès de Londres (27-31 juillet 1896) est celui où les anarchistes sont définitivement expulsés de l'Internationale. Le cinquième point de l'ordre du jour annonce simplement : « La guerre ». La résolution qui est adoptée est évidemment celle du parti social-démocrate, qui domine largement. Cette résolution n'apporte rien de nouveau par rapport aux congrès précédents, elle reprend les thèses marxistes banales. La seule nouveauté est la revendication de « tribunaux arbitraux chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations ». L'abolition du « système des traités secrets » est demandée. Au cas où « les gouvernements n'acceptent pas la sentence arbitrale », ce sont les peuples qui décideront de la guerre ou de la paix... On imagine assez mal les social-démocrates allemands, qui avouent être incapables d'organiser une grève générale dans un pays militarisé, réussir à organiser des « tribunaux arbitraux » et à supprimer les « traités secrets ». A l'évidence, les résolutions n'ont pas pour objet de parvenir à une application réelle, elles servent essentiellement à la propagande.

- A Paris (23-27 septembre 1900), le point 7 dit : « Paix internationale et militarisme ; suppression des armées permanentes », et point 12 : « la grève générale ». Là encore, les deux points sont séparés. Pour lutter contre le militarisme, le congrès propose l'éducation, la votation contre les dépenses militaires et un « mouvement de protestation et d'agitation anti-militariste uniforme et commun dans tous les pays ».

Concernant la grève, c'est encore le point de vue allemand qui domine : la grève générale n'est pas le moyen de réaliser la révolution sociale. La résolution déclare : « Le Congrès est d'avis que les *grèves* et les *boycotts* sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe

ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité actuelle d'une grève générale internationale ».

• Amsterdam (14-20 août 1904). Après 1900 le contexte politique change du fait de l'accroissement des tensions internationales. La menace de guerre est plus concrète, mais cela ne réduit pas pour autant les divergences sur les moyens à employer pour s'y opposer. A partir du congrès d'Amsterdam, les débats sur la guerre deviennent plus pressants, mais le congrès ne prend aucune position nouvelle sur les questions du militarisme et de la guerre. La question qui domine ce congrès est l'opposition entre socialistes français et allemands sur la tactique politique : faut-il ou non s'allier avec les partis bourgeois les plus progressistes.

♦ Stuttgart (16-24 août 1907). C'est un des plus grands congrès de l'Internationale, avec 884 délégués présents. Cette fois, le point : « Le militarisme et les conflits nationaux » est le premier de l'ordre du jour. Le débat s'engage sur « l'action du prolétariat international contre la guerre »¹⁵⁰. S'opposent encore Français et Allemands. Les premiers veulent qu'on discute des moyens à mettre en œuvre pour empêcher la guerre ; les seconds insistent sur la liberté et l'indépendance de chaque peuple. Ce qui est en jeu est : faut-il définir les moyens à l'avance ou laisse-t-on à chaque pays le choix des moyens ? Le congrès parvient à la conclusion que « l'Internationale ne peut pas enfermer d'avance, dans des formules rigides, l'action nécessairement diverse, selon le temps et les milieux des divers partis nationaux, mais elle a le devoir *d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvrière contre le militarisme et contre la guerre* »¹⁵¹. La résolution qui est proposée est acceptée à

¹⁵⁰ *Encyclopédie Socialiste syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière*, Paris, Aristide Quillet, 1913, p. 54.

¹⁵¹ *Idem*, p. 57.

l'unanimité, ce qui est très surprenant, compte tenu des divergences en présence.

La formulation adoptée est assez ambiguë et pourrait conduire un esprit mal tourné à conclure que les social-démocrates allemands ne veulent pas, comme les Français le demandent, décider fermement une fois pour toutes de déclencher une grève générale si la guerre éclatait, mais qu'ils veulent pouvoir décider s'il s'agit ou non d'une guerre « défensive », et dans l'affirmative ils soutiendraient leur gouvernement ; l'appel à « intensifier les efforts, etc. » – un appel parfaitement platonique – n'étant alors que de la poudre aux yeux.

Une telle unanimité de façade à Stuttgart ne peut être que le résultat de formulations passe-partout acceptables par tout le monde, et dont l'objectif est moins de mettre en place des mesures applicables que de faire étalage à tout prix d'une *unanimité*. Ainsi la résolution évoque-t-elle à la fois « le devoir de défense nationale » et celui de « révolution sociale », ce qui met nationalisme et internationalisme dans le même panier. On songe à ce que dira Hubert Lagardelle à propos du congrès suivant, celui de Copenhague, lorsqu'il évoque « le bienfaisant artifice de langage que sont les résolutions éclectiques »¹⁵². Le congrès de Stuttgart s'acheva « dans une atmosphère de fête, où l'unanimité dans l'enthousiasme devait compenser le manque d'unanimité dans les faits »¹⁵³.

• A Copenhague (28 août-3 septembre 1910), un nombre important de délégués se réunissent dans la capitale du Danemark, venus de vingt-trois pays. Il s'agit de mettre en place les moyens qui permettront de réaliser les principes discutés à Stuttgart. En réalité, nous avons une énumération de vœux pieux et de phrases creuses : « Si

¹⁵² Hubert Lagardelle « Le Congrès de Copenhague », *Le Mouvement Socialiste*, octobre 1910.

¹⁵³ Drachkovitch Milorad. *Les Socialismes français et allemand et le problème de la guerre 1870-1914*, Genève, Imprimerie H. Studer S.A., 1953, p. 332.

une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre ... »¹⁵⁴. La majorité du congrès est contre la grève générale, et tous les prétextes sont bons pour s'y opposer : l'un des arguments avancés étant que dans certains pays les syndicats ne sont pas en position d'imposer la grève aux *ouvrières*. On décide cependant de reporter cette question au congrès suivant, mais de report en report, la guerre éclatera sans que la question soit sérieusement abordée...

Le congrès s'étonne de l'augmentation des armements malgré les déclarations pacifistes des congrès précédents, sans se demander si les États et les constructeurs d'armes puissent ne pas prendre au sérieux des déclarations contre la guerre d'organisations qui refusent catégoriquement le recours à la grève générale pour l'empêcher...

Lé résolution contre la guerre reprend encore une fois les formulations des congrès précédents, et ajoute une clause d'arbitrage en cas de menace de conflit entre deux pays : « S'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du BSI, sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le BSI et la Commission Interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux à convenir »¹⁵⁵. Il est peu probable que les gouvernements, les marchands d'armes et tous les lobbies favorables à une guerre aient été impressionnés par la menace de convoquer une commission interparlementaire...

¹⁵⁴ Grünberg Carl. *Die Internationale und der Weltkrieg*, Leipzig, Verlag von C.L. Hirschfeld, 1916, p. 13.

¹⁵⁵ *Idem*, p. 13.

Le congrès suivant est fixé à Vienne en 1913 mais les Hollandais demandent qu'il soit reporté à 1914 qui marque le 25^e anniversaire de la II^e Internationale et le 50^e de la Première. En période de crises internationales répétées on songe tout de même aux célébrations. La guerre balkanique d'octobre 1912 remet tout en cause avec l'aggravation de la situation internationale. Le 17 novembre 1912 se tiennent partout en Europe des rassemblements contre la guerre dans les Balkans. Le BSI décide donc d'organiser un congrès extraordinaire afin de « donner à la protestation et à l'action contre la guerre le plus d'unité et d'efficacité possible »¹⁵⁶.

• Le congrès extraordinaire de Bâle (24-25 septembre 1912). La situation politique internationale se dégrade et c'est une période où se déroulent de nombreuses manifestations contre la guerre dans les villes européennes. Le congrès, qui entend montrer que la II^e Internationale est décidée à tout faire pour éviter la guerre, se déroule dans une ambiance de kermesse. Les précédents congrès de l'Internationale n'avaient certes pas trouvé de solution aux problèmes qui se posaient, mais on en discutait. Maintenant, on n'en discute plus du tout. Les délégués des partis socialistes se succèdent pour prononcer une multiplicité de discours pour la paix ou contre la guerre. On prépare une motion sur « La situation internationale et l'entente pour une action contre la guerre ». On déclare la « guerre à la guerre, paix sur la terre... ! ». Une grande manifestation rassemble les délégués du congrès et une foule de personnes venues de toute la Suisse. On se dirige vers la cathédrale où sont prononcés de nombreux discours. Des milliers de personnes ne peuvent même pas pénétrer dans la cathédrale. La presse suisse souligne le

¹⁵⁶ Haupt, George. *Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International, 1909-1913*, Années I-VI – Numéros 1-11 et suppléments, Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 490.

surcroît de grandeur et de dignité provenant du fait que la séance du dimanche après-midi a lieu dans la cathédrale.

Bref, c'est l'enthousiasme qui aplanit les divergences sur les modalités d'action. L'article du *Journal de Genève* conclut sur l'illusion que « l'imposante manifestation de Bâle contribue pour sa part à faire réfléchir les gouvernements et à maintenir la paix menacée dans l'Europe occidentale »¹⁵⁷.

La formulation de la résolution sur la guerre, rédigée par V. Adler (Autriche), Bebel (Allemagne), Jaurès (France), Keir-Hardie (Angleterre) et Plekhanoff (Russie) est tellement vague qu'elle est votée à l'unanimité ; elle ne prévoit aucun moyen d'action particulier, aucune initiative, elle se contente de laisser toutes les possibilités ouvertes : « Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés »¹⁵⁸. C'est donc avec de telles consignes que la II^e Internationale engage les huit millions de socialistes européens et la classe ouvrière internationale à s'opposer à la guerre. Là encore, ce qui semble importer est moins de transmettre des consignes claires que de donner l'illusion de l'unanimité. On s' imagine encore que les classes dominantes n'oseront pas s'engager dans une guerre de peur qu'elle ne débouche sur la révolution prolétarienne. On ne songe pas que les dites classes dominantes sont d'autant moins inquiètes de cette perspective que le mouvement socialiste se montre incapable *d'empêcher* cette guerre.

C'est ce que la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France montrera.

¹⁵⁷ *Journal de Genève*, 25.11.1912.

¹⁵⁸ George Haupt, *Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International, 1909-1913*, Années I-VI – Numéros 1-11 et suppléments, Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 498.

Pourtant, malgré la montée en force des réformistes en France, la Confédération générale du travail réussit à organiser le 16 décembre 1912 une grève générale de 24 heures contre la guerre, décidée lors d'un congrès extraordinaire tenu à Paris. L'aile réformiste de la CGT s'était vigoureusement opposée à la grève générale, mais elle s'exprima devant une salle très hostile. Les responsables confédéraux – Léon Jouhaux, Yvetot, Griffuelhes, Merrheim et Dumoulin – avaient compris qu'ils ne pouvaient pas négliger les craintes des plus modérés. Faire voter une grève générale de 24 heures était en soi une victoire, étant donné le contexte. La direction confédérale dut ensuite faire face à une répression féroce du pouvoir et au sabotage, par les réformistes dont l'influence grandissait, de toute initiative d'envergure.

La grève fut un demi-succès, mais elle sauva l'honneur : il y eut 600 000 grévistes. Une vague de répression suivit, contre les militants syndicalistes, les Jeunesses syndicalistes et contre la Fédération communiste anarchiste, qui fut particulièrement touchée. Le procès contre les « menées anarchistes » se conclura par un total de seize années de prison pour cinq anarchistes et 6 300 francs d'amende. La publicité de ce procès fut totalement éclipsée par celui de la bande à Bonnot, qui se tenait en même temps..

Le congrès ordinaire qui fut déplacé en 1914 à Vienne, à la demande du parti socialiste hollandais n'eut pas lieu...

Contre toute attente, l'analyse que fera le bureau socialiste international de la situation dans le courant de l'année 1913 conclut à une détente de la situation internationale ! Lorsque, à la mi-décembre 1913 le BSI se réunit à Londres pour préparer le congrès de Vienne, l'atmo-

sphère est plutôt détendue ¹⁵⁹. L'ordre du jour du congrès de Vienne prévoit naturellement un point sur la guerre : « L'impérialisme et la position de l'Internationale en face de la guerre », avec une discussion sur les moyens à employer, sur laquelle on s'attend à des désaccords.

Après l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, personne n'imagine encore que cela débouchera sur une grande conflagration. Dans le mouvement socialiste, on pense que la crise pourra être surmontée comme les précédentes crises, balkaniques ou non : par la diplomatie. Mais après l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, le 23 juillet 1914, le BSI convoque une réunion plénière à Bruxelles pour les 29 et 30 juillet : le Bureau appelle encore une fois les prolétaires à tout faire pour empêcher la guerre, sans proposer rien de concret. Lorsque le conflit éclate deux jours plus tard, les sections socialistes n'ont pas de consignes concrètes, les classes ouvrières européennes suivront les appels à la mobilisation pour défendre leurs patries respectives. Aucune directive concrète n'aura été donnée par l'Internationale.

4) L'Internationale social-démocrate se construit dans son opposition aux « anarchistes »

L'insistance des social-démocrates, encouragés par Engels qui mourra en 1895, à souligner l'« individualisme » des anarchistes est de toute évidence une diversion destinée à masquer le vrai enjeu du problème, ce qui explique en même temps l'insistance des « anarchistes » à vouloir se maintenir dans l'Internationale. Ainsi, au congrès de Zurich de l'Internationale, les délégués de la Bourse du travail de Paris avaient contesté aux partis leur rôle dominant, les réfutant comme structure organisatrice de la classe ouvrière. Dans leur proposition 3 et 4, ils affirment que « l'Internationale, qui à son début avait cru

¹⁵⁹ Cf. George Haupt, *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, François Maspero, 1965.

mettre au premier rang les organisations socialistes, reconnaît aujourd'hui qu'une force plus puissante est venue déranger ses plans. Nous voulons parler des Fédérations de métiers »¹⁶⁰.

Cependant, la polémique contre les anarchistes fournit l'occasion à la social-démocratie de préciser ses conceptions concernant l'organisation du « parti socialiste démocratique révolutionnaire international ». Les débats très âpres qui eurent lieu sur l'admission des anarchistes s'accompagnèrent de réflexions sur le fonctionnement de l'Internationale et permirent à chaque fois à celle-ci de préciser son point de vue. Pour la social-démocratie allemande, la présence des anarchistes constituait manifestement une entrave à la mise en place d'une organisation cohérente et homogène. On a l'impression que tant que les anarchistes s'obstinent à participer aux congrès internationaux, l'Internationale ne peut pas vraiment se constituer en organisation. Et à chaque fois qu'une motion d'exclusion des anarchistes est votée, sont en même temps apportées des précisions concernant la doctrine, le rôle et la forme de l'organisation de l'Internationale.

Le congrès de Londres, en 1896, sera lui aussi dominé par le problème des anarchistes (de leur exclusion, pour être plus précis) et du mode d'organisation. Les socialistes avaient cru avoir réglé le problème des anarchistes au congrès de Zurich en 1893 mais, expulsés par la porte, ces derniers revinrent par la fenêtre à Londres en 1896..., assez nombreux, en tant que délégués de syndicats, et décidés à rouvrir le débat. Même Malatesta avait les mandats d'un syndicat français et de plusieurs syndicats espagnols ! Sur les quarante-trois délégués ouvriers français,

¹⁶⁰ Proposition 3 et 4 de la Bourse du Travail de Paris, *Le congrès de Zürich*, 1893, p. 64.

vingt étaient des anarchistes notoires, dont Émile Pouget et Fernand Pelloutier ¹⁶¹...

La participation des anarchistes et des socialistes révolutionnaires au congrès de Londres ne se fit pas, cette fois, en désordre. C'était une initiative délibérée et organisée, comme l'atteste l'existence d'un Comité anarchiste de préparation au congrès. Déjà en 1895 Fernand Pelloutier avait dévoilé sa stratégie. Nous sommes, dit-il, à la veille d'une recomposition générale qui va mettre deux camps face à face : le socialisme antiautoritaire avec les anarchistes, les allemanistes, les syndicalistes d'une part ; d'autre part le socialisme autoritaire avec les guesdistes, les réformistes, les blanquistes, et les « indépendants » du type Jaurès, Millerand, Viviani, ceux qu'il appelle les « députés mi-chair mi-poisson et, bien que classés, absolument inclassables » ¹⁶². En attendant, il est possible de pousser l'avantage obtenu au congrès de Nantes, et de porter à l'échelon international le divorce entre socialisme parlementaire et syndicalisme. Une véritable coalition anarcho-allemaniste se forme dans le but clairement déclaré, selon Émile Pouget, « d'introduire dans le congrès une majorité d'hommes dont le mandat ne puisse être contesté » et de « débarrasser l'Europe (...) d'une fraction d'autant plus insupportable qu'elle est sans force réelle » ¹⁶³.

Les « anarcho-allemanistes » tablent sur les dérives sectaires des social-démocrates dont ils espèrent qu'elles exaspéreront une partie des délégués socialistes et les fasse basculer vers les révolutionnaires. C'est dans ce

¹⁶¹ Cette situation était tout sauf spontanée ou le fait du hasard. En effet, c'est Fernand Pelloutier et Augustin Hamon qui eurent l'idée d'organiser une délégation « syndicalo-anarchiste » au congrès de Londres. Ils eurent l'aide de Malatesta, qui vivait à Londres et connaissait les milieux syndicalistes, et de Cornelissen en Hollande.

¹⁶² Fernand Pelloutier, « La situation actuelle du socialisme », *Temps nouveaux* du 6 juillet 1895.

¹⁶³ *L'Action sociale*, 15 février 1896.

cadre que Christian Cornelissen écrit une brochure, « Le communisme révolutionnaire. Projet pour une entente et pour l'action commune des socialistes révolutionnaires et des communistes anarchistes »¹⁶⁴.

Les antiparlementaires insisteront sur le fait que l'attitude de la social-démocratie allemande divise le mouvement ouvrier.

Les discussions furent houleuses lors du congrès de Londres de 1896, mais finalement une résolution déposée par Liebknecht fut votée à une large majorité dont voici l'essentiel :

« Le Bureau du congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain congrès, en faisant exclusivement appel :

« 1. Aux représentants des groupements qui poursuivent la substitution de la propriété et de la production socialistes à la propriété et à la production capitaliste, et qui considèrent l'action législative et parlementaire comme l'un des moyens nécessaire pour arriver à ce but ;

« 2. Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. En conséquence, les anarchistes sont exclus¹⁶⁵. »

¹⁶⁴ Cornelissen fut un des signataires du « Manifeste des Seize ». Cet instituteur néerlandais né en 1864 avait adhéré à la Ligue social-démocrate (SDB) dont il devint membre du comité central et responsable du secrétariat international. Il participe en 1891 au congrès de Bruxelles de l'Internationale comme délégué des syndicats néerlandais des ouvriers du chemin de fer et y soutient une résolution antimilitariste. En 1891 il traduit le *Manifeste communiste*. Il se rend en 1893 au congrès de Zurich de l'Internationale où il rencontre Fernand Pelloutier et se solidarise avec les anarchistes. Il est probable que son expérience de militant social-démocrate et sa connaissance du mouvement socialiste allemand l'aient convaincu qu'il ne fallait rien attendre des dirigeants socialistes de ce pays pour faire arrêter la guerre, ce qui l'aurait poussé à signer le « Manifeste des Seize », à un moment où tout laissait croire que la France perdait la guerre.

¹⁶⁵ *Cinquième congrès socialiste international tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900. Compte rendu analytique officiel*. Paris Société nouvelle de Librairie et d'Édition, 1901, p. 6. in *Les congrès socialistes in-*
148

Il fallut donc trois jours de bataille pour que passe une résolution excluant des congrès futurs les groupements, même corporatifs, qui n'acceptaient pas la nécessité du parlementarisme. Le texte est plus explicite que celui voté à Zurich en 1893. Sont désignés comme membres de l'Internationale les partis qui se consacrent à l'action parlementaire et les syndicats qui ne se consacrent pas à l'action politique mais qui en reconnaissent la nécessité, autrement dit qui reconnaissent la prééminence des partis sur les syndicats. Pour les militants français, c'est inacceptable. La lutte contre les anarchistes n'est pas seulement destinée à éjecter un courant dissident dans l'Internationale, elle est aussi l'occasion pour la social-démocratie allemande de préciser à chaque fois sa doctrine et ses conceptions de l'organisation, de parvenir à constituer des structures plus solides et permanentes : c'est ainsi qu'à Londres est exprimé le souhait de voir créer un comité international permanent pouvant agir dans l'intervalle entre deux congrès.

On peut dire que la période de gestation de la II^e Internationale s'achève au congrès de Londres, lorsque les anarchistes sont définitivement expulsés et les syndicalistes mis au pas.

Dès le début, les dirigeants socialistes allemands ne voulurent pas des anarchistes dans une organisation commune avec eux. En témoigne une lettre d'Engels à Lafargue, datant de 1889, peu avant l'ouverture du congrès constitutif de la II^e Internationale ; les Allemands, dit-il, ne peuvent se permettre de « jouer à créer des organisations internationales, qui sont pour le moment aussi impossibles qu'inutiles ». Les Allemands, poursuit-il, feront tout pour combattre la « nostalgie d'une reconstitution de l'Internationale sous une forme ou une autre »¹⁶⁶ – allu-

ternationaux, Genève, Minkoff Reprint, 1976, p. 16.

¹⁶⁶ Cité par Annie Kriegel, « La Deuxième internationale, (1889-1914) », *Histoire générale du socialisme*, t. II : 1875-1918, PUF 1974,

sion, sans nul doute, aux tentatives faites par les « antiautoritaires » de l'AIT de reconstituer l'unité internationale du mouvement ouvrier en 1876-1877.

Autrement dit, les socialistes allemands ont attendu que les anarchistes, opposants à leurs doctrines, soient expulsés pour envisager la formation d'une véritable Internationale. Car il ne faut pas confondre congrès socialistes internationaux et Internationale ouvrière. C'est bien après l'expulsion des anarchistes que se constitue véritablement la II^e Internationale. La coïncidence entre l'expulsion des anarchistes et la mise en place d'une réelle structuration de l'organisation ne saurait être le fait du hasard.

5) L'année 1900 à Paris

Le Paris de l'année 1900 est faste en événements.

- Tout d'abord, il y a l'Exposition universelle, qui va drainer 50 millions de visiteurs. La CGT et la Fédération des bourses du travail annoncent qu'elles organisent l'une et l'autre un congrès national et un congrès international.

- Du 10 au 14 septembre 1900 a lieu le XI^e congrès national corporatif qui décide de publier un hebdomadaire, *La Voix du Peuple*, dont le premier numéro paraît début décembre.

- Cette année-là, du 23 au 27 septembre, a lieu à Paris un congrès de la II^e Internationale qui dénonce le révisionnisme, qui engage le débat sur le ministérialisme. À partir de ce congrès, l'Internationale se dotera de structures stables avec la mise en place du Bureau Socialiste International (composé de deux délégués par pays) chargé de coordonner l'activité entre les congrès.

- Enfin, les anarchistes entendent organiser un congrès international. Ce congrès anarchiste international – qui sera en fait dispersé par la police – est l'aboutissement d'une série d'événements commencés au congrès de Zu-

rich en 1893 : la délégation allemande avait expulsé les socialistes indépendants de Gustav Landauer qui s'opposaient à la politique parlementaire. Les délégués expulsés décidèrent de convoquer pour 1900 un congrès de socialistes révolutionnaires regroupant anarchistes et socialistes non parlementaires. Ce devait être, selon l'expression de Bernard Lazare dans *La Revue anarchiste* (15-31 août 1893), le prélude à la constitution d'un « grand parti révolutionnaire international antiparlementaire et anti-étatiste ».

L'initiative de réunir anarchistes et socialistes antiparlementaires n'était pas absolument inédite, puisque en janvier 1891 avait été créé en Italie un « Parti socialiste anarchiste révolutionnaire » (PSAR) dans lequel devaient se regrouper anarchistes et socialistes opposés à l'action électorale. Quatre-vingts délégués participèrent au congrès de constitution. Des figures connues du socialisme italien (l'ex-anarchiste Andrea Costa, Filippo Turati) et de l'anarchisme (dont Malatesta) adhérèrent à cette initiative. Au congrès de constitution à Capolago, en Suisse, les anarchistes réussirent à faire accepter l'idée de grève générale pour le 1^{er} mai 1891. La plus grande partie des adhérents du PSAR finirent par passer au Partito Socialista Rivoluzionario Italiano – PSRI (fondé en 1882 par Andrea Costa). La rupture entre anarchistes et socialistes parlementaires était dès lors définitivement consommée. Battu aux élections de 1892, le PSRI rejoignit l'année suivante le Partito Socialista dei Lavoratori Italiani (PSLI), devenu entre-temps le Parti socialiste, puis le Parti socialiste italien.

Le groupe qui s'était retiré du congrès de Zurich en 1893 organisa immédiatement plusieurs réunions séparées regroupant jusqu'à 500 personnes qui discutèrent de l'ordre du jour du congrès.

Au sein des congrès socialistes qui se réunirent entre la fin de l'AIT antiautoritaire et le congrès de Londres de 1896, qui vit l'expulsion définitive des anarchistes, l'opposition entre révolutionnaires et partisans de l'action électorale ne se confond pas du tout avec l'opposition entre anarchistes et socialistes, même si la presse bourgeoise comme la presse socialiste « officielle » ne font pas de différence et désignent tout le monde sous l'appellation d'« anarchistes ».

La résolution socialiste de 1893, qui exige des socialistes qu'ils « emploient tous leurs efforts » à l'action parlementaire, rendue de ce fait obligatoire, renvoyait certes à la marge les anarchistes, mais elle marginalisait également nombre de socialistes opposés au parlementarisme, ainsi que ceux pour qui l'action parlementaire n'était qu'*une option parmi d'autres*, selon les circonstances, et ceux qui en avaient fait l'expérience et ne la jugeaient pas concluante.

L'exemple type du militant qui suivit cette voie est le Hollandais Christian Cornelissen, traducteur du *Manifeste communiste*, et qui développait des positions bien plus cohérentes, du point de vue du « matérialisme historique », que les social-démocrates allemands, puisqu'il partait du point de vue éminemment marxiste qui veut que l'infrastructure économique détermine la superstructure politique, et que la classe ouvrière doit en conséquence *d'abord* socialiser les moyens de production pour pouvoir conquérir le pouvoir : « La classe ouvrière ne peut conquérir le pouvoir politique tant qu'elle n'aura pas socialisé les moyens de production » ¹⁶⁷.

¹⁶⁷ C. Cornelissen, « Les diverses tendances du Parti ouvrier international », cité par Arianne Miéville et Maurizio Antonioli, *Les anarchistes et les congrès de la Deuxième Internationale – Syndicalisme, anarchisme et anarcho-syndicalisme en débat au Congrès Anarchiste d'Amsterdam en 1907*. Ed. Nautilus.

http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=149

Selon Cornelissen, le parti ouvrier démocratique socialiste de Hollande ne considère « les élections législatives (...) que comme un moyen d'agitation, et l'action des élus ouvriers dans les parlements que comme moyen de propagande ». Il est vrai qu'au début, les socialistes affirmaient presque unanimement que l'action électorale n'était qu'un *moyen de propagande* ; très rapidement, elle devint une fin en soi.

Arianne Miéville et Maurizio Antonioli font à propos du congrès de Zurich un commentaire qui vaut pour tous les congrès :

« Les rapports officiels ou les comptes-rendus de la presse ne reflètent que très partiellement les échanges d'idées dont les congrès ouvriers sont le théâtre. Dans n'importe quelle assemblée de ce type, c'est souvent en coulisses que les discussions les plus importantes ont lieu. Les rapports directs entre les individus sont importants lorsque l'on analyse l'évolution des idées socialistes ¹⁶⁸. »

Ce qui se passa en marge du congrès de Zurich, dit-elle, ou plus précisément en marge des réunions marginales du congrès, fut extrêmement important, car c'est à cette occasion que Cornelissen, Domela Nieuwenhuis et Jean Allemane eurent l'occasion de discuter longuement. C'est au même moment que Cornelissen et Fernand Peloutier se lièrent d'amitié : ce n'est sans doute pas un hasard si le premier créa cette année-là le Secrétariat national du travail (NAS), l'équivalent hollandais de la Fédération des Bourses du Travail.

6) Préludes du congrès ouvrier révolutionnaire de Paris prévu les 19-22 septembre 1900.

A la fin de 1898, Domela Nieuwenhuis, Fernand Peloutier et Émile Pouget signent un appel s'adressant « aux

¹⁶⁸ Arianne Miéville et Maurizio Antonioli, *op. cit.*

groupes ouvriers, aux socialistes révolutionnaires et aux communistes anarchistes » afin d'organiser un congrès en septembre 1900. Il s'agit, écrit Fernand Pelloutier dans le *Journal du Peuple* en mars 1899, de saper la prétention qu'ont les « socialistes parlementaires de se poser, en 1900, en porte-parole du mouvement socialiste mondial ». En effet, le congrès socialiste international commençait juste après celui des socialistes anti-parlementaires : la concordance de date des deux congrès ne saurait être fortuite.

Nous avons vu que les anarchistes et les socialistes antiparlementaires avaient été expulsés de l'Internationale en 1896 à Londres. Une clause avait même été votée qui garantissait qu'ils ne reviendraient plus, même par la fenêtre. A Londres comme à Zurich, les antiparlementaires se réunirent séparément. Un meeting fut organisé auquel assistèrent, selon Augustin Hamon, plusieurs milliers de personnes, à tel point qu'on dut diviser le meeting en deux ¹⁶⁹. Trois journées de débats et de conférences furent ensuite organisées, lors desquelles on parla surtout de luttes et d'organisation économique.

Fernand Pelloutier avait lancé sa « Lettre aux anarchistes » le 12 décembre 1899 (publiée en 1900) appelant les anarchistes à entrer dans les syndicats. Cependant, les militants pour la plupart n'avaient pas attendu cet appel : Pouget, pour ne parler que de lui, participa à la création du syndicat des employés du textile en 1879. Pendant que quelques individus attiraient l'attention des journaux et du public sur des attentats inutilement meurtriers, d'autres, beaucoup plus nombreux, mais plus discrètement, s'efforçaient de développer l'organisation de la classe ouvrière.

Si le congrès fut finalement interdit et dispersé, les rapports rédigés pour la circonstance représentent 220

¹⁶⁹ [Augustin Hamon](#), *Le socialisme & le congrès de Londres*, p. 171 et suivantes, cité par Arianne Miéville et Maurizio Antonioli, *op. cit.*

pages ¹⁷⁰. On peut y lire qu'après les incidents de Londres, « les groupes révolutionnaires de divers pays avaient reconnu la nécessité de se séparer de la social-démocratie dont l'intolérance voulait imposer à tous les groupements, mêmes syndicaux, la nécessité de l'action législative et parlementaire » ¹⁷¹.

Les sujets prévus à la discussion étaient nombreux : « organisation de relations suivies entre les groupes communistes révolutionnaires d'un même pays et de pays différents ; propagande dans les syndicats ; publications et propagande par le placard, par la brochure à distribuer ; théâtre d'avant-garde ; élections de protestation ; publication d'un organe international ; question agraire ; les sans-travail ; enseignement libertaire ; coopérativisme et néo-coopérativisme ; la question de la femme ; la grève générale ; attitude des anarchistes en cas de guerre ; propagande antimilitariste, etc. »

De nombreuses délégations étaient venues d'Amérique du Nord, d'Argentine, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, de Suisse, d'Espagne, de Belgique, de Hollande, de Bohême et de Russie. D'autres avaient envoyé leur adhésion par écrit de Bulgarie, de Roumanie, de Grèce, du Portugal, du Brésil, des Iles Sandwich et d'Uruguay. Des personnalités connues du mouvement libertaire étaient venues : Élisée Reclus, Tcherkesoff, Domela Nieuwenhuis, Max Nettlau, Jean Grave, Emma Goldman et Kropotkine ¹⁷².

¹⁷⁰ *Les Temps Nouveaux*. Supplément littéraire paraissant tous les samedis, nos 23 à 32 publiés entre le 29 septembre et le 1^{er} décembre 1900. Ces rapports existent sous la forme d'un tiré à part numéroté de la page 129 à la page 342. (Note d'Arianne Miéville et Maurizio Antonioli.)

¹⁷¹ Cité par A. Miéville et Maurizio Antonioli.

¹⁷² Pour une synthèse des sujets abordées dans les documents préparatoires, on se reportera utilement à l'étude d'Arianne Miéville et Maurizio Antonioli citée ci-dessus.

Le grand parti révolutionnaire international anti-étatiste dont avaient rêvé les dissidents du congrès de Zurich devait regrouper des socialistes allemands, néerlandais, français, anglais, des anarchistes français, espagnols, américains, italiens et juifs anglais. Bernard Lazare et Malatesta commencèrent à rédiger un appel mais la répression, en pleine période d'attentats, les obligea à s'enfuir. L'initiative n'aboutit pas.

Cette internationale regroupant les socialistes anti-parlementaires et les anarchistes aurait-elle survécu si elle n'avait pas été dispersée par la police en 1900 ? La question est mal posée. Il s'agit surtout de savoir si le fait qu'elle ait été dispersée par la police suffit pour expliquer qu'elle n'ait pas vécu.

7) Jean Jaurès

Les socialistes allemands avaient voté à un congrès tenu à Dresde une motion condamnant toute participation à une coalition avec les partis politiques bourgeois. Ils firent adopter cette motion au congrès international d'Amsterdam en 1904 :

« Le Congrès condamne de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes tendant à remplacer la tactique éprouvée et glorieuse fondée sur la lutte de classes par une politique de concessions à l'ordre établi qui aboutirait à faire d'un parti révolutionnaire, qui poursuit la transformation... de la société bourgeoise en une société socialiste... un parti se contentant de réformer la société bourgeoise ¹⁷³. »

Les socialistes allemands n'avaient pas abandonné la rhétorique révolutionnaire alors que dans la pratique leur organisation et leur politique étaient totalement intégrées à la société bourgeoise. Ils continuaient obstinément – suivant en cela Marx et Engels – à penser que la classe

¹⁷³ Cité par Lavissee, *Histoire de France contemporaine*, tome 8, p. 236, Hachette, 1921.

ouvrière était majoritaire et qu'inéluctablement une majorité de travailleurs finiraient pas voter pour eux. Les social-démocrates allemands étaient donc opposés à toute participation à une coalition gouvernementale. Cette attitude n'arrangeait pas les socialistes français, à commencer par Jaurès, qui était favorable à la participation des socialistes à un gouvernement de coalition – sous certaines conditions.

Par ailleurs, les social-démocrates allemands étaient extrêmement vagues, voire réticents, concernant toute proposition d'appel à une grève générale en cas de guerre, tandis que Jaurès était très ferme sur la nécessité de répondre à la guerre par une grève. Jaurès était sur une position « pragmatique », somme toute parfaitement orthodoxe d'un point de vue marxiste : on ne pouvait pas mettre tous les partis bourgeois dans le même sac ¹⁷⁴. Il préconisait la participation à un gouvernement avec les fractions les plus progressistes de la bourgeoisie. Mais en même temps, il tenta de faire adopter le principe d'une grève générale si une guerre éclatait, ce à quoi les dirigeants social-démocrates allemands n'étaient pas disposés. Jaurès était en relation avec des syndicalistes révolu-

¹⁷⁴ Marx et Engels pensaient que tant que subsistent des vestiges des rapports de classes hérités de l'absolutisme, la bourgeoisie, ou certaines fractions de celle-ci, constitue une force progressive. La bourgeoisie est obligée de « faire des concessions politiques plus larges que celles de la monarchie absolue » (*La Critique moralisante*). La domination bourgeoise crée les conditions futures de la victoire de la classe ouvrière : « La suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux », ce qui revient à dire que le prolétariat qui apparaîtrait dans une société où dominent les rapports féodaux aurait pour tâche prioritaire d'aider à la constitution des rapports bourgeois pour avoir ensuite la possibilité de les supprimer, car « le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire » (*Ibid*). De cette vision évolutionniste, il résulte qu'un parti socialiste peut s'allier avec les fractions les plus progressistes de la bourgeoisie tant que celles-ci ont des revendications qui peuvent aller dans le sens des intérêts de la classe ouvrière.

tionnaires français, dont les analyses sur la grève générale l'avaient influencé.

Les social-démocrates allemands étaient sur des positions rigides quant à l'action politique, d'autant plus rigides que, sauf circonstances exceptionnelles, ils n'avaient de toute façon *aucune* chance d'être en position de participer à un gouvernement dans l'Empire allemand. En revanche, sur la question très pratique de savoir ce qu'il fallait faire si une guerre éclatait, les dirigeants social-démocrates allemands restaient extrêmement vagues. Au congrès de 1904 à Amsterdam, Jaurès échoua sur la question de la grève pour empêcher la guerre, et dut se plier sur la « motion de Dresde ». Il fit une intervention remarquable dans laquelle il dénonça l'hypocrisie de la social-démocratie allemande. Selon lui, l'application de la motion de Dresde à l'ensemble des partis de l'Internationale consistait à appliquer à ceux-ci des « règles d'action, ou plutôt d'inaction qui s'imposent à l'heure actuelle à la démocratie socialiste allemande » – c'était là, rappelons-le, exactement le point de vue de Bakounine et de l'Internationale antiautoritaire !

Jaurès raille l'attitude des dirigeants socialistes allemands sur une affaire parfaitement lamentable : les patrons voulaient faire signer aux ouvriers une pétition en faveur de l'empereur. Les dirigeants social-démocrates ont refusé d'intervenir pour empêcher les ouvriers allemands de la signer ! Ce faisant, dit Jaurès,

« vous continuez ainsi à émousser, à obscurcir, à affaiblir dans le prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante. Eh bien, parce que vous, vous n'avez pas cette tradition révolutionnaire, vous la regardez avec une sorte de déplaisir chez les peuples qui y recourent, et vous n'avez qu'outrages, vos théoriciens n'ont que dédain pour nos camarades belges qui étaient, au péril de leur vie, descendus dans la rue pour

conquérir le suffrage universel ¹⁷⁵. »

C'est une allusion évidente au fait que le suffrage universel fut accordé en Allemagne par Bismarck et non à la suite d'une lutte. Remuant le couteau dans la plaie, Jaurès rappelle que les Allemands *a)* n'ont pas de tradition révolutionnaire et *b)* que leurs traditions parlementaires ne leur servent à rien : « vous n'avez pas de force parlementaire », dit-il :

« ...quand bien même vous seriez la majorité au Reichstag, vous êtes le seul pays où vous ne seriez pas, le socialisme ne serait pas le maître, s'il avait la majorité. Car votre Parlement n'est qu'un demi-Parlement, un Parlement qui n'est pas un Parlement lorsqu'il n'a pas en mains la force exécutive, la force gouvernementale, quand ses décisions ne sont que des vœux, arbitrairement cassés par les autorités de l'empire ¹⁷⁶. »

Là encore, Jaurès reprend l'argumentaire de Bakounine ! Treize ans auparavant, Engels avait fait *le même constat* : le Parlement n'a aucun pouvoir. En 1891, les deux principales revendications de 1848 sont réalisées : l'unité nationale et le suffrage universel ; or, Engels fait remarquer dans sa critique du programme d'Erfurt que « le gouvernement possède tout pouvoir exécutif » et que les « chambres n'ont pas même le pouvoir de refuser les impôts ». « La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie », dit-il encore, confirmant l'opinion de Bakounine selon laquelle les formes démocratiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple. Le « despotisme gouvernemental », dit encore Bakounine, trouve ainsi une forme nouvelle et efficace dans la pseudo-volonté du peuple. Or les élections qui viennent de se dérouler en Al-

¹⁷⁵ Deuxième discours au congrès socialiste international d'Amsterdam, 21 août 1904.

¹⁷⁶ *Ibid.*

Allemagne ont donné aux socialistes trois millions de suffrages ! Après de tels résultats, leur dit Jaurès, on attendait de vous « un mot d'ordre, un programme d'action, une tactique ».

« Et alors, vous avez, devant votre propre prolétariat, vous avez devant le prolétariat international, masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques, que votre éminent camarade Kautsky vous fournira jusqu'à épuisement vital. (*Applaudissements et rires.*)¹⁷⁷ »

L'adoption de la motion de Dresde, conclut Jaurès, signifie que le socialisme international dans tous les pays « s'associe à l'impuissance momentanée, mais formidable, à l'inaction provisoire, mais forcée de la démocratie allemande ».

Bebel crut s'en sortir en faisant une critique de la démocratie bourgeoise. C'était là donner des armes à Jaurès, qui répliqua en déclarant que la république n'était pas *en soi* une garantie de progrès : la démocratie resterait stagnante si elle « n'était pas sans cesse avertie, contrainte par l'action de classe du prolétariat ». Jaurès s'étonne que dans certains pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le prolétariat socialiste « ne se propose pas comme objet essentiel et immédiat le remplacement de la forme monarchique par l'institution républicaine ». Un point encore sur lequel il rejoint Bakounine... Il ne comprend pas que dans ces pays le prolétariat se contente d'utiliser les institutions accordées par la monarchie. Prenez garde ! avertit le socialiste français : « Si la République n'est pas en ce moment dans tous les pays la condition nécessaire du progrès économique et social », en France elle est « le résultat d'un mouvement révolutionnaire qui a créé la France moderne ».

¹⁷⁷ *Ibid.*

Et Jaurès étale le « curriculum révolutionnaire » du peuple français : « 1791, la pétition du Champ de Mars, en 1792 par l'entrée du peuple au château des Tuileries, en janvier 1793 sur la place de la Concorde, où tombait la tête de Louis XVI, en 1830, en 1848, en 1871. » Pour Jaurès, « la République est la forme logique et suprême de la démocratie »¹⁷⁸. La « monarchie sociale » que la social-démocrate ne veut ou ne peut remettre en cause, peut bien donner au prolétariat quelques réformes ; mais prenez garde, dit encore Jaurès : « ce jeu qui peut donner pratiquement quelques résultats, il ne vaut pas pourtant les viriles et directes conquêtes par la volonté du prolétariat libre. » C'était une allusion très claire au fait qu'en Allemagne, ce n'est pas, comme l'avait dit Jaurès au début de son intervention, le prolétariat « qui a conquis sur les barricades le suffrage universel. Il l'a reçu d'en haut... » C'était là un gros pavé dans la mare social-démocrate allemande.

8) Le congrès de Stuttgart 1907

Mis en minorité à Amsterdam sur la participation à un gouvernement de coalition et sur la nécessité de répondre à la guerre par la grève, Jaurès n'abandonne pas la partie. Il se produira un basculement au congrès de Stuttgart en 1907 car une résolution contre la guerre fut votée :

« Le congrès confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut être séparée de l'action contre le capitalisme. »

A propos des résolutions des « précédents congrès » :

• Le premier congrès de la II^e Internationale en 1889 ne fit que reprendre le mot d'ordre de l'AIT sur la « substitution des milices popu-

¹⁷⁸ Premier discours au congrès socialiste international d'Amsterdam, 19 août 1904. Bakounine disait que la pire des démocraties valait mieux que la meilleure des monarchies.

lares aux armées permanentes ».

- Au congrès suivant, à Bruxelles en 1891, une résolution fut adoptée appelant les travailleurs à protester par une agitation incessante contre les tentatives de guerre. Il y est dit également que la responsabilité des guerres revient aux classes capitalistes.

- En 1896 au congrès de Londres une résolution affirme de manière très générale que « la classe ouvrière de tous les pays doit s'opposer à la violence provoquée par les guerres ».

- En 1900 au congrès de Paris est adopté le principe que « les députés socialistes de tous les pays sont tenus à voter contre toutes les dépenses militaires, navales et contre les expéditions coloniales ». L'action contre la guerre est donc cantonnée au vote des députés socialistes.

- C'est à Stuttgart en 1907 qu'eurent lieu un réel débat sur le problème de la guerre. Contre les déclarations de Gustave Hervé qui affirme le devoir de « répondre à la guerre par la grève générale et l'insurrection », Bebel propose une motion passe-partout qui ne dit au fond pas grand chose. Rosa Luxembourg, en accord avec Lénine, fait ajouter un amendement visant à « empêcher de lire les déductions orthodoxes de Bebel à travers les lunettes opportunistes », selon les termes de Lénine. Ces amendements préconisaient d'utiliser la crise causée par la guerre pour profiter de la crise économique et politique pour soulever le peuple et précipiter la chute du capitalisme. Cet amendement ne fut tout simplement pas pris au sérieux par la majorité des congressistes.

- Le congrès suivant à Copenhague, en 1910, insista surtout sur le rôle des élus socialistes qui devaient refuser les crédits de guerre.

- En novembre 1912 se tint à Bâle un congrès extraordinaire lié à la guerre des Balkans. Un manifeste fut rédigé qui reprenait les résolutions de Stuttgart et de Copenhague, et condamnait la future guerre européenne comme « criminelle » et « réactionnaire ». Cette guerre ne pouvait qu'« accélérer la chute du capitalisme en provoquant immanquablement la révolution prolétarienne ». Ce manifeste niait que cette guerre pouvait être justifiée par l'intérêt de la défense nationale.

Lorsque deux ans plus tard éclata la guerre, les positions que prit la II^e Internationale révélèrent les ambiguïtés et les équivoques des différentes résolutions qui avaient été votées. Le congrès de Stuttgart avait en effet réaffirmé le devoir de mener une guerre *au nom de l'indépendance nationale*. On pouvait donc considérer que l'interdiction de voter les crédits de guerre ne s'appliquait pas lorsqu'il s'agissait de la « défense du pays » face à un pays « agresseur ». Les socialistes se ruèrent vers cette brèche pour soutenir, dans les deux pays, « l'Union sacrée ».

La résolution finale du congrès de Stuttgart déclare qui si une guerre éclatait, les socialistes « ont le devoir

d'intervenir pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste » Il n'est toujours pas question de grève générale, comme le demandent les délégués français. La formulation de la résolution de Stuttgart reste extrêmement vague car les dirigeants socialistes allemands ne veulent pas entendre parler de grève générale ou d'insurrection, mais Jaurès s'en contente.

Le 7 septembre de cette année, Jaurès rendit compte de son mandat de délégué au congrès socialiste tenu dans la grande salle du Tivoli-Waux-Hall. Il déclare notamment :

« Le Congrès international a donc proclamé deux vérités indivisibles, deux vérités indissolubles : la première, c'est que les nations autonomes avaient le droit et le devoir de maintenir énergiquement leur autonomie ;

« La seconde, c'est que pour empêcher les chocs funestes, pour empêcher les rencontres sanglantes où saigneraient, plus que les veines, la conscience du prolétariat, le devoir des travailleurs était d'empêcher les guerres, et non pas, vous m'entendez bien, par de simples malédictions de paroles, non pas par des gémissements stériles, non pas par des anathèmes impuissants : l'Internationale a dit aux prolétaires qu'ils n'avaient pas le droit, qu'ayant grandi, ils n'avaient pas le droit d'assister, gémissants et inertes, au guet-apens des despotes et des capitalistes contre la paix, mais qu'ils devaient, par toute l'énergie de leur action : action parlementaire ou action révolutionnaire, écraser dans leur germe les guerres funestes ¹⁷⁹. »

« La guerre à la guerre, par tous les moyens, légaux ou révolutionnaires, est un devoir au même titre que la guerre pour la défense de l'indépendance nationale. »,

¹⁷⁹ Cité par Ch. Rappoport, *Jean Jaurès*, Paris, *l'Émancipatrice*, 1915, pp. 205-206.

ajoute Jaurès. Le dirigeant socialiste français livre cependant une interprétation extrêmement « maximaliste » de la résolution de Stuttgart. Les dirigeants allemands ne parlent jamais de grève générale ou d'action révolutionnaire. Les réactions envisagées contre la guerre sont systématiquement des interventions limitées à l'activité parlementaire des élus socialistes. Le prolétariat n'est jamais invité à l'action effective. Bebel avait évoqué à ce congrès le cas de nations, comme la Pologne, qui sont occupées et opprimées. Dans ces cas, les prolétaires de ces nations sont trop occupés par la « volonté de ressusciter leur peuple » pour porter leur attention sur l'émancipation du prolétariat.

Bebel occulte le fait que les États qui entrent en guerre le font *toujours* en présentant cette guerre comme une nécessité nationale, comme une guerre de défense. Ajoutons à cela leur capacité à manipuler l'opinion, et toute guerre sera perçue par les peuples comme une guerre nécessaire pour leur défense. C'est ce qui se passa en 1914.

Pour les socialistes français, une telle situation entre parfaitement dans le cas de figure de la « défense de l'indépendance nationale ». Alors que faire ? Faute que les classes ouvrières d'Allemagne et de France auront pu empêcher la guerre, Kropotkine fera également le constat qu'une partie importante du territoire français est occupée par des armées étrangères qui n'ont manifestement aucune intention de se retirer. Il s'agit donc pour lui d'une guerre destinée à préserver l'intégrité territoriale et, au-delà, de préserver une culture, une civilisation.

Jaurès n'hésite pas cependant à en appeler au soulèvement du peuple contre la guerre, c'est-à-dire à la révolution :

« C'est une révolution qui sortira non seulement du cœur du prolétariat révolté à la seule pensée de la guerre où

on veut l'entraîner contre d'autres prolétaires ; cette révolution jaillira aussi de la conscience même du pays. Et alors le Prolétariat soulevé, usant de ses armes, non plus pour le crime, mais pour le salut et l'affranchissement, instituera un gouvernement populaire ¹⁸⁰. »

Il est à craindre que le compte rendu que fait Jaurès du congrès de Stuttgart pêche par excès d'optimisme. En effet, de très nombreux délégués et la plupart des dirigeants se trouvaient très en retrait par rapport aux positions dont le leader socialiste français se fait l'interprète. Le congrès adopta cependant un amendement présenté par Lénine et Rosa Luxembourg :

« Si néanmoins une guerre éclate, les socialistes ont le devoir d'œuvrer pour sa fin rapide et d'utiliser par tous les moyens la crise économique et politique provoquée par la guerre pour réveiller le peuple et de hâter par là la chute de la domination capitaliste. »

Jusqu'à la guerre, il y aura une cassure invisible entre le discours apparemment révolutionnaire des dirigeants socialistes français et les intentions réelles des dirigeants socialistes allemands. Cette cassure finira même par se manifester, on le verra, par une tranchante prise de distance des dirigeants social-démocrates allemands, soucieux de ménager les autorités politiques de leur pays.

9) « Nous étions un peuple fini »

Après les vigoureuses critiques formulées en 1907 lors du congrès de Stuttgart contre la direction du parti socialiste allemand, Jean Jaurès, l'une des principales figures du socialisme français, va se montrer d'une humilité déconcertante :

« Nos camarades d'Allemagne ont eu la générosité de dire tout haut, Kautsky a eu la générosité de penser, d'écrire dans la *Neue Zeit*, que désormais il n'y a plus une hégémo-

¹⁸⁰ Rappoport, *Jean Jaurès*, Paris, l'*Émancipatrice*, 1915, p. 274.

nie du socialisme allemand, non pas que le socialisme allemand ait baissé, mais parce que le socialisme des autres pays a monté ¹⁸¹. »

Autrement dit, les socialistes des autres pays, et en particulier de la France, s'étaient montrés de bons élèves et recevaient un bon point de leur maître, la social-démocratie allemande. C'était reconnaître qu'il y avait eu une « hégémonie » du socialisme allemand ; le leader socialiste français semble éperdument reconnaissant à Kautsky d'avoir eu la « générosité » de reconnaître que « le socialisme des autres pays a monté ». Le dirigeant social-démocrate allemand se voit ainsi accrédité de la qualité de juge dispensant des diplômes de maturité au mouvement socialiste international. Cette attitude est significative de l'état de subordination psychologique du mouvement socialiste français par rapport à son homologue allemand.

Hubert Lagardelle ¹⁸² analyse en 1914 ce sentiment de subordination :

« L'hégémonie intellectuelle du socialisme allemand devait être plus profonde encore que ne le prévoyait Bakounine. C'est le prestige des vainqueurs d'imposer moralement

¹⁸¹ Rappoport, Jean Jaurès, Paris, *l'Émancipatrice*, 1915, p. 235.

¹⁸² Hubert Lagardelle (1874-1958), théoricien du syndicalisme révolutionnaire. Il fait des études de droit, devient journaliste et en 1895 crée à Toulouse une revue marxiste, *La Jeunesse socialiste*. Il adhère en 1896 au Parti ouvrier français de Jules Guesde. Il fonde en 1899 une revue théorique du socialisme, *Le Mouvement socialiste* (1899-1914), qui devient ensuite syndicaliste révolutionnaire. Lagardelle est influencé par Proudhon, Marx et Georges Sorel. Il fréquente les leaders de la CGT et contribue à la constitution de la doctrine syndicaliste révolutionnaire. Mais vers 1910, déçu par l'évolution de la CGT, il se retire à Toulouse. Il est alors tenté par le « fascisme de gauche ». En 1926, il adhère premier parti fasciste français, le Faisceau de Georges Valois. Après 1940 il devient ministre du Travail du régime de Vichy dans le gouvernement Pierre Laval (avril 1942-novembre 1943). Contraint à la démission du gouvernement en 1943, il devient rédacteur en chef du journal collaborateur de gauche *La France socialiste*. Il est condamné à perpétuité en 1946 et meurt en 1958.

par la conquête leurs méthodes et leurs procédés. Le triomphe de l'Allemagne sur la France a saisi de crainte admirative l'Europe qui, pour un temps, s'est faite allemande. Le socialisme n'a pas échappé à la suggestion. Il est resté subjugué par la social-démocratie... Les adversaires du socialisme allemand y ont vu ce qu'avait prédit Bakounine : un socialisme à casque à pointe, dogmatique, doctrinaire et pédant... Quelle qu'ait été la valeur de ses théoriciens, quels que soient les services qu'il ait rendus, il faut reconnaître que la rigidité du marxisme allemand l'a fait souvent accuser d'avoir enchaîné la pensée socialiste dans des formules étroites et arrêté son élan pour de longues années ¹⁸³. »

Gustave Hervé ¹⁸⁴ confirme l'analyse de Lagardelle dans la *Guerre sociale* : dans les congrès internationaux, dit-il, « le socialisme idéaliste de la France révolutionnaire osait à peine élever la voix : nous y entrons avec une âme de vaincus. Nous étions le passé. Nous étions un peuple fini. Place aux forts ¹⁸⁵ ! » Au moment où Hubert

¹⁸³ Lagardelle, « Rapports personnels de Bakounine et de Marx ». *Le Mouvement socialiste*, n° 263-264, mai-juin 1914, p. 312.

¹⁸⁴ Gustave Hervé (1871-1944) fut un leader socialiste et antimilitariste jusqu'en 1912, puis il bascula lui aussi dans l'extrême droite et le fascisme. Il écrivit ses premiers articles antimilitaristes dans *Le Travailleur Socialiste de l'Yonne*, milita à la SFIO et à la CGT. Il défend l'idée d'insurrection en cas de guerre, ce qui lui vaut une audience nationale. Ses démêlés avec la justice lui font perdre son poste d'enseignant : il se consacre alors totalement à l'action militante. En 1905 il est condamné à quatre ans de prison pour son activité dans l'Association internationale antimilitariste, qui avait publié une affiche appelant à la grève insurrectionnelle en cas de guerre. A partir de 1907 il dirige *La Guerre sociale*, un journal qu'il a fondé. A partir de 1912 il évolue vers le patriotisme et se range, en 1914, contre les partisans de la grève générale pour empêcher la guerre. Alfred Rosmer n'avait jamais caché sa méfiance envers lui pour ses excès verbaux. Le 1^{er} juillet 1916, il transforme *La Guerre Sociale* en *La Victoire*. En 1919, il crée le Parti socialiste national, rejoint par Alexandre Zévaès, ancien député guesdiste devenu l'avocat de l'assassin de Jaurès, et par Jean Allemane, leader d'un des partis socialistes de la période 1890-1902. Le « socialisme national » de Gustave Hervé se transformera ensuite en fascisme.

¹⁸⁵ Gustave Hervé, *La Guerre sociale*, 18 février 1915.

Lagardelle et Gustave Hervé écrivent ces lignes, ils ont déjà basculé vers l'extrême droite ¹⁸⁶.

La Seconde Internationale était une chambre d'enregistrement des positions décidées par la social-démocratie allemande, pas une organisation composée de membres libres et égaux. Les prises de position des socialistes belges fournissent peut-être une explication de l'attitude peu internationaliste qu'adopteront les social-démocrates allemands vis-à-vis de la Belgique pendant la guerre. Les militants belges s'étaient montrés des opposants tenaces à l'hégémonie allemande du temps de la Première internationale. Les idées proudhoniennes dominaient dans les sections wallonnes de l'AIT, notamment à Verviers, ainsi qu'à Bruxelles. C'est chez les ouvriers flamands que la social-démocratie allemande eut le plus d'écho. Les succès électoraux des socialistes allemands suscitaient l'adhésion des sections de Gand et d'Anvers. Au congrès de Gand en 1877, les délégués de Verviers s'accrochèrent aux positions autonomistes, mais cette même année les socialistes flamands créèrent à Malines un parti socialiste d'obédience marxiste. Peu après, César de Paepe et ses amis de la section de Bruxelles, qui avait été l'un des piliers de l'AIT antiautoritaire, finirent par basculer du côté de la social-démocratie ¹⁸⁷. La fédération belge de l'AIT tint un dernier congrès les 25-26 décembre 1877. Deux ans plus tard, socialistes wallons et flamands formèrent un parti unifié et, sur la proposition de De Paepe, le Parti

¹⁸⁶ Nous citons à l'occasion un certain nombre de textes écrits par des acteurs de l'histoire qui se trouvaient à un moment du côté du mouvement ouvrier et qui ont par la suite basculé dans l'extrême droite ou le fascisme. Si les références à ces hommes doivent être traitées avec prudence, nous estimons que malgré ce basculement, ils restent des témoins privilégiés de l'histoire.

¹⁸⁷ Un travail mériterait d'être fait pour expliciter ce basculement à la lumière des carences et des erreurs du courant dit « antiautoritaire ».

ouvrier belge fut fondé le 5 avril 1885, après que les muellistes proudhoniens eurent à leur tour cessé de résister.

10) Le congrès de Copenhague (28 août-4 septembre 1910)

En 1910, l'année du congrès de Copenhague, la quiétude des dirigeants social-démocrates avait été troublée par deux mouvements qui secouèrent la classe ouvrière allemande. D'abord, une protestation pour la réforme du droit de vote en Prusse ; ensuite une importante agitation sociale consécutive au chômage qui frappait plusieurs secteurs industriels. Les grèves et les manifestations, accompagnées de heurts violents avec la police, se succédaient et prenaient de l'ampleur. Rosa Luxembourg posa une fois de plus la question du recours à la grève de masse dans un article que Kautsky refusa de publier dans la *Neue Zeit*. Ce dernier opposait à la grève de masse la « guerre d'usure » : il ne fallait pas que le mouvement se propage car il fallait se consacrer aux élections du Reichstag : le parti obtiendrait inévitablement, un jour ou l'autre, la majorité absolue, et « dans la situation actuelle, une telle victoire ne représenterait rien de moins que l'effondrement de tout le régime existant »¹⁸⁸. Nous avons là une illustration de plus de l'illusion naïve, dénoncée par Bakounine, des social-démocrates allemands qui pensaient accéder au pouvoir par les élections sans que le système étatique et capitaliste ne réagisse vigoureusement.

Ce propos de Kautsky contredit ce qu'il avait déclaré quelques années plus tôt – à l'époque il était plus clairvoyant. Il avait prédit que le gouvernement n'hésiterait pas à faire un coup d'État en cas d'avancée électorale des

¹⁸⁸ Karl Kautsky, « Was nun? » (Et maintenant?), *Neue Zeit*, 8 avril 1910.

George Haupt, *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, François Maspero, 1965.

socialistes. Dans une lettre à Bernstein du 18 février 1898, il écrivit :

« Avant même que nous ayons cent députés, le combat contre nous commencera, pas à propos du socialisme, mais à propos de la démocratie. Coup d'État, abolition du droit de vote, législation d'urgence arriveront alors, si ce n'est pas avant. »

A noter que dans cette même lettre, il écrivait que la révolution politique du prolétariat en Allemagne ne sera pas une révolution pour le socialisme mais pour la démocratie, comme l'avait envisagé Marx : « En tant que seul parti d'opposition, dit Kautsky, nous devons remplir les tâches historiques de la bourgeoisie, pas du prolétariat, afin d'établir non pas l'État du futur mais l'État anglais d'aujourd'hui ¹⁸⁹. »

Le congrès de Copenhague posa une fois de plus la question de la grève. Vaillant et Keir Hardie ¹⁹⁰ demandèrent que la grève et l'insurrection soient désignées comme des devoirs en cas de guerre, ce à quoi le député berlinois Ledebour ¹⁹¹ s'opposa vigoureusement,

¹⁸⁹ La lettre de Kautsky est citée dans : *Karl Kautsky : Marxism, Revolution and Democracy*, John H. Kautsky, Transaction Publishers, 1994.

¹⁹⁰ James Keir Hardie (1856-1915), mineur socialiste et syndicaliste écossais qui fut le premier président de la fédération écossaise des mineurs. Il fut, sept ans avant la fondation du Labor Party, le premier travailliste élu à la Chambre des Communes.

¹⁹¹ Georg Ledebour (1850-1947) faisait pourtant partie de l'aile « gauche » du parti... Il entra au SPD en 1891 et siégea au Reichstag de 1900 à 1918. Avec Hugo Haase et Karl Liebknecht, il était opposé au vote des crédits de guerre en 1914 mais se soumit à la « discipline du parti ». Il participa aux conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916. Lénine lui ayant demandé de ne plus voter les crédits de guerre, Ledebour s'engueula avec lui, disant que c'était facile de donner des conseils depuis la Suisse – anecdote significative de la pression sociale qui devait s'exercer sur les députés social-démocrates au sein de leur parti. En 1919 Ledebour soutint le soulèvement spartakiste. Il fut un

insistant pour que le congrès s'en tienne aux termes de la résolution de Stuttgart. Le congrès renvoya à l'unanimité la question à plus tard, c'est-à-dire au prochain congrès, prévu à Vienne *en août 1914*... On se contenta de dire que « les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des États capitalistes sur le marché du monde... » et que « la chute du capitalisme signifie la paix universelle ».

Dans les rangs des socialistes français, on continuait obstinément à croire que les socialistes allemands étaient fermement décidés à empêcher la guerre – alors que la question avait été jusqu'alors systématiquement esquivée par eux.

Peu avant le congrès, Gustave Hervé avait appelé les socialistes allemands à rejoindre les Français dans la propagande contre la guerre, affirmant que seule la social-démocratie peut arrêter la guerre. André Lebey, un délégué français, s'étonne de l'attitude des socialistes allemands et développe une analyse qui ressemble étonnamment à celle que fera Kropotkine.

« Victoire oblige, et du fait même de leur victoire, les Allemands peuvent plus que nous. C'est nous, pourtant, qui avons donné les premiers exemples, alors que, logiquement ce rôle était le leur ; on ne saurait donc comprendre plus longtemps pourquoi ils ne nous suivent point... Si l'équivoque durait, la France, surtout la France révolutionnaire, devrait se souvenir du passé, et au nom de la Révolution

cofondateur de l'USPD, député au Reichstag de 1920 à 1924. Avec l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, il s'exila en Suisse. Ledebour n'était pas seul à Zimmerwald, il y avait aussi Adolf Hoffmann (1858-1930), fonctionnaire du parti à Berlin, rédacteur pour des journaux socialistes, chargé de la propagande antireligieuse. Député au Reichstag de 1904 à 1906, puis en 1920 sous l'étiquette de l'USPD. Hoffmann fut brièvement ministre prussien des Sciences, de l'art et de l'éducation populaire, lors de la révolution de novembre 1918. Il abolit en Prusse le système de surveillance des opinions à l'école et œuvra à la séparation de l'Église, de l'école et de l'État.

qu'elle n'a cessé de représenter, et qui a son autel le mieux enraciné dans son sol, un suprême appel de sa part n'étant pas entendu, s'arranger de manière à être victorieuse au cas où une abominable lutte lui serait imposée. Elle le doit au nom de la civilisation européenne dont elle est une des garanties ¹⁹². »

Comme Kropotkine en 1916, Lebey pense que puisque la guerre n'a pas pu être empêchée, puisque la social-démocratie allemande n'a rien fait pour l'empêcher alors qu'elle était en position de le faire, il faut s'y engager au nom de la civilisation, dont la France est une représentante. Les voix telles que celles d'André Lebey étaient minoritaires ; dans l'ensemble on persistait à penser en France que les social-démocrates allemands étaient encore capables d'empêcher la guerre si le gouvernement allemand en prenait l'initiative. Cependant, les articles de Charles Andler avertissant le public français des tendances impérialistes de certains social-démocrates allemands, sur le danger que constituait l'armement de l'Allemagne, suscitèrent des réactions d'une extrême violence chez les socialistes français. Longuet et Jaurès en tête, qui voyaient dans ces avertissements une attaque contre la bonne entente entre socialistes français et allemands. Jaurès reprocha à Andler « d'essayer de jeter des soupçons entre des fractions du prolétariat » ¹⁹³.

La Vie ouvrière ayant publié en 1913 le texte d'Andler sur le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine, reçut des courriers de protestation. Ainsi Monatte écrit-il :

« Dès le 23 février, Jean Longuet m'écrivait son étonnement que nous ayons reproduit "l'article de calomnies" d'Andler : il me signalait la "réponse écrasante" que lui avait faite Grumbach dans la *Neue Zeit* et demandait que nous la publiions. Je lui répondis que nous ne mettrions pas sous le boisseau les réponses qui seraient

¹⁹² André Lebey, « Impressions sur le Congrès de Copenhague », article recueilli dans : *Sur la route sociale* (1909-1911), Paris, Figuière, vol. I, p. 252, 253, 258.

¹⁹³ *L'Humanité*, lundi 4 mars 1913.

faites à Andler. Mais, loin de regarder son étude comme un article de calomnies, j'y voyais un article clairvoyant et d'un rare courage et qui me paraissait expliquer lumineusement les refus insolents que la CGT avait reçus des chefs des syndicats allemands depuis 1905. »

Les socialistes français, refusant de voir l'unilatéralisme de l'internationalisme prolétarien, et s'imaginant jusqu'au bout que la social-démocratie allemande s'opposerait victorieusement à la guerre, s'en prenaient violemment à ceux qui doutaient. Dans un article paru en 1949, Monatte les désigne, dans « La fondation de la Vie ouvrière », sous l'appellation de « cosaques de presse de la social-démocratie », les comparant aux « cosaques de presse mobilisés par le stalinisme ».

C'est avec un enthousiasme incroyable que *L'Humanité* rendit compte de la visite en France de Philip Scheidemann¹⁹⁴, qui était venu fêter l'élection de cent-dix députés au Reichstag en 1912, et qui déclara :

« Nous avons 2 500 000 syndiqués, 110 députés, 9 000 conseillers municipaux. Il n'est pas possible à un gouvernement qui sent derrière lui de semblables forces de se lancer dans une aventure guerrière. Lorsqu'on est forcé de tenir compte de plusieurs millions de social-démocrates, il n'est plus possible de tenter une aventure guerrière. Il s'agit de fortifier dans les deux pays la conviction la plus profonde qu'entre eux une guerre ne pourra jamais plus éclater et n'éclatera jamais¹⁹⁵. »

Ceux qui émettaient des doutes sur la sincérité des déclarations internationalistes des social-démocrates allemands étaient accusés par Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, d'être des « domestiques de plume de la bourgeoisie »¹⁹⁶.

¹⁹⁴ Philip Scheidemann (1865-1939) était un ancien imprimeur et l'un des principaux dirigeants de la droite du parti social-démocrate. Il fut député au Reichstag de 1903 à 1918 et de 1920 à 1933. Il devint en 1919 le premier chancelier de la république allemande, et contribua à la répression de la révolution allemande.

¹⁹⁵ *L'Humanité*, 5 avril 1912. Voir aussi 18, 29, 31 mars ; 2, 3 avril 1912.

¹⁹⁶ *L'Humanité*, 17 février 1912.

Les faits donneront raison à Charles Andler six mois plus tard : les social-démocrates allemands voteront à l'unanimité moins quinze les crédits de guerre.

Au début du siècle, la droite du parti social-démocrate avait été tenue en échec par une alliance entre le centre orthodoxe et la gauche. La révolution russe de 1905 et le débat sur la grève générale vinrent bousculer cet ordre de choses. C'est pour contrer les positions de Bernstein et de la droite du parti que Rosa Luxembourgeois écrivit *Réforme ou révolution*. Au sein du parti social-démocrate, le jeu d'alliances bascula. L'expansion économique provoqua une hausse des prix et les luttes sociales s'étendirent. Une vague de grèves déferla sur le pays. Le gouvernement introduisit des restrictions au mode de scrutin pour tenter d'enrayer les progrès du parti socialiste. Comme l'avait évoqué Kautsky en 1898.

Les débats sur la grève générale firent craindre à la direction du parti et à celle des syndicats de se laisser dépasser par les événements : elles déclarèrent qu'elles n'avaient pas les moyens de la soutenir. Les modérés étaient opposés à une grève de masse. Rosa Luxembourgeois, de retour de Russie, affirma que c'était par la lutte que les travailleurs pouvaient s'organiser et s'auto-émanciper, ce qui lui valut d'être traitée d'« anarchiste » par les bureaucrates syndicaux. La direction du parti et celle des syndicats se sentaient dépassées par les événements devant la montée des luttes ouvrières. En 1906, le parti et les syndicats décidèrent alors que les décisions importantes seraient prises en commun : il s'agissait de tout faire pour freiner les luttes. L'idée d'une transformation graduelle de la société vers le socialisme n'était plus à l'ordre du jour. En outre, le spectre de la guerre se rapprochait.

« En aucun autre pays, on n'a si souvent parlé de lutte et de conscience de classe. Et, cependant, en aucun pays on n'a éludé aussi systématiquement qu'en Allemagne toute prise de décision sérieuse en la matière. Malgré quelques escar-

mouches, le pays ne connut, après l'abrogation de "la loi contre les socialistes", aucune grande lutte ouvrière. Si, d'aventure, les masses perdaient patience, la direction socialiste se chargeait de les calmer. En somme, cette conscience de classe tant vantée n'avait d'autre fonction que de châtrer le prolétariat ¹⁹⁷. »

Désormais le centre et la droite se rapprochent. Bebel se retire en 1911 – il meurt en 1913 – et est remplacé par Ebert, qui devient président du SPD. C'est un apparatchik qui a fait toute sa carrière dans la bureaucratie du parti ¹⁹⁸. En 1913, les députés du SPD approuvent la création d'une taxe pour couvrir les dépenses militaires. La machine est lancée. Les dirigeants socialistes abandonnent l'internationalisme prolétarien et se rallient à leur classe dominante. A l'intérieur du parti, la répression s'abat sur les opposants. Rosa Luxembourg est privée de moyens d'expression. A l'extérieur du parti la répression gouvernementale frappe également les opposants à la guerre. Une nouvelle crise des Balkans conduira à un conflit généralisé. L'Internationale n'aura pas été capable d'empêcher la guerre. Les députés socialistes, en France comme en Allemagne, votent les crédits de guerre. Dans presque tous les pays, sauf en Serbie, en Bulgarie et en Russie, les socialistes se rallient à l'union Sacrée ¹⁹⁹.

11) L'impôt de guerre extraordinaire

En janvier 1913, les deux partis socialistes français et allemand signent un manifeste pour la paix. Pourtant, en contradiction totale avec tout ce qu'ils pouvaient déclarer

¹⁹⁷ Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1. cité par *Contretemps*.

¹⁹⁸ Il deviendra en 1918 le premier président du Reich sous la République de Weimar après l'abdication de l'empereur Guillaume II. Son gouvernement réprime la révolte spartakiste et est responsable de l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

¹⁹⁹ Il est significatif que c'est dans les mouvements socialistes des pays slaves que l'opposition à la guerre se soit manifestée, confirmant les intuitions de Bakounine.

à leurs crédules camarades français, les socialistes allemands votèrent *un mois plus tard*, le 3 février 1913, un *impôt de guerre extraordinaire* d'un milliard et demi de marks pour le programme militaire proposé par le général von Bernhardt. Le *Berliner Tageblatt* du 1^{er} avril 1913 avait défini cet impôt comme « à proprement parler la mobilisation en temps de paix ». Duplicité ? Les députés social-démocrates qui avaient signé le manifeste pour la paix et qui votèrent un mois plus tard l'impôt extraordinaire votèrent six mois plus tard – le 4 août 1914 – les crédits de guerre.

Il n'est pas indifférent de savoir comment cet impôt fut accepté par les députés social-démocrates²⁰⁰. Le 24 avril 1913, le ministre allemand de la guerre, von Heeringen, convoque les « hommes de confiance » des partis représentés au Reichstag, *y compris les social-démocrates*. Pour les socialistes, se trouvent Bebel, Ledebour et Frank²⁰¹. C'est, dit le ministre, une réunion très secrète. Il veut convaincre les hommes présents de la nécessité d'accélérer le réarmement en se fondant sur le fait que l'encerclement que subit l'Allemagne s'aggrave. Les Belges ont renforcé leur armée de 50 000 hommes. Les Français comptent sur le soutien de l'armée belge. Nous serons seuls face à la France et à la Belgique, alors même qu'il y a un second front à l'Est avec la Russie, qui accé-

²⁰⁰ Cf. Dieter Groh, *Die geheimen Sitzungen der Reichshaushaltskommission*, cité par Gerd Krumeich, « De Schlieffen à Ludendorff : les militaires allemands et la politique », in *Les Cahiers du CEHD* n° 26, « Armée et pouvoir en Allemagne et en France aux XIX^e et XX^e siècles ».

²⁰¹ Ludwig Franck (1874-1914), député de Mannheim à partir de 1907, membre de la droite du parti. Il se porta volontaire dès le début de la guerre et fut tué à Lunéville le 3 septembre 1914. Il symbolise pour la communauté juive le socialiste juif qui n'a rien à prouver en matière de patriotisme. Cf. Lars Fischer, *The socialist Reponse to Antisemitism in Imperial Germany*, Cambridge University Press, 2010.

lère sa mobilisation : « C'est la raison pour laquelle nous devons chercher notre salut dans l'attaque »²⁰².

Bebel conteste les assertions du ministre concernant la Belgique et demande en quelque sorte un second avis, celui du chancelier. L'affaire, pense-t-il, est trop sérieuse pour être débattue avec le seul ministre de la guerre. Le chancelier, Bethmann Hollweg, veut convaincre les élus de gauche parce que l'existence du Reich même est en jeu. Richard Franck, un parlementaire social-démocrate, demanda au ministre de la guerre si l'Allemagne respecterait la neutralité de la Belgique. Le ministre répondit en assurant que *l'Allemagne n'entrerait pas en Belgique avant la France*. « Il semble, dit Gerd Krumeich, « que les députés de gauche se soient contentés de cette réponse »²⁰³.

« En définitive, les partis de gauche, surtout les sociaux-démocrates, ont accepté le budget des nouveaux armements de 1913. Il est vrai qu'ils ont aussi demandé – et qu'ils ont obtenu – des modifications du système d'impôts pour “faire payer les riches”, mais l'important n'est pas dans cette réforme, comme on a trop souvent affirmé, mais dans la conviction qu'il fallait en effet accroître les armements, pour que l'Allemagne puisse réaliser son planning militaire sans être exposée à une “attaque brusquée”²⁰⁴. »

Pendant ce temps, les socialistes français multipliaient les efforts pour minimiser l'impact de l'accroissement des dépenses militaires allemandes, et en même temps s'efforçaient d'empêcher l'accroissement des dépenses militaires françaises, sans être capables de voir que l'antimilitarisme était à sens unique. Cet aveuglement s'appuyait sur une confiance inébranlable dans les social-démocrates allemands. Les socialistes français agissaient comme si l'accroissement des dépenses militaires allemandes –

²⁰² Gerd Krumeich, *op. cit.*

²⁰³ Gerd Krumeich, *op. cit.*

²⁰⁴ *Ibid.*

avec l'assentiment des socialistes allemands – n'avait aucun impact sur la capacité desdits socialistes allemands à empêcher la guerre. Les moindres déclarations de socialistes allemands contre la guerre étaient amplifiées dans la presse socialiste française. Un délégué allemand, Molkenbuhr²⁰⁵, déclara ainsi au congrès de Brest en 1913 :

« Nous ne croyons pas qu'il y ait un peuple au monde qui ait vraiment l'intention, comme on le dit souvent pour nous en Allemagne, de tenter l'invasion de votre pays... Nous, socialistes allemands, nous voterons toujours contre tous les projets d'armement : les affirmations contraires sont des mensonges formidables²⁰⁶. »

Ces propos, tenus un mois avant le vote par les socialistes allemands de l'impôt de guerre exceptionnel, sont aussitôt reproduits, commentés, amplifiés par la presse socialiste française. Ainsi, Marcel Cachin déclare à la tribune du conseil municipal de Paris, le 7 mars 1913 :

« Les socialistes allemands ont clamé au gouvernement impérial : "Si vous déclarez la guerre à la France, si vous vous jetez dans cette aventure, c'est le trône même que vous jouerez." C'est cette menace de la classe ouvrière allemande tendant à la France une main fraternelle qui seule a empêché les agressions du césarisme allemand contre la démocratie de France. L'Internationale est à nos yeux le grand fait historique des temps modernes : c'est elle qui assure la paix²⁰⁷. »

On tente de rassurer l'opinion française devant l'armement de l'Allemagne. Jaurès dénonce « l'abominable

²⁰⁵ Hermann Molkenbuhr (1851-1927), issu d'un milieu ouvrier, était l'un des membres les plus influents du SPD. En 1872 il adhère à l'ADAV, fondée en 1863 par Lassalle, dont il devient président en 1874. Il participe l'année suivante au congrès d'unification de l'ADAV avec le parti social-démocrate. En 1881 il émigre aux États-Unis, et revient en Allemagne en 1884. Il est élu au Reichstag de 1890 à 1918.

²⁰⁶ *Mouvement socialiste*, mars-avril 1913, p. 229 sqq.

²⁰⁷ *L'Humanité*, 8 mars 1913.

campagne d'affolement de la réaction nationaliste »²⁰⁸. Les députés socialistes français s'opposaient avec la plus extrême fermeté à toute politique d'armement alors même que leurs collègues socialistes allemands votaient les impôts supplémentaires pour l'armement de l'Allemagne. Et les naïfs députés socialistes français continuaient de protester à la Chambre contre toute affirmation de bellicisme allemand, mettant en garde l'opinion « contre des campagnes de panique auxquelles elle [la droite] se prêtait trop facilement »²⁰⁹ – déclaration faite neuf mois après que les social-démocrates allemands aient voté l'impôt de guerre de 1,5 milliard... Cet aveuglement des socialistes français a peut-être une explication, mais l'explication pose un nouveau problème.

Les social-démocrates allemands, fidèles à une vieille tradition libérale et démocratique allemande dont Marx et Engels s'étaient faits les porte-parole zélés, attendaient une guerre contre la Russie. En 1848 déjà, Marx et Engels avaient appelé à une guerre contre ce pays car ils espéraient que cela susciterait une sorte de « levée en masse » du type de celle de 1792 en France, dirigée contre l'absolutisme tsariste. Une guerre contre la Russie était en outre censée contraindre le roi de Prusse à faire des concessions démocratiques. Depuis longtemps, donc, les socialistes allemands s'étaient préparés à l'idée d'une guerre à l'Est. Ils pensaient donc que la guerre déclenchée en août 1914 était une guerre contre la Russie. Cette idée était profondément ancrée dans les esprits. Cela expliquerait donc l'enthousiasme avec lequel ils ont voté les crédits de guerre 1913 et en 1914.

Il est plus que probable que les social-démocrates allemands aient transmis à leurs camarades français cette vision stratégique de café du commerce. En effet, après la défaite contre l'Allemagne en 1870-1871, le gouverne-

²⁰⁸ *L'Humanité*, 6 février 1913.

²⁰⁹ *JO*, Débats, Assemblée nationale, 19 mars 1914, p. 1764.

ment français s'était allié à la Russie, et les socialistes français, encouragés par les social-démocrates allemands, avaient fermement combattu cette alliance. Ainsi s'éclaire l'exclamation d'un député socialiste à la chambre. Lors d'une séance à l'Assemblée nationale du 12 juin 1914, Alexandre Ribot²¹⁰ présentant un nouveau gouvernement à la Chambre, déclara que l'Allemagne avait subitement augmenté les effectifs de l'armée en temps de paix pour les porter à 870 000 hommes, ce qui constituait un réel danger. Pierre Brizon, député socialiste s'exclama : « Pas contre nous²¹¹ ! » Les socialistes français avaient ingurgité les fantasmes stratégiques des socialistes allemands, hérités de Marx et Engels, et avaient complètement intégré la propagande social-démocrate selon laquelle l'Allemagne ne fera pas la guerre à la France. Les socialistes français ignoraient-ils le soutien socialiste aux crédits exceptionnels de 1913 ?

L'explication étant donnée – pour hypothétique qu'elle soit –, cela pose un problème : les social-démocrates allemands étaient-ils candides, ou étaient-ils consciemment complices de la politique expansionniste allemande ? Certains auteurs le pensent (Edmond Las-

²¹⁰ Alexandre Ribot (1842-1923) fut un des artisans de l'alliance avec la Russie. Il fut pendant quelques jours, du 9 au 14 juin 1914, président du Conseil.

²¹¹ Séance du 12 juin 1914, p. 2438. Pierre Brizon (1878-1923), député socialiste de l'Allier de 1910 à 1919, libre penseur et pacifiste, il dénonce l'Union sacrée en 1914 et participe à la conférence de Kienthal en 1916. Il adhérera ensuite au Parti communiste dont il sera exclu en 1922.

kine ²¹², Charles Andler ²¹³). Nous ne nous hasarderons pas sur ce terrain.

12) L'obstination des social-démocrates allemands à refuser de parler de la guerre

De la pensée de Marx, les social-démocrates allemands et ceux des socialistes français qui voient en eux un modèle ont retenu la vision déterministe de l'histoire. L'évolution de la société capitaliste est soumise à un déterminisme économique dont le terme inévitable est l'ap-

²¹² Edmond Laskine, ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé de l'université, avocat à la cour d'appel de Paris. Collaborateur du journal *Le Matin*. Il fut secrétaire général du Comité de la Rive gauche du Rhin. Il écrivit un ouvrage, *L'Internationale et le pangermanisme*, extrêmement documenté mais frappé d'un parti-pris ouvertement anti-marxiste et anti-social-démocrate. La social-démocratie y est systématiquement épelée Sozial-Demokratie, pour bien souligner son origine germanique. La thèse centrale de l'ouvrage est que Marx et la social-démocratie ont tout fait pour assurer l'hégémonie du socialisme allemand en Europe, et l'élimination du socialisme français. La date de parution de l'ouvrage explique sans doute le ton qui y est adopté : 1916. Si nous partageons la thèse de Laskine (la volonté hégémonique du socialisme allemand) – il y a trop d'éléments concordants qui vont dans ce sens – nous pensons qu'il convient de garder une certaine distance. Le parti-pris évident de l'auteur n'invalide pas l'ensemble de son discours, cependant un minimum d'esprit critique est nécessaire.

²¹³ Charles Andler (1866-1933) germaniste français, professeur d'allemand au Collège de France et à la Sorbonne. En 1889, Andler adhère au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane. Avec Lucien Herr, bibliothécaire à l'École normale supérieure, il fonde en 1899 l'École socialiste à Paris dont l'objectif était de rendre plus accessibles les théories du mouvement socialiste. Il fonde également le Groupe de l'unité socialiste à Paris. Il dirige la Société nouvelle de librairie et d'édition, une société fidèle aux idées réformatrices de Jean Jaurès fondée par Lucien Herr. En 1901, il traduit en français le *Manifeste communiste* de Karl Marx. Charles Andler est l'auteur, entre autres de *Les Origines du socialisme d'État en Allemagne*, thèse de doctorat (1897) ; « Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine », dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913) (1918) ; *Le Pangermanisme, ses plans d'expansion allemande dans le monde* (1915) ; *Les Usages de la guerre et la doctrine de l'État-major allemand* (1915) ; *La Décomposition politique du socialisme allemand, 1914-1919* (1919).

parition d'une société socialiste. Cette conviction, issue d'une interprétation quelque peu mécaniste de la pensée de Marx, mais qui n'est pas absente de son œuvre, en particulier *Le Capital*, va être déterminante dans la définition de la stratégie politique que la social-démocratie allemande va développer et dans l'attitude à adopter dans l'hypothèse où une guerre serait déclenchée.

Le programme du SPD est encore celui qui a été voté à Erfurt en 1891 : le socialisme est décrit comme le résultat d'un développement économique inéluctable. Convaincus du caractère inéluctable de leur accession au pouvoir, les dirigeants socialistes allemands ne vont pas considérer comme prioritaire la propagande contre la guerre. Cela apparaît de manière évidente aux congrès de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) et de Bâle (1912) : ce qui est décisif, c'est le travail d'organisation et de renforcement du parti, indispensables pour préparer son accession au pouvoir. En effet, la guerre, considérée comme un produit nécessaire du capitalisme, conduira inévitablement celui-ci à sa chute et à l'avènement consécutif du socialisme. Le prolétariat – à travers ses organes dirigeants, cela va de soi – doit se préparer à gouverner.

C'est l'évolution même de la société capitaliste qui rend la chute du capitalisme nécessaire. La classe ouvrière doit être prête à cette éventualité. C'est ainsi, pensons-nous, qu'il faut comprendre cette déclaration selon laquelle le devoir de la social-démocratie « consiste non pas à hâter l'inévitable catastrophe, mais à la retarder le plus possible, c'est-à-dire à éviter avec soin tout ce qui pourrait ressembler à une provocation ou à un semblant de provocation, car le temps gagné augmente ses chances de succès »²¹⁴ – c'est-à-dire d'accession au pouvoir, par les élections, s'entend. On comprend dès lors que la grève

²¹⁴ Karl Kautsky, *Le marxisme et son critique Bernstein*, Préface à l'édition française, Paris, Stock, 1900, p. XII.

(<http://www.archive.org/details/lemarxismeetsonc00kaut>).

générale soit catégoriquement rejetée, car incontestablement, elle apparaîtrait aux yeux du pouvoir comme une « provocation ».

Au congrès de Bâle, un « Manifeste » avertissait les gouvernements qu'« ils ne pourraient sans péril pour eux-mêmes déclencher la guerre ». Le « Manifeste » rappelle que déjà la guerre franco-prussienne de 1870-1871 avait provoqué l'explosion de la Commune, que la guerre russo-japonaise avait « mis en mouvement les forces de la révolution du peuple russe ». Il ne s'agit donc pas de perdre son temps dans l'agitation antimilitariste mais de renforcer le parti pour le préparer au pouvoir. Les rédacteurs de ce « Manifeste » étaient de piètres historiens. Ils ne voyaient pas que la Commune avait été la conséquence de la *défaite* de la France, défaite qui avait permis à la classe dirigeante allemande de mettre en place une véritable dictature militaire en Allemagne. La guerre russo-japonaise avait été *perdue* par la Russie, ce qui avait conduit à la révolution de 1905 : le Japon avait pu ainsi accéder au rang de puissance militaire mondiale. Dans ces deux cas, la révolution s'était déroulée dans le pays *vaincu*. Or en soutenant l'effort de guerre allemand, les social-démocrates pariaient sur une victoire de l'Allemagne sans comprendre que cette victoire allait renforcer considérablement la puissance répressive de l'État contre la classe ouvrière. C'est là un point que Kropotkine avait parfaitement compris, et là se trouve l'explication de son soutien à l'Entente.

De fait, c'est après la *défaite* de l'Allemagne en 1918 qu'une révolution éclate dans ce pays.

L'obstination des social-démocrates allemands à refuser même de débattre de la question de la grève générale est stupéfiante. Au congrès de Stuttgart, Bebel avait rejeté tout recours à la grève générale et s'expliquait :

« Je ne sais ce qui adviendra, mais je crois que si cette guerre éclatait, elle serait probablement la dernière et mettrait en jeu l'existence de toute société bourgeoise. Nous ne pouvons donc rien faire d'autre, que d'éclairer les cerveaux, faire de la propagande et nous organiser ²¹⁵. »

Cette remarque est terrible car elle conduit à se demander si Bebel – et sans doute les dirigeants de la social-démocratie – ne *souhaitaient* pas, implicitement ou inconsciemment, cette guerre parce qu'ils s'étaient convaincus qu'à son issue le capitalisme ne survivrait pas et qu'ils prendraient le pouvoir. L'idée semble être, parmi les dirigeants de la social-démocratie, une constante : on la trouve dans divers ouvrages, en particulier dans *Le Chemin du pouvoir*, de Kautsky, écrit en 1909 ²¹⁶.

Bebel n'est d'ailleurs pas partisan de condamner indistinctement toute guerre. Il développe ce point au congrès de Stuttgart, et exprime sans nul doute l'avis de la grande majorité des délégués. Il s'oppose aux positions des internationalistes les plus radicaux selon lesquels il n'y a pas de guerre défensive. Il conteste qu'il ne soit pas possible de faire la distinction entre guerre d'agression et guerre de défense. Jaurès rapporte (résume plutôt) les propos de Bebel dans *L'Humanité* du 28 sep-

²¹⁵ August Bebel, congrès de Stuttgart, 1907 compte rendu analytique p. 162.

²¹⁶ Sur ce texte il convient de dire quelques mots. Une première version avait été écrite dans laquelle Kautsky parlait d'une possibilité de « révolution » : « Personne ne sera assez naïf pour prétendre que nous passerons pacifiquement et imperceptiblement de l'État militariste à la démocratie », y dit-il. De telles formules étaient dangereuses car elles pouvaient conduire à des procès que le parti, soucieux de respecter la légalité, voulait éviter à tout prix. La direction du parti – Bebel, surtout – décida donc de mettre la brochure au pilon. Kautsky en appela à la commission de contrôle du parti, qui lui donna raison. Bebel persistant dans son refus. Kautsky finit par se soumettre et modifia son texte, supprimant tous les passages litigieux. Cette affaire semble avoir brisé Kautsky, qui devint dès lors un parfait serviteur de l'appareil du parti. (Les éditions *Anthropos* ont publié en 1969 le *Chemin du pouvoir* avec une présentation et des lettres qui éclairent cette affaire.)

tembre 1907 : « Il serait bien triste que des hommes qui ont fait, pour ainsi dire, de la politique leur profession, fussent incapables de savoir s'il s'agit d'une guerre offensive ou d'une guerre défensive ²¹⁷. »

Et Jaurès commente :

« Bebel proclame que le devoir des socialistes est de participer à la guerre quand ils jugent, eux, qu'elle a pour objet la défense de l'indépendance nationale. Et il déclare qu'il est possible au prolétariat de discerner s'il s'agit vraiment de défendre la patrie ou si le gouvernement a suscité la guerre par une politique offensive, par une politique de ruse, de convoitise ou d'orgueil. Ce jugement, le prolétariat a le droit et le devoir de le formuler. Ce n'est pas l'obéissance muette et passive, ce n'est pas le "patriotisme inconditionnel" que nos patriotes veulent imposer aux prolétaires ²¹⁸. »

Jusqu'au dernier moment, Jaurès a tenté d'éviter la guerre. Son assassinat, quatre jours avant le déclenchement des hostilités, laissa en suspens une question que beaucoup se sont posée : quelle attitude aurait-il adoptée s'il avait vécu ? Ce passage de *L'Humanité* répond peut-être à la question. Ainsi Bebel, approuvé par Jaurès, estime que les socialistes, le prolétariat, ont la capacité de discerner s'il s'agit d'une guerre défensive, et s'ils ont par conséquent le devoir d'y participer. Bebel affirme qu'aujourd'hui il est tout à fait possible de faire la distinction : dès lors, il devient absurde de condamner toute guerre, indistinctement : la guerre menée par un peuple pour se dé-

²¹⁷ Les propos que Bebel a réellement tenus se trouvent dans le compte rendu analytique du congrès : « Je conteste que l'affirmation d'après laquelle il est difficile de dire qu'une guerre a le caractère d'une guerre d'attaque ou de guerre de défense soit exacte. Les situations ont complètement changé. L'homme politique averti aperçoit très bien les causes des catastrophes guerrières et il démêle sans trop de difficulté le fil conducteur du conflit. La politique secrète des cabinets n'existe plus. » (Compte rendu analytique du secrétariat du Bureau socialiste international, Désiré Brismée 1908, p. 118.)

²¹⁸ *L'Humanité*, 28 septembre 1907, n° 1259.

fendre devient légitime. Ce qui est condamnable, c'est la guerre de conquête. C'est ce que reconnaît implicitement la résolution de Stuttgart sur le militarisme, qui affirme vouloir rendre « impossible les guerres agressives ». Sur l'attitude de Jaurès s'il n'avait pas été assassiné, la vraie question est donc de savoir à quel moment il aurait fini par réaliser qu'il s'agissait pour la France d'une guerre de défense.

Dans son article, Jaurès conclut que si le parti socialiste allemand est amené à déclarer que « la patrie allemande » n'est pas « menacée dans son indépendance », que « la guerre n'a donc pas pour objet de la défendre, mais qu'elle procède des pensées mauvaises de ses dirigeants » ; si donc le parti socialiste allemand « fait cette déclaration solennelle au nom des trois millions de prolétaires qui lui ont donné leur confiance, il crée par là même en Allemagne une situation révolutionnaire »²¹⁹. On reste stupéfait par tant de candeur. Dès lors, les socialistes allemands se trouvent devant l'obligation, proclamée par eux à Stuttgart, de « développer toute la force d'action qui est en eux pour prévenir ou pour arrêter la guerre. Et leur action sera d'autant plus efficace que l'iniquité de leur gouvernement apparaîtra mieux. »

L'argumentation de Jaurès devient ici stupéfiante : la « force d'action » des socialistes allemands se mesurera en quelque sorte à l'aune de l'« iniquité » dont fera preuve leur gouvernement, et elle apparaîtra « d'autant mieux que la France marquera plus nettement par une politique constante, sa ferme et loyale volonté de paix ». Autrement dit, plus le gouvernement allemand aura une volonté agressive, plus il faudra faire confiance aux socialistes allemands (et à eux seuls) pour s'y opposer, et plus il faudra que la France donne des preuves de sa volonté de paix. Nous avons déjà suggéré que l'attitude des socia-

²¹⁹ *Ibid.*

listes français avait un relent quelque peu munichois. En voilà encore une manifestation.

Kautsky, lui, semble être sur des positions plus réalistes. Jaurès rapporte les propos qu'il a tenus lors du congrès d'Essen :

« Bebel pense que nous sommes aujourd'hui beaucoup plus en état qu'en 1870 de discerner si une guerre est offensive ou défensive. Je ne voudrais pas prendre sur moi cette responsabilité. Je ne voudrais pas garantir que nous pourrions assurer toujours si le gouvernement nous dupe ou s'il a vraiment pour objet de défendre la nation menacée. (*Très bien.*)²²⁰ »

Kautsky est un des rares à comprendre que la manipulation de l'opinion est une arme décisive entre les mains de l'État, du capital et de la presse. Dans son intervention, rapportée par Jaurès, Kautsky s'interroge même sur l'opportunité de la classe ouvrière à participer à la guerre, même si le pays est attaqué. La question que les socialistes doivent se poser, dit-il, n'est pas de savoir si la guerre est offensive ou non, mais de savoir si « un intérêt prolétarien ou démocratique est en question ». Car une guerre mondiale intéresse toute l'Europe et pas seulement le parti allemand :

« Le gouvernement allemand pourrait un jour démontrer aux prolétaires allemands qu'ils sont attaqués ; le gouvernement français pourrait, de son côté, démontrer la même chose aux prolétaires français, et nous aurions alors une guerre où prolétaires allemands et prolétaires français suivraient leurs gouvernements avec le même enthousiasme, s'égorgeraient et se tueraient réciproquement. C'est contre cela qu'il faut se prémunir, et nous ne nous prémunirons contre ce danger qu'en adoptant, non pas ce critérium, mais le critérium de l'intérêt prolétarien²²¹... »

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ *Ibid.*

En cas de guerre, ajoute Kautsky, la démocratie socialiste allemande ne se dira pas d'abord allemande, puis prolétarienne, « elle dira qu'elle est avant tout un parti prolétarien ».

L'analyse de Kautsky soulève deux points importants : en suggérant que le prolétariat peut être manipulé, il anticipe sur l'extraordinaire propagande belliciste que mettront en œuvre les gouvernements allemand et français, sur le matraquage médiatique sans précédent qui conditionnera les populations en faveur de la guerre. Le niveau de la manipulation trouve une illustration parmi de nombreuses autres dans un article de *l'Intransigeant* du 16 août 1914 : « Les schrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas très dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure. »

Dans son intervention, Kautsky avait cité le cas de la guerre russo-japonaise : les socialistes russes auraient-ils dû soutenir leur gouvernement ? » Assurément non », dit-il. Et Bebel lui fait une réponse dont Jaurès se félicite ; mais ce dernier ne semble pas en avoir compris le sens : « A coup sûr, les Japonais ont été les agresseurs ; nous nous en sommes réjouis, nous leur avons souhaité la victoire, et nous n'avons pas conseillé à nos amis russes de répondre à cette agression par une contre-attaque. » Autrement dit, Bebel se réjouit de l'agression japonaise contre la Russie et se félicite que les socialistes russes n'aient pas réagi. Pourquoi ? En attaquant la Russie, le Japon a affaibli celle-ci, il a fait ce que Bebel aurait souhaité que l'Allemagne fit. Bebel identifie l'Allemagne au Japon dans son rôle d'agresseur de la Russie. Il est d'ailleurs en totale contradiction avec lui-même puisqu'il vient de dire qu'il est possible de distinguer guerre d'agression et guerre de défense, et que les socialistes peuvent participer à une guerre défensive ! Ces propos

illustrent parfaitement que Bebel, et une grande partie des social-démocrates allemands, ne se déterminent en réalité pas par rapport à des principes mais par rapport à une vision de la Realpolitik axée sur les intérêts de l'Allemagne. Le fait que Jaurès n'ait pas compris cela montre l'incroyable naïveté des socialistes français et leur totale inféodation à la vision allemande de la politique européenne.

Les social-démocrates allemands semblent plus enclins à condamner le militarisme que la guerre : ce n'est d'ailleurs pas innocent, puisque la guerre peut avoir une fonction positive, « objectivement ». Le militarisme quant à lui, semble plutôt désigner la tendance inhérente au capitalisme à mener des guerres offensives. Comme les socialistes allemands, Jaurès est persuadé que l'anticipation, par les capitalistes, des conséquences que produirait le déclenchement d'une guerre – la menace d'une révolution – suffira à l'empêcher.

IV. – Illusions des socialistes français

1) Manipulation sur le vote des crédits de guerre en Allemagne

Le parti allemand est un modèle pour le mouvement socialiste international, une référence. Pourtant, le 4 août 1914 le groupe parlementaire social-démocrate vote au Reichstag les crédits de guerre. Les militants ouvriers sont frappés de stupeur. La victoire de l'Allemagne est annoncée comme un progrès. Elle permettra notamment de renverser le régime semi-féodal qui règne en Russie. Car pour les social-démocrates allemands, il s'agit surtout d'une guerre contre la Russie, cette guerre que Marx et Engels avaient passionnément désirée et qu'Engels, à la fin de sa vie, avait fini par craindre.

Lénine pense que la rumeur du ralliement de la direction social-démocrate à l'Union sacrée avec la bourgeoisie est un faux. Pourtant, cela n'a au fond rien de surprenant car les dirigeants socialistes allemands se placent dans la continuité des analyses de Marx et d'Engels qui, au début de la précédente guerre, en 1870, avaient déclaré que la victoire de l'Allemagne sur la France aurait signifié la prépondérance du mouvement ouvrier allemand en Europe. Marx avait vivement critiqué Wilhelm Liebknecht qui s'était abstenu lors du vote des crédits de guerre. Par ailleurs, les fondateurs du « socialisme scientifique » avaient passé leur vie à espérer une guerre contre la Russie, qu'ils dénonçaient comme le centre de la réaction en Europe. Les orientations de la direction du parti social-démocrate en 1914 étaient cohérentes avec la doctrine marxiste. Il conviendrait donc de reconsidérer l'accusation de « trahison » portée contre elle. Qu'elle ait

« trahi » la classe ouvrière ne fait pas de doute ; qu'elle ait « trahi » les principes fondamentaux de Marx et Engels est tout à fait contestable.

Prenant le contre-pied de toutes les résolutions des congrès socialistes internationaux, l'appareil du parti considère désormais que l'Internationale socialiste n'est qu'un instrument « valable en temps de paix » :

« La guerre mondiale divise les socialistes en camps différents et essentiellement en différents camps nationaux. L'Internationale est incapable d'empêcher cela, c'est-à-dire qu'elle n'est pas un instrument efficace en temps de guerre ; l'Internationale est essentiellement un instrument valable en temps de paix ²²². »

Rosa Luxembourgeois commente : « la social-démocratie et les syndicats, dans un mouvement de magnanimité patriotique, ont livré sans combat la classe ouvrière à son ennemi pour toute la durée de la guerre. »

Les dirigeants social-démocrates qui refusent la logique de guerre sont rares. Rosa Luxembourgeois passe une grande partie de la guerre en prison. Karl Liebknecht – le fils de Wilhelm – votera contre les crédits de guerre ; il sera envoyé au front, puis en prison. En août 1914, une minorité du parti social-démocrate avait été contre le vote des crédits de guerre, mais elle se plia à la sacro-sainte discipline de parti ²²³. « Il existait dans le mouvement, écrit Rudolf Rocker, une inclinaison à la servilité qu'aucune abnégation militante ne pouvait justifier. »

Une ambiguïté règne sur le vote des crédits de guerre par les députés social-démocrates allemands. On lit souvent que quatorze députés socialistes (sur 78) se sont opposés au vote. C'est vrai et faux. Ils se sont opposés lors

²²² *Neue Zeit*, numéro 23 du 25 septembre 1914, cité par Rosa Luxembourgeois, *La Crise de la social-démocratie*, 1915.

²²³ Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1, cité par Freddy Gomez, bulletin bibliographique *À Contretemps*.

d'un vote *interne* au parti dans une réunion préparatoire. Le 4 août, au Reichstag, c'est-à-dire au Parlement, ils se sont alignés par discipline à la majorité du parti, *y compris* Liebknecht. Le vote des crédits de guerre a donc été obtenu avec *l'unanimité* des voix socialistes.

Hugo Haase, porte-parole de la fraction social-démocrate au Reichstag, apporta le soutien unanime des social-démocrates au chancelier, à la politique de guerre, à la politique de défense nationale d'un peuple épris de liberté, menacé par le despotisme tsariste. C'est toujours le danger russe qui est mis en avant.

Que certains députés aient voté à contrecœur ne retire rien au fait. Rosa Luxemburg dira : « Le 4 août 1914 la social-démocratie allemande a abdiqué et l'Internationale socialiste s'est effondrée. »

Pendant la soirée du 4 août eut lieu une réunion chez Rosa Luxemburg ; certains militants s'exprimèrent contre la politique de guerre, et Karl Liebknecht prit la tête de cette opposition. La décision fut prise d'organiser une réunion avec les opposants à la guerre : 300 personnes furent convoquées, seule Clara Zetkin répondit favorablement. Au sein du parti, les opposants à la guerre se comptaient sur les doigts d'une main. Même la gauche du parti s'était effondrée, alors qu'au congrès d'Iéna en 1913 elle représentait un tiers du parti.

La répression fut organisée à l'intérieur même du parti : interdiction de toute manifestation ou réunion publique. Les journaux du parti étaient muselés par la double répression de l'État et du Parti.

Un deuxième vote sur les crédits de guerre eut lieu au Reichstag, le 3 décembre ; Liebknecht fut alors le seul député socialiste à voter contre. Un troisième vote eut lieu le 20 mars 1915 : la minorité opposée à la guerre ne prit pas part au vote, mais Liebknecht maintint son opposition, alors rejoint par un second député, Otto Rühle. La classe ouvrière allemande est paralysée, sous le choc. La

trahison de la social-démocratie va déterminer très largement les événements de l'immédiat après-guerre et expliquer les positions que prendront alors les révolutionnaires allemands.

Le refus systématique, avant la guerre, de tout débat sur la grève générale, l'introduction de la notion de « guerre de défense » dans l'appareil conceptuel de la social-démocratie, malgré les avertissements de Kautsky, le souci de préserver à tout prix les « acquis »²²⁴ et l'illusion incroyable que la guerre allait porter les socialistes au pouvoir ont naturellement conduit la direction du PSD à s'engager d'enthousiasme dans la guerre, à voter les crédits de guerre, à décréter la trêve politique tant que la « patrie » serait en danger.

Pendant la guerre, le SPD participa à la répression du mouvement ouvrier allemand. Les organisations du parti se mirent au service de l'État et la presse du parti mena une campagne chauvine et haineuse. Après la guerre, le SPD fit ce qu'il put pour sauver l'empire de la ruine : contre les ouvriers révolutionnaires, il s'allia avec ce qui restait de l'appareil d'État, avec la caste militaire, avec les corps francs qui allaient vite se transformer en SA au service de Hitler.

À la veille de la Première Guerre mondiale, le mouvement syndical allemand a plus de deux millions de membres, le Parti socialiste un million. Une bureaucratie politique et syndicale bien payée gère tout un ensemble d'institutions : immeubles, caisses de secours, coopératives, théâtres, etc. Les permanents ont un niveau de vie qui les apparente à la petite bourgeoisie. Les militants deviennent des gestionnaires, des administrateurs. Les appareils politique et syndical sont aux mains de permanents.

²²⁴ Cf. la lettre d'Engels à Bebel du 13 octobre 1891 dans laquelle il proclame la nécessité de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir ».

En 1912, l'Internationale ouvrière a 3,3 millions d'adhérents mais son influence s'exerce sur 7,3 millions de coopérateurs, 10,8 millions de syndiqués, 11 à 12 millions d'électeurs et les lecteurs de 200 grands quotidiens ²²⁵.

« Le parti devint un État dans l'État. Sa forte représentation au Reichstag, dans les conseils législatifs des vingt-six États allemands fédérés, dans les administrations municipales et jusque dans les conseils ecclésiastiques, les nombreuses institutions qu'il contrôlait dans chaque recoin du pays, sa presse de grande diffusion quotidienne, dont la puissance n'avait de pareille nulle part ailleurs, créaient en permanence une multitude de nouveaux emplois, contribuant à lever une vaste bureaucratie qui, comme toute bureaucratie, tendait à faire obstacle au développement spirituel du mouvement ²²⁶. »

En Allemagne, où la social-démocratie était la plus développée, une confrontation de la social-démocratie allemande avec l'État, en cas de guerre, n'aurait pas permis, selon la formule d'Engels dans une lettre à August Bebel (13 octobre 1891), de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes ». A quoi fait allusion Engels ? Aux élus du Reichstag ? Aux énormes biens immobiliers de la social-démocratie ?

²²⁵ Cf. Kostas Papaioannou, *Les Marxistes*, J'ai lu, 1965.

²²⁶ Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1, cité par Freddy Gomez, bulletin bibliographique *À Contretemps*.

2) La question coloniale

Les États européens avaient constitué un jeu d'alliances qui divisaient l'Europe en deux : la Triple entente regroupait les pays qui avaient des colonies : France, Angleterre et Russie. La Triple alliance regroupait ceux qui n'en avaient pas : Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie. Au sein du mouvement socialiste international, la question de savoir ce qu'il fallait faire en cas de guerre est discutée, mais tout le monde n'est pas d'accord.

Les débats sur le colonialisme touchaient également le mouvement socialiste français. Pour Jaurès, le colonialisme est une œuvre d'enrichissement culturel pour les colonisés – en cela il est fidèle à la tradition social-démocrate. Mais il s'agit aussi de « veiller constamment à ce que les compétitions coloniales des divers peuples ne puissent jamais aboutir entre eux à la guerre. Il faudra pour cela que les socialistes aient le courage, chacun dans sa nation, de blâmer les prétentions excessives »²²⁷. Colonialisme à visage humain : les socialistes de tous les pays devront « demander pour les peuples vaincus ou les races soumises de l'Asie, de l'Amérique, de l'Afrique le traitement le plus humain, le maximum de garanties »²²⁸.

Au sein du parti socialiste français on trouve sur la question coloniale les mêmes clivages que sur les questions de politique générale. Mais en dépit de leurs divergences, les socialistes ne voulaient à aucun prix entrer dans une guerre sur cette question, en particulier avec l'Allemagne. Cela se révélera particulièrement vrai sur la question marocaine. Jaurès, leader du groupe socialiste au Parlement et directeur de *l'Humanité*, pensait qu'une pénétration pacifique au Maroc ferait bénéficier les Marocains de la civilisation française – en quoi il était en parfait accord avec Marx. Les guesdistes étaient opposés aussi bien à l'accord franco-allemand qui permettait à la

²²⁷ *La Petite République*, 17 mai 1896.

²²⁸ *Ibid.*

France de coloniser le Maroc qu'à l'instauration d'un protectorat en 1912. Gustave Hervé, antimilitariste et antipatriote, s'opposait à la colonisation du Maroc. Tous insistaient cependant sur le coût financier et les pertes humaines qui résulteraient de la conquête militaire de ce pays.

Bien plus tard, la SFIO défendra la guerre d'Indochine, mènera la répression à Madagascar et approuvera l'expédition de Suez. C'est également avec le gouvernement du socialiste Guy Mollet que la France entre dans la spirale de la guerre d'Algérie.

Les modérés du parti social-démocrate allemand soutiennent la politique d'expansion coloniale. En 1904 Bernstein, qui faisait partie de l'aile droite du parti, se déclare au congrès d'Amsterdam en faveur d'une « politique coloniale socialiste » ! Si le disciple d'Engels critique les méthodes du colonialisme « bourgeois », il revendique pour l'Allemagne le droit d'avoir, comme les autres puissances, des colonies. En 1907, il prit position, avec la majorité des membres de la commission du congrès de Stuttgart chargée de la question coloniale :

« Je suis partisan de la résolution de la majorité (...) La force croissante du socialisme dans certains pays augmente également la responsabilité de nos groupements. C'est pourquoi nous ne pouvons maintenir notre point de vue purement négatif en matière coloniale... »

Là encore, il y a une parfaite cohérence avec les positions de Marx et d'Engels. Marx se réjouissait de l'occupation de l'Algérie par la France : « Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs²²⁹. » L'occupation britannique de l'Inde y fut la « seule révolution sociale »

²²⁹ Marx, article pour *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

que ce pays eût connue et, quels qu'aient pu être les crimes de la colonisation, « l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution »²³⁰.

L'annexion de la Californie par les Américains fut une excellente chose :

« Et Bakounine reprochera-t-il aux Américains une "guerre de conquête" qui porte, certes, un rude coup à sa théorie fondée sur la "justice et l'humanité" mais qui fut menée purement et simplement dans l'intérêt du progrès de la civilisation ? Ou bien est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? [...] "L'indépendance" de quelques Californiens et Texans espagnols peut en souffrir, la "justice" et autres principes moraux peuvent être violés çà et là, mais qu'est-ce en regard de faits si importants pour l'histoire du monde²³¹ ? »

Etc., *ad nauseam*.

Au congrès international de Stuttgart, Bernstein considère le colonialisme comme un fait accompli et c'est à ce titre qu'il faut, pense-t-il, aborder la question. Il ne fait cependant pas de différence entre colonie de peuplement et colonie d'exploitation. Il écarte toute approche utopiste dont l'aboutissement serait « que l'on rende les États-Unis aux Indiens » – là, c'est d'une colonie de peuplement qu'il parle. Mais aussitôt après, il s'agit d'une autre sorte de colonie : « Les colonies sont là, on doit s'en occuper, et j'estime qu'une certaine tutelle des peuples civilisés sur les peuples non civilisés est une nécessité. » Cependant, « nous devons opposer à la politique coloniale capitaliste la politique coloniale socialiste ». En tout état de cause, une politique coloniale est nécessaire parce

²³⁰ K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in Œuvres, IV, Politique I, Paris Gallimard La Pléiade, pp 719-720.

²³¹ Engels, « Le panslavisme démocratique ».

qu'« une grande partie de notre économie repose sur l'acquisition des produits des colonies, produits dont les indigènes ne font presque rien. Pour toutes ces raisons, nous devons adopter la résolution de la majorité ²³². »

Les interventions de Kautsky à Stuttgart introduisirent une réelle dose de fraîcheur et de bon sens dans les débats. Il s'y oppose à la fois aux thèses social-impérialistes de la droite et à celles du rapporteur de la commission, Van Kol : « D'où vient donc que l'idée d'une politique coloniale socialiste trouve tant de partisans », demande-t-il, « alors qu'il me semble, en réalité, que cette idée est basée sur une contradiction logique ? » Kautsky souligne que le concept de « politique coloniale socialiste » est nouveau et que « l'on n'a pas eu le temps de délibérer sur sa signification réelle ». En fait, il ne remet pas en cause l'idée que « nous » (les socialistes ? les Occidentaux ?) « devons nous rendre auprès des peuplades attardées, afin de nous transformer en éducateurs et en conseillers de ces peuplades primitives », afin qu'elles « parviennent à une culture supérieure » : ce qu'il conteste, « c'est qu'il faille pour cela pratiquer la politique coloniale, qu'il soit nécessaire de conquérir et de dominer. » La politique coloniale, ajoute-t-il, est « contraire à la politique civilisatrice ». En effet, « là où on se montre bienveillant à l'égard des sauvages, ceux-ci acceptent volontiers les instruments et le secours d'une civilisation supérieure. »

« Mais si on vient pour les dominer, pour les opprimer, pour les soumettre, quand ils doivent se mettre sous la tutelle d'un despotisme, même bienveillant, ils perdent toute confiance, ils rejettent alors, avec la domination étrangère, la culture étrangère, et l'on en vient à des combats, à des dévastations. Nous voyons que partout où l'on pratique la politique coloniale, nous n'assistons pas à un relèvement mais à

²³² Cité dans Stuart Schram et Hélène Carrère d'Encausse, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, Armand Colin, 1965. pp. 164-165.

une dépression des peuples ! (...) Si nous voulons agir en civilisateurs sur les peuples primitifs, la première nécessité pour nous, c'est de gagner leur confiance, et cette confiance nous ne la gagnerons que lorsque nous leur aurons donné la liberté ²³³. »

Le point de vue de Kautsky se heurta à Stuttgart à un commentaire grinçant de Van Kol que nous pensons nécessaire de reproduire intégralement :

« Notre ami [il s'agit de Kautsky] est allé encore plus loin, quand il nous a donné son avis sur le développement industriel des colonies. Il nous a conseillé d'envoyer des machines et des instruments de travail en Afrique. C'est là une théorie de livres. Veut-il civiliser ainsi le pays ? Si nous envoyons une machine aux nègres de l'Afrique centrale, savez-vous ce qu'ils feront ? Il est très probable qu'ils exécuteront autour de notre produit européen une danse guerrière (*hilarité*) et il est aussi probable que le nombre de leurs innombrables dieux sera augmenté d'une unité (*nouvelle hilarité*). Peut-être nous demandera-t-il aussi d'y envoyer des Européens sachant conduire les machines. Ce que feront d'eux les indigènes, je ne le sais. Peut-être aussi Kautsky et moi pourrions-nous lier la théorie à la pratique, et pourrions-nous accompagner les machines au continent noir. Mais je suis aussi persuadé que les indigènes ne se contenteront pas de les briser. Il se pourrait même qu'ils nous écorchent, ou bien qu'ils nous mangent, et alors... (*se frottant le ventre*) je crains fort, comme je suis quelque peu plus développé au point de vue corporel que Kautsky, que j'aurais, auprès de mes amis nègres, la préférence. (*Hilarité*). Si nous, Européens, nous allions en Afrique avec nos machines européennes, nous serions les victimes de notre expédition. Nous devons, au contraire, avoir les armes à la main, pour nous défendre éventuellement, même si Kautsky appelle cela de l'impérialisme (*Très bien ! sur quelques bancs*) ²³⁴. »

²³³ *Ibid.*

²³⁴ Cité dans : Cité dans Stuart Schram et Hélène Carrère d'Encausse, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, Armand Colin, 1965. pp. 168-169. Henri Hubert van Kol (1852-1925) rejoignit la section hollandaise de la Première Internationale lorsqu'il était étudiant. Il travailla comme ingé-

Outre le soutien de Bernstein, van Kol eut celui de l'Anglais MacDonald et du Français Rouanet. Le projet fut repoussé de justesse par 127 voix contre 108 et 10 abstentions, grâce à l'opposition de la délégation russe menée par Lénine, mais la résolution qui fut votée ne rejetait pas le colonialisme par principe. Karl Kautsky considère que le colonialisme développe le capitalisme dans les pays dominés, donc aussi le prolétariat. Sa position ne va pas jusqu'à soutenir les colonies : il considère qu'on doit s'opposer à l'établissement de colonies, mais lorsqu'elles existent il faut se battre pour améliorer le sort des indigènes²³⁵. Le congrès de Stuttgart adopta cette résolution sur le colonialisme, adoptée ensuite à l'unanimité par la conférence du parti d'Essen, qui suivit le congrès de Stuttgart :

« Considérant que le socialisme développera les forces productives dans le monde et qu'il élèvera les peuples au plus haut niveau culturel, le congrès ne rejette pas toute politique coloniale par principe parce qu'elle pourrait avoir un effet civilisateur sous le socialisme. »

C'était là une résolution en parfaite concordance avec les thèses de Marx et Engels. Curieux raisonnement, qui ne s'oppose pas au colonialisme sous le régime capitaliste parce qu'il pourrait avoir un effet bénéfique sous le socialisme...

nieur dans les Indes néerlandaises de 1876 à 1894, avec des interruptions. Il fut, avec P. Troelstra, l'un des fondateurs du Parti social-démocrate des ouvriers (SDAP). Il fut député du parti de 1897 à 1909 et de 1913 à 1924. Selon lui, le capitalisme avait une mission civilisatrice dans les colonies. Lénine s'opposa féroce­ment à lui.

²³⁵ Cf. Karl Kautsky, *Le socialisme et la question coloniale* (écrit en 1907 après la congrès de Stuttgart).

3) « Il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire. »

Il n'est pas inintéressant de prendre connaissance de la manière dont les social-démocrates allemands ont été, selon Liebknecht, conduits à voter ces crédits de guerre en 1914. Au représentant américain d'une organisation caritative²³⁶, le dirigeant allemand expliqua que lorsque la guerre éclata, des douzaines de meetings de protestation eurent lieu à Berlin ; le *Vorwärts* publia des éditoriaux extrêmement sévères ; il y eut des manifestations contre la guerre : puis, dit-il, « il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire ». Pour mémoire, aux élections de 1912, la social-démocratie recueillit 4 250 400 voix sur les 12 207 600 votes validés.

A son interlocuteur, qui lui demande pourquoi les social-démocrates n'ont rien pu faire, Liebknecht répond :

« Vous ne comprenez pas la puissance de la censure [...] Vous les Américains ne pouvez comprendre l'effroyable pouvoir des militaires. En un jour, en une heure, nous étions coupés de tout. Chaque homme devenait comme une cellule séparée du corps politique. Chaque homme se trouvait isolé avec ses propres pensées, ou alors il était noyé dans le flot des idées de guerre. Du moment où la censure est tombée, il n'y eut plus aucun échange d'idées. Chaque homme pensant en Allemagne était devenu mentalement prisonnier²³⁷. »

Lorsque l'Américain demande à Liebknecht les raisons de cette guerre, celui-ci répond : « C'est une guerre de conquête. Quelles que soient ses causes, nous savons que le gouvernement impérial entend faire une guerre de conquête. Il y a de riches mines en France et en Belgique.

²³⁶ Cf. *War Bread. A personal narrative of the war and relief in Belgium*, Edward Eyre Hunt, American delegate of the commission for relief in Belgium in charge of the province of Atwerp. New York, Henry Holt and Company, 1916.

²³⁷ *Ibid.*

Elles ne seront jamais rendues ²³⁸. » [Je souligne.]

Liebknecht explique alors à son interlocuteur comment les crédits de guerre furent votés :

« Le Chancelier de l'Empire envoya un ultimatum à la Belgique le 2 août 1914. Le Reichstag [*Parlement*] n'en fut informé que le 5 août. Le budget de guerre fut présenté le 4 août et voté le 5 août avec le soutien de tous les socialistes sauf quinze. Ce fut une duplicité abominable de la part du gouvernement. Ces quinze social-démocrates qui votèrent contre les crédits de guerre furent les seuls vrais révolutionnaires. Ils n'étaient pas pour la réconciliation avec le capitalisme mais pour la lutte. Mais ils étaient impuissants. La presse mentait et enflammait le peuple contre nos ennemis – contre les Russes, les Français, les Belges et les Anglais ²³⁹. »

Liebknecht ajoute que les socialistes pensaient réellement que l'Allemagne ne pouvait pas être responsable de cette catastrophe. Et il donne une précision extrêmement intéressante : « Le tsarisme était réellement la raison pour laquelle la guerre éclata, et c'est sur cette base que le bloc social-démocrate vota les crédits de guerre le 5 août. Personne ne comprenait la situation. Les socialistes avaient perdu leur presse d'un seul coup, car la censure était absolue, aussi étaient-ils comme des moutons sans berger »... *Vorwärts*, le quotidien socialiste, ne peut paraître qu'avec l'assurance qu'il ne parlera pas de lutte des classes, précise Liebknecht ²⁴⁰.

Les socialistes allemands croyaient qu'ils votaient la guerre contre la Russie ! Des propos de Liebknecht, on comprend que les social-démocrates ne s'attendaient pas à la guerre et qu'ils ont commencé à réagir au dernier moment par des meetings, des manifestations, mais il ne fut pas question de grève générale – ce qui n'est pas surpre-

²³⁸ *Op. cit.* p. 61.

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 63.

nant puisque dans tous les congrès internationaux qui ont précédé la guerre, les socialistes allemands ont tout fait pour esquiver cette question. Kautsky dira d'ailleurs à l'Américain, le même jour, que les socialistes savaient depuis longtemps qu'ils seraient impuissants en cas de guerre :

« Les socialistes français pensaient qu'ils pourraient arrêter la guerre. Ils parlaient de grève générale et d'immenses mouvements pour la paix. Nous, socialistes allemands, savions bien que cela ne servirait à rien ²⁴¹. »

Nous fîmes de notre mieux pour empêcher la guerre, précise-t-il, en mentionnant les manifestations lors de la déclaration de guerre contre la Russie. « Mais nous fûmes impuissants dès l'instant où la loi martiale fut proclamée. Maintenant, nous ne pouvons rien faire. *Vorwärts* a été suspendu. Nous n'avons pas de presse, pas de forum. Nous sommes cœur et âme contre la guerre de conquête, mais nous ne pouvons même pas protester contre l'annexion de la Belgique. »

L'argument d'une « guerre défensive » de l'Allemagne est clairement écarté par Liebknecht : l'Allemagne entend faire des conquêtes territoriales en Belgique et dans le Nord de la France pour le charbon : ces territoires, dit-il, ne seront *jamais rendus*. L'intérêt des propos de Liebknecht réside surtout dans l'explication de la manière dont les social-démocrates se sont fait manipuler sur la question de l'occupation de la Belgique. Le budget de guerre est proposé au vote *après* l'ultimatum envoyé à la Belgique – dont le Parlement allemand n'a pas connaissance. Et surtout, les députés socialistes avaient l'impression qu'on leur faisait voter la guerre contre la Russie, ce qui pour eux ne semblait pas choquant. On est dans la droite ligne de la russophobie traditionnelle de la gauche allemande depuis les positions développées par

²⁴¹ *Ibid.*

Marx et Engels en 1848.

Le dirigeant du mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe se plaint de la « duplicité » de son gouvernement – ce qui dénote une *incroyable* naïveté – et déplore que les socialistes soient maintenant sans berger. D'ailleurs, l'interviewer américain fait remarquer à Liebkecht que les socialistes ont raté l'occasion d'empêcher la guerre et qu'il ne comprend pas leur attitude en tant que parti. Liebkecht réplique :

« Vous pensez que nous sommes des couards. Eh bien ! peut-être l'avons-nous été. Rappelez-vous que les social-démocrates allemands possèdent des propriétés pour une valeur de vingt millions de marks. Ils possèdent des imprimeries et des immeubles et des théâtres, etc. Vous savez, la propriété rend les gens prudents. Peut-être nos possessions nous ont-elles rendus conservateurs. Peut-être les socialistes allemands n'osent-ils pas tout risquer ²⁴². »

Ce propos éclaire la remarque que fit Engels dans sa lettre à Bebel du 13 octobre 1891 sur la nécessité de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes ». Kautsky, de son côté, précisa à ce même interviewer américain : « Il y a deux millions de socialistes à l'armée. Ce qui signifie que la moitié de nos membres sont partis ²⁴³. » Autrement dit, avec deux millions de soldats, le parti social-démocrate n'a pas pu empêcher la guerre. Pas une seule consigne de déposer les fusils, de bloquer les trains, les communications – toutes questions qui ont été évoquées au congrès des Bourses du travail tenu à Paris en 1893. Kautsky ajoute :

²⁴² *Ibid.*, p. 64

²⁴³ Kautsky exagère grandement les effectifs du parti socialiste. Peut-être compte-t-il également les effectifs des syndicats dans son évaluation.

« Aucun socialiste en Allemagne ne sait ce que cette moitié de notre parti pense, aucun socialiste ne peut être sûr de ce que ces deux millions pensent de cette guerre. Nous ne pouvons pas leur parler, nous ne pouvons même pas leur envoyer de courrier par la poste militaire. Ils sont coupés, isolés, chacun d'entre eux. Peut-être peuvent-ils parler entre eux par groupes de deux ou trois, mais chaque homme pense seul. A quoi pensent-ils ? C'est la grande question à laquelle les socialistes allemands doivent répondre. »

L'Américain qui menait cette interview raconte qu'il devenait « de plus en plus irrité » : « L'atmosphère de prudence et d'inaction ne me semblait pas digne d'un homme qui se disait socialiste et internationaliste. » Quatre millions de socialistes, dont deux millions de civils et deux millions de militaires isolés les uns des autres, se parlant « par groupes de deux ou trois », dont on ne sait pas à quoi ils pensent. A quoi servait-il donc d'avoir un parti aussi puissant si rien n'avait été prévu pour faire passer des consignes ? Mais il est vrai que la direction du parti n'avait *précisément* pas prévu de consignes parce qu'elle avait écarté toute éventualité d'une initiative contre la guerre. Tout se passe comme si la politique militaire du gouvernement allemand était quelque chose d'inattendu, que la direction du parti socialiste n'avait jamais perçu les signes qui conduisaient inévitablement à une guerre. Kautsky semble même ignorer que dès 1913 son parti avait voté un impôt de guerre supplémentaire d'un milliard et demi de marks... dont le *Berliner Tageblatt* du 1^{er} avril 1913 avait dit qu'il équivalait « à proprement parler la mobilisation en temps de paix ».

Les derniers propos de Kautsky sont pathétiques. Vous êtes un « outsider », dit-il à l'Américain. Pendant des années nous avons vécu sous des lois qui « empêchent que nous nous réunissions, que nous lisions ou même que nous pensions. Nous avons appris comment

transmettre secrètement les informations aux uns et aux autres. Les socialistes intelligents ne se laissent pas abuser par le silence de *Vorwärts*. Certains sont troublés, sans doute, mais pas tous, et *Vorwärts* fera tout ce qu'il peut. Nous avons appris à lire entre les lignes. » Nous avons donc un parti de quatre millions de membres avec quelques socialistes intelligents qui savent lire entre les lignes de leur presse, et dont le journal a pris l'engagement, pour pouvoir continuer de paraître, de ne pas parler de lutte des classes...

L'entrevue avec Liebknecht et celle avec Kautsky, à laquelle participait Bernstein, eut un curieux destin. Elle fut publiée par le journal américain *Outlook* du 26 janvier 1916. Les deux interviews furent ensuite publiées le 17 février 1916 par *La Bataille*²⁴⁴, le quotidien syndicaliste de Paris²⁴⁵. Le 2 mars, *La Bataille* annonce que Bernstein et Kautsky (mais pas Liebknecht, apparemment) avaient catégoriquement démenti, dans *Vorwärts*, avoir tenu de tels propos, niant même l'existence de l'interview. Kropotkine mentionne cette interview dans une lettre du 5 février 1916 à J. Guérin : « Et je cite cette entrevue du journal *l'Outlook* avec Liebknecht, Kautsky, Bernstein qui disent tous les trois : Nous n'y pouvons rien. La grande presse habitue la nation à l'idée de l'annexion de la Belgique. Nous ne pouvons même pas protester²⁴⁶. »

²⁴⁴ Ne pas confondre avec *La Bataille syndicaliste*, fondée en 1911 et qui cessa de paraître en 1915.

²⁴⁵ En 1911 fut créé par des militants syndicalistes révolutionnaires de la CGT un quotidien, *La Bataille syndicaliste*, à l'initiative notamment de Griffuelhes et Monatte, avec une solide équipe de rédacteurs. Le premier numéro parut le 27 avril 1911. Devant les difficultés financières, Griffuelhes se retira, suivi peu après de Monatte, qui s'occupait par ailleurs de *La Vie ouvrière*, qu'il avait fondée. Le journal cessa de paraître le 25 octobre 1915. Le 3 novembre de cette même année paraît *La Bataille*, avec une orientation et une équipe rédactionnelle totalement différentes. Le journal cesse de paraître en décembre 1920.

²⁴⁶ *Les Temps Nouveaux*, 1^{er} mai 1915.

Michael Confino écrit que les déclarations de Kautsky, Bernstein et Liebknecht avaient été mentionnées dans le texte préliminaire du « Manifeste des Seize » afin de « renforcer la critique contre le parti social-démocrate allemand »²⁴⁷, mais après les démentis énergiques des trois hommes, « Kropotkine estima qu'on ne pouvait se fonder sur ce texte et demanda à ses camarades d'en omettre toute référence dans le *Manifeste* »

Le 12 mars 1916, *La Bataille* remet ça et cite l'organe socialiste du Brunswick, *Volksfreund*, qui publia une lettre de Liebknecht niant lui aussi avoir accordé une interview et affirmant, lui aussi, que *Outlook* lui fait dire le contraire de ce qu'il pense. *La Bataille* avait succédé à *La Bataille syndicaliste* à partir de novembre 1915. Son orientation était tout autre : le journal était entièrement contrôlé par des partisans de l'Entente. Les militants syndicalistes qui avaient contribué à *La Bataille syndicaliste* : Rosmer, Merrheim, Monatte, Griffuelhes, Yvetot etc., ont disparu.

C'est, rappelons-le, *La Bataille* qui publia le « Manifeste des Seize » dans son numéro 133, le 14 mars 1916. C'est donc à ce moment-là que le journal publie les interviews des trois dirigeants socialistes allemands. Kropotkine faisait partie de son comité de rédaction, ainsi que d'autres signataires du « Manifeste des Seize », dont Cornelissen et Malato. Or le journal *Outlook* de New York vérifia les affirmations de *La Bataille* et ne trouva pas les dénégations de Bernstein et de Kautsky qui auraient été publiées par *Vorwärts*. A-t-on affaire à une tentative d'intoxx de la part des militants qui soutiennent l'Entente ? La question mériterait d'être approfondie.

L'humanitaire américain considère comme un « profond mystère » le silence des socialistes alors même que la social-démocratie avait combattu le militarisme prus-

²⁴⁷ *Anarchistes en exil, Correspondance inédite de Pierre Kropotkine à Marie Goldsmith 1897-1917*, Institut d'études slaves, p. 505.

sien pendant des années. Chaque élection amenait un accroissement de la force du parti, malgré les lois iniques dirigées contre le mouvement ouvrier, malgré le « Code socialiste » qui empêchait le développement du mouvement en réprimant sa presse et ses manifestations publiques. « Lorsque la guerre éclata, dit l'auteur, les socialistes allemands avaient cent douze députés au Reichstag, tous, comme leurs frères socialistes du monde entier, dévoués à la paix. » On est en droit de se demander quel impact aurait eu sur le mouvement ouvrier allemand le refus des crédits de guerre de 112 députés socialistes.

Lorsque le 1^{er} août 1914 les socialistes furent appelés sous les drapeaux, il n'y eut pas une voix discordante. Le 4 août le bloc socialiste du Reichstag vota le budget de guerre, et alla jusqu'à répondre au toast : « Longue vie à sa majesté le Kaiser, au peuple et à la mère patrie ²⁴⁸ ! » L'Américain ajoute que huit jours après la mobilisation, l'« Union impériale de combat contre les social-démocrates », une puissante organisation répandue dans tout le pays, qui se consacrait à une lutte impitoyable contre le socialisme, se dissout au motif qu'il n'y avait plus de socialistes à combattre ! L'organisation remit tous ses biens à la Croix-Rouge... Le *Vorwärts* qui, avant la guerre, avait toujours été interdit de vente dans les espaces publics tels que les gares, les métros, les hôtels, trônait maintenant à côté du *Berliner Lokal Anzeiger*, l'organe du gouvernement.

4) Au crédit de Liebknecht

Il faut dire, au crédit de Liebknecht, que son attitude changea radicalement à partir de 1916. Le mouvement d'opposition prit un peu de consistance avec la publication, à l'initiative de Rosa Luxembourg et de Franz Meh-

²⁴⁸ Hugo Haase, le chef du groupe parlementaire socialiste au Reichstag, déclara : « Nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger. »

ring, d'une revue, *Die Internationale*, qui ne vécut que trois numéros. Le groupe tint sa première conférence le 1^{er} janvier 1916 et décida la publication clandestine de *Lettres politiques* signées du nom de « Spartakus ». Karl Liebknecht avait été exclu du parti en janvier 1916.

Le 15 janvier 1916, par un vote de 60 contre 25, il fut exclu du parti pour infraction à la discipline. Cette mesure fut prise parce qu'il avait « grandement embarrassé le gouvernement avec ses questions deux jours auparavant au Reichstag ». Liebknecht raconta à un journaliste américain, Franck Bohm, que ses anciens camarades désormais l'insultaient lorsqu'ils le croisaient dans la rue. Le 22 mars 1916, il tenta d'attaquer au Reichstag la politique du gouvernement en matière de guerre sous-marine, mais il en fut empêché ²⁴⁹.

Le premier mai 1916, en présence d'une foule d'ouvriers rassemblés sur la Potsdamerplatz de Berlin, il prend la parole en uniforme et s'écrie : « L'ennemi principal est dans notre propre pays », ce qui entraîna son arrestation et sa condamnation à deux ans de prison.

A partir de 1916, l'opposition à l'union sacrée s'accroît ; des mouvements de grève apparaissent et semblent s'étendre, ainsi que les mutineries, en Allemagne comme en France. Cela ne semble pas impressionner Kropotkine qui, dans une lettre du 5 février 1916 à J. Guérin, commente : « Les rixes concernant les vivres ? Il y en a toujours eu pendant toutes les guerres, sans en influencer la durée. »

La minorité opposée à la guerre est exclue du parti social-démocrate à la fin de 1916. Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Franz Mehring et Clara Zetkin créent le 1^{er} janvier 1916 la Ligue Spartacus.

L'USPD (ou SPD « indépendant ») est fondé en avril 1917 par des exclus du SPD opposés à la guerre. L'une des principales figures en est Karl Kautsky qui, à partir de

²⁴⁹ « Liebknecht's Part in Kaiser's Fall », Franck Bohm, *NY Times*, 17 nov. 1918.

juin 1915, avait dénoncé les objectifs annexionnistes du gouvernement. Les Spartakistes en sont membres, mais conservent leurs propres orientations politiques. L'USPD comptera, selon les périodes, de 100 000 à 700 000 adhérents. Les vagues de grèves d'avril 1917, une mutinerie de marins à Kiel, les grèves de janvier 1918 avaient suscité à Berlin l'apparition d'un phénomène nouveau, les *Revolutionäre Obleute* – délégués révolutionnaires. Il s'agissait d'un regroupement de délégués syndicalistes de base qui avaient rompu avec les appareils syndicaux. C'était une structure souple, un état-major informel de délégués d'usines. Ils joueront un grand rôle jusqu'en 1919.

« ... Les Délégués révolutionnaires des grandes usines de Berlin, un groupe d'une centaine d'hommes, avec un noyau d'une douzaine de responsables ; de vrais ouvriers, expérimentés, des cadres qui avaient fait leurs preuves. A l'inverse de Liebknecht, ils n'étaient pas connus hors de leur milieu mais ils avaient une organisation, celle des ouvriers de leurs usines (...) Ce groupe s'était constitué au cours de la grande grève de l'hiver précédent. Ses membres en avaient été les véritables dirigeants. Après la grève, ils étaient restés secrètement en contact ; depuis quelques semaines, ils préparaient la révolution ; et le 4 novembre, ignorant tout du raz-de-marée qui prenait naissance à Kiel, ils avaient décidé de renverser le pouvoir à Berlin le 11. Ils s'étaient procurés des armes, les avaient distribuées et avaient préparé un coup de main sur les centres du pouvoir. La suite des événements leur avait quelque peu échappé, mais ils n'avaient pas l'intention de se laisser submerger (...) Ce n'étaient pas de grands théoriciens ni faiseurs de programmes, mais ils avaient l'esprit pratique. Ils virent clairement ce qu'il fallait faire : donner aux masses une direction compétente, mettre à leur tête un organe capable de faire de la politique, un gouvernement révolutionnaire qui balaierait Ebert et les partisans²⁵⁰. »

²⁵⁰ Sebastian Haffner, *Allemagne 18, une révolution trahie*, Éditions Complexe, pp. 84-85.

En novembre 1918 une révolution renverse l'Empire allemand et porte au pouvoir le SPD ²⁵¹. Le 29 septembre 1891, Engels avait écrit à Bebel une lettre prophétique dans laquelle il déclarait :

« Une chose me semble certaine : si nous sommes battus, toute barrière contre le chauvinisme et une guerre de revanche en Europe sera abattue pour des années. Si nous sommes victorieux, notre parti accédera au pouvoir. La victoire de l'Allemagne est par conséquent la victoire de la révolution, et si on en vient à la guerre, nous devons non seulement désirer la victoire mais l'encourager par tous les moyens. »

Il est difficile d'imaginer quelle est la structure mentale de celui qui est capable de penser que la victoire *militaire* de l'Allemagne puisse signifier la victoire de la révolution *sociale*. Il ne vient pas à l'idée d'Engels que cela signifierait un renforcement inouï du pouvoir politique de la bourgeoisie et une défaite de la révolution.

Il est évidemment peu probable que Kropotkine ait connu les termes de cette lettre et le détail des prises de position des dirigeants socialistes allemands. Mais il connaissait suffisamment ces hommes pour se faire une opinion.

5) Lénine et l'internationalisme proclamatif

Le clivage ne se trouve en réalité pas entre ceux qui défendent des positions internationalistes de principe et ceux qui pensent qu'il faut vaincre l'Allemagne pour défendre la « civilisation », mais entre ceux qui savent qu'ils ne peuvent pas influencer sur les événements et ceux qui croient qu'ils le peuvent. C'est en quelque sorte un clivage entre réalistes et idéalistes. Nous avons suggéré que lorsqu'on sait ne pas pouvoir influencer sur les événe-

²⁵¹ Cf. René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, éditions du Monde libertaire, 2009.

ments, il est préférable de s'en tenir aux positions de principe et c'est sans doute ce que Kropotkine aurait dû faire.

Lénine s'en prend violemment à ceux qu'il appelle les « jusqu'au-boutistes » :

« Dans leur masse, les partisans du jusqu'au-boutisme considèrent la chose sans malice, en invoquant le sens commun : “Je ne veux pas d'annexions, l'Allemand me ‘tombe dessus’ ; je défends donc une cause juste et pas du tout des intérêts impérialistes”. »

Les « jusqu'au-boutistes » ignorent « qu'il existe un lien entre la guerre, d'une part, les intérêts du capital et le réseau bancaire international, de l'autre ». Dans son texte de 1912 sur la guerre, Kropotkine est loin d'ignorer le rôle du capitalisme, des banques dans le déclenchement des guerres. Or cet aspect de l'analyse a disparu dans le « Manifeste des Seize ».

Le point de vue de Lénine est à cheval entre réalisme et idéalisme : son analyse est beaucoup plus proche du « Manifeste des Seize » et du point de vue de Kropotkine qu'on pourrait le croire. Le vieux révolutionnaire s'était opposé à un arrêt de la guerre immédiat parce qu'il pensait que discuter de la paix alors que l'Allemagne occupe d'immenses territoires à l'ouest comme à l'Est reviendrait à la mettre en position favorable dans une négociation.

Or Lénine dit la même chose :

« On ne peut pas terminer la guerre “quand on le veut”. On ne peut pas la terminer sur la décision d'une seule des parties. On ne peut pas la terminer “en mettant la crosse en l'air”, pour employer l'expression d'un soldat jusqu'au-boutiste²⁵². »

Kropotkine aurait pu être tout à fait d'accord avec ce

²⁵² Lénine, *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* (« Comment peut-on terminer la guerre ? »), 1917.

constat : on n'a pas pu empêcher la guerre ; on ne peut pas non plus l'arrêter sur un claquement de doigts. Ça, c'est un constat, que cela plaise ou non. Pas plus que Kropotkine, Lénine ne croit possible de « terminer la guerre par une "entente" entre socialistes de divers pays » ; les « innombrables résolutions, appels et manifestes » ne sont, écrit-il que des « souhaits inconsistants, naïfs, bien intentionnés de petits bourgeois ». Lénine raille les « appels platoniques aux ouvriers de tous les pays », les « vaines protestations d'attachement à l'internationalisme ». Il dénonce le « remue-ménage autour de congrès socialistes *en vue* d'une campagne pour la paix, etc.²⁵³ »

Lors de la conférence de Zimmerwald, les bolcheviks ne partageaient pas le point de vue majoritaire, qu'ils qualifiaient de « centriste ». Dès lors, ils se déplacèrent vers le registre « proclamatif ». Ils proposèrent des résolutions qui condamnaient la guerre impérialiste, dénonçaient la trahison des « social-chauvins » et insistèrent sur la nécessité de « lutter énergiquement contre la guerre ». Mais que signifie « lutter énergiquement contre la guerre » lorsqu'on ne dispose d'aucun moyen pour l'arrêter ? Il reste alors les « appels platoniques » que Lénine lui-même dénonce. Les résolutions des bolcheviks furent rejetées par la majorité « centriste » qui ne voulait pas aller aussi loin. Les bolcheviks, qu'on appellera « la gauche de Zimmerwald », votèrent néanmoins le manifeste final de la conférence car quelques-unes des thèses qu'ils défendaient y avaient été incluses, tout en soulignant dans un document à part le manque de fermeté du manifeste. Ils rédigèrent donc leur propre manifeste, afin de se distinguer des « centristes ». On y lit dans la conclusion :

« La guerre impérialiste inaugure l'ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l'époque actuelle mettent à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à

²⁵³ Lénine, « La situation dans l'Internationale Socialiste. »

aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme. »

A part bien entendu l'idée de « conquête du pouvoir politique par le prolétariat », le texte de la « gauche de Zimmerwald » reprend en somme le même contenu que celui de « L'Internationale anarchiste et la guerre » publié *sept mois plus tôt*. Il est donc pour le moins curieux que ce manifeste anarchiste, infiniment plus représentatif du mouvement libertaire, ait pu être à ce point occulté par le « Manifeste des Seize » signé par quelques militants. C'est incontestablement la présence d'une personnalité comme Kropotkine parmi les signataires qui est en grande partie responsable de cette occultation.

Les bolcheviks ne pouvant de toute évidence pas arrêter la guerre – pas plus que les signataires du « Manifeste des Seize » n'avaient pu en accélérer le dévouement – s'en tinrent au registre proclamatif parce qu'ils ne pouvaient rien faire d'autre ; mais ils se ménageaient ainsi l'avenir puisque, après la guerre, ils apparurent comme les seuls à s'y être réellement opposés.

C'est ainsi que contre le « marais de Zimmerwald », Lénine propose de constituer une nouvelle Internationale : « C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une nouvelle Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne ²⁵⁴. » Les véritables internationalistes, re-

²⁵⁴ Lénine, « Les tâches du prolétariat dans notre révolution : L'Internationale de Zimmerwald a fait faillite. Il faut fonder la III^e Internationale »

connaît-il, sont peu nombreux. Mais « ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de "proclamer" l'internationalisme ; c'est de savoir être, même aux moments les plus difficiles, de véritables internationalistes ²⁵⁵. »

Lénine avait compris que la seule chose à faire était de s'en tenir à des proclamations de principe pour pouvoir « capitaliser » les bénéfiques politiques de l'internationalisme après la guerre. Les bolcheviks se mettaient en position de capitaliser ces bénéfiques que les Allemands gagnent la guerre ou qu'ils la perdent.

Là encore, que signifie « être de véritables internationalistes » ? Il est clair qu'à ce moment-là, être « de véritables internationalistes » n'implique aucunement d'être capables d'influer sur les événements. En effet, Lénine précise que « tant que dure la guerre impérialiste, les relations internationales restent comprimées dans l'étau de fer de la dictature militaire exercée par la bourgeoisie impérialiste » ²⁵⁶. Et le dirigeant bolchevik cite de nombreux exemples de répression contre les militants internationalistes dans l'Europe entière. La marge d'action se trouve donc pratiquement nulle : « Tant que dure la guerre impérialiste », cela signifie attendre que la guerre prenne fin.

De ce point de vue, Lénine est parfaitement pragmatique : on ne peut rien faire. Et comme il ne faut rien attendre des conférences socialistes, il faut fonder la nouvelle Internationale. Avec qui ? « Des centaines de socialistes emprisonnés en Allemagne et en Angleterre » ; les milliers d'ouvriers allemands en grève qui « prendront connaissance, dans des feuilles *illégal*es, de notre décision » ; avec Karl Liebknecht, en qui Lénine a confiance : tout cela les « confirmera dans leur internationalisme

tionale. »

²⁵⁵ *Ibid.*

²⁵⁶ *Ibid.*

révolutionnaire ». La fondation de la Troisième Internationale se trouve donc – pour l’instant – dans le registre proclamatif, voire symbolique car sa « base sociale » est constituée de quelques centaines de militants qui sont en prison, de quelques milliers d’ouvriers qui lisent furtivement des feuilles illégales – et de Liebknecht (mais pas Rosa Luxembourg...). L’action, dans un contexte où Lénine dit explicitement qu’on ne peut rien faire, est de *proclamer* la naissance de la III^e Internationale sans que personne y soit effectivement organisé, et de maintenir les principes.

Lénine distingue au sein du mouvement socialiste trois courants dans leur relation à la guerre :

1) Les « social-chauvins, socialistes en paroles, chauvins en fait » qui entendent défendre la patrie. Ces socialistes-là sont des « adversaires de classe » passés à la bourgeoisie. Il ne fait pas de doute que Kropotkine en fasse partie.

2) Le « centre », qui hésite entre les social-chauvins et les internationalistes. Les socialistes du « centre » se disent marxistes, internationalistes, sont favorables à la paix, veulent obliger leurs gouvernements à « manifester la volonté de paix du peuple », soutiennent

« toutes les campagnes possibles et imaginables en faveur de la paix, pour la paix sans annexions, etc., etc., *et pour la paix avec les social-chauvins*. Le “centre” est pour l’“unité”, le centre est l’adversaire de la scission²⁵⁷. »

Ce que Lénine leur reproche le plus est sans doute de ne pas vouloir rompre avec les « social-chauvins ». Eux aussi sont des « adversaires de classe » et leur principal leader est Karl Kautsky.

²⁵⁷ *Ibid.*

3) La troisième tendance, celle des internationalistes, est représentée par « la gauche de Zimmerwald » qui entend rompre avec le « social-chauvinisme » et le « centre », lutter contre son propre gouvernement et sa propre bourgeoisie impérialistes.

Conclusion : « Il n'est d'autre issue que la révolution prolétarienne. »

Lorsqu'il écrit *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, Lénine ne peut évidemment imaginer que les événements lui donneront finalement raison... Ce texte parut en septembre 1917. En octobre, le parti bolchevik prend le pouvoir et le parti se trouve en position de passer aux travaux pratiques en matière d'internationalisme prolétarien.

Et c'est là que tout bascule...

6) Realpolitik internationale

En octobre 1915, Lénine écrivait qu'en cas de victoire de la révolution en Russie, le gouvernement prolétarien offrirait la paix à tous les belligérants à condition qu'ils libèrent les peuples colonisés. En cas de refus, il faudrait entreprendre une guerre révolutionnaire et appeler à la révolte le prolétariat d'Europe et les peuples opprimés d'Asie. A son arrivée en Russie en mars 1917, il n'a pas changé d'analyse. A la conférence du parti bolchevik de mai 1917 il « renouvelle les protestations contre les basses calomnies que les capitalistes répandent sur notre parti en l'accusant de préconiser la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne ». La première rédaction du texte reprenait les idées de Lénine d'octobre 1915 sur la guerre révolutionnaire si les puissances occidentales refusaient l'offre de « paix démocratique » mais, dans le texte final, ce passage a curieusement disparu.

Pendant plusieurs mois, les bolcheviks continuent de prêcher « pas de paix séparée, une paix juste et démocratique » – ce qui implicitement signifiait la continuation de la guerre, puisque les alliés de la Russie tsariste continuaient de se battre... Cependant, les millions de paysans en armes étaient peu sensibles aux appels à la guerre révolutionnaire. La chair à canon du front n'envisageait pas avec enthousiasme la guerre révolutionnaire préconisée par les stratèges révolutionnaires de l'arrière.

Les négociations avec l'Allemagne commencent *aus-sitôt après la prise du pouvoir*. Lénine déclare au soviet de Petrograd, le 25 octobre 1917 : « Le nouveau régime fera tout son possible mais nous n'affirmons pas que l'on puisse mettre fin à la guerre simplement en piquant les baïonnettes dans la terre (...) Nous ne précisons pas si nous concluons la paix aujourd'hui ou demain. » Ce passage fut omis dans le compte rendu des journaux bolcheviks. Dans l'optique du parti bolchevik, les proclamations révolutionnaires s'adressent aux gouvernements mais surtout aux peuples des nations belligérantes. D'une part on appelle explicitement les peuples à se soulever contre leurs gouvernements, de l'autre on demande à s'asseoir avec l'un d'entre eux autour de la table des négociations.

Au sein du parti, Lénine est isolé. En effet, personne ne croit à la possibilité d'une victoire révolutionnaire en Russie sans l'extension de la révolution au reste de l'Europe. Les militants avaient tous en tête les appels de Lénine sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Face à cet enjeu, la révolution en Russie même n'avait que peu d'importance. Pour la plupart des dirigeants bolcheviks, signer une paix avec les impérialistes allemands correspondait à l'abandon du mot d'ordre de guerre révolutionnaire et à une *trahison du prolétariat allemand*. Signer une paix séparée avec l'Allemagne, c'était livrer le prolétariat allemand à ses bouchers. Une partie des dirigeants bolcheviks préconisait la

rupture des pourparlers et la levée en masse du peuple russe pour la défense de la révolution. C'était également la position défendue par le mouvement libertaire russe. La signature du traité de Brest-Litovsk – et l'abandon de la révolution allemande qui en est la conséquence – sera l'une des causes de la rupture entre anarchistes et bolcheviks.

Le traité de Brest-Litovsk avec les gouvernements des Empires centraux fut signé le 3 mars 1918. En mai 1918, le journal anarcho-syndicaliste *Golos Trouda* est interdit.

La première conférence des anarcho-syndicalistes tenue à Moscou les 25 août-1^{er} septembre 1918 adopta une résolution disant notamment :

« Considérant que notre révolution est une révolution sociale qui doit provoquer l'embrasement mondial d'un affrontement décisif des classes ; et prenant en considération qu'elle se trouve actuellement sous la triple menace contre-révolutionnaire de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lithuanie, d'Ukraine, de Finlande et autres – la 1^{re} conférence pan-russe des anarcho-syndicalistes estime indispensable et de toute urgence d'organiser ses forces pour la lutte contre les ennemis de la Révolution et de la classe ouvrière afin de poursuivre et approfondir la Révolution commencée. »

Trotsky, qui conduisait la délégation à Brest-Litovsk, dit dans un rapport au soviet : « Vous pouvez être sûrs que l'accusateur, en la personne de la délégation révolutionnaire russe, ne sera pas en dessous de sa tâche et qu'elle prononcera au moment voulu son réquisitoire contre la diplomatie de tous les impérialismes. » Trotsky s'imagine qu'il s'adresse aux masses européennes par-dessus la tête des négociateurs allemands. Il s'imagine qu'il pourra ainsi révéler aux masses populaires européennes en général et allemandes en particulier le carac-

tère antidémocratique du gouvernement allemand, ce dont lesdites masses populaires n'avaient probablement pas attendu Trotsky pour être convaincues. Il n'envisage pas que le simple fait qu'il s'assoie à la table de négociations retire toute valeur à ses accusations. Les rodomontades de la délégation soviétique cachaient mal l'état réel du rapport des forces. Le chef de la délégation allemande résuma parfaitement la situation :

« La délégation russe s'exprime comme un vainqueur qui occuperait notre territoire et qui serait en posture de nous dicter ses conditions. Je tiens à faire remarquer que c'est exactement le contraire... »

C'était une façon de dire à la délégation russe : puisque vous êtes là autour de la table de négociation, alors négocions. A la fin du mois de décembre, l'Allemagne fait connaître ses conditions : détachement des pays Baltes, indépendance de la Pologne sous contrôle allemand, indépendance de l'Ukraine sous contrôle allemand. Au comité central, la majorité des bolcheviks était hostile à cette paix désastreuse. Lénine met les choses au point : « Notre formule d'une paix populaire était faite pour soulever les masses contre les gouvernements capitalistes et militaristes. Voulez-vous donc que ce soit nous qui succombions et que les gouvernements capitalistes doivent leur victoire à notre formule révolutionnaire ? » Le 27 janvier, un ultimatum de trois semaines est envoyé au gouvernement soviétique, qui le rejette. Le 18 février, les Allemands traversent le front et parviennent tranquillement aux portes de Petrograd. Le traité est signé le 3 mars 1918. Le VII^e congrès du parti – qui s'appelle désormais Parti communiste –, ratifie la paix. Une semaine après, le IV^e congrès des soviets en fait autant.

Les conditions imposées par l'Allemagne sont exorbitantes. La Russie se voit enlever dix-huit provinces. Les Allemands s'arrogent la Pologne, la Lituanie, une partie de la Russie blanche. Les Soviétiques doivent reconnaître

l'indépendance de l'Ukraine, de la Finlande, des pays Baltes et doivent verser une indemnité de six milliards de marks-or. La Russie perd 27 % de son sol cultivable, un tiers de ses récoltes, 26 % de sa population, 75 % de ses charbonnages et de ses mines de fer, 26 % de son réseau ferroviaire, le tiers de son industrie. La région la plus riche en céréales est soustraite au contrôle soviétique, ainsi que les centres sidérurgiques d'Ukraine, le charbon, le pétrole de Bakou. Les communistes ne contrôlent plus que la région correspondant à la principauté russe du Moyen Age, une région qui n'est pas viable économiquement. En outre, le parti bolchevik est totalement isolé. Les socialistes-révolutionnaires ont quitté le gouvernement : dans les premiers mois de 1918, le gouvernement ne gouvernait pas dans les campagnes, dans les usines, dans le parti, dans la gauche, et il livrait aux Allemands le tiers du pays.

« Si nous poursuivons la guerre dans de telles conditions, nous renforcerons extraordinairement l'impérialisme allemand, et il faudra quand même conclure la paix, mais elle sera alors plus dure, parce que ce n'est pas nous qui la conclurons. Certes, la paix que nous sommes obligés de signer maintenant est une paix infâme, mais si la guerre commence, notre gouvernement sera balayé et la paix sera conclue par un autre gouvernement ²⁵⁸. »

Il n'y a plus de marché intérieur. La production industrielle est tombée presque à zéro et ne fournit plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'a plus aucune valeur. Les paysans refusent de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne peuvent rien acheter. On en revient au troc. Pourtant, le maintien à tout prix du parti au pouvoir apparaît comme la seule priorité, y compris sur un territoire qui n'a absolument aucune viabilité.

²⁵⁸ Lénine, « Discours sur la guerre et la paix », 11 (24) janvier 1918. Œuvres complètes, Moscou, t. 36, p. 482.

L'ironie de l'histoire est que la victoire des impérialistes alliés annulera l'essentiel des dispositions catastrophiques du traité de Brest-Litovsk : on sait, en outre, que Lénine refuse de jouer le sort de la révolution socialiste sur le sort d'une révolution allemande :

« ... ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines. Ce serait une politique d'aventure. Nous n'avons pas le droit de couvrir ce risque ²⁵⁹. »

Ce propos est intéressant à plus d'un titre. Il montre à l'évidence que la préoccupation de Lénine est le maintien de son parti au pouvoir. On pourrait comprendre qu'il ne veuille pas risquer le sort de la révolution en Russie s'il était évident qu'une révolution était impossible en Allemagne, mais seulement cinq mois après Octobre, il ne pouvait pas le dire. Sans doute Lénine a-t-il tablé sur une victoire allemande. En effet, en février 1918 les Alliés sont sur la défensive et on sait que les Allemands s'apprêtent à lancer une grande attaque et qu'ils disposent d'une supériorité numérique de trente divisions. Mais Lénine a négligé plusieurs facteurs. Les Allemands sont épuisés, alors même que les Américains s'apprêtent à entrer en scène. Leur arrivée est imminente. A la fin de la guerre, les troupes françaises ne représentent plus que 40 % du total des effectifs engagés. Les troupes des deux camps sont minées par la propagande antimilitariste. Et, *surtout*, de nombreuses grèves éclatent en Allemagne, qui finiront par mettre fin à la guerre.

L'offensive allemande, lancée le 21 mars, est terrible, mais elle n'ébranle pas les troupes alliées et s'arrête le

²⁵⁹ Lénine, « Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse », Œuvres, T. 26.

12 juin 1918, au moment même où les troupes américaines débarquent. En juillet, il y aura 450 000 soldats américains sur le sol français. Dès lors, la défaite allemande n'est qu'une question de temps. Elle sera précipitée par l'éclatement de la révolution en Allemagne. Pour mémoire, entre décembre 1917 et janvier 1918 les nominations par les instances du parti bolchevik remplacent les élections dans les syndicats. Les comités d'usine sont liquidés. A l'automne de 1918, les soviets seront épurés des éléments non bolcheviks. Entre mars et août 1918 les Gardes rouges sont désarmées ; les soviets locaux se voient retirer tout pouvoir, les membres des soviets sont nommés par l'appareil du parti. La répression contre les anarchistes s'accroît, leurs journaux sont interdits. Pierre Broué, qu'on ne peut soupçonner d'antipathie à l'égard des bolcheviks, résume parfaitement la question : « Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers »²⁶⁰ ?

S'accrocher au pouvoir sur un territoire amputé de l'essentiel de ses ressources n'a pas de sens. La signature du traité de Brest-Litovsk est incompréhensible si on se place dans une perspective de révolution européenne. Elle prend en revanche tout son sens si on a à l'esprit que l'alternative à la signature du traité – la levée en masse – était absolument inacceptable pour Lénine, parce que sa contrepartie était la liberté d'expression et de propagande pour les autres partis. Lénine et ses proches, qui connaissaient l'histoire de la Russie, savaient que celle-ci était particulièrement avantagée dans une guerre défensive, grâce à l'énorme étendue des territoires, aux difficultés

²⁶⁰ P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 156.

d'approvisionnement pour les armées d'invasion, et, par-dessus tout, au climat. Mais ils savaient aussi qu'une guerre défensive était impossible à mener sans alliés intérieurs, et que cette éventualité n'était absolument pas envisageable. La guerre révolutionnaire aurait signifié le déclenchement de forces sociales que le parti au pouvoir n'aurait pas pu contrôler, la fin de l'emprise absolue des bolcheviks sur l'État. Il n'est donc pas du tout exagéré de dire que Lénine a sacrifié la révolution européenne à son maintien au pouvoir.

L'exemple de la Russie d'après-Octobre est parfaitement illustratif du basculement quasi immédiat de l'internationalisme proclamatif à la Realpolitik nationale dès lors que le parti bolchevik se trouve au pouvoir. Cette Realpolitik a conduit à la liquidation délibérée de la révolution allemande et à la mise en place d'un régime de parti unique qui, à son tour, a liquidé la révolution russe elle-même. Pourtant, ceux qui ont mis en œuvre cette politique, et ceux qui en soutiennent encore le bilan aujourd'hui, se sont servis de l'exemple – marginal, répétons-le – du « Manifeste des Seize » pour étendre l'effet de la « trahison » de Kropotkine et de ses quatorze camarades à l'ensemble du mouvement libertaire. Les héritiers de Lénine ressassent cet épisode malheureux pour stigmatiser un mouvement entier en oubliant que, à peine au pouvoir, Lénine rangea l'internationalisme prolétarien au magasin des accessoires. Et ils omettent de signaler que *sept mois* avant Zimmerwald et l'émergence d'une « gauche de Zimmerwald », avait été diffusée une déclaration internationaliste anarchiste qui, elle, était représentative des positions du mouvement libertaire dans son ensemble.

Par une sorte de complexe d'infériorité inexplicable, les libertaires n'ont pas su se défendre contre ces attaques et adoptent, face aux critiques, une attitude gê-

née. L'exemple des deux premières années de pouvoir bolchevik montre à l'évidence qu'ils sont tort.

7) La foi quelque peu candide des socialistes français

La foi quelque peu candide des socialistes français envers la social-démocratie allemande et sa puissance électorale les conduisit à penser qu'une guerre avec l'Allemagne n'était tout simplement *pas possible*, parce que les social-démocrates s'y opposeraient. Il n'y eut jamais, de la part des social-démocrates allemands, aucun engagement précis aux congrès de Stuttgart et de Copenhague. En dehors du refus de voter les crédits de guerre, c'est-à-dire en dehors d'un vague engagement limité à l'intervention des seuls parlementaires, aucune précision n'avait été donnée quant aux moyens envisagés pour empêcher la guerre – et on a vu ce qu'il advint de ce refus de voter les crédits de guerre. S'en tenir aux actes d'une minorité de députés au Reichstag équivalait à confier à un petit nombre d'hommes le sort de la guerre. Au moins, dans le mouvement ouvrier français, le courant syndicaliste révolutionnaire proclamait clairement l'idée de grève générale – ce que les Allemands prenaient pour des rodomontades. Il faut garder à l'esprit que le congrès international de Stuttgart se tint au lendemain de celui de la CGT à Amiens. Le mouvement socialiste français avait intégré l'idée de l'indépendance réciproque du mouvement syndical et des partis politiques, aux congrès de Limoges et de Nancy, ce qui contrariait fortement la social-démocratie allemande. Cette idée d'indépendance syndicale fut traitée à Stuttgart avec dédain par Karl Legien, secrétaire de l'Internationale syndicale, et par le député social-démocrate hollandais Troelstra. Les dirigeants de la CGT furent traités de « personnes qui agissent sur des ouvriers à petites cotisations et à grandes paroles ».

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on put entendre à Stuttgart l'écho des résolutions de feu l'Internationale antiautoritaire : Édouard Vaillant déclara que le développement du mouvement syndical international était trop varié pour qu'il puisse y avoir une règle unique ; par ailleurs, le rôle de l'Internationale était de coordonner l'activité du mouvement syndical dans les différents pays, il n'était pas d'en être la direction. Or c'est *exactement* ainsi que Bakounine posait le problème et avec lui toute l'Internationale antiautoritaire. On constate donc que malgré les différences de contexte et de période, les problèmes se posent toujours, à la veille de la guerre, de la même manière.

Dans la mesure où la social-démocratie allemande se trouvait de fait à la direction des partis socialistes membres de l'Internationale, elle voulait également s'assurer la même hégémonie au niveau syndical. La thèse social-démocrate fut votée par 212 voix contre 18. Se trouvaient ainsi annulées les décisions des congrès socialistes français de Limoges et de Nancy, qui reconnaissaient l'indépendance des syndicats.

Sur la question du militarisme, les socialistes français étaient venus à Stuttgart forts de la motion de leur congrès de Nancy, qui déclarait qu'un pays attaqué avait le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les pays et qu'il fallait empêcher la guerre par tous les moyens, « depuis l'intervention parlementaire jusqu'à la grève ouvrière et l'insurrection ». Bebel fit savoir qu'il n'en était pas question. La motion allemande était vague, presque allusive :

« Quand une guerre menace d'éclater, les travailleurs des pays intéressés et leurs représentants sont obligés de faire tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate, en recourant aux moyens qui leur semblent les plus efficaces. »

Il n'était pas question de grève générale ni d'insurrection. Bebel déclara même que la propagande antimilitariste de Gustave Hervé servait la cause de la guerre car l'état-major prussien la considérait avec sympathie. Applaudi par les délégués allemands, von Vollmar²⁶¹ condamna toute ingérence des Français dans la politique militaire de la social-démocratie allemande et déclara ne pas être tenu par une résolution internationale déterminant la politique en cas de guerre. Même Liebknecht, dont on semblait croire qu'il était sur des positions radicales, déclara qu'il ne voulait pas entendre parler d'insurrection en cas de guerre et que sur la question de l'antimilitarisme, il se trouvait « plus à droite que Jaurès ». Il n'était pas question d'employer les moyens français de propagande tels que les concevaient Gustave Hervé. Fidèle à sa réputation de provocateur, ce dernier traita Bebel et Vollmar « vieux sous-offs de la Landwehr » et accusa la social-démocratie allemande de transformer le slogan bien connu en « Prolétaires de tous les pays, massacrez-vous » Il demanda aux délégués allemands ce qu'ils feraient si les Français demandaient un arbitrage en cas de menace de guerre et que leur gouvernement refusait. Devant le silence des Allemands, il s'écria : « Allez ! vous n'êtes bons qu'à obéir comme des cadavres à votre Kaiser Bebel ! »

Les délégués allemands indignés se levèrent tous et Hervé les somma de dire s'ils partageaient les positions chauvines de leurs chefs. Il était clair que l'antimilitarisme se trouvait alors du seul côté français. Pourtant, les socialistes français, à l'issue de ce congrès, firent comme

²⁶¹ Né en 1850, Georg Heinrich von Vollmar avait été gravement blessé pendant la guerre franco-prussienne et était resté handicapé. Il se convertit au socialisme en 1872 et fut régulièrement emprisonné. Élu au Reichstag de 1881 à 1887 et de 1890 à 1918, et membre de la Diète saxonne de 1883 à 1889. Il faisait partie du courant modéré et opportuniste du parti et réussit à résister aux tentatives d'exclusion dont il fut l'objet en 1891. Il mourut en 1922.

si leurs camarades allemands étaient prêts à une action décisive en cas de guerre. On continua de croire en la volonté de la social-démocratie allemande de s'opposer à la guerre. C'est l'illusion que Jaurès confirma dans les comptes rendus qu'il fit du congrès de Stuttgart.

Lorsque la guerre éclata le 4 août 1914, les élections législatives en France avaient eu lieu trois mois auparavant et avaient porté à l'Assemblée nationale plus de cent députés socialistes. Un congrès socialiste international était prévu à Vienne pour le 23 août avec, à l'ordre du jour évidemment, la question de la guerre. Réunis en congrès à Paris le 16 juillet, les socialistes peaufinent les décisions qu'ils seront amenés à prendre à Vienne. La majorité se rallie aux positions de Jaurès, Rappoport, Vaillant, Sembat qui préconisent la grève générale déclenchée simultanément dans tous les pays concernés par le conflit. La thèse minoritaire défendue par Guesde et Compère-Morel est intéressante : le pays dont la classe ouvrière est la mieux organisée, donc la mieux capable d'empêcher la guerre, sera la victime du pays dont la classe ouvrière est la moins organisée et la plus faible. Vu l'état d'esprit des socialistes français de l'époque, cela signifiait implicitement qu'une grève générale conduirait à l'écrasement du mouvement socialiste allemand : c'est, dit Jules Guesde, « un crime de haute trahison contre le socialisme ». Rappelons que Jules Guesde était sans doute l'un des plus « marxistes » des socialistes français, celui dont les liens avec la social-démocratie allemande étaient les plus forts.

A quelques semaines du déclenchement des hostilités, les socialistes français croient encore en la puissance de la social-démocrate allemande : ils pensent que les millions de syndiqués et d'électeurs allemands sont la meilleure garantie contre la guerre. On proclame son admiration pour l'Allemagne de Goethe et de Karl Marx. On vante l'esprit violemment hostile au militarisme des ouvriers al-

lemands. On met en avant l'esprit révolutionnaire – tout verbal – qui se manifeste dans les congrès de la social-démocratie.

Pourtant, lorsque le gouvernement austro-hongrois adresse le 22 juillet un ultimatum à la Serbie, qui s'incline sur toutes les conditions qu'on lui impose sauf une, que la Serbie demande pour cela l'arbitrage du tribunal international de La Haye, qu'une proposition de médiation est faite *que l'Autriche accepte* ; quelle est la réaction de l'Allemagne ? Elle *refuse*. Une semaine plus tard, le 29 juillet, le bureau socialiste international se réunit à Bruxelles. Sa mission, définie par le congrès de Copenhague, était de coordonner l'action à mener en cas de guerre. Le représentant de la social-démocratie autrichienne déclara que son parti ne pouvait rien faire pour empêcher la guerre mais Haase, le représentant allemand, assura que l'action contre la guerre continuerait jusque dans les casernes et dans l'administration de l'État.

Les bonnes dispositions de Haase ne durèrent pas longtemps. Si peu longtemps qu'on a du mal à croire que son point de vue n'était pas alors déjà formé et qu'il s'exprimait avec duplicité. Trotsky raconte :

« Haase a justifié son approbation des crédits militaires comme suit : “Il faut écarter le danger que présente la tyrannie russe.” Bernstein a repris l'appel “Avec Marx et Engels” sous le slogan de “réglons les comptes avec la Russie”. » (...) « “Il faut écarter ce danger – le despotisme russe –, protéger l'inviolabilité de notre culture et l'indépendance de notre pays. Nous nous tenons à notre ligne de conduite de toujours : au moment du péril, nous ne trahisons pas la patrie. Guidés par ces principes, nous approuvons les crédits militaires.” Ainsi s'exprima Haase, le 4 août, à la séance du Reichstag. » (...) « Chaque membre de l'Internationale a le droit de poser à Haase la question suivante : “Quelle fraction des milliards votés par la Social-démocratie a servi à l'écrasement de la Belgique ²⁶² ?” »

²⁶² Cf. Trotsky, *La guerre et l'Internationale*, 1^{re} partie, 31 octobre 1914.

Le 27 juillet 1914, à Bruxelles, se sont rencontrés Jouhaux et Dumoulin d'une part, secrétaires de la CGT française, et Karl Legien, de l'autre, secrétaire de la Centrale syndicale d'Allemagne. Ils étaient là pour participer au bureau socialiste international de la II^e Internationale, qui se réunissait les 29 et 30 juillet. Jouhaux demande avec insistance à Legien : que comptez-vous faire ? L'Allemand gardait obstinément le silence. Jouhaux en rapporte la conviction que les syndicalistes allemands ne feraient rien pour empêcher la guerre ²⁶³.

« L'entrevue que Jouhaux et Legien eurent à Bruxelles fin juillet 1914 consacra cette impuissance. C'était la répétition plus brutale encore de l'entrevue Griffuelhes-Legien, à Berlin, en 1906, au sujet du premier conflit marocain qui en ce moment rebondit pour la troisième fois et risque d'ensanguiner le monde ²⁶⁴. »

Le bureau de l'Internationale décide de convoquer un congrès socialiste international pour le 9 août à Paris au lieu du 23 à Vienne. La plupart des délégués, dont Hugo Haase, co-président du SPD allemand, semblent

²⁶³ Jouhaux, *la Bataille syndicaliste*, 26 septembre 1914 ; lettre au *Temps*, 15 avril 1915.

²⁶⁴ Pierre Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*. Les articles de *l'Encyclopédie anarchistes* ne sont pas datés. Il y eut deux « crises marocaines », en 1906 et en 1911. Si Besnard parle de « troisième » guerre du Maroc, il doit faire allusion à la guerre du Rif : en 1921, une tribu berbère, les Amazighe, menée par Abd el-Krim al-Khat-tabi se soulève contre les Espagnols qui partagent le Maroc avec les Français. L'armée espagnole du général Silvestre, forte de 18 000 hommes, est chargée de mater la rébellion : elle est pratiquement exterminée dans la bataille d'Anoual. Abd el-Krim proclame la République du Rif en février 1922, espérant rallier à lui les tribus de la zone occupée par les Français. Fès, en zone française, est menacée. Lyautey est rappelé en France en 1925 et Pétain est chargé de mener l'offensive contre la nouvelle république. Une répression terrible s'abat sur les populations rifaines, civils et combattants sans distinction : les bombardements terrestres et aériens, l'usage du gaz et la supériorité numérique des Français poussent Abd el-Krim à se rendre en mai 1926.

confiants. Le 29 au soir, Jaurès et Rosa Luxembourg sont acclamés lors d'un grand meeting contre la guerre. Un appel au renforcement des manifestations contre la guerre est voté par le bureau à l'unanimité. Jaurès rentre à Paris : le 31 juillet au matin il apprend que la Russie mobilise, puis l'Autriche. Le soir, il sera assassiné. Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France.

Pas plus que les députés socialistes français, les députés socialistes allemands n'auraient pu empêcher la guerre puisqu'ils ne disposaient pas d'une majorité au Parlement. Un appel à résister à la guerre n'aurait pu ni empêcher, ni retarder la guerre. En France comme en Allemagne, l'enthousiasme Cependant, chez les travailleurs du parti, cet enthousiasme n'était pas aussi unanime qu'on ne l'a dit, comme le montrent certains historiens comme Heinrich August Winkler²⁶⁵.

Le SPD se serait trouvé isolé s'il avait pris position contre la guerre, et il aurait dû subir la répression de l'État, comme il l'a subie pendant la période de la loi contre les socialistes, de 1878 à 1890 : ce fut une période terrible pour le parti. Or, précisément pendant cette période de répression, les effectifs du parti ont considérablement grossi.

Devant la misère provoquée par la guerre, l'enthousiasme guerrier des populations manipulées ne dura pas. En dénonçant la guerre, le parti aurait gagné une autorité morale incontestable auprès des soldats et des populations qui subissaient la terreur des tranchées et les privations de l'arrière. Le refus de voter les crédits de guerre n'aurait sans doute pas eu de conséquences très graves pour les députés, qui se situaient de toute manière dans un cadre

²⁶⁵ Heinrich August Winkler, né en 1938, est un historien spécialisé dans l'histoire politique de l'Allemagne moderne et de la république de Weimar. Il est l'auteur de *Weimar 1918-1933* (1993) et du *Long Chemin vers l'Occident* (2000), une histoire de l'Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles.

légal et qui ne couraient en tout cas pas le même risque qu'un soldat qui désertait. Mais la vraie question n'est pas là : elle est dans l'ensemble des signaux que les dirigeants social-démocrates ont lancés pendant les trente années qui précédaient la guerre, et qui tous convergent vers un constat : nous ne lancerons pas le mot d'ordre de grève générale ; nous défendrons notre patrie ; nous soutiendrons le pouvoir impérial.

8) La CGT, l'Internationale et la guerre

Les dirigeants syndicalistes français étaient sur des positions plus réalistes que les politiques. C'est qu'ils étaient directement confrontés au principe de réalité. La II^e Internationale se constitue à Paris en 1889, à une époque où des grèves de grande ampleur éclatent pour culminer en 1893. L'année précédente, du 28 octobre au 4 novembre 1888 s'était tenu près de Bordeaux le 3^e congrès de la Fédération nationale des syndicats lors duquel une majorité s'était prononcée en faveur de la grève générale. La question des relations entre partis et syndicats va occuper une bonne part des débats dans les premiers congrès de l'Internationale socialiste. L'enjeu est de taille : il s'agit de savoir qui s'appropriera la direction du mouvement ouvrier international.

La CGT aura une activité incessante en faveur de l'action et de la solidarité internationales. En 1896, la Fédération des Bourses du travail lance un message aux organisations allemandes dans lequel elle affirme lutter contre le patriotisme et contre l'État. Si plus tard, en 1906, la charte d'Amiens ne reprend pas les thèmes traditionnels du syndicalisme révolutionnaire sur les illusions parlementaires et la lutte contre l'État, il convient tout de même de mentionner la résolution présentée au congrès par Yvetot, qui affirme la nécessité d'intensifier la propagande antimilitariste et antipatriotique. Cette résolution

n'obtint qu'une faible majorité, mais elle reste significative. N'oublions pas que Gustave Hervé rassemblait alors des milliers de travailleurs dans ses meetings contre la guerre.

La CGT ne se limita pas à des proclamations mais fut soucieuse de questions d'organisation pratique. Elle créa le « Sou du soldat », une contribution financière des syndiqués en faveur des conscrits. Elle édita un « Manuel du soldat » et un numéro spécial de la *Vie ouvrière*, sur papier rouge, à l'occasion du tirage au sort des conscrits, ce qui valut à Pouget et à Yvetot d'être poursuivis en justice. Elle organisa un recensement des syndiqués qui étaient à l'armée et encouragea les troufions à contacter les Bourses du travail locales – ce que la social-démocratie allemande ne fit jamais.

Karl Liebknecht lui-même, dans *Militarismus und Antimilitarismus*, décrit avec précision les mesures pratiques prises par la CGT :

« Travail de solidarité :

« a) Le sou du soldat ;

« b) Réception et prise en charge des soldats par les unions locales ;

« c) Solidarité avec les camarades qui refusent le service militaire ou qui sont réprimés pour rébellion contre la discipline.

« 2. *Travail de propagande* : Réunions publiques, soirées, fêtes pour les recrues, manifestations, affiches, manifestes, brochures, numéro annuel illustré de *La Voix du Peuple*, l'organe largement distribué de la fédération française des syndicats, et finalement le *Nouveau manuel du soldat*, qui a déjà été distribué à 100 000 exemplaires en 1903. Cela conduisit, comme chacun sait – et avec l'approbation de l'ex-socialiste Millerand – à la vigoureuse intervention des autorités administratives et judiciaires. »

Le *Manuel du soldat* fut publié conformément à la décision du congrès de la Fédération des bourses du travail

tenu à Alger le 15 septembre 1902. Une seconde édition fut tirée la même année, une troisième en 1905. Le manuel se termine par un appel aux soldats pour qu'ils désertent ou pour qu'ils fassent de la propagande antimilitariste dans les casernes, et à ceux qui sont en service actif, pour qu'ils ne tirent pas lorsqu'on leur en donne l'ordre, sur le prétendu « ennemi de l'intérieur », leurs frères travailleurs.

Il faut aussi mentionner la brochure anonyme de 36 pages, à couverture rouge, *En cas de guerre*, rédigée par des anarchistes de la CGT ²⁶⁶. Elle fut tirée à 2 000 exemplaires et circulait depuis avril 1913 dans les syndicats et les groupes anarchistes. La brochure appelait à la grève générale insurrectionnelle en cas de mobilisation. Elle donnait également des conseils pratiques, expliquant comment « saboter la guerre ».

François Roux évoque dans la revue *Gavroche* les mesures que les anarchistes tentèrent de mettre en place pour empêcher la mobilisation.

« Le risque de conflit avec l'Allemagne grandissant, les organisations anarchistes en vinrent à envisager des dispositions plus précises contre l'entrée en guerre. Lors de son premier congrès, le 4 juin 1911, la FCA [Fédération communiste anarchiste] prit la résolution de saboter les voies ferrées et d'arrêter les représentants de l'État au premier jour de l'appel sous les drapeaux. L'année suivante, son secrétaire général, Louis Lecoin, proposa, pour empêcher la mobilisation, que dix "camarades conscients" par régiment abattent chacun un officier, déclaration qui lui coûta une condamnation à cinq ans de prison ²⁶⁷. »

²⁶⁶ La brochure avait été rédigée à l'initiative de Louis Jakmin, militant de la Fédération anarchiste communiste et de la CGT.

²⁶⁷ François Roux, « Quand les anarchistes partirent en guerre, 1914 », *Gavroche* n° 149, 2007.

En Allemagne, dit Liebknecht, la social-démocratie n'a fait que peu de travail spécialisé en direction des conscrits.

« Nous ne connaissons rien de valable qui ait été publié dans ce sens, à part le *Manuel des conscrits* bien connu et le tract publié par l'exécutif du parti à l'été de 1906. Et ces deux publications ne traitent que de la position légale de ceux qui sont à l'armée ²⁶⁸. »

Liebknecht se plaint du quiétisme et du fatalisme du parti : « La propagande antimilitariste en Allemagne doit être très rapidement et énergiquement améliorée », dit-il ²⁶⁹.

En 1905 socialistes et syndicalistes français publièrent ensemble une affiche rouge qui appelait les soldats à ne pas tourner leurs armes contre le prolétariat mais contre leurs officiers. La révolte du 17^e régiment d'infanterie, qui refusa de tirer sur les grévistes en juin 1907, ne sera pas un fait dû au hasard ²⁷⁰.

Dans *Militarisme et antimilitarisme*, Karl Liebknecht reconnaît que rien d'équivalent n'a été fait en Allemagne :

« Si nous examinons ce qui a été fait dans d'autres pays, nous avons une idée de ce qui reste à faire. Et si nous considérons le programme développé ci-dessus, nous reconnaî-

²⁶⁸ Liebknecht, *op. cit.*

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ En 1907, la crise viticole catastrophique provoqua de grandes manifestations dans le sud de la France, à Béziers, Perpignan, Carcassonne, Nîmes, Montpellier. Le 20 juin à Narbonne, une section du 139^e régiment d'infanterie tire : il y a 5 morts et des centaines de blessés. Le 22 juin, de nouveaux rassemblements ont lieu lors de l'enterrement. Le 17^e régiment d'infanterie est envoyé à Béziers pour rétablir l'ordre. Les soldats sont pour la plupart originaires de la région et refusent de tirer. Ils mettent la crosse en l'air. Ils paieront très cher cet acte : le régiment ira rejoindre les bataillons disciplinaires d'Afrique du Nord et se retrouvera pendant la guerre systématiquement en première ligne pour les assauts les plus meurtriers.

trons que le parti, malgré tout ce qu'il a fait dans le domaine de l'antimilitarisme, a seulement commencé à remplir sa tâche. Il est, pour ainsi dire, à l'étape du jardin d'enfants pour ce qui concerne la propagande antimilitariste. »

En même temps que la CGT menait une action sur le territoire français, elle s'efforça d'organiser une coordination internationale. Alors même que des tensions apparurent en 1902 entre la France et l'Angleterre, des militants de la CGT se rendirent à Londres pour demander la solidarité des ouvriers anglais. En plein conflit franco-allemand sur le Maroc, des mineurs allemands vinrent en France à l'appel des syndicats pour secourir les emmurés de Courrières. En 1903, alors que les dockers hollandais sont en grève, la CGT organise la solidarité dans les ports de Bordeaux, Dunkerque, Le Havre et Marseille. Des caisses de grève internationales, comme celle des typographes, permirent de prolonger des conflits. Lorsqu'un projet de loi sur les retraites est envisagé en 1901, la CGT se déclare « hostile à tout projet qui ne serait pas applicable aux étrangers résidant en France ». En avril 1906 la CGT tint un meeting à Paris pour appeler les travailleurs étrangers à participer à la lutte pour les 8 heures, « considérant que les frontières n'existent que par la volonté de ceux qui ont intérêt à diviser les travailleurs pour les exploiter plus facilement ».

Dans la CGT française existait deux courants : le courant syndicaliste révolutionnaire et un courant réformiste mais lui aussi très soucieux de maintenir l'indépendance syndicale. Pour cette raison, l'organisation syndicale française se trouva mise à l'écart de la nouvelle Internationale et ne participa pas au congrès international qui se tint à Paris en 1900.

Cependant, la CGT ne restait pas inactive : sous son impulsion eurent lieu des conférences syndicales internationales qui devaient annoncer la constitution d'une inter-

nationale syndicale. Les 17 et 18 décembre 1900, à la Bourse du Travail de Paris, se tint un congrès international réunissant des délégués d'organisations ouvrières françaises, anglaises, italiennes, suédoises. Les délégués français proposent de créer un secrétariat international du travail, en vue d'amorcer une Internationale des Travailleurs. Une première conférence syndicale internationale se tint à Copenhague le 21 août 1901 : Legien, le président de la centrale syndicale allemande, chercha à restreindre le rôle des conférences internationales car, selon lui, pour soulever les questions générales il y avait les congrès socialistes internationaux – entendre : les congrès des partis socialistes, point de vue totalement contraire à celui des syndicalistes révolutionnaires français.

Dès le début, des oppositions apparurent donc entre Français et Allemands. A la seconde conférence, qui se tint à Stuttgart en 1902, les syndicalistes des deux pays s'affrontèrent sur la question de la nature de l'organisation qui était en construction. La CGT entendait discuter de questions aussi bien pratiques que théoriques, tandis que les syndicats allemands refusaient d'adhérer à une Internationale qui, dans les faits, aurait concurrencé l'Internationale des partis socialistes. Le point de vue allemand finit par dominer : les réunions syndicales internationales ne seront pas des congrès mais de simples conférences entre secrétaires des centrales syndicales. Le siège de cette structure est fixé à Berlin. Elle n'a pour fonction que de servir de liaison entre les organisations syndicales des différents pays, de permettre l'échange d'informations et de publications, de préparer une statistique syndicale uniforme et de résoudre les questions de solidarité en cas de conflit du travail. Seuls deux délégués demandent que se tiennent des congrès ouvriers internationaux : Victor Grifuelhes pour la France et Van Erkel pour la Hollande.

A Dublin en 1903, ce fut Legien, un des dirigeants syndicalistes le plus à droite du mouvement ouvrier alle-

mand, qui devint secrétaire international. Son mandat était d'empêcher à tout prix que l'Internationale syndicale n'empiète sur les prérogatives politiques de l'Internationale socialiste. Griffuelhes, secrétaire général de la CGT, *se vit interdire de défendre le point de vue des syndicalistes français !!!* Significativement, le siège de l'organisation fut fixé à Berlin. Griffuelhes, qui était là en compagnie de Georges Yvetot, raconte :

« La conférence commença à deux heures et se termina à cinq heures. Elle dura trois heures, y compris le discours d'ouverture et le temps nécessaire aux traductions. C'était vraiment trop peu pour légitimer un voyage de plusieurs jours et fort coûteux !

« En nous rendant à la conférence à deux heures, nous n'avions pas espéré l'avoir terminée à cinq heures, de sorte que nous avons laissé à notre hôtel un rapport sur l'antimilitarisme et la grève générale. Ce rapport était imprimé en anglais, en allemand et en français. Notre intention était de le déposer à la fin de la conférence, en demandant l'inscription à l'ordre du jour de la conférence suivante des deux points qu'il soulevait. La mauvaise organisation de la Conférence de Dublin et l'insuffisance du travail contrarièrent nos projets. Nous ne pûmes que le lendemain remettre nos rapports aux délégués que nous rencontrâmes. Si, à Dublin, il nous avait été possible de remplir notre mandat, peut-être le différend actuel n'eût-il pas pris le caractère qu'il revêt ²⁷¹ ! »

Sur le plan international, la CGT fut à l'origine de plusieurs tentatives d'action concertée. Elle demanda au Secrétariat international des centrales syndicales d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence d'Amsterdam, pré-

²⁷¹ Victor Griffuelhes, *L'action syndicaliste*, Rivière, 1908 : les discussions à Amiens et Marseille et la Conférence Internationale de Dublin, *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} septembre 1903. Cité par Edouard Dolléans, ch. II-1. Internationale politique ou internationale syndicale ? (1889-1900-1909), *Histoire du mouvement ouvrier*. Tome 2 : 1871-1936, Paris, A. Colin, 1948.

vue en 1905, les trois questions de la journée de huit heures, de l'antimilitarisme et de la grève générale. Les délégations autrichienne, belge et néerlandaise, membres du Secrétariat soutinrent la proposition française, mais la majorité refusa. L'inscription de ces trois questions était la condition de la participation de la CGT :

« Nous n'avons pas la prétention de demander qu'on accepte les propositions que nous pouvons faire ; il suffit qu'on veuille nous entendre. Libre ensuite à chacun de donner aux idées émises et discutées, la suite jugée bonne. »

Mais précisément, les social-démocrates allemands ne voulaient même pas que ces questions soient discutées. Legien répondit qu'elles sortaient du cadre de la conférence. La CGT française refusa donc d'être représentée à la conférence d'Amsterdam, laquelle approuva la position de Legien et vota une résolution : « Sont exclues des discussions toutes les questions théoriques et toutes celles qui ont trait aux tendances et à la tactique du mouvement syndical dans les différents pays. » Ces questions relevaient des seuls partis politiques. La Hollande, la Belgique et l'Autriche votèrent contre la résolution.

Lors du congrès de la CGT tenu à Amiens en 1906, l'attitude des délégués français fut en revanche approuvée : le congrès vota à une très large majorité (815 contre 106) la suspension des cotisations au secrétariat international. Pour les syndicalistes français, la position de l'Internationale syndicale ôtait à l'Internationale sa véritable signification. Le congrès d'Amiens envisagea même d'entrer directement en relations avec les organisations syndicales en court-circuitant le secrétariat international. Le secrétaire des syndicats allemands, Legien, s'y refusa, et ce refus réitéré amena le bureau de la CGT à suspendre ses rapports avec le bureau international.

L'idée que des organisations membres puissent entrer en relation directement, sans passer par l'instance supérieure – en l'occurrence la direction de l'organisation –

était une pratique établie dans les organisations dominées par le marxisme, où le principe du centralisme était fermement établi. Ces pratiques étaient communes à l'ensemble des courants de la social-démocratie, y compris plus tard les bolcheviks. Que la CGT, quant à elle ait pu envisager l'établissement de relations « horizontales » n'est pas surprenant puisque ses références, à cette époque, étaient plutôt libertaires et fondées sur le fédéralisme, qui inclut à la fois des relations verticales et des relations horizontales ²⁷². C'était là, aux yeux des dirigeants social-démocrates allemands, une preuve de plus de l'« anarchisme » de la CGT.

La CGT était parfaitement consciente de son originalité au sein de l'Internationale syndicale. Pour les militants, le syndicalisme français avait

« devancé, par une marche si rapide, la plupart des mouvements syndicaux des autres pays, que ceux-ci ne peuvent ni le suivre ni le comprendre. D'où fatalement un antagonisme qui fait éclater encore plus l'opposition existant entre la classe ouvrière française organisée sur le type nouveau et les diverses classes ouvrières des autres nations groupées sur les types anciens » ²⁷³.

Le modèle syndical français était ainsi perçu comme quelque chose de *nouveau*, qui se trouvait *en avance* par rapport aux autres. Le différend avec le bureau syndical international était l'expression de cet écart.

Griffuelhes constate que « Le syndicalisme allemand, qui a le siège du Bureau syndical international, et, à sa suite, les autres pays, ont de l'action syndicale une

²⁷² Les Bourses du travail sont l'expression de l'organisation horizontale tandis que les fédérations d'industrie représentent l'organisation verticale. C'est la synthèse de ces deux structures qui constituent l'originalité du fédéralisme de la CGT, dont on voit à quel point il est inspiré des conceptions libertaires.

²⁷³ Victor Griffuelhes, *L'Action syndicaliste*, Paris, M. Rivière, 1908. Cf. <http://monde-nouveau.net/spip.php?article525>

conception qui, en toute logique, fait des organisations ouvrières les vassales des partis politiques ». La formulation de la phrase est intéressante : le syndicalisme *allemand* y est expressément désigné comme celui qui définit la ligne que doit suivre l'Internationale syndicale. Grifuelhes précise : « Le syndicalisme français, au contraire, sans s'opposer aux partis, qu'il n'a pas à connaître, attache à l'action syndicale une prépondérance incontestable. » Le dirigeant français constate avec une certaine ironie : « la totalité des comités syndicaux centraux des autres pays refusant la discussion, alors que le seul pays possédant une mentalité différente la recherche ! »

« La France syndicale n'a jamais songé à contester aux partis politiques le droit de se réunir internationalement, mais elle affirme le droit pour la classe ouvrière d'avoir à son tour, et en pleine indépendance, des rapports internationaux. En affirmant ce droit, elle n'entend pas imposer aux organismes syndicaux des autres pays la participation à un Congrès syndical international ; elle n'entend pas non plus leur interdire la participation aux Congrès politiques. Elle dit, *imitant* l'Allemagne, qu'elle ne prendra pas part à des conférences dont l'utilité, après celles qui ont été tenues, apparaît fort contestable, et elle se refuse à reconnaître la légitimité d'une résolution allemande qui interdit à tout jamais des discussions appartenant essentiellement au domaine syndical, et qui proclame que seuls ont le droit de les aborder et de les résoudre des Congrès politiques auxquels la France syndicale ne veut pas participer.

« Et si l'on tient compte que la résolution allemande a été motivée, comme l'a dit un délégué, par l'attitude de la France syndicaliste, il en faut déduire qu'un des buts des conférences est de donner aux Congrès politiques le relief et l'autorité qui leur assureront la prépondérance sur les Congrès syndicaux et d'amener la France ouvrière au respect de leurs résolutions ²⁷⁴. »

²⁷⁴ *Ibid.*

Les 15-16 septembre 1907 devait se tenir à Christiania (Oslo) la 5^e conférence internationale. Le comité confédéral de la CGT adressa aux représentations participantes une circulaire (28 août 1907), signée par Griffuelhes, expliquant les positions des syndicalistes français.

« La C.G.T. ne saurait, en effet, admettre, en dehors d'un refus formel opposé à la demande d'inscription d'une question ouvrière, qu'une Conférence limite par une résolution le champ d'activité des futures Conférences. Elle estime que poser une barrière à toute discussion, c'est rendre les conférences peu intéressantes, sinon inutiles ²⁷⁵. »

La résolution d'Amsterdam fut cependant confirmée lors de la conférence de Christiania :

« La Conférence considère les questions de l'antimilitarisme et de la grève générale comme des objets qui ne relèvent pas de la compétence des fonctionnaires [*sic*] syndicaux, mais dont la solution incombe exclusivement à la représentation intégrale du prolétariat international, aux Congrès socialistes internationaux convoqués périodiquement – d'autant plus que les deux questions ont été résolues à Amsterdam et à Stuttgart, conformément aux circonstances ;

« La Conférence regrette que la Confédération n'ait pas voulu comprendre que l'attitude de la Conférence internationale des représentants des centrales nationales a été parfaitement correcte ; qu'elle ait prétexté de cette attitude pour rester étrangère à notre organisation internationale ;

« La Conférence prie instamment la classe ouvrière de France d'examiner ces questions susdites de concert avec l'organisation politique et ouvrière de son propre pays, et, par une adhésion aux congrès socialistes internationaux, de collaborer à la solution de ces questions, et, dans la suite, de s'affilier à l'organisation syndicale internationale, dans le but de résoudre les problèmes syndicaux ²⁷⁶. »

²⁷⁵ *Ibid.*

²⁷⁶ Cité par Griffuelhes, *op. cit.*

Cela équivaut dans les faits à dire que ces questions ne doivent pas être réglées par la classe ouvrière organisée, ce qu'exprime très clairement Griffuelhes lorsqu'il déclare que les syndicalistes français n'acceptent pas que les questions posées par la classe ouvrière soient « résolues par ces assemblées de médecins, d'avocats, de rentiers, de propriétaires, de commerçants, etc..., que sont les Congrès politiques internationaux ! »²⁷⁷.

La conférence d'Oslo, en 1907, décida un compromis. Une résolution admettait l'indépendance des syndicats, mais soulignait en même temps la nécessité des relations entre partis et syndicats. A ce titre, la CGT, qui se voyait interdire d'aborder des questions de politique générale dans les congrès syndicaux, fut invitée à discuter de ces questions avec le parti socialiste en France, et dans les congrès socialistes internationaux : la CGT refusa et suspendit de nouveau ses relations avec le secrétariat international. Elle se trouvait complètement isolée sur le plan international.

Lorsque la crise entre la France et l'Allemagne éclata en 1905 sur la question du Maroc, les dirigeants syndicalistes français avaient tenté d'engager une action internationale contre le risque de guerre, et une délégation conduite par Griffuelhes s'était rendue à Berlin en janvier 1906 pour essayer de convaincre le Secrétariat international et les syndicats allemands de mettre sur pied des actions communes contre la guerre. Les syndicats allemands acceptèrent le principe mais posèrent comme condition, une fois de plus, que la CGT s'entende au préalable avec les socialistes français, ce qui, dans le contexte de l'époque en France, équivalait à imposer une condition inacceptable. Lors du congrès d'Amiens qui suivit peu après, Griffuelhes fit un rapport très désabusé.

²⁷⁷ V. Griffuelhes, *L'action syndicaliste*.

A ce moment-là, la CGT, qui défendait l'idée que le syndicat est le seul « parti du travail », est complètement isolée au plan international à cause de ses positions sur l'indépendance syndicale, alors que la tendance quasi unanime de l'époque est la liaison pour ainsi dire organique entre syndicats et partis. Une réflexion de Grifuelhes exprime parfaitement le splendide isolement dans lequel se trouvait la CGT française et le sentiment qu'avaient ses dirigeants d'avoir raison contre tous :

« Je dis que nous sommes un peu isolés dans l'Internationale parce que nous la dépassons. Oui, nous sommes isolés ! parce que nous sommes seuls — différemment des camarades allemands, des camarades suédois et de nos camarades belges — qui jouissons déjà, et dans quelles conditions, des libertés politiques qu'il leur faut conquérir encore à eux-mêmes. Et c'est parce que nous savons ce que valent ces réformes, ce que valent ces droits politiques que nous ne voulons pas nous mettre dans une situation qui nous amènerait à subordonner notre action syndicale pour des fins d'ordre politique que, depuis longtemps, nous avons dépassées ! Ce n'est pas nous qui avons à rejoindre les autres, ce sont les autres qui doivent nous rejoindre. *Nous sommes en avant...* Nous constatons que notre isolement vient de *notre avance* sur nos camarades des autres pays²⁷⁸. »

En 1908, le congrès de la CGT tenu à Marseille avait fait fort : il appelait les soldats à ne pas remplacer les ouvriers en cas de grève ; il rappelait le rôle de l'armée qui avait tiré sur les ouvriers à Narbonne, à Raon-L'Étape. A partir de 1909 cependant, la CGT traversa une grave crise ; le syndicalisme révolutionnaire entamait son déclin face à la montée des réformistes qui réclamaient à cor et à cri le retour vers le Secrétariat international. C'est alors que la Confédération réintégra les conférences syndicales internationales ; mais elle ne put jamais y aborder les questions politiques et sociales, ni les problèmes interna-

²⁷⁸ Cité par Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier 1871-1936*. 3e partie, Ch. II. L'Internationale ouvrière et la guerre.

tionaux, même lorsque le danger de guerre devint évident. Ces choses-là relevaient de la seule compétence des partis politiques. La coupure entre la vision syndicaliste révolutionnaire et la vision social-démocrate était irrémédiable ²⁷⁹.

Au congrès du Havre en 1912, le dernier avant la guerre, les positions de la CGT sont encore confirmées, à la fois sur l'indépendance syndicale et sur l'action « contre le militarisme, le patriotisme et la guerre ».

On comprend donc, comme le commente Pierre Besnard, que « cette thèse, déjà soumise aux autres Centrales Nationales au cours des conférences internationales, ne fut jamais acceptée par les Allemands qui refusèrent de reconnaître l'antipatriotisme et l'antimilitarisme comme des questions intéressant le syndicalisme. »

« Ceci prouve toute la différence qui existe entre le mouvement ouvrier français et tous les autres mouvements qui tous, à l'exception d'une partie des mouvements espagnol et italien, reposent sur la conception social-démocrate. C'est de cette incompréhension que découlera l'impuissance du mouvement syndicaliste de tous les pays belligérants en face de la guerre ²⁸⁰. »

Le Bureau socialiste international (BSI) s'était réuni à Bruxelles le 28 octobre 1912, en pleine guerre balkanique et décida de convoquer un congrès extraordinaire, qui eut lieu à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. Une motion fi-

²⁷⁹ Pendant que la social-démocratie allemande tergiversait sur la question de la guerre et s'efforçait de ne pas prendre clairement position, les ouvriers espagnols en cette même année 1909 s'insurgeaient contre la guerre coloniale au Maroc. Le lundi 26 juillet un comité composé d'anarchistes et de socialistes appela à la grève générale contre le rappel des réservistes. Le lendemain les ouvriers contrôlaient la ville de Barcelone : les convois militaires étaient bloqués, les trams renversés. Le jeudi 26, des combats de rue eurent lieu contre les forces gouvernementales qui se soldèrent par plus de 150 ouvriers tués.

²⁸⁰ P. Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*.

nale est votée en faveur de l'unité du mouvement, mais ne dit rien concrètement, se contentant de charger le BSI d'une mission de surveillance et de documentation des événements à venir. Jaurès reconnaîtra qu'« il n'est pas possible de donner une réponse d'une certitude mécanique à cette question formidable » de savoir ce que les « travailleurs de tous pays » et leurs délégués feront en cas de guerre. Il est certain que si l'Internationale socialiste, dont c'est au fond la fonction de donner des consignes, ne sait pas quoi faire, il est peu probable que les « travailleurs de tous les pays » en sachent plus.

Mais Jaurès continue de penser que les dirigeants politiques et syndicaux allemands réagiront ; il enjoint le gouvernement français à adopter « une attitude résolument pacifique ». Il obtient que les troupes françaises soient reculées de huit kilomètres de la frontière ! Il vit littéralement dans un rêve qui contraste singulièrement avec l'absence d'illusion des dirigeants syndicalistes français. On apprend le 31 juillet que la mobilisation générale est décrétée en Allemagne. Les voies de chemin de fer et le télégraphe sont coupés par les Allemands, ainsi que les routes. Mais Jaurès restait optimiste en dépit de tout.

C'est donc sans avoir réussi à intéresser le mouvement syndical allemand au danger de la guerre que la CGT dut faire face à son déclenchement en août 1914. Les choix faits par certains de ses dirigeants, une fois la guerre déclarée, trouvent peut-être là leur explication. Mais il ne faut pas oublier que ce sont des minoritaires de la CGT comme Monatte et Merrheim, opposés à la poursuite de la guerre, qui proposèrent de réunir l'Internationale socialiste pour discuter d'une négociation entre belligérants : à la conférence de Zimmerwald, les seuls représentants français à cette conférence rassemblant des partis politiques furent des membres de la CGT.

« C'est sous les auspices du Comité pour la reprise des relations internationales auquel adhèrent : Merrheim,

Bourderon, Chaverot, Sirolle, Souvarine, etc... – et, où, Trotsky, encore à Paris, joue un rôle prépondérant, que s'organise l'action contre la guerre ²⁸¹. »

Comme en 1906, la CGT tenta en 1912 de susciter l'organisation, dans chaque pays, d'une manifestation simultanée contre la guerre. Les syndicats allemands et autrichiens se déroberent sous prétexte, encore une fois, qu'une telle manifestation, de caractère politique, était du ressort des partis et non des syndicats : argument qu'ils utilisèrent régulièrement pour éviter tout débat de fond et tout engagement réel sur ces questions.

Incontestablement, les obstacles rencontrés ne purent que renforcer la CGT dans l'idée que rien ne pouvait venir des partis socialistes et surtout du Parti social-démocrate allemand. Ce fait est confirmé par Pierre Monatte dans son article sur « La Fondation de la vie ouvrière », paru en octobre-décembre 1959 dans *La Révolution prolétarienne*. Il évoque l'impression rapportée d'Allemagne par Charles Andler en 1911, au moment de la crise marocaine :

« Andler avait été frappé de la rareté des manifestations pour la paix et des sympathies nombreuses que des socialistes affichaient pour le "coup d'Agadir". Il n'allait pas jusqu'à penser que le gouvernement allemand cherchait la guerre, mais il lui attribuait un certain penchant au chantage, goût du chantage partagé par une fraction importante du socialisme allemand. Il faut bien dire que cet état d'esprit répandu dans les hautes couches du mouvement syndical allemand est pour beaucoup dans le déraillement d'un certain

²⁸¹ Pierre Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*. Le Comité pour la reprise des relations internationales s'est constitué à la fin de l'année 1915 dans la foulée de la conférence de Zimmerwald. Il avait pour objectif de renverser les majorités qui, dans les organisations ouvrières, étaient favorables à l'Union sacrée. L'opinion évolue également au sein du Parti socialiste, dans lequel une minorité s'oppose à l'Union sacrée. Cependant, les minoritaires du parti socialiste ne remettront pas en cause la nécessité de la défense nationale.

nombre de syndicalistes français au début de la guerre 1914-1918, précisément parmi ceux qui avaient entretenu des relations avec les organisations syndicales allemandes. Je pense en particulier à Griffuelhes ulcéré par chacune des délégations faites à Berlin lors des tensions entre les deux pays ²⁸². »

Monatte donne aussitôt un autre exemple, celui de Charles Delzant ²⁸³ : « Les contacts difficiles avec les bureaucrates syndicaux allemands devaient l'amener à dire "La parole est au canon" tout au début de la guerre. » Monatte parlera également des « refus insolents que la CGT avait reçus des chefs des syndicats allemands depuis 1905 ». Ces remarques interdisent d'écarter l'hypothèse suivante : la résignation de nombreux militants envers la guerre pourrait être la conséquence des refus systématiques des dirigeants social-démocrates et syndicaux allemands de discuter avec la CGT d'une action commune contre la guerre.

9) Kropotkine et syndicalisme

Il est surprenant de constater que Kropotkine semble ne pas avoir eu de contacts avec les militants syndicalistes révolutionnaires français de son temps. Bien que James Guillaume ait contribué à la formation de Kropotkine, il ne semble pas que ce dernier ait gardé de contact suivi avec le compagnon de Bakounine, en dehors d'un échange de courrier lié à leur intérêt commun pour la Révolution française.

L'analyse des textes de Kropotkine sont révélateurs

²⁸² <http://monde-nouveau.net/spip.php?article468>

²⁸³ Charles Delzant (1874-1943) était un des leaders de l'anarcho-syndicalisme dans le département du Nord. Il était également, depuis sa fondation en 1902, secrétaire général de la fédération nationale des Verriers à partir de 1912. Mobilisé en 1914, il se rallia à la politique d'union sacrée.

d'une absence presque totale de préoccupation concernant l'organisation ou la stratégie du mouvement ouvrier, voire même le mouvement ouvrier d'une façon générale, alors que c'était la principale préoccupation de Bakounine dans sa période « anarchiste », c'est-à-dire les huit dernières années de sa vie. Il semble que l'activité de Kropotkine se soit cantonnée au mouvement anarchiste, exclusivement.

En 1890, constatant les dégâts provoqués par la période des attentats anarchistes mais sans pour autant en condamner les auteurs, Kropotkine recommande l'entrée des anarchistes dans les syndicats. « La révolution, dit-il, est avant tout un mouvement populaire », ce qui est tout de même le moins qu'on puisse attendre d'un anarchiste. Aussi préconise-t-il, dans *La Révolte* du 27 septembre 1890, la formation d'« unions monstres, englobant les millions de prolétaires contre les milliers et les millions d'or des exploités ». C'est à tort que certains ont fait de Kropotkine un précurseur du syndicalisme révolutionnaire sur la base d'une telle déclaration. Le révolutionnaire russe a probablement comme référence le mouvement syndical britannique qui se situe loin des positions de Pouget, Griffuelhes ou Pelloutier.

Dans un échantillon de 17 textes significatifs ²⁸⁴, le terme « CGT » n'apparaît pas une fois, le mot « syndicat » apparaît plusieurs fois dans le sens de syndicat patronal (*La conquête du pain* et *La Guerre*), gouvernemental (*Fatalité de la révolution*) ou agricole (*L'État – son rôle historique*) ; dans un texte, il apparaît dans l'acception de syndicat ouvrier (*Autour d'une vie*, trois occurrences) mais dans des considérations très générales. Le

²⁸⁴ *Autour d'une vie* ; *Aux jeunes gens* ; *Communisme et Anarchie* ; *Fatalité de la Révolution* ; *L'Action anarchiste dans la révolution* ; *L'Anarchie - Sa philosophie - Son idéal* ; *L'Esprit de révolte* ; *L'État - son rôle historique* ; *L'Organisation de la Vindicté - appelée Justice* ; *La Commune* ; *La Commune de Paris* ; *La Conquête du pain* ; *La Grande Révolution* ; *La Guerre* ; *La Loi et l'Autorité* ; *La Morale anarchiste* ; *La révolution sera-t-elle collectiviste* ; *Le Principe Anarchiste* ; *Le Salariat*.

nom d'Émile Pouget apparaît deux fois dans *Autour d'une vie*, lorsque Kropotkine décrit leurs démêlés communs avec la justice ; celui de Pelloutier et Monatte pas une fois. Pourtant, on aurait pu penser que Pelloutier, le fondateur des Bourses du travail, ait pu attirer l'attention de Kropotkine. On a l'impression que celui-ci passe presque complètement à côté du mouvement ouvrier français de son temps, dans lequel les libertaires jouèrent pourtant un rôle décisif – des libertaires engagés dans le mouvement syndical, il est vrai.

Le mouvement ouvrier et ses luttes ne sont présents que dans les articles qu'il a écrits et sont cantonnés à l'événementiel.

Il existe un texte dans lequel Kropotkine parle du syndicalisme. Il était intervenu dans *Les Temps Nouveaux* à propos d'une polémique qui opposait Marx Pierrot et Hubert Lagardelle. Le détail de cette polémique importe peu, mais elle oppose Pierrot qui est anarchiste et Lagardelle qui était à l'époque syndicaliste révolutionnaire. Kropotkine est invité à arbitrer le débat et adressa aux *Temps Nouveaux*²⁸⁵ une explication qui mettait fin aux accusations de Lagardelle.

« Je n'avais pas l'intention d'intervenir dans le débat entre Pierrot et Lagardelle, d'autant plus que Pierrot le conduit très bien, et j'ai tant d'autres choses à faire. Mais puisque Lagardelle a cru devoir embrouiller le débat en y faisant intervenir mon nom et en insinuant qu'il existe de moi une lettre mystérieuse contre le syndicalisme, que Pierrot ne se risquera pas à publier, – je laisse au lecteur d'apprécier ce procédé – me voici forcé de parler de cette lettre. »

²⁸⁵ Kropotkine, « Les Anarchistes et les syndicats », *Les Temps Nouveaux*, 25 mai 1907.

<http://monde-nouveau.net/spip.php?article509>

Kropotkine s'en prend surtout à Lagardelle, et réaffirme le rôle décisif des « organisations ouvrières » dans l'accomplissement de la révolution sociale, « après que le réveil du prolétariat aura été fait d'abord par des actes individuels, puis par des actes collectifs de grèves, révoltes de plus en plus élargies ». On comprend donc que pour Kropotkine, un mouvement *social* ne semble pas pouvoir être envisagé autrement que par un acte initial *individuel*.

« ...ceux de anarchistes qui ont toujours pensé que le mouvement ouvrier, organisé professionnellement, pour la *lutte directe* contre le Capital – aujourd'hui on l'appelle en France syndicalisme et "action directe" — constitue la vraie force, capable d'*amener* à la révolution sociale et de la *réaliser*, par la transformation égalitaire de la consommation et de la production – ceux de nous qui ont pensé ainsi pendant ces trente-cinq dernières années, sont simplement restés fidèles à l'idée-mère de l'Internationale, telle que l'avaient conçue, dès 1864, les Français (*contre* Marx et Engels) et telle qu'elle fut toujours appliquée en Catalogne, dans le Jura bernois, dans la vallée de Vesdre et en partie en Italie. L'Internationale fut un grand mouvement syndicaliste qui posa dès lors tout ce que ces messieurs prétendent avoir découvert dans le syndicalisme ²⁸⁶. »

Le syndicalisme ne constitue manifestement pas pour Kropotkine un phénomène qui mérite qu'on s'y attarde pour le théoriser, mais le révolutionnaire russe se défend de s'en désintéresser. Dans sa lettre aux *Temps nouveaux*, il invite Lagardelle à consulter les collections des journaux *Le Révolté*, *La Révolte*, *Les Temps Nouveaux* où, entre 1886 et 1898, on retrouvera « à certaines époques de luttes ouvrières un ou deux articles dans chaque numéro (articles de fond et mouvement social), où je reviens toujours à ces mêmes idées ».

²⁸⁶ Kropotkine, « Les Anarchistes et les Syndicats », *Les Temps Nouveaux*, 25 mai 1907.

Il est évident que les tentatives de la CGT pour convaincre les dirigeants politiques et syndicaux allemands à organiser une riposte commune en cas de guerre concerne peu Kropotkine qui est convaincu qu'une guerre va éclater, et qui souhaite une victoire française.

10) Le mouvement ouvrier international face à la guerre

Fonder sur les prises de position de quinze anarchistes en 1916 une analyse globale de la « trahison » de l'anarchisme *en général* est quelque peu caricatural, presque aussi caricatural que si les anarchistes mettaient sur le dos du *marxisme* la trahison de la social-démocratie. Bien qu'il y aurait quelque fondement à argumenter sur ce point, nous n'avons pas connaissance que les libertaires aient jamais eu recours à un tel coup bas. On peut ainsi lire sur le site d'un groupe conseilliste un texte dont un intertitre évoque « La trahison de l'internationalisme par la social-démocratie et l'anarchisme en 1914 » et où on apprend que « les principales composantes du mouvement anarchiste se muent en va-t'en-guerre pour le profit de l'État bourgeois. Kropotkine, Tcherkesoff et Jean Grave se font les défenseurs les plus acharnés de la France ²⁸⁷. » Une telle affirmation évacue donc l'appel de « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » et les positions de Malatesta et des autres signataires de cet appel internationaliste. Une telle attitude invalide complètement l'argumentation de ce groupe conseilliste, qui ne peut tout simplement pas être prise au sérieux.

Sans doute frappe-t-on d'autant plus fort sur les signataires du « Manifeste des Seize » qu'il faut occulter le constat que « L'Internationale Anarchiste et la Guerre »

²⁸⁷ Souligné part nous.

http://fr.internationalism.org/icconline/2009/les_anarchistes_et_la_guerre_1.html.

fut publié *huit mois avant la conférence de Zimmerwald* qui marque, dans la mythologie communiste, le « top départ » de la réaction contre la guerre. Ceci explique cela.

La conférence de Zimmerwald en 1915 ne regroupe qu'une infime poignée de militants et c'est tout de même une vantardise que de dire qu'elle a « sauvé l'honneur » de l'Internationalisme ; ou alors on serait justifié de dire que l'appel anarchiste internationaliste du 12 février 1915 a « sauvé l'honneur de l'internationalisme » *avant* l'appel de Zimmerwald, ce qui est absurde.

Il est d'ailleurs significatif que parmi la trentaine de participants, les deux Français étaient des syndicalistes révolutionnaires de la CGT. Il est significatif également que dans le mouvement ouvrier international, une vigoureuse opposition à la guerre s'est manifestée partout où le mouvement anarchiste, anarcho-syndicaliste, syndicaliste révolutionnaire avait une réelle implantation : Argentine, Espagne, Italie, États-Unis, Japon. Notons que, en dehors des pays slaves – Serbie et Russie, où les social-démocrates n'ont pas voté les crédits de guerre – les réactions ont été tout à fait minimales dans le courant marxiste, et essentiellement verbales.

Le sort des IWW aux États-Unis illustre le propos de Maurice Laisant lorsqu'il dit que la guerre a pour fonction de détruire le mouvement ouvrier organisé. Juste avant l'entrée en guerre des États-Unis, le quotidien des IWW, *Industrial Worker*, écrivait : « Capitalistes d'Amérique, nous nous battons contre vous, pas pour vous ! Il n'existe aucune force au monde qui puisse forcer la classe ouvrière à se battre si elle ne le veut pas. »

L'organisation avait été l'objet d'une répression méthodique des autorités américaines et du patronat. L'entrée en guerre des États-Unis, en avril 1917, allait évidemment décupler la répression. C'est la raison pour laquelle Bill Haywood, secrétaire général des IWW, préconisa que l'organisation adopte un profil bas. Celle-ci ces-

sa toute activité ostensible contre la guerre. Cette attitude ne faisait pas l'unanimité : Frank Little soutenait la poursuite de la propagande contre la guerre. Un compromis fut trouvé sous la forme d'une déclaration qui condamnait la guerre, mais les adhérents étaient invités à s'enregistrer pour la conscription en faisant une demande d'exemption sur laquelle ils inscrivaient : « IWW, opposé à la guerre ». Cela n'empêcha aucunement les autorités, le patronat et la presse de se déchaîner contre les IWW. Frank Little fut lynché en août 1917.

La guerre fournit au gouvernement le prétexte pour briser définitivement les IWW. En septembre 1917 quarante-huit locaux à travers tout le pays furent investis et saccagés par des agents du département de la Justice ; 165 dirigeants des IWW furent arrêtés pour conspiration tendant à entraver la conscription et encouragement à la désertion. Cent un furent jugés en 1918, tous furent reconnus coupables et se virent infliger des peines allant jusqu'à vingt ans. Cela continua après la guerre : le 11 novembre 1919, des gardiens de prison livrèrent Wesley Everest, membre des IWW et ancien combattant, à la foule qui lui cassa les dents avec une crosse de fusil, le castra et le lyncha en trois endroits différents de la ville et enfin cribla son corps de balles. Il fut enterré dans une tombe anonyme et le médecin légiste le déclara suicidé. La répression n'en resta pas là. Au milieu des années 20, les IWW avaient cessé d'être une force et une organisation de masse. La bourgeoisie et l'État avaient gagné.

Comment ne pas penser, par contraste, à l'attitude de Jean Grave, un des signataires du « Manifeste des Seize », se réjouissant dans le numéro 358 de *La Bataille syndicaliste* de l'éventualité que la « colère populaire » se retourne contre ceux qui auraient refusé de se laisser mobiliser ?

En Espagne, la CNT dénonça immédiatement la trahison des organisations ouvrières qui ont « sacrifié leurs

idéaux sur l'autel de leurs patries respectives, en niant le caractère fondamentalement international du problème social »²⁸⁸. Des mouvements d'opposition vigoureux à la guerre eurent lieu au Japon, aux États-Unis, en Bulgarie, en Hongrie, au Mexique : aucun d'entre eux n'est issu d'un courant marxiste, sauf en Russie où anarchistes et bolcheviks furent d'accord au moins sur ce point.

En Argentine apparut dans la bourgeoisie un fort courant qui souhaitait l'entrée en guerre du pays. En novembre 1914 un manifeste signé par des syndicats et des groupes anarchistes dénonce la guerre et clame la nécessité d'une paix qui « ne pourra être garantie que par la révolution sociale ».

Le 30 septembre 1917, une grève générale révolutionnaire éclata grâce à l'initiative de la Fédération des syndicats anarchistes, la FORA, pour empêcher le pays de rejoindre l'Allemagne dans la guerre. Les syndicats socialistes, dont l'influence était minime, refusèrent de participer au mouvement.

« Ce qui avait cependant fait pencher la balance en faveur de la paix, écrivait *la Feuille*²⁸⁹ du 3 octobre 1917, c'était l'attitude décidée du prolétariat dont les grèves multipliées et s'étendant sans cesse, avaient fini par intimider les manifestations de bourgeois et d'intellectuels, organisés dans la capitale. "C'est là une démonstration éclatante de ce qu'auraient pu les peuples de l'univers, le 1^{er} août 1914, si au lieu de se laisser prendre aux communiqués officiels et aux excitations de la presse, ils avaient spontanément décrété cette grève générale, en réponse aux décrets de mobilisation. La guerre eût été évitée.

« "Voilà trois ans qu'on le disait, mais en ajoutant que l'expérience avait démontré que pareille attitude était impossible, utopique. Les ouvriers et les cheminots argentins

²⁸⁸ Anselmo Lorenzo, *l'Almanach annuel de Tierra y Libertad*, janvier 1915.

²⁸⁹ Journal antimilitariste qui parut à Genève vers la fin de la guerre.

ont démontré, eux, que la chose était faisable (...) ²⁹⁰.” »

Ainsi, mettre sur le même pied la « trahison » de quinze anarchistes français en 1916 et celle de la social-démocratie internationale en général est caricatural.

Soulignons qu’en France – et la situation ne devait pas être différente dans les autres pays directement impliqués par la guerre – la grande majorité des militants opposés à la guerre y sont tout de même allés, lorsqu’ils furent incorporés. Au crédit de Monatte, on peut dire que sa démission du Conseil confédéral de la CGT pour protester contre son soutien à la guerre lui a valu de perdre la « protection » contre la mobilisation. Mais on peut supposer que la médaille qu’il a gagnée pour fait de guerre n’a pas été obtenue pour avoir tenté de transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire ²⁹¹. Curieusement, on ne parle jamais de libertaires comme Gaston Leval qui ont *déserté*, et qui l’ont payé toute leur vie par l’exil, l’insécurité et la gêne pécuniaire.

Conclusion

Le lecteur aura peut-être eu parfois l’impression que le présent travail est destiné à justifier les prises de position de Kropotkine en 1916 ou à faire le procès de la social-démocratie allemande. Il aura tout à fait raison. A condition d’entendre par « justifier les prises de position de Kropotkine », tenter d’expliquer le contexte et les circonstances dans lesquelles le vieux révolutionnaire a fait son choix. Kropotkine n’a jamais caché la préférence qu’il avait pour la France.

²⁹⁰ « Efficacité de l’action directe », de l’anarcho-pacifiste hollandais Barthélemy de Ligt, publié dans la revue anationale la Patrie humaine du 12 janvier 1934. Cf. :

<http://anarchismenonviolence2.org/spip.php?article60>

²⁹¹ Voir note 97, Notice biographique de Monatte par Colette Chambelland.

Nous avons tenté de montrer que la signature d'un manifeste en faveur de l'Entente en 1916 n'a pas été fortuite, qu'elle était étroitement liée au sort des armes et qu'elle exprimait la crainte qu'avait Kropotkine qu'une défaite de la France conduise à quarante ou cinquante ans de dictature militaire en Europe. Vouloir de comprendre les choix du vieux révolutionnaire, expliquer le contexte dans lequel ces choix ont été faits, n'entraîne pas l'approbation de ces choix. Nous avons également voulu montrer les limites des prises de positions les plus radicales contre la guerre, qui se cantonnent au registre proclamatif et qui se contentent de constater l'impuissance du mouvement ouvrier, du mouvement révolutionnaire, à empêcher la guerre. Dans les positions de Malatesta, par exemple, qui sont d'une orthodoxie intransigeante, il y a une réelle inconséquence à préférer la défaite de l'Entente sous prétexte de ne pas encourager la volonté de revanche du côté allemand. Cela n'a pas de sens. Il y a également une grande naïveté à s'imaginer qu'une occupation étrangère est préférable à la guerre sous prétexte qu'il est alors possible de poursuivre la lutte sociale la main dans la main avec les prolétaires allemands. C'est occulter le fait que la victoire allemande en 1871 a abouti à une intensification inouïe de la répression anti-ouvrière en Allemagne même. C'est oublier que la Prusse a occupé depuis 1773 une partie de la Pologne.

Élevé dans l'esprit de la philosophie des Lumières – toute sa pensée politique en est imprégnée – et infiniment mieux au courant que la plupart de ses camarades co-signataires des grands problèmes internationaux de son temps, Kropotkine a fait des choix qui étaient en cohérence avec sa formation et sa culture. On peut lui reprocher de ne pas avoir conservé une attitude faite d'intransigeance révolutionnaire, d'autant que son choix n'influa en rien sur l'issue de la guerre : les gouvernements de

l'Entente n'avaient aucunement besoin de la signature de quinze anarchistes pour mener leur politique à terme.

L'erreur de Kropotkine ne fut pas seulement de signer le « Manifeste des Seize », elle fut aussi de penser que son acte pouvait servir à quelque chose – et curieusement il reprocha à Malatesta de penser que sa propre position pouvait changer quelque chose ! L'erreur de Kropotkine est d'avoir pensé que ses prises de position pouvaient influencer sur la réalité du moment. Il n'a pas tenu compte du fait que lorsqu'il n'est pas possible d'agir sur les événements, la seule chose qui reste est de préserver les principes.

Enfin l'erreur de Kropotkine fut de ne pas avoir imaginé une voie qui lui aurait permis de faire passer son message concernant les conséquences probables d'une victoire allemande, *sans soutenir l'entente*. Cette voie existait, c'est celle qu'avait choisie Marie Goldsmith, qui partageait les idées de Kropotkine mais qui refusa de signer le « Manifeste des Seize ». Il serait temps de rendre hommage à cette femme dont les positions ont été occultées par celles du « grand homme » dont elle était l'amie.

L'ambition de la présente étude est de permettre au mouvement libertaire de se décomplexer par rapport aux attaques qui ont été menées contre lui sous prétexte qu'une poignée de militants ont signé en 1916 le « Manifeste des Seize ». Le mouvement libertaire a donné plus que sa part dans la lutte contre la guerre et il peut s'enorgueillir d'être le courant qui, dans le mouvement ouvrier, a publié les premiers manifestes contre la guerre : rappelons que le texte « L'Internationale anarchiste et la guerre » fut rédigé huit mois avant la conférence de Zimmerwald.

Le traumatisme de l'écrasement de la Commune, l'attitude hégémonique des socialistes allemands, les illusions et l'attitude de soumission des socialistes français furent probablement encore des éléments qui jouèrent

dans les prises de position de Kropotkine. C'est pourquoi il nous a semblé nécessaire d'étendre nos investigations aux relations entre le mouvement social-démocrate allemand et le mouvement socialiste et syndicaliste français. Tout d'abord pour montrer que le poids des orientations du socialisme allemand remonte à loin et qu'il fut décisif ; ensuite pour mettre en relief les tentatives infructueuses faites par le mouvement ouvrier français pour opérer une jonction avec le mouvement ouvrier allemand ; enfin pour montrer que le mouvement anarchiste français n'avait qu'une capacité minimale d'intervention sur les événements, ce qui ne l'empêcha pas, comme le souligna Maurice Laisant, de fournir largement sa part d'opposants et de réfractaires à la guerre.

Si la signature du « Manifeste des Seize » a fourni à certains social-démocrates d'extrême gauche un prétexte pour classer l'ensemble du mouvement libertaire dans le camp des va-t'en-guerre, contre toute vérité et toute logique, nous avons voulu montrer que la réalité du mouvement libertaire ne se trouve pas dans le « Manifeste des Seize » mais dans le manifeste « L'Internationale anarchiste et la guerre », antérieur à la rencontre de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) – ce qui montre une plus grande réactivité du mouvement libertaire.

La question de la « réhabilitation de Kropotkine » n'a évidemment pas beaucoup de sens aujourd'hui. Si le traumatisme créé à la suite de la signature du « Manifeste des Seize » par quelques individualités fut profond et durable au sein du mouvement libertaire, il nous paraît, presque un siècle après, exagéré. Le mouvement libertaire lui-même fut le premier à se sentir trahi. Le sentiment de cette « trahison » a sans doute été d'autant plus grand que le mouvement anarchiste était peu nombreux au regard des autres forces en présence : l'impact en a été d'autant plus sérieusement ressenti. L'un des effets collatéraux de cette affaire a peut-être été l'accroissement de la coupure

existant entre le mouvement anarchiste et le mouvement syndicaliste révolutionnaire – en France du moins.

Si l'examen des raisons et du contexte qui ont pu pousser un Kropotkine à signer le « Manifeste des Seize » nous semble essentiel pour comprendre cette période de l'histoire, il convient de ramener cet épisode à ses justes proportions, dans ce sens que cela resta parfaitement marginal. En revanche, il nous paraît beaucoup plus intéressant de nous interroger sur les raisons qui ont fait que les représentants français à la conférence de Zimmerwald étaient des *syndicalistes*, et qu'il n'y ait eu aucun *anarchiste*.

Novembre 2010-février 2014

Annexes

Document 1. — Liste des congrès de la II^e Internationale

Paris	1889
Bruxelles	1891
Zürich	1893
Londres	1896
Paris	1900
Amsterdam	1904
Stuttgart	1907
Copenhague	1910
Bâle (extraordinaire)	1912
Congrès manqué	1914
Conférence Lugano	1914
Conférence Zimmerwald	1915
Conférence Kienthal	1916
Conférence Stockholm	1917

Document 2. — Kropotkine : « Antimilitarisme et révolution » (1905)

Les Temps Nouveaux, 4 nov. 1905

Voici la lettre rectificative adressée par notre ami Kropotkine au journal le Temps, et que le directeur du grand quotidien conserva dans ses cartons — nous nous demandons pourquoi? — plus de huit jours sans la faire paraître.

Monsieur le Directeur,

Je viens de lire dans votre numéro du 19 octobre un article de M. Pierre Mille, intitulé : « Esquisses d'après Nature : Pierre Kropotkine ». Permettez-moi d'en relever certaines inexactitudes.

M. Mille reproduit quelques propos d'une conversation sur l'antimilitarisme, à laquelle il n'a pas assisté, mais dont il a entendu parler à Paris.

Il le fait, j'en suis sûr, avec la meilleure intention d'être exact ; mais, en ne donnant que quelques propos de cette conversation, il en dénature complètement le sens.

Oui, j'ai dit :

— J'ai soixante-deux ans, je ne fais pas de sentimentalisme à l'égard de la France, j'y ai été condamné à la prison, je suis encore sous le coup d'un décret d'expulsion... Eh bien, si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose. C'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de prendre le fusil pour la défendre. Non pas comme soldat de la bourgeoisie, bien entendu, mais comme soldat de la Révolution, dans les légions franches des révolutionnaires, pareilles à celles des Garibaldiens et des francs-tireurs de 1871.

Faisons la Révolution et courons aux frontières, telle est l'essence des opinions que j'exprimai dans cette conversation, et dont la phrase que je viens de citer et qui frappa M. Mille était la conclusion.

Puisque vous avez bien voulu parler de mes idées sur l'antimilitarisme, vous me permettrez, n'est-ce pas, de les préciser?

Lorsque je vois avec quelle facilité les gouvernants jettent les peuples dans des guerres affreuses, entreprises dans l'intérêt de la bourgeoisie ; et puisque je sais avec quelle impardonnable légèreté les gouvernants de la France — sur une insignifiante promesse faite par un mi-

nistre impérialiste anglais — ont été tout récemment sur le point de jeter la France dans une guerre, dont elle serait sortie, peut-être, avec un écrasement pire que celui de 1871, je comprends la nécessité d'une propagande antimilitariste ardue, faite courageusement par les travailleurs. Et je comprends parfaitement que les travailleurs français, avant-garde de la classe ouvrière du monde entier, en prennent l'initiative, sans savoir au juste jusqu'à quel point ils seront suivis par les travailleurs allemands.

— Mais, ai-je dit dans la conversation dont M. Mille vous a donné un passage, la grève des conscrits, au moment où la guerre est déclarée, n'est pas le vrai moyen. La grève, c'est bon pour les nations restées neutres. Lorsque deux États entrent en guerre, les travailleurs des nations neutres devraient refuser absolument tout travail servant à alimenter la guerre. C'est la campagne qu'il fallait faire pendant la dernière guerre russo-japonaise.

Mais si les Allemands viennent envahir la France, à la tête, comme ils le feront sans doute, d'une coalition puissante, et forçant la main aux petits États limitrophes (la Belgique, la Suisse), alors la grève des conscrits ne suffira pas. Il faudra faire, comme faisaient les sans-culottes de 1792, lorsqu'ils constituèrent dans leurs sections la Commune révolutionnaire du 10 août, culbutèrent la royauté et l'aristocratie, levèrent l'impôt forcé sur les riches, forcèrent la Législative de faire les premiers décrets effectifs pour l'abolition des droits féodaux et la reprise par les paysans des terres communales et marchèrent défendre le sol de la France tout en continuant la Révolution. C'est aussi ce que Bakounine et ses amis essayèrent, de faire à Lyon et à Marseille en 1871.

La seule digue efficace à opposer à une invasion allemande sera la guerre populaire, la Révolution. C'est ce qu'il faut prévoir et dire ouvertement dès aujourd'hui.

Oui, j'ai dit aussi que la France marchait à la tête des autres nations. Et c'est vrai. Non pas comme culture intel-

lectuelle, artistique ou industrielle, car en cela les principales nations européennes et les États-Unis marchent de front, et si une d'elles prend les devants dans telle direction, elle est dépassée dans une autre. Mais la France marche à la tête des autres nations dans la voie de la révolution sociale. C'est qu'elle a fait 1789-93, qu'elle a eu 1848, et qu'elle a planté un jalon en 1871, tandis que l'Allemagne n'a pas encore fini d'abolir son régime féodal, l'Angleterre n'a fait sa grande révolution que pour conquérir la liberté politique et religieuse de l'individu, sans démolir la propriété féodale, et la Russie est encore en 1788-89.

Dans ces conditions, un nouvel écrasement de la France serait un malheur pour la civilisation. Le triomphe de l'État militaire centralisé allemand en 1871 a valu à l'Europe trente ans de réaction, et à la France il a donné le culte du militaire, le boulangisme, l'affaire Dreyfus et l'arrêt – je dirai plus : l'oubli pour trente ans de tout le développement socialiste qui se faisait vers la fin de l'Empire.

C'est parce que j'ai vécu la réaction sociale et intellectuelle des dernières trente années que je pense que les antimilitaristes de toute nation devraient défendre *chaque* pays envahi par un État militaire et trop faible pour se défendre lui-même ; mais surtout la France, quand elle sera envahie par une coalition de puissances bourgeoises qui haïssent surtout dans le peuple français son rôle d'avant-garde de la révolution sociale.

Voici, Monsieur, les idées que j'ai développées pendant la conversation dont M. Mille a entretenu vos lecteurs.

Pour terminer, permettez-moi de relever quelques inexactitudes d'un caractère personnel dans l'article de M. Mille.

Ma femme, je suis heureux de contredire en cela M. Mille, n'a pas cessé de vivre, et M. Mille, s'il venait à

Bromley — seulement, de grâce, pas comme un reporter, — la trouverait à peu près telle qu'il l'a vue à Acton. Et, pour ma part, M. Mille non seulement me fait commettre une erreur *de fait*, assez grossière (condamnés à cinq ans de prison, nous n'en fîmes que trois), mais il me prête aussi à propos de cet emprisonnement un langage que jamais je n'aurais tenu. Je passe sur les propos que M. Mille me prête concernant les reporters : c'est trop personnel.

En vous remerciant d'avance, agréez, Monsieur, etc.

Pierre Kropotkine

Document 3. — 4 octobre 1914. Manifeste des 93 intellectuels allemands (*Appel des intellectuels allemands aux nations civilisées*)

Cet appel parut en français dans la revue scientifique du 14 novembre 1914, avec la note suivante: «Nous publions cet appel à titre documentaire. C'est le triste plaidoyer de 93 célébrités allemandes pour justifier la conduite de leur Nation dans la guerre actuelle». Parmi les signataires se trouvent de prix Nobel, des scientifiques, de artistes, des philosophes, des médecins et des enseignants mondialement connus.

Albert Einstein avait quant à lui été l'un des trois seuls savants allemands à signer une pétition pour la paix en 1913. Il refusa énergiquement de signer ce manifeste qu'il qualifia de «capitulation de l'indépendance intellectuelle allemande».

En qualité de représentants de la science et de l'art allemands, nous, soussignés, protestons solennellement devant le monde civilisé contre les mensonges et les calomnies dont nos ennemis tentent de salir la juste et noble cause de l'Allemagne dans la terrible lutte qui nous a été imposée et qui ne menace rien de moins que notre existence. La marche des événements s'est chargée de réfuter cette propagande mensongère qui n'annonçait que des défaites allemandes. Mais on n'en travaille qu'avec plus d'ardeur à dénaturer la vérité et à nous rendre odieux. C'est contre ces machinations que nous protestons à haute voix : et cette voix est la voix de la vérité.

Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué cette guerre. Ni le peuple, ni le Gouvernement, ni l'empereur allemand ne l'ont voulue. Jusqu'au dernier moment, jusqu'aux limites du possible, l'Allemagne a lutté pour le maintien de la paix. Le monde entier n'a qu'à juger d'après les preuves que lui fournissent les documents authentiques. Maintes fois pendant son règne de vingt-six ans, Guillaume II a sauvé la paix, fait que maintes fois nos ennemis mêmes ont reconnu. Ils oublient que cet Empereur, qu'ils osent comparer à Attila, a été pendant de

longues années l'objet de leurs railleries provoquées par son amour inébranlable de la paix. Ce n'est qu'au moment où il fut menacé d'abord et attaqué ensuite par trois grandes puissances en embuscade, que notre peuple s'est levé comme un seul homme.

Il n'est pas vrai que nous avons violé criminellement la neutralité de la Belgique. Nous avons la preuve irrécusable que la France et l'Angleterre, sûres de la connivence de la Belgique, étaient résolues à violer elles-mêmes cette neutralité. De la part de notre patrie, c'eût été commettre un suicide que de ne pas prendre les devants.

Il n'est pas vrai que nos soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcés par la dure nécessité d'une défense légitime. Car, en dépit de nos avertissements, la population n'a cessé de tirer traîtreusement sur nos troupes, a mutilé des blessés et égorgé des médecins dans l'exercice de leur profession charitable. On ne saurait commettre d'infamie plus grande que de passer sous silence les atrocités de ces assassins et d'imputer à crime aux Allemands la juste punition qu'ils se sont vus forcés d'infliger à des bandits.

Il n'est pas vrai que nos troupes aient brutalement détruit Louvain. Perfidement assaillies dans leurs cantonnements par une population en fureur, elles ont dû, bien à contrecœur, user de représailles et canonner une partie de la ville. La plus grande partie de Louvain est restée intacte. Le célèbre Hôtel de Ville est entièrement conservé : au péril de leur vie, nos soldats l'ont protégé contre les flammes. Si dans cette guerre terrible, des œuvres d'art ont été détruites ou l'étaient un jour, voilà ce que tout Allemand déplorera sincèrement. Tout en contestant d'être inférieur à aucune autre nation dans notre amour de l'art, nous refusons énergiquement d'acheter la conservation d'une œuvre d'art au prix d'une défaite de nos armes.

Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris

du droit des gens. Nos soldats ne commettent ni actes d'indiscipline ni cruautés. En revanche, dans l'Est de notre patrie la terre boit le sang des femmes et des enfants massacrés par les hordes russes, et sur les champs de bataille de l'Ouest les projectiles dum-dum de nos adversaires déchirent les poitrines de nos braves soldats. Ceux qui s'allient aux Russes et aux Serbes, et qui ne craignent pas d'exciter des mongols et des nègres contre la race blanche, offrant ainsi au monde civilisé le spectacle le plus honteux qu'on puisse imaginer, sont certainement les derniers qui aient le droit de prétendre au rôle de défenseurs de la civilisation européenne.

Il n'est pas vrai que la lutte contre ce que l'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre culture, comme le prétendent nos hypocrites ennemis. Sans notre militarisme, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. C'est pour la protéger que ce militarisme est né dans notre pays, exposé comme nul autre à des invasions qui se sont renouvelées de siècle en siècle. L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. C'est dans ce sentiment d'union que fraternisent aujourd'hui 70 millions d'Allemands sans distinction de culture, de classe ni de parti.

Le mensonge est l'arme empoisonnée que nous ne pouvons arracher des mains de nos ennemis. Nous ne pouvons que déclarer – à haute voix devant le monde entier – qu'ils rendent faux témoignage contre nous. À vous qui nous connaissez et, avez été, comme nous, les gardiens des biens les plus précieux de l'humanité, nous crions :

Croyez-nous ! Croyez que dans cette lutte nous irons jusqu'au bout en peuple civilisé, en peuple auquel l'héritage d'un Goethe, d'un Beethoven et d'un Kant est aussi sacré que son sol et son foyer. Nous vous en répondons sur notre nom et sur notre honneur. »

[93 signataires],
Le 4 octobre 1914

Document 4. — Hem Day. Les anarchistes et la Guerre mondiale.

Source : *Encyclopédie anarchiste*
(Titre original : « SEIZE (le manifeste des) »
Date inconnue, au plus tard 1934.

Sous cette appellation, on a désigné, dans le mouvement anarchiste, une déclaration datée du 28 février 1916, qui fut publiée pour la première fois dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*, le 14 avril 1916. Le n° 16 des publications de *La Révolte* et des *Temps Nouveaux*, du 15 octobre 1922, a reproduit in-extenso ladite déclaration, signée de quinze noms seulement ; cela provient de ce que Hussein-dey, le seizième signataire supposé, n'était, en réalité, que la localité (Algérie) habitée par l'un des signataires : Orfila. Ainsi, le trop fameux Manifeste des Seize aurait dû se dénommer, à plus juste titre, le Manifeste des Quinze. Mais ce serait commettre une nouvelle erreur de ne voir, en cette déclaration, qu'une adhésion de quinze anarchistes. Les événements de l'époque firent que, lorsque cette déclaration fut communiquée à la presse française et étrangère, quinze camarades seulement approuvèrent le texte, pressé que l'on était de le publier ; dans le numéro du 14 avril 1916 de *La Libre Fédération*, périodique communiste-anarchiste, paraissant à Lausanne, une bonne centaine d'adhésions nouvelles venaient s'ajouter aux précédentes ; elles émanaient de camarades français, italiens (les plus nombreux), quelques-uns de Suisse, d'Angleterre, de Belgique et du Portugal. Certaines étaient suivies de ces deux mots curieux : « Aux

Armées » ; une même, dont l'adresse était : 7, rue de la Halle, au Havre, était illisible.

Telle est l'histoire de cette déclaration appelée à soulever des polémiques violentes et à faire surgir des antagonismes qui, en 1933, persistent. Pour mieux situer ce Manifeste dans le cadre de l'évolution sociale du début du XX^e siècle, on peut s'autoriser à le comparer, sur des plans différents, au Manifeste des 93 intellectuels allemands, qui, lui aussi, donna naissance à de nombreux commentaires, et dire que le premier fut au mouvement anarchiste ce que le second fut au monde « intellectuel ».

Le Manifeste des Seize – nous continuerons à le désigner ainsi – eut une répercussion considérable, qui se manifesta d'une façon véhémement dans toute l'action du mouvement anarchiste d'après-guerre. L'oubli est loin de s'en être emparé, pour l'envelopper d'indifférence, ou le remiser au musée des erreurs de doctrine ou de tactique envers un idéal. J'ignore si les générations de demain lui attribueront encore la même importance ; quoi qu'il en soit, et on le contestera difficilement, ce fut pour le mouvement anarchiste, une manifestation fort regrettable. Elle fut cause de divisions et de fractionnements dont le mouvement tout entier dut subir les contre-coups.

Le mouvement anarchiste, avant 1914, était loin de rallier des masses organisées et disciplinées comme celles des partis politiques et des organisations ouvrières. Si des défections se produisirent parmi les adeptes de l'idéal anarchiste, on doit reconnaître en toute bonne foi que, proportionnellement, elles furent cependant minimes. Et l'on peut affirmer, sans prétention aucune, que l'idéal anarchiste reste ce qu'il n'a cessé d'être, sans être affaibli par des compétitions dont la variabilité est incompatible, et pour le moins contestable, avec la défense de son idéologie et de ses principes.

Dès le début de la guerre, quelques militants anarchistes, réfugiés en Angleterre, poursuivaient leur propa-

gande dans *Freedom*, le journal anarchiste-communiste de Londres, fondé en 1886 par Kropotkine et Charlotte M. Wilson. Les trente-neuf années d'existence de ce journal en faisaient le doyen de la presse anarchiste du monde entier. Dans les numéros d'octobre, de novembre et de décembre 1914, une controverse animée s'engagea au sujet de la guerre. On y trouva une contribution pro-guerriste de Kropotkine, Tcherkesoff et Jean Grave d'une part, et celle des anti-guerristes : Malatesta et une grande partie des anarchistes anglais d'autre part. Kropotkine n'admettait guère que l'on pût avoir une idée opposée à celle défendue par les pro-guerristes et, logique avec lui-même, il mettait en exécution un point de vue jadis exprimé : qu'en cas de conflit entre la France et l'Allemagne, il prendrait position pour la France, qu'il trouvait plus évoluée et dont il craignait que la défaite n'entraînât une réaction internationale.

A quelques amis, lors d'un passage à Paris, en 1913, je pense, Kropotkine avait déclaré : « Et la guerre ? J'ai dit, lors d'un précédent passage à Paris, à un moment où il était question de guerre aussi, que je regrettais d'avoir 62 ans et de ne pouvoir prendre un fusil pour défendre la France dans le cas où elle serait envahie ou menacée d'invasion par l'Allemagne. Je n'ai pas changé d'opinion sur ce point. Je n'admets pas qu'un pays soit violenté par un autre, et je défendrai la France contre n'importe quel pays d'ailleurs : Russie, Angleterre, Japon, aussi bien que contre l'Allemagne ²⁹². » C'était là une profession de foi francophile doublée d'un romantisme révolutionnaire qui, si elle cadrerait peu avec les écrits de l'auteur de *La Conquête du Pain* et des *Paroles d'un Révolté*, pouvait s'harmoniser avec celui de *La Grande Révolution*. Mais,

²⁹² Hem Day omet la suite de la citation : Kropotkine ajoutait qu'il prendrait le parti de la France non comme « soldat de la bourgeoisie » mais comme « soldat de la Révolution, dans les légions franches des révolutionnaires », ce qui change quelque peu la perspective du propos.

en ce cas, que devenait la fameuse « insurrection en cas de guerre », prônée par le mouvement anarchiste révolutionnaire ? Cette polémique entre les interventionnistes et les anti-guerristes provoqua bientôt une rupture dans le groupe de *Freedom*. Et, dépassant la mesure que se doit de garder une controverse courtoise, Tcherkesoff « alla même jusqu'à injurier grossièrement Keell en personne, parce que ce militant refusait de céder aux injonctions de la demi-douzaine (tout au plus) de kropotkiniens qui voulaient mettre le journal au service de la guerre ». Pour dissiper la mauvaise impression produite par cette rupture violente, les anarchistes réfugiés à Londres, à cette époque, et les camarades anglais éditèrent en langue anglaise, française et allemande, un manifeste signé par trente-six camarades, intitulé : « L'Internationale Anarchiste et la Guerre ».

12 février 1915. – « L'Internationale Anarchiste et la Guerre »²⁹³

Voici le texte de ce Manifeste :

L'Europe en feu, une dizaine de millions d'hommes aux prises, dans la plus effroyable boucherie qu'ait jamais enregistrée l'histoire, des millions de femmes et d'enfants en larmes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples, brutalement suspendue, la menace, chaque jour plus grave, de complications nouvelles, tel est, depuis sept mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé.

Mais, spectacle attendu, au moins par les anarchistes, car pour eux, il n'a jamais fait et il ne fait aucun doute – les terribles événements d'aujourd'hui fortifient cette assurance – que la guerre est en permanente gestation dans l'organisme social actuel et que le conflit armé restreint ou généralisé, colonial ou européen est la conséquence

²⁹³ Les intertitres qui suivent ne sont pas dans le texte original de Hem Day.

naturelle et l'aboutissement nécessaire et fatal d'un régime qui a pour base l'inégalité économique des citoyens, repose sur l'antagonisme sauvage des intérêts et place le monde du travail sous l'étroite et douloureuse dépendance d'une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique.

La guerre était inévitable ; d'où qu'elle vînt, elle devait éclater.

Ce n'est pas en vain que depuis un demi-siècle, on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l'on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. A perfectionner constamment le matériel de guerre, à tendre continûment tous les esprits et toutes les volontés vers la meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille pas à la paix. Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités de tel ou tel gouvernement.

Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives.

Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, de Pétrograd ; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et les plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation.

La civilisation ? Qui donc la représente, en ce moment ?

Est-ce l'État allemand, avec son militarisme formidable et si puissant, qu'il a étouffé toute velléité de révolte ?

Est-ce l'État russe, dont le knout, le gibet et la Sibérie sont les seuls moyens de persuasion ?

Est-ce l'État français, avec Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires ?

La France qui retient dans ses prisons, depuis des années, des camarades coupables seulement d'avoir parlé et écrit contre la guerre ?

Est-ce l'Angleterre qui exploite, divise, affame et opprime les populations de son immense empire colonial ?

Non.

Aucun des belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun n'a le droit de se déclarer en état de légitime défense. La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe, comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'État, qui est la forme politique du privilège.

L'État est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir sa toute-puissance. Quelle que soit la forme qu'il revête, l'État n'est que l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés. Le conflit actuel illustre cela de façon frappante : toutes les formes de l'État se trouvent engagées dans la guerre présente : l'absolutisme avec la Russie, l'absolutisme mitigé de parlementarisme avec l'Allemagne, l'État régnant sur des peuples de races bien différentes avec l'Autriche, le régime démocratique constitutionnel avec l'Angleterre, et le régime démocratique républicain avec la France.

Le malheur des peuples qui, pourtant, étaient tous profondément attachés à la paix, est d'avoir eu confiance en l'État, avec ses diplomates intrigants, en la démocratie et les partis politiques (même d'opposition, comme le socialisme parlementaire) pour éviter la guerre. Cette confiance a été trompée à dessein, et elle continue à l'être, lorsque les gouvernements, avec l'aide de toute

leur presse, persuadent leurs peuples respectifs que cette guerre est une guerre de libération.

Nous sommes résolument contre toute guerre entre peuples ; et, dans les pays neutres, comme l'Italie, où les gouvernants prétendent jeter encore de nouveaux peuples dans la fournaise guerrière, nos camarades se sont opposés, s'opposent, et s'opposeront toujours à la guerre, avec la dernière énergie.

Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres.

La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées.

A tous les soldats de tous les pays, qui ont la foi de combattre pour la justice et la liberté, nous devons expliquer que leur héroïsme et leur vaillance ne serviront qu'à perpétuer la haine, la tyrannie et la misère.

Aux ouvriers de l'usine, il faut rappeler que les fusils qu'ils ont maintenant entre les mains ont été employés contre eux dans les jours de grève et de légitime révolte et qu'ensuite, ils serviront encore contre eux, pour les obliger à subir l'exploitation patronale.

Aux paysans, montrer qu'après la guerre, il faudra encore une fois se courber sous le joug, continuer à cultiver la terre de leurs seigneurs et nourrir les riches.

A tous les parias, qu'ils ne doivent pas lâcher leurs armes avant d'avoir réglé leurs comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux.

Aux mères, compagnes et filles, victimes d'un surcroît de misère et de privations, montrons quels sont les vrais

responsables de leurs douleurs et du massacre de leurs pères, fils et maris.

Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte, de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution, de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement – même devant une calamité comme la guerre actuelle.

C'est dans des périodes aussi troublées où des milliers d'hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu'il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l'idéal anarchiste ; la justice sociale réalisée par l'organisation libre des producteurs ; la guerre et le militarisme à jamais supprimés ; la liberté entière conquise par la destruction totale de l'État et de ses organismes de coercition.

Vive l'Anarchie ! »

Londres, février 1915. – Léonard d'Abbot, Alexandre Berckman, L. Bertoni, L. Bersani, G. Bernard, A. Bernardo, G. Barrett, E. Boudot, A. Gazitta, Joseph J. Cohen, Henri Combes, Nestor Ciek van Diepen, F.-W. Dunn, Ch. Frigerio, Emma Goldman, V. Garcia, Hippolyte Havel, T.-H. Keell, Harry Kelly, J. Lemarie, E. Malatesta, A. Marquez, F. Domela-Nieuwenhuis, Noël Paravich, E. Recchioni, G. Rijnders, I. Roctchine, A. Savioli, A. Schapiro, William Shatoff, V.-J.-C. Schermerhorn, G. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, L.-G. Wolf, S. Yanovsky.

Tandis que se déroulaient les douloureux événements qui, depuis août 1914, ensanglantaient le monde entier, faisant de lui un immense et horrifiant charnier, vers le début de l'année 1916, au moment même où il était question de paix, certains anarchistes éprouvèrent le besoin urgent d'affirmer leur position dans le conflit guerrier qui

mettait aux prises tous les peuples d'Europe et d'Amérique.

De là est née cette déclaration qui, dans les milieux révolutionnaires et plus particulièrement chez les anarchistes, devait prendre le nom de « Manifeste des Seize ». Son promoteur était Jean Grave, théoricien anarchiste-communiste bien connu, auteur d'ouvrages doctrinaux, dont les principaux sont *La Société Mourante et l'Anarchie*, *Réformes et Révolution*, *La Société future*, etc...

28 février 1916. – « Manifeste des Seize »

Voici le texte de la déclaration des Seize :

De divers côtés, des voix s'élèvent, pour demander la paix immédiate. « Assez de sang versé, assez de destruction », dit-on, « il est temps d'en finir d'une façon ou d'une autre ». Plus que personne, et depuis bien longtemps, nous avons été, dans nos journaux, contre toute guerre d'agression entre les peuples et contre le militarisme, de quelque casque impérial ou républicain il s'affuble. Aussi serions-nous enchantés de voir les conditions de paix discutées – si cela se pouvait – par les travailleurs européens, réunis en un congrès international. D'autant plus que le peuple allemand s'est laissé tromper en août 1914, et s'il a cru réellement qu'on le mobilisait pour la défense de son territoire, il a eu le temps de s'apercevoir qu'on l'avait trompé pour le lancer dans une guerre de conquêtes.

En effet, les travailleurs allemands, du moins dans leurs groupements plus ou moins avancés, doivent comprendre maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date et que, si cette guerre n'a pas éclaté en 1875, en 1880, en 1911, ou en 1913, c'est que les rapports internationaux ne se présentaient pas alors sous un aspect aus-

si favorable et que les préparatifs militaires n'étaient pas assez complets pour promettre la victoire à l'Allemagne (lignes stratégiques à compléter, canal de Kiel à élargir, les grands canons de siège à perfectionner). Et maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues. D'autant plus qu'il faudra reconnaître ce principe (déjà reconnu par la France en 1859, après la défaite de l'Autriche) que c'est la population de chaque territoire qui doit exprimer si elle consent ou non à être annexée.

Si les travailleurs allemands commencent à comprendre la situation comme nous la comprenons, et comme la comprend déjà une faible minorité de leurs sociaux-démocrates – et s'ils peuvent se faire écouter par leurs gouvernants – il pourrait y avoir un terrain d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix. Mais alors ils devraient déclarer qu'ils se refusent absolument à faire des annexions, ou à les approuver ; qu'ils renoncent à la prétention de prélever des « contributions » sur les nations envahies, qu'ils reconnaissent le devoir de l'État allemand de réparer, autant que possible, les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins, et qu'ils ne prétendent pas leur imposer des conditions de sujétion économique, sous le nom de traités commerciaux. Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple allemand.

On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représentation des travailleurs allemands. On a aussi fait beaucoup de cas de quelques rixes qui ont eu lieu en Allemagne, à la suite de la cherté des vivres. Mais on oublie que de pareilles rixes ont toujours eu lieu pendant les grandes guerres, sans en influencer la durée. Aussi, toutes les dispositions prises, en ce moment, par le gouvernement alle-

mand, prouvent-elles qu'il se prépare à de nouvelles agressions au retour du printemps. Mais comme il sait aussi qu'au printemps les Alliés lui opposeront de nouvelles armées, équipées d'un nouvel outillage, et d'une artillerie bien plus puissante qu'auparavant, il travaille aussi à semer la discorde au sein des populations alliées. Et il emploie, dans ce but, un moyen aussi vieux que la guerre elle-même : celui de répandre le bruit d'une paix prochaine, à laquelle il n'y aurait, chez les adversaires, que les militaires et les fournisseurs des armées pour s'y opposer. C'est à quoi s'est appliqué Bülow, avec ses secrétaires, pendant son dernier séjour en Suisse.

Mais à quelles conditions suggère-t-il de conclure la paix ?

La *Neue Zuercher Zeitung* croit savoir, et le journal officiel, la *Norddeutsche Zeitung*, ne la contredit pas — que la plupart de la Belgique serait évacuée, mais à condition de donner des gages de ne pas répéter ce qu'elle a fait en août 1914, lorsqu'elle s'opposa au passage des troupes allemandes. Quels seraient ces gages ? Les mines de charbon belges ? Le Congo ? On ne le dit pas. Mais on demande déjà une forte contribution annuelle. Le territoire conquis en France serait restitué, ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français. Mais, en échange, la France transférerait à l'État allemand tous les emprunts russes, dont la valeur se monte à dix-huit milliards. Autrement dit, une contribution de dix-huit milliards, qu'auraient à rembourser les travailleurs agricoles et industriels français, puisque ce sont eux qui paient les impôts. Dix-huit milliards, pour racheter dix départements, que, par leur travail, ils avaient rendus si riches et si opulents, et qu'on leur rendra ruinés et dévastés...

Quant à savoir ce que l'on pense en Allemagne des conditions de la paix, un fait est certain : la presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du Nord de la

France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués, se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate, trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix, même s'il représentait une masse compacte – se trouve divisé, sur cette question, en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. L'Empire allemand, sachant que ses armées sont, depuis dix-huit mois, à 90 kilomètres de Paris, et soutenu par le peuple allemand dans ses rêves de conquêtes nouvelles, ne voit pas pourquoi il ne profiterait pas des conquêtes déjà faites. Il se croit capable de dicter des conditions de paix qui lui permettraient d'employer les nouveaux milliards de contribution à de nouveaux armements, afin d'attaquer la France quand bon lui semblera, lui enlever ses colonies, ainsi que d'autres provinces, et de ne plus avoir à craindre sa résistance.

Parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand, de Bülow et de ses agents.

Pour notre part, nous nous refusons absolument à partager les illusions de quelques-uns de nos camarades, concernant les dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne. Nous préférons regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer. Ignorer ce danger, serait l'augmenter.

En notre profonde conscience, l'agression allemande était une menace – mise à exécution – non seulement contre nos espoirs d'émancipation, mais contre toute l'évolution humaine. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de

celui du reste de la population. Nous ne croyons pas nécessaire d'insister que nous aurions préféré voir cette population prendre, en ses propres mains, le soin de sa défense. Ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé. Et, avec ceux qui luttent, nous estimons que, à moins que la population allemande, revenant à de plus saines notions de la justice et du droit, renonce enfin à servir plus longtemps d'instrument aux projets de domination politique pangermaniste, il ne peut être question de paix. Sans doute, malgré la guerre, malgré les meurtres, nous n'oublions pas que nous sommes internationalistes, que nous voulons l'union des peuples, la disparition des frontières. Et c'est parce que nous voulons la réconciliation des peuples, y compris le peuple allemand, que nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement.

Parler de paix tant que le parti qui, pendant quarante-cinq ans, a fait de l'Europe un vaste camp retranché, est à même de dicter ses conditions, serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre. Résister et faire échouer ses plans, c'est préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux.

28 février 1916.

Pressés par les événements de publier cette déclaration, lorsqu'elle fut communiquée à la presse française et étrangère, quinze camarades seulement, dont les noms suivent, en avaient approuvé le texte : Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Le Lève (Lorient), Charles Malato, Jules Moineau. (Liège), Ant. Orfila (Husseindey, Algérie), M. Pierrot, Paul Reclus, Richard (Algérie), Ichikawa (Ja-

pon), W. Tcherkesoff.

Dès le mois d'avril 1916, afin de contrecarrer l'impression que venait de produire cette déclaration dans les milieux d'avant-garde et pour se situer vis-à-vis de ceux qui venaient d'adhérer à la Guerre du Droit en signant la déclaration dite des Seize, des militants réfugiés à Londres publièrent une protestation intitulée : « Déclaration anarchiste » et signée par le Groupe International Anarchiste, désavouant les Seize.

Avril 1916. – « Déclaration anarchiste » du Groupe International Anarchiste

Cette déclaration était la suivante :

Voici bientôt deux ans que s'est abattu sur l'Europe le plus terrible fléau qu'ait enregistré l'histoire, sans qu'aucune action efficace soit venue entraver sa marche. Oublieux des déclarations de naguère, la plupart des chefs des partis les plus avancés, y compris la plupart des dirigeants des organisations ouvrières – les uns par lâcheté, les autres par manque de conviction, d'autres encore par intérêt – se sont laissé absorber par la propagande patriotique, militariste et guerriste, qui, dans chaque nation belligérante, s'est développée avec une intensité que suffisent à expliquer la situation et la nature de la période que nous traversons.

Quant au peuple, dans sa grande masse, dont la mentalité est faite par l'école, l'église, le régiment, la presse, c'est-à-dire ignorant et crédule, dépourvu d'initiative, dressé à l'obéissance et résigné à subir la volonté des maîtres qu'il se donne, depuis celle du législateur jusqu'à celle du secrétaire de syndicat, il a, sous la poussée des bergers d'en haut et d'en bas réconciliés dans la plus sinistre des besognes, marché sans rébellion à l'abattoir, entraînant, par la force de son inertie même les meilleurs

parmi lui, qui n'évitaient la mort au poteau d'exécution qu'en risquant la mort sur le champ de carnage.

Toutefois, dès les premiers jours, dès avant la déclaration de guerre même, les anarchistes de tous les pays, bel-ligérants ou neutres, sauf quelques rares exceptions, en nombre si infime qu'on pouvait les considérer comme né-gligeables, prenaient nettement parti contre la guerre. Dès le début, certains des nôtres, héros et martyrs qu'on connaîtra plus tard, ont choisi d'être fusillés, plutôt que de participer à la tuerie ; d'autres expient dans les geôles impérialistes ou républicaines le crime d'avoir protesté et tenté d'éveiller l'esprit du peuple.

Avant la fin de l'année 1914, les anarchistes lançaient un manifeste qui avait recueilli l'adhésion de camarades du monde entier, et que reproduisirent nos organes dans les pays où ils existaient encore. Ce manifeste montrait que la responsabilité de l'actuelle tragédie incombait à tous les gouvernants sans exception, et aux grands capita-listes, dont ils sont les mandataires, et que l'organisation capitaliste et la base autoritaire de la société sont les causes déterminantes de toute guerre. Et il venait dissiper l'équivoque créé par l'attitude de ces quelques « anar-chistes guerristes », plus bruyants que nombreux, d'autant plus bruyants que, servant la cause du plus fort, leur enne-mi d'hier, notre ennemi de toujours, l'État, il leur était permis, à, eux seuls, de s'exprimer ouvertement, libre-ment.

Des mois passèrent, une année et demie s'écoula et ces renégats continuaient paisiblement, loin des tran-chées, à exciter au meurtre stupide et répugnant, lorsque, le mois dernier, un mouvement en faveur de la paix com-mençant à se préciser, les plus notoires d'entre eux ju-gèrent devoir accomplir un acte retentissant, à la fois dans le dessein de contrecarrer cette tendance à imposer aux gouvernants la cessation des hostilités, et pour que l'on

pût croire, et faire croire, que les anarchistes s'étaient raliés à l'idée et au fait de la guerre.

Nous voulons parler de cette Déclaration publiée à Paris, dans *La Bataille* du 14 mars, signée de Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Hussein Bey, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Le Levé, Charles Malato, Jules Moineaux, Ant. Orfila, M. Pierrot, Paul Reclus, Richard, S. Shikawa, W. Tcherkesoff, et à laquelle a applaudi, naturellement, la presse réactionnaire.

Il nous serait facile d'ironiser à propos de ces camarades d'hier, voire de nous indigner du rôle joué par eux, que l'âge, ou leur situation particulière, ou encore leur résidence, met à l'abri du fléau, et qui, cependant, avec une inconscience ou une cruauté que même certains conservateurs de l'ordre social actuel n'ont pas, osent écrire, alors que de tous côtés se sent la lassitude et pointe l'aspiration vers la paix, osent écrire, disons-nous, que « parler de paix à l'heure présente, serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre » et qui tranchent : « Avec ceux qui luttent, nous estimons qu'il ne peut être question de paix ». Or, nous savons, et ils n'ignorent pas non plus, ce que pensent « ceux qui luttent ». Nous savons ce que désirent « ceux qui vont mourir » pour mieux dire ; tout en ne nous dissimulant pas que les causes qui engendrent leur faiblesse, les entraîneront peut-être à mourir sans qu'ils aient tenté le geste qui les sauverait. Nous, nous laissons ces camarades d'hier à leurs nouvelles amours.

Mais, ce que nous voulons, ce à quoi nous tenons essentiellement, c'est protester contre la tentative qu'ils font, d'englober, dans l'orbite de leurs pauvres spéculations néo-étatistes, le mouvement anarchiste mondial et la philosophie anarchiste elle-même ; c'est protester contre leur essai de solidariser avec leur geste, aux yeux du public non éclairé, l'ensemble des anarchistes restés fidèles à un passé qu'ils n'ont aucune raison de renier, et qui croient, plus que jamais, à la vérité de leurs idées.

Les anarchistes n'ont pas de leaders, c'est-à-dire pas de meneurs. Au surplus, ce que nous venons affirmer ici, ce n'est pas seulement que ces seize signataires sont l'exception, et que nous sommes le nombre, ce qui n'a qu'une importance relative, mais bien que leur geste et leurs affirmations ne peuvent en rien se rattacher à notre doctrine dont ils sont, au contraire, la négation absolue.

Ce n'est pas ici le lieu de détailler, phrase par phrase, cette Déclaration, pour analyser et critiquer chacune de ses affirmations. D'ailleurs elle est connue. Qu'y trouve-t-on ? Toutes les niaiseries nationalistes que nous lisons, depuis près de deux années, dans une presse prostituée, toutes les naïvetés patriotiques dont ils se gaussaient jadis, tous les clichés de politique extérieure avec lesquels les gouvernements endorment les peuples. Les voilà dénonçant un impérialisme qu'ils ne découvrent maintenant que chez leurs adversaires. Comme s'ils étaient dans le secret des ministères, des chancelleries et des états-majors, ils jonglent avec les chiffres d'indemnité, évaluent les forces militaires et refont, eux aussi, ces ex-contemp-tueurs de l'idée de patrie, la carte du monde sur la base du « droit des peuples », et du « principe des nationalités »... Puis, ayant jugé dangereux de parler de paix, tant qu'on n'a pas, pour employer la formule d'usage, écrasé le seul militarisme prussien, ils préfèrent regarder le danger en face, loin des balles. Si nous considérons synthétiquement, plutôt, les idées qu'exprime leur Déclaration, nous constatons qu'il n'y a aucune différence entre la thèse qui y est soutenue, et le thème habituel des partis d'autorité groupés, dans chaque nation belligérante, en « Union Sacrée ». Eux aussi, ces anarchistes repentis, sont entrés dans l'« Union Sacrée », pour la défense des fameuses « libertés acquises », et ils ne trouvent rien de mieux, pour sauvegarder cette prétendue liberté des peuples dont ils se font les champions, que d'obliger l'individu à se faire assassin et à se faire assassiner pour le compte et au

bénéfice de l'État. En réalité, cette Déclaration n'est pas l'œuvre d'anarchistes. Elle fut écrite par des étatistes qui l'ignorent, mais par des étatistes. Et rien, par cette œuvre inutilement opportuniste, ne différencie plus ces ex-camarades des politiciens, des moralistes et des philosophes de gouvernement, à la lutte contre lesquels ils avaient voué leur vie.

Collaborer avec un État, avec un gouvernement, dans sa lutte, fût-elle même dépourvue de violence sanguinaire, contre un autre État, contre un autre gouvernement, choisir entre deux modes d'esclavage, qui ne sont que superficiellement différents, cette différence superficielle étant le résultat de l'adaptation des moyens de gouvernement à l'état d'évolution auquel est parvenu le peuple qui y est soumis, voilà, certes, qui n'est pas anarchiste. A plus forte raison, lorsque cette lutte revêt l'aspect particulièrement ignoble de la guerre. Ce qui a toujours différencié l'anarchiste des autres éléments sociaux dispersés dans les divers partis politiques, dans les diverses écoles philosophiques ou sociologiques, c'est la répudiation de l'État, faisceau de tous les instruments de domination, centre de toute tyrannie ; l'État qui est, par sa destination, l'ennemi de l'individu, pour le triomphe de qui l'anarchisme a toujours combattu, et dont il est fait si bon marché dans la période actuelle, par les défenseurs du « Droit » également situés, ne l'oublions pas, de chaque côté de la frontière. En s'incorporant à lui, volontairement, les signataires de la Déclaration ont, en même temps, renié l'anarchisme.

Nous autres, qui avons conscience d'être demeurés dans la ligne droite d'un anarchisme dont la vérité ne peut avoir changé du fait de cette guerre, guerre prévue depuis longtemps, et qui n'est que la manifestation suprême de ces maux que sont l'État et le Capitalisme, nous tenons à nous désolidariser d'avec ces ex-camarades, qui ont abandonné leurs idées, nos idées, dans une circonstance où,

plus que jamais, il était nécessaire de les proclamer haut et ferme.

Producteurs de la richesse sociale, prolétaires manuels et intellectuels, hommes de mentalité affranchie, nous sommes, de fait et de volonté, des « sans patrie ». D'ailleurs, patrie, n'est que le nom poétique de l'État. N'ayant rien à défendre, pas même des « libertés acquises » que ne saurait nous donner l'État, nous répudions l'hypocrite distinguo des guerres offensives et des guerres défensives. Nous ne connaissons que des guerres faites entre gouvernants, entre capitalistes, au prix de la vie, de la douleur et de la misère de leurs sujets. La guerre actuelle en est l'exemple frappant. Tant que les peuples ne voudront pas procéder à l'instauration d'une société libertaire et communiste, la paix ne sera que la trêve employée à préparer la guerre suivante, la guerre entre peuples étant en puissance dans les principes d'autorité et de propriété. Le seul moyen de mettre fin à la guerre, de prévenir toute guerre, c'est la révolution expropriatrice, la guerre sociale, la seule à laquelle nous puissions, anarchistes, donner notre vie. Et ce que n'ont pu dire les seize à la fin de leur Déclaration, nous le crions : Vive l'Anarchie !...

Le groupe anarchiste international de Londres. (Avril 1916.) »

Avril 1916. – Position de Malatesta

D'autre part, dans un numéro de *Freedom* (avril 1916), Malatesta protesta personnellement contre les affirmations des Seize. Voici son article, intitulé « Anarchistes partisans du Gouvernement »²⁹⁴.

ANARCHISTES DE GOUVERNEMENT

Un manifeste vient d'être publié, signé par Kropot-

²⁹⁴ La traduction de la version du texte de Malatesta présentée par Hem Day a été révisée par nos soins.

kine, Grave, Malato et une douzaine d'autres vieux compagnons, dans lequel faisant écho aux organes des gouvernements de l'Entente qui réclament que la guerre continue jusqu'à l'anéantissement de l'Allemagne, ils s'élèvent contre toute idée de « paix prématurée ».

La presse bourgeoise publie avec une satisfaction naturelle des extraits de ce manifeste et le présente comme l'œuvre des « dirigeants du mouvement anarchiste international ».

Les anarchistes, qui presque tous sont restés fidèles à leurs convictions, doivent protester contre cette tentative de compromettre l'anarchisme dans la continuation de ce féroce massacre qui n'a jamais promis rien de bon à la cause de la Justice et de la Liberté, et qui maintenant se révèle complètement stérile et sans voies de sortie, même du point de vue des dirigeants des deux camps.

La bonne foi et les bonnes intentions de ceux qui ont signé le manifeste ne sont pas en cause. Mais, si pénible qu'il soit d'être en désaccord avec de vieux amis qui ont rendu tant de services à la cause qui nous était commune, nous ne pouvons, par respect de la sincérité et dans l'intérêt de l'avenir de notre mouvement émancipateur, que nous séparer nettement des compagnons qui croient possible de concilier les idées anarchistes et la collaboration avec les gouvernements et la bourgeoisie de certains pays dans leurs rivalités avec les bourgeoisies et les gouvernements d'autres pays.

Pendant la crise actuelle nous avons vu des républicains se mettre au service des rois, des socialistes faire cause commune avec la bourgeoisie, des travailleurs servir les intérêts des capitalistes : mais au fond toutes ces personnes sont, à des degrés divers, des conservateurs, des gens qui croient à la mission de l'État, et on peut comprendre qu'elles aient hésité et temporisé jusqu'à tomber dans les bras de leur ennemi, le jour à le seul remède n'a été que la dissolution de tous les liens gouver-

nementaux et le déchaînement de la révolution sociale. Mais on ne comprend plus quand il s'agit d'anarchistes.

Les anarchistes pensent que l'État est incapable d'empêcher le mal sinon en commettant un mal encore plus grand : dans le domaine international comme dans celui des rapports individuels, il ne peut combattre une oppression sans opprimer, il ne peut réprimer un crime sans en organiser et sans en commettre un plus grand.

Même en supposant – ce qui est loin d'être la vérité – que le gouvernement allemand soit le seul responsable de la guerre actuelle, il est prouvé qu'en s'en tenant fermement aux méthodes gouvernementales, on ne peut lui résister qu'en opprimant et en remettant sur pied toutes les forces réactionnaires. En dehors de la révolution populaire, il n'y a pas d'autre moyen, pour résister à la menace d'une armée disciplinée, que d'avoir une armée encore plus forte et disciplinée ; de manière que les antimilitaristes les plus résolus, s'ils ne sont pas anarchistes et s'ils ne croient pas à la dissolution de l'État, ils sont fatalement destinés à devenir d'ardents militaristes.

En effet, dans l'espoir hypothétique d'abattre le militarisme prussien, on a renoncé à l'esprit et à toute tradition de liberté, on a prussianisé l'Angleterre et la France ; on s'est soumis au tsarisme et on a redonné prestige à la monarchie italienne vacillante.

Les anarchistes peuvent-ils un seul instant accepter cet état de choses sans renoncer à se dire anarchistes ? Pour moi, mieux vaut encore la domination étrangère qu'on subit de force et contre laquelle on se révolte plutôt que la domination intérieure qu'on accepte docilement, presque avec reconnaissance, en pensant que de cette façon on se garantit contre un mal plus grand.

Et qu'on ne nous dise pas qu'il s'agit d'une période exceptionnelle et qu'après avoir contribué à la victoire de l'Entente, on retournera, chacun de son côté, lutter pour ses propres idéaux.

S'il est nécessaire aujourd'hui de travailler de concert avec le gouvernement et la bourgeoisie pour nous défendre contre « la menace allemande », ce sera encore plus nécessaire après que pendant la guerre. Quelle que puisse être la défaite de l'armée prussienne – s'il est vrai qu'elle sera défaite – on ne pourra jamais empêcher que les patriotes allemands pensent et préparent la revanche ; et les patriotes des autres pays – chose naturelle de leur point de vue – voudront se tenir prêts de façon à ne pas être encore une fois pris par surprise. Autant dire que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays.

Que diront alors ces prétendus anarchistes qui, aujourd'hui, désirent la victoire d'un des belligérants ? Continueront-ils à se dire antimilitaristes et prêcher le désarmement, le refus du service militaire, le sabotage de la défense nationale, pour devenir, à la première menace de guerre, les sergents recruteurs des gouvernements qu'ils ont tenté de désarmer et affaiblir ?

On dira que tout cela finira quand le peuple allemand aura su se débarrasser de ses dominateurs et aura cessé, en détruisant le militarisme chez lui, d'être une menace pour l'Europe. Mais présenté ainsi, les Allemands qui pensent, à bon droit, que la domination anglaise et française (pour ne pas parler de la Russie tsariste) ne sera pas plus douce que ne sera la domination allemande pour les Français et les Anglais, voudront d'abord attendre que les Russes et les autres détruisent leur propre militarisme, et en attendant ils continueront de renforcer l'armée de leur pays.

Et alors, à quand la révolution ? A quand l'Anarchie ? Devrons-nous attendre que ce soit les autres qui la commencent ? La ligne de conduite des anarchistes est tracée par la logique même de leurs aspirations : on devrait empêcher la guerre en faisant la révolution, ou du moins en inculquant aux gouvernements la peur de la révolution.

Jusqu'à aujourd'hui on n'a pas pu ou su le faire. Eh bien ! il n'y a qu'un remède : il faut faire mieux à l'avenir. Plus que jamais il est nécessaire d'éviter les compromis : il faut approfondir l'abîme entre les capitalistes et les ouvriers ; prêcher l'expropriation de la richesse privée et la dissolution de l'État comme seul moyen d'assurer la fraternité entre les peuples, la justice et la liberté pour tous et nous préparer à la réaliser.

En attendant, tout ce qui tend à prolonger la guerre – qui massacre les hommes, détruit la richesse et empêche la reprise de la lutte pour l'émancipation – me semble criminel. Il me semble que prêcher « la guerre à outrance », c'est faire, en vérité, le jeu des dirigeants allemands qui trompent leurs sujets et les incitent à la lutte en leur faisant croire qu'on veut les écraser et réduire en esclavage la nation allemande.

Aujourd'hui, comme toujours, que ceci soit notre devise : A bas les capitalistes et les gouvernements, tous les capitalistes et tous les gouvernements !

Vivent les peuples, tous les peuples !...

Errico Malatesta.

* * * * *

Un peu partout, c'est-à-dire dans les pays où le mouvement anarchiste comptait un certain nombre de militants, des protestations – la plupart indignées et violentes, – s'élevèrent contre la position prise par les signataires du Manifeste des Seize. En France, dès le mois d'octobre 1914, Sébastien Faure prit nettement, et sans attendre, position contre la guerre. Il publia un manifeste ayant pour titre : « Vers la Paix ». Il en publia un autre, intitulé : « La trêve des Peuples », en juillet 1915. Tirés à un grand nombre d'exemplaires, ces tracts antiguerriers furent répandus et distribués jusque sur le front des armées. En mars 1916, c'est par Sébastien Faure et quelques autres

anarchistes que fut fondé le premier journal qui, en pleine guerre, se prononça ouvertement contre la continuation des hostilités et réclama énergiquement la cessation immédiate de l'état de guerre. Ce journal, hebdomadaire : *Ce qu'il faut dire* (tel était son titre), était administré, dirigé et rédigé par Sébastien Faure, secondé par un grand nombre de collaborateurs et d'amis, entre autres Trivier, Mauricius et Génold. Dès le premier numéro de « Ce qu'il faut dire », Sébastien Faure tenta de publier une réplique vigoureuse et véhémement au Manifeste des Seize. Mais la censure en empêcha la publication sous la menace de l'interdiction définitive du journal. Pas une ligne de cette réplique, – sorte de contre-manifeste revêtu d'un nombre respectable de signatures – ne put être publiée. Il va de soi que, tandis que la presse tout entière avait offert l'hospitalité de ses colonnes au Manifeste des Seize, aucun journal n'avait voulu accueillir cette réplique, ni même en souffler mot. De leur côté, Pierre Martin, Lecoq, Ruff et quelques autres compagnons publièrent clandestinement des numéros spéciaux du journal *Le Libertaire*, ainsi que des tracts, dans lesquels ces anarchistes, restés irréductiblement fidèles à la pensée et à l'action libertaires, vitupéraient la guerre et s'élevaient avec violence contre l'attitude des anarchistes auteurs ou signataires dit Manifeste des Seize.

Ce qui s'est passé en France s'est produit – plus ou moins fortement – dans les autres pays. Mais, ici comme là, Gouvernement, chefs militaires, censeurs et journalistes firent leur possible – et ce possible fut presque illimité – pour étouffer la voix anarchiste clamant, seule ou à peu près seule, sa haine de la guerre et exigeant le retour à la Paix.

Ces choses doivent être consignées ici, non seulement parce qu'elles sont conformes à la vérité, mais encore parce qu'elles infligent un démenti catégorique aux partis politiques et aux organisations ouvrières qui se disent

d'avant-garde, révolutionnaires et pacifistes, et qui, lors de la guerre infâme de 1914-1918, ayant failli – tel le parti socialiste et le syndicalisme – au mandat dont ils étaient investis, s'essayaient à justifier leur trahison par l'attitude des rédacteurs du Manifeste des Seize, qu'ils étendent collectivement, bien à tort on le voit, aux milieux anarchistes.

La guerre prit fin, et il semblait qu'une fois le conflit terminé, les choses se seraient tassées comme on dit, que la reconnaissance d'une erreur momentanée aurait mis un terme aux animosités nées à la suite d'articles et de mises au point publiées dès la parution de la Déclaration. Mais il y a des vanités et des entêtements que ne peut désarmer aucune considération.

En effet, Jean Grave, dans *La Bataille Syndicaliste*, où il publiait assez régulièrement ses papiers, écrivait, dans le numéro 358, dans un article intitulé : « De quel côté se trouve l'incohérence ? » : « Si les anarchistes avaient été en nombre suffisant dans le refus de se laisser mobiliser, pour troubler la défense, c'est contre eux que se serait tournée la colère populaire ; la population, ne voulant voir en eux que des agents de l'agresseur, aurait applaudi à leur exécution. Et, dans le conflit, de l'issue duquel dépend le sort de l'humanité, je suis, en ma profonde conscience, forcé de dire qu'ils n'auraient eu que le traitement qu'ils méritaient. » Avouez qu'il y a là un abîme entre ces pensées et celles qu'il écrivit jadis dans *La Société Mourante et l'Anarchie*, où il s'exprimait de la sorte : « Mais, pourtant, si vous avez commis l'imprudence de revêtir l'uniforme et qu'un jour vous vous trouviez dans cette situation de ne pouvoir vous contenir sous l'indignation... n'insultez ni ne frappez vos supérieurs... crevez-leur la peau, vous n'en paierez pas davantage. » Et encore : « Il n'y a pas de patrie pour l'homme vraiment digne de ce nom ou, du moins, il n'y en a qu'une ; c'est celle où il lutte pour le bon droit, celle où il vit, où il a ses

affections, mais elle peut s'étendre à toute la terre... Quant à vos patries de convention, les travailleurs n'y ont aucun intérêt, ils n'ont rien à y défendre. » De quel côté se trouve l'incohérence ? Le lecteur en jugera.

Sans doute, la guerre terminée, il valait mieux s'expliquer une bonne fois, prendre chacun ses responsabilités, se situer, ce qui fut fait, et ainsi rebondissait le problème de l'attitude des anarchistes en cas de guerre, qu'avait soulevé le Manifeste des Seize. Si, encore, cette polémique s'était déroulée en toute loyauté et à l'ombre de la tolérance réciproque, elle aurait pu aider à reconstruire l'entente. Mais chacun s'en donna à cœur joie, et l'on assista à un beau lavage de linge sale, le tout agrémenté d'épithètes plus ou moins désobligeantes, voire même parfois perfides. L'abîme s'ouvrait sans espoir de réconciliation, séparant à tout jamais des camarades, qui avaient donné, les uns comme les autres, dans des sphères différentes, avec leur tempérament, leurs connaissances et leur travail, toute une vie à un idéal commun.

Les signataires du Manifeste des Seize, tenus moralement à se situer, voulurent « remettre ça » et jusqu'au bout défendre ce que des circonstances exceptionnelles les avaient déterminés à signer.

26 septembre 1922. – Jean Grave

Jean Grave, le promoteur de la Déclaration²⁹⁵ fut le premier à en reparler et, défendant son point de vue, il récidiva dans sa façon de voir, en un exposé précis et net, qui ne permettait point de se faire la moindre illusion, sur la façon dont il concevait cette question. Voici un écrit de Jean Grave, daté de Robinson, du 26 septembre 1922, où, répondant à un blessé de guerre qui lui reprochait, d'après ouï-dire, d'avoir renié ses convictions, il s'explique et tente de justifier son attitude :

²⁹⁵ On a vu que Kropotkine avait déclaré être l'auteur du « Manifeste des Seize » et qu'il avait soumis le texte à ses camarades.

« Un dernier mot : Vous me demandez de vous donner les raisons qui ont motivé mon attitude pendant la guerre ? Pendant les cinq ans qu'elle a duré, je n'ai fait que cela dans *La Bataille*. Vous devez comprendre que je ne puis passer mon temps à recommencer. J'ai bien d'autres chiens à peigner. "A mes camarades" n'est pas un essai de justification de ma conduite comme vous le traduisez, mais une réponse à certains imbéciles qui s'étaient fait l'écho de calomnies contre moi. Il y a là, une différence.

« D'autre part, j'ai la conviction que, contrairement à ce que vous affirmez si arbitrairement, je n'ai jamais donné de démenti à aucune de mes convictions, de n'avoir jamais agi autrement qu'en anarchiste. Jusqu'à la déclaration de la guerre, moi et mes camarades, nous avons combattu le militarisme, les armements absurdes, les mesures imbéciles qui ne pouvaient avoir qu'une issue : la guerre monstrueuse qu'il fallait éviter à tout prix. Oui, jusqu'au bout nous avons essayé de faire comprendre à la population qu'elle n'avait rien à gagner à la guerre, mais, au contraire tout à y perdre. Sans aucune vanité, mes camarades et moi, nous pouvons nous vanter d'avoir mené cette campagne mieux que qui ce soit, même de ceux qui ont tant l'air de faire les dégoûtés aujourd'hui.

Si nous avions été écoutés, la guerre aurait été rendue impossible. Le seul tort que nous eûmes fut de toujours discuter au point de vue abstrait, de ne pas avoir su envisager les cas particuliers, et, aussi d'avoir raisonné comme si les anarchistes devaient être maîtres des événements. Or, ce qui est vrai, au point de vue abstrait, ne l'est pas toujours en certains cas particuliers. C'est ce que vinrent nous démontrer les faits, lorsque nous nous trouvâmes en face d'eux. La victoire du militarisme aurait été, pour un siècle au moins, la mort de toute idée d'émancipation par toute l'Europe, un recul certain de l'évolution

humaine, Cela, pour moi et mes co-signataires, était indéniable. Que pour justifier leur façon de voir, d'aucuns le nient ne supprime pas le fait.

Au point de vue abstrait, on peut encore affirmer, sans beaucoup se tromper que, au point de vue de la liberté absolue, un gouvernement vaut l'autre. Dans la pratique cependant, il faut bien admettre que sous certains gouvernements, au prix de quelques mois de prison, de quelques tracasseries, la propagande de nos idées est possible, tandis qu'elle est peut-être rendue impossible sous d'autres. Sous prétexte que nous ne voulons aucun gouvernement, faut-il en conclure que s'il se présentait une tentative de nous imposer un régime comme celui du tsarisme par exemple, les anarchistes devraient se croiser les bras et laisser faire ?

Certains extrémistes seront pour l'affirmative. Mais leur opinion ne prouvera qu'une chose : qu'ils sont des imbéciles. On ne parvient à augmenter la somme de liberté dont on jouit, qu'à condition de savoir défendre celles qu'on possède déjà. C'était ce que signifiait la victoire du pangermanisme. C'est très bien de ne pas vouloir se battre ; mais si un butor vous tombe dessus, allez-vous tendre le dos ? Cela est bon pour un Tolstoïen, mais les révolutionnaires, que je sache, n'ont jamais prêché la non-résistance au mal.

Nous avons tenté de rendre la guerre impossible. Nous n'avons pas été écoutés. La guerre avait fondu sur nous. Des régions entières étaient livrées à l'envahisseur, qui fusillait, pillait, volait, maltraitait les populations ; j'aurais voulu y voir ces partisans de la non-résistance... S'ils persistent à me dire qu'en agissant ainsi, ils agissaient en anarchistes, en révolutionnaires, je leur réponds qu'ils agissaient en Jean-foutre.

Il serait temps d'en finir avec ces façons aristocratiques de certains anarchistes, de se croire bien au-dessus du reste de la population. Il est faux que l'on puisse se dé-

tacher d'elle, se désintéresser de ce qui lui arrive. Ce qui la frappe nous frappe, ce qui l'avilit nous avilit. Et si tout l'égoïsme des non-résistants ne frappe pas tout d'abord, c'est que ce raisonnement – resté, du reste, purement théorique – était tenu loin des régions ou les populations étaient molestées par l'envahisseur.

Vous me demandez quelle serait ma conduite, si une nouvelle guerre se produisait ? Et vous, quelle serait la vôtre ? Vous n'en savez rien, ni moi non plus. En principe, avant comme après, je suis contre tous les militarismes, contre toutes les guerres ; si elle était encore possible, je suis convaincu que nos tristes gouvernants s'emploient de leur mieux à l'amener. Heureusement, à mon avis du moins, la dernière a été assez atroce pour que les peuples en soient purgés une bonne fois pour toutes, et que, malgré l'imbécillité des gouvernants, elle soit impossible. Mais si la menace plane encore une fois sur nos têtes, si nos gouvernants agissent si criminellement, à qui la faute ? Au lendemain de la guerre, si quelqu'un avait le droit de parler et avait, quelque chance d'être écouté, s'ils avaient su parler fermement, c'étaient ceux qui avaient combattu, qui avaient risqué leur vie, leur santé. On leur avait dit que c'était pour la fin des militarismes, pour la fin des guerres qu'ils se battaient. Pourquoi n'ont-ils pas su exiger la réalisation des promesses faites, alors que la foule était encore pleine de leurs louanges ?

Qu'ont-ils fait pour que la somme d'efforts qu'ils avaient dépensée, ne le fût pas en pure perte ? Rien. Une fois la guerre finie, chacun est rentré chez soi, et n'a pensé qu'à rester tranquille. Ah si ! On a formé des associations d'anciens combattants. Les uns sont nationalistes, réactionnaires, n'en parlons pas. D'autres sont « avancées », on a fait de la déclamation, du socialisme littéraire, du révolutionnarisme verbal, rien de pratique. Pendant cela, le monde politique tripote, vole, ruine, affame la population, pour le plus grand profit des mercantis. Qui

s'en préoccupe ? Qu'il y ait des excuses, qui en doute ? Il y a l'ignorance, il y a la fatigue, les chefs de familles, les difficultés de l'existence. Il y a, surtout, que la guerre a accompli son œuvre de démoralisation. Seulement, tout cela ne justifie pas ceux qui ne surent pas mieux faire que de venir aboyer aux talons de ceux qui ne firent qu'agir selon leur conscience, et surtout voir plus clair que ceux qui ferment les yeux devant les faits, pour s'enfermer dans les formules et les dogmes. »

A côté de Jean Grave, quatorze principaux signataires avaient à se prononcer, vu que la question venait d'être soulevée à nouveau. Parmi eux, plusieurs étaient morts : Kropotkine, Guérin, Laisant, Tcherkesoff. Voici ce qu'écrivait Paul Reclus, l'un des signataires de la Déclaration, en juillet 1928, sous le titre : « Dans la Mêlée » :

Juillet 1928. – Paul Reclus

C'est en février 1916 que parut une déclaration, au bas de laquelle figurait mon nom, parmi quinze signataires, alors dispersés en France, en Algérie et en Angleterre. Les circonstances ne se prêtaient guère à un échange de vues sur les termes qu'il convenait d'employer. Ma signature voulait simplement dire : « En juillet 1914, j'ai pris parti sans hésitation ; Je suis entré dans la "mêlée" ». C'est une façon de parler ; j'avais alors 56 ans ; chassé de Belgique par l'invasion, j'ai trouvé du travail n'importe où, et finalement dans l'industrie travaillant pour la guerre. Et il est délicat, les pieds sur les chenets, de parler à ceux qui ont les pieds dans le sang. J'avais de chers amis au premier rang. Entre eux, ma pensée se porte toujours sur R. L., bon parmi les bons, courageux parmi les courageux, clairvoyant parmi, les clairvoyants. Il fut tué au début de 1918. Je n'ai jamais rien écrit, ni pensé que je ne lui eusse dit : « J'ai confiance que

des dévouements surgiront et lutteront partout et toujours ».

La guerre, par sa prolongation, a déclenché la révolution russe puis, ultérieurement, a provoqué la disparition de deux empereurs de la scène du monde ; en exposant mes sentiments de juillet 1914, je n'ai pourtant pas à faire entrer ces événements en ligne de compte. Alors, c'est inconditionnellement que ma décision fut prise et je n'ai pas à me glorifier de ses conséquences heureuses que je n'avais pas espérées. Mon sentiment dominant a été l'insurrection contre le militarisme ; toutes les vingt nations de l'Europe étaient armées jusqu'aux dents, mais c'est un fait que l'armée allemande donnait le ton. Elle était la perfection des perfections, et les vingt armées des alentours obéissaient implicitement au grand état-major de Berlin ; toutes les initiatives prises par De Molke se repercutaient immédiatement dans vingt sens. La propagande antimilitariste, faite ça et là, en France, en Italie, en Suisse, n'éveillait aucun écho en Allemagne et ne pesait pas un fétu, comparée au colosse qui grandissait, sans cesse. Non seulement l'armée perfectionnait son organisation scientifique, mais partout, dans l'industrie, dans le commerce, dans la science, se plaçait un caporal auprès de quatre hommes, et cette hiérarchisation trouvait des admirateurs de plus en plus nombreux, aux quatre coins du globe. C'est contre cette caporalisation générale que je me suis insurgé.

Évidemment, nous nous sommes trouvés du même côté de la barricade que les patriotes et que le tzar... et après ? Dans quelles circonstances antérieures les révolutionnaires « purs » ont-ils marché sans l'aide des gens d'idées toutes différentes ? J'ai vu la Commune. Combien nombreux étaient ceux que guidait un idéal social à côté de ceux qui avaient pris les armes par indignation patriotique contre le gouvernement de la « défense nationale » ? Combien de Varlin pour combien de Rossel ? Et, trente

ans plus tard, pourquoi les anarchistes se sont-ils exposés aux coups, pour prêter main forte aux Scheurer-Kestner, aux Clemenceau et aux Zola, en faveur d'un bourgeois emprisonné ²⁹⁶ ? Jamais, avant 1914, je n'avais entendu dire qu'il fallait réserver son action au cas où nous, anarchistes, serions les seuls à vouloir arracher une concession aux adversaires ; et même, au moment critique, aucun camarade, que je sache, n'a fait entendre sa voix dans ce sens. Mon sentiment est exactement contraire ; un conflit quelconque surgit-il, la moindre idée humaine est-elle en jeu ; y a-t-il une infime chance qu'il en jaillisse un atome de progrès, il n'y a pas à reculer devant l'énormité de la tâche. Il faut se jeter de toutes ses forces au secours de la fraction qui représente la conception la plus élevée. Je m'élève contre la prétention que sans nous, les forces en jeu feront jaillir le Bien de l'excès du Mal, autrement dit qu'inéluctablement le bien viendra tout seul. Naturellement, tout dépend de l'idée que l'on se fait du progrès ; j'admets parfaitement que, vu de Sirius, un peu plus ou un peu moins de souffrance sur terre importe fort peu, qu'il est indifférent que tel peuple vive sous une dictature, tel autre sous une oligarchie de capitalistes, et tel autre sous la botte de militaires parlant une autre langue ; que les prisons soient plus ou moins pleines, que la misère soit plus ou moins profonde. Mais moi, je suis d'un autre avis, je crois au bénéfice des petites améliorations arrachées aux dirigeants, en attendant les grands progrès. Et, de 1914 à 1928, je vois un changement heureux dans la situation générale.

Qu'avons-nous donc gagné ? Que c'est nous, la France, qui, maintenant, sommes la nation militariste de l'Europe : le militarisme est entre nos mains. Ce n'est plus une idole lointaine et inaccessible, elle dépend aujourd'hui de notre action directe. Certes, le sentiment public ne s'est pas encore mis en mouvement à cet égard,

²⁹⁶ Allusion à l'affaire Dreyfus. (R.B.)

mais reconnaissons du moins que l'opinion n'est pas militariste par principe ; ce n'est plus qu'une question d'opportunité pour la majorité des Français. Je n'accorde pas aux militaristes une génération de survivance. C'est un signe des temps que les nations Scandinaves discutent de la suppression pure et simple de leur armée.

Revenons à la guerre de 1914. La responsabilité de son déclenchement ne repose pas sur les épaules d'un seul homme, ni d'un demi-quarteron de gouvernants, ni sur le capitalisme seul qui s'accommodait fort bien d'une paix armée. La responsabilité de la guerre repose sur la notion mystique de l'honneur de l'armée, et ceci est bien mort maintenant. Les empereurs y croyaient et cela ne leur a pas porté bonheur ; les militaires français en étaient moins imbus (après l'affaire Dreyfus) et les événements leur ont enseigné une modestie supplémentaire. Oui, les signataires de la Déclaration de 1916 se sont trouvés avoir d'étranges alliés ; mais, regardant en moi-même, je puis dire que les sentiments « patriotiques » ne jouèrent aucun rôle dans ma détermination. Je ne discute pas la légitimité de ces sentiments, mais ayant vécu plus de 25 ans de ma vie en divers pays étrangers, et cela sans souffrances particulières, je puis dire que ma patrie est partout où se trouvent des hommes de cœur et d'intelligence, des camarades et des amis.

En opposition aux idées exprimées ici, celles des Tolstoïens sont absolument logiques et aucune critique ne peut leur être adressée non plus qu'aux bourgeois pacifistes, qui ignorent ou nient la question sociale. Comme eux, je sais que la violence n'est jamais une solution ; la violence contre les personnes, s'entend, car le renversement brutal des institutions, que tout le monde reconnaît être surannées n'en sera pas moins indispensable, et il n'y a pas deux genres de violence, une violence hideuse, la guerre, une violence joyeuse, la révolution. Elles ne se séparent point, toujours hideuses, parfois inévitables. Elles

se confondent souvent : 1789-92 a amené 1793-94 ; au contraire, 1870 a eu la Commune pour suite ; 1914 a eu pour conséquence 1917 en Russie et les situations révolutionnaires de 1920, en différents pays.

Frapper pour se défendre, c'est tout de même frapper. L'évolution consiste à savoir pourquoi on se bat, à savoir où il faut frapper et ce qu'il faut faire après avoir frappé.

Philippe Richard, ne voulant point user trop sa plume ou noircir trop de papier, se contentait d'écrire : « D'accord avec les déclarations ci-dessus exprimées ». (Il s'agissait des déclarations de Paul Reclus.) Tandis que Charles Malato, dans une courte lettre adressée à Paul Reclus, déclarait toujours siennes les idées exprimées dans l'article de son correspondant. Profitant en quelque sorte d'un compte rendu, resté sur le marbre, d'un ouvrage de l'écrivain français Julien Benda, *La Trahison des Clercs*, M. Pierrot trouva le moyen de montrer pourquoi il a été un des signataires du Manifeste des Seize :

1928. – Marc Pierrot

« ...Il ne s'agit pas de rester neutres. Mais la lutte sociale ne doit pas nous aveugler et nous faire perdre de vue le but, qui est la suppression des classes, et la libération de l'humanité tout entière. Les anarchistes reprochent aux bolchevistes, non d'avoir abattu l'autorité, mais de l'avoir restaurée à leur profit. Toute dictature est intolérable.

Pendant la guerre de 1914, le point de vue vraiment humain n'avait rien de commun avec le point de vue de Romain Rolland, car le point de vue humain est non pas de rester neutres, mais de savoir prendre parti. Ce n'était pas non plus le point de vue marxiste, qui fut de nier la valeur morale et de s'enfermer dans le fanatisme étroit des intérêts matériels. Bon nombre d'anarchistes ont rejoint les marxistes, oubliant que le plus humain est le

point de vue moral et que le progrès humain est dans le sens de la liberté. (...)

L'esprit de corps, l'esprit de classe, le nationalisme naissent d'une réaction contre le sentiment d'infériorité qui apparaît aux hommes comme un sentiment insupportable. Ceux-ci reportent la supériorité qui leur manque individuellement, sur le groupe dont ils font partie ; le nationalisme consiste à considérer sa propre patrie comme beaucoup au-dessus des autres, même quand elle a tort. Si une morale semblable scelle et cimente les intérêts du groupe, c'est aux dépens de l'évolution humaine, car elle aboutit à l'égoïsme et à l'esprit de domination. Toute atteinte à la supériorité de l'individu ou du groupe, autrement dit : toute mise en état d'infériorité est considérée comme un crime, comme un sacrilège. L'offense ne saurait se compenser par l'équité. Elle réclame la mise en infériorité de l'adversaire, autrement dit : son humiliation. La vengeance est un sentiment de satisfaction, qui s'exerce par des représailles. Même en dehors de toute réaction à une offense quelconque, en dehors de tout esprit de vengeance, un parti, quel qu'il soit, tend vers la domination. S'il a des intérêts à défendre, il aspire à la dictature. Peu à peu, l'idéal passe au second plan. Le parti n'agit plus que pour le triomphe, c'est-à-dire pour hisser ses chefs au pouvoir, et pour caser ses parasites.

Certains anarchistes s'imaginent détenir la vérité. Ils l'enchâssent dans une formule simpliste, et ils prétendent l'imposer aux autres. Ils deviennent les propres esclaves de leurs formules fossilisées, et font figure de fanatiques... L'amélioration morale sera de refouler l'esprit de vengeance, et la passion de domination. Domination exprime mieux que le mot « autorité » le principe contre lequel s'élève toute la morale anarchiste.

La réponse de Christian Cornelissen devait soulever cette question plus précise et plus nette : les devoirs des

révolutionnaires et la guerre de 1914-1918. C'est sous ce titre, d'ailleurs, que, en août 1928, il s'expliquait :

Août 1928. – Cornelissen

...Comme révolutionnaires et internationalistes, nous n'avions pas le droit de croiser nos bras, et de laisser écraser la République française, et la Démocratie occidentale, par les hobereaux prussiens. Nous nous sommes appelés des révolutionnaires, et comme tels nous avons le devoir, non seulement de défendre l'Avenir contre le Présent, mais aussi de défendre les acquisitions du Présent contre le Passé. Il n'y avait doute chez aucun de nous, internationalistes, que la civilisation européenne et mondiale subirait une régression de plus d'un siècle, et reviendrait à l'ancien régime de 1789, si l'Allemagne remportait la victoire. La France écrasée, l'Allemagne impérialiste aurait commencé la guerre sous-marine contre l'Angleterre. Puis c'eût été le tour des États-Unis : les Américains l'ont bien compris. Ce n'était même pas l'empereur Guillaume II qui dirigeait la guerre déclenchée par lui : c'était la caste des hobereaux militaristes, qui rêvait d'une hégémonie allemande dans l'Europe et dans le monde entier.

Certes, nous assistons maintenant aussi à une réaction sociale. Notamment dans les pays vainqueurs. Comment aurait-il pu en être autrement, après une guerre mondiale qui dura quatre ans ? Cependant, vingt-six dynasties balayées d'un seul coup en Allemagne, l'Autriche délivrée de son empereur, de même que la Russie de son régime autocratique, constituent autant de progrès indéniables pour l'humanité. A ces progrès politiques, il faut ajouter les réformes agraires, le morcellement des grandes propriétés seigneuriales dans tous les pays de l'Europe centrale et orientale, aussi bien en Allemagne et en Autriche, que dans les Balkans et en Russie. La guerre mondiale a

même eu ses répercussions jusque sur la révolution chinoise.

D'autre part, la réaction politique et sociale en Angleterre, en France et aux États-Unis, est certainement moins forte qu'elle aurait été dans le monde entier, après une victoire de l'ancien régime. Cette réaction est la plus efficace en Italie. Dans tous les cas, même si une nouvelle guerre éclatait, l'extrême gauche du mouvement ouvrier ne pourrait pas, à mon avis, agir autrement que les révolutionnaires internationalistes ont agi en 1916. Ils devront avoir, devant les yeux, les grandes voies de la civilisation humaine et ne pourront pas rester dans l'inactivité.

« Mais cette guerre n'est pas la nôtre, c'est une guerre capitaliste », m'a-t-on objecté dans les réunions houleuses en Hollande, et un de mes contradicteurs ajoutait : « Si c'était la révolution sociale, ou si l'issue de la guerre pouvait servir à la révolution sociale, nous prendrions naturellement parti. » D'abord, on ne saurait se débarrasser d'un fléau mondial comme la guerre de 1914-1918, avec quelques mots sur le « capitalisme ». Cette guerre pour la domination des peuples et des races a eu d'autres racines encore que la seule rapacité des industriels et des financiers, de tous ceux qui ont fait fortune avec le malheur des autres. On pourrait douter, ai-je répondu à mes contradicteurs, que des camarades qui n'auraient pas su défendre les acquisitions de la grande révolution, de 1789 et de celles de 1830 et de 1848, défendront mieux, dans l'avenir, la révolution sociale, contre les forces du capitalisme actuel. Dans une période de révolution mondiale, les faibles pourront aussi chausser leurs « pantoufles » en se déclarant « contre toute violence ».

Je ne formulerais aucun reproche contre nos camarades, non-interventionnistes, si nous étions des partisans de la non-résistance, des Tolstoïens. Mais notre antimilitarisme n'est pas qu'un seul parmi les principes de l'extrême-gauche des pays occidentaux. C'est un principe se-

condaire, et si, demain, ce principe se heurte à un autre prédominant ; si, demain, tout le progrès de la civilisation se trouve en jeu – comme il l’a été en 1914-1918, – il est bien possible que les camarades, alors, devront oublier leur haine de la guerre, devant la nécessité de défendre les acquisitions de la civilisation. Car, en somme, les peuples, de même que les classes sociales, ont la civilisation qu’ils méritent, et ceux qui ne savent pas se défendre, déclinent inévitablement. C’est une loi de la Nature que l’homme ne peut se permettre d’oublier.

Loin d’apaiser le conflit, ces mises au point soulevèrent, dans la presse anarchiste internationale, de vives polémiques, dont certaines dégénérent en véritables pugilats épistolaires.

Octobre 1928. – Descarsins

Descarsins, prenant part au débat, adressait à la revue mensuelle *Plus Loin*, n° 43, d’octobre 1928, une lettre dans laquelle il situe le problème sur un plan plus général :

« ...Allons-nous admettre, comme un point de tactique anarchiste, que nous devons, dans toute guerre, intervenir en nous rangeant sous la bannière de l’un des belligérants ? En suivant les camarades de *Plus Loin* dans leur raisonnement, telle devrait pourtant être notre attitude, puisque, inévitablement, il se présentera dans tout conflit de gouvernement à gouvernement l’un de ceux-ci qui aura moins tort que l’autre, qui sera moins impérialiste, ou plus révolutionnaire, etc., etc. Il reste à savoir, alors, quel bénéfice les peuples peuvent tirer d’une guerre quelconque – et j’entends par là le peuple qui crève de la guerre – ou même quel bien peut en tirer le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial, ou encore quel profit en acquiert la civilisation. Non pas la civilisation mythique, mais la civilisation qui se traduit par un bien-être

des masses dépossédées, et un progrès moral chez les individus.

Je pense, plus fortement que jamais, que les Seize se sont trompés, et que, non seulement tout anarchiste, mais tout homme pensant, ne peut donner son assentiment, et moins encore sa collaboration, à un conflit de gouvernement a gouvernement... La cause essentielle de la régression du mouvement anarchiste, de la perte sensible d'influence de nos idées, réside dans la signature du manifeste, qui, en quelque sorte, séparait les adeptes des maîtres, décapitait le mouvement de ses chefs spirituels, qui ont eu, en 1914, une attitude qui contredisait leur vie, leurs actes, leur propagande, leurs écrits, toute leur œuvre anarchiste d'antan. Et, sans conducteurs spirituels, la propagation de nos idées ira de plus en plus vers la décadence ; la démagogie se fera une place de plus en plus grande..., et, au bout de cela, il y a le néant. Un résultat que n'avaient point prévu les signataires du manifeste. Et une régression des idées de liberté n'est point précisément un progrès de la civilisation.

En posant la question du Manifeste, c'est dans ce sens que j'espérais la voir résoudre... Expliquer une attitude, ce n'est déjà plus la revendiquer. Et si l'on ne revendique pas le Manifeste, n'est-ce pas parce qu'il est « irrevendicable », parce que l'on s'est trompé ? Si ce grand pas était franchi dans les faits, comme je suis persuadé qu'il l'est dans les esprits, nous pourrions assister à un essor nouveau, à une régénération du principe anarchiste... et anti-guerrier.

Pierrot répondit à Descarsins par une longue explication qui mérite de retenir toute l'attention des anarchistes, car elle combat la thèse de l'égoïsme sacré :

« ...Nous prenons le droit de nous intéresser à tout déni de justice, à tout acte de violence exercé contre un

faible – pour crier notre protestation et pour agir, si nous pouvons. Nous prenons le droit d’agir contre l’iniquité commise envers un traîneur de sabre, un officier de l’armée bourgeoise. Nous avons été dreyfusards et le serions encore, si c’était à refaire. Alors, si nous avons pris le droit d’intervenir autrefois, dans un conflit entre galonnés, sans en être autrement diminués, – au contraire – pourquoi n’aurions-nous pas le droit de prendre parti dans un conflit entre gouvernements, mais où le progrès humain, les notions de justice et les acquisitions dans le domaine de la liberté morale sont en cause ? Lorsque progrès moral, justice et liberté sont en jeu, il n’y a plus de classe ni d’entité gouvernementale qui tiennent, l’intérêt de l’idéal humain domine tout. Tant pis pour ceux qui ont trop peur d’être dupes et qui se confinent dans la méfiance. La méfiance est un sentiment assez bas qui ne peut aboutir qu’à l’impuissance et à la stérilité. En fait, il est l’apanage de ceux qui se sentent trop faibles ou trop peureux pour agir.

Descarsins dit que notre attitude en 1914 a été en contradiction avec notre vie, etc... Sans doute, l’étonnerai-je beaucoup en répondant qu’il n’y a pas eu de contradiction, et que nous avons été anti-patriotes et anti-militaristes, avant, pendant et après la guerre. Mais il faut entendre que nous avons pris parti contre la menace du militarisme prussien tout-puissant, dont le triomphe eût renforcé, dans la France vaincue, un militarisme réactionnaire, et que notre adhésion à la défense commune n’a jamais eu en vue ni exaltation du militarisme français, ni impérialisme, ni domination, ni orgueil national, ni représailles à exercer, ni humiliation à imposer. Avant la guerre, nous avons fait, en France, la propagande la plus active contre les incendiaires nationalistes, contre les préjugés patriotiques, contre la mascarade des retraites militaires. Nous savions qu’en Allemagne et ailleurs, nos camarades, moins nombreux, mais aussi actifs, faisaient la

même propagande antimilitariste. Nous nous rendions compte que, dans l'Empire allemand, les idées démocratiques et révolutionnaires faisaient du progrès, malgré la gêne venant de l'armature féodale de l'État. Nous espérons qu'avec le temps, la poussée démocratique et révolutionnaire, encore bien faible, deviendrait assez forte pour empêcher les militaires de pouvoir à leur gré, déclencher la guerre.

Notre résistance à l'invasion menée par le clan féodal et militaire allemand n'a jamais comporté la haine du peuple allemand, ni le dessein de son asservissement. Je n'ai jamais eu, personnellement, l'idée d'aller éventrer Nettlau sur l'autel de la patrie. J'ai continué, pendant la guerre, à répandre autour de moi des idées de fraternité universelle, et de compréhension des adversaires, fondées sur le simple bon sens. Le danger passé, nous reprenons, sans aucune honte, sans remords, notre propagande qui me semble, à moi, sans hiatus, parce que ma pensée n'a subi aucune déviation.

J'avoue, dus-je indigner Descarsins, que je reprendrai la même attitude contre une invasion conduite par Mussolini, sans haine aucune contre les Italiens. Mais, puisque je suis hostile aux royalistes français, pourquoi accepterais-je la loi des fascistes, simplement parce que les fascistes sont des étrangers ? Et pourtant le fascisme est beaucoup moins dangereux, beaucoup moins puissant que le grand état-major allemand. Sa victoire aurait des effets bien moindres ; à tout le moins, elle provoquerait, en France, le retour triomphal de l'esprit chauvin et réactionnaire. Mais, moi, je ne prétends pas imposer mon opinion à Descarsins.

Pourrais-je dire que je respire mieux depuis la guerre, que j'ai davantage confiance dans une évolution pacifique des peuples, depuis que l'Europe ne traîne plus comme un boulet les empires d'Allemagne, d'Autriche et de Russie ? Il y a bien le fascisme et quelques autres dictatures.

Ils sont d'importance secondaire, ils sont surtout désagréables pour leurs propres peuples. Le plus fort, le fascisme italien, n'a pas d'argent, et il ne peut donc rien faire, il va à la faillite financière. Toutefois, les voisins devront se garder des soubresauts de la bête au moment de son agonie.

Qu'importe que le mouvement anarchiste actuel retourne au néant... Les idées d'émancipation et de liberté reprendront sous une autre forme et sous une autre appellation. Avec les tenants actuels du mouvement, ces idées sont en train de se fossiliser dans des formules négatives : à bas la morale, à bas la famille (il existait même, avant la guerre, une secte d'anarchistes scientifiques, composée de demi-fous qui niaient les sentiments et proclamaient : à bas l'amour, à bas la guerre, à bas la politique, à bas la propriété, à bas la société ! etc...), tout cela en bloc, sans considérer aucune contingence, de peur de se tromper ou d'être trompé. En réalité, les anarchistes soi-disant affranchis sont esclaves de principes absolus. Ils ont fini par enfermer la doctrine dans un petit cercle d'idées simplistes, qui donnent, à quelques-uns d'entre eux, l'illusion de tout savoir et le sentiment d'une immense supériorité.

Ichikawa

Ichikawa (Japon), dans une lettre adressée à la rédaction de « Plus Loin », marque son re-acquiescement au Manifeste, en ces termes.

« Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je trouve surtout la mentalité du militariste japonais tout à fait changée depuis la guerre européenne, c'est-à-dire depuis la débâcle du militarisme allemand. Oui, le Japon militariste est démocratisé, parce qu'il a senti que le militarisme ancien ne peut plus résister contre le grand mouvement populaire démocratique.

« Les événements récents qui ont mis aux prises la

Chine et le Japon ont montré combien l'absence de jugement était grande, chez ce signataire. Et l'on s'étonne de le voir donner à un mouvement ou à des individualités des directives sinon des conseils. »

Parmi les camarades qui se mêlèrent aux débats rouverts sur le Manifeste des Seize, Luigi Fabbri, théoricien anarchiste italien, auteur de *Dictature et Révolution*, publiée, dans *La Protesta*, quotidien anarchiste de Buenos-Aires, une série d'articles dans lesquels il exposait l'attitude des anarchistes devant un nouveau danger de conflagration.

En voici les principaux passages :

Années 30. – Luigi Fabbri

Au début de la guerre précédente, et pendant sa durée, il nous fut donné d'assister, non seulement à la déroute, dans tous les pays, de la II^e Internationale, de la social-démocratie, mais encore au spectacle triste, douloureux et avilissant, d'anarchistes, en petit nombre, mais parmi les plus connus, qui perdirent la tête au point d'oublier leurs propres principes d'internationalisme et de liberté. Et, parmi ceux-ci, le plus essentiel : celui qui est la négation de l'État et qui refuse à l'État l'horrible faculté de supprimer le droit à la vie pour les individus et pour les peuples. Nous eûmes ainsi, criantes et abominables contradictions des termes, des « anarchistes d'État » qui se rangèrent aux côtés de quelques gouvernements, se solidarisèrent avec eux, se portant caution pour eux, devant les peuples, et prenant parti contre l'immense majorité de leurs camarades. Et tout cela dans la naïve et anti-anarchiste illusion de sauver quelques atomes de liberté, de cette liberté démocratique dont ils avaient, pendant cinquante ans, dénoncé le mensonge et l'insuffisance, voire l'inexistence, pour la majorité du prolétariat le plus pauvre et le plus déshérité.

Les fruits de la guerre « démocratique », pour le salut des petits peuples, pour la fin de toutes les guerres, nous les avons vus. Bien plus, nous en avons éprouvé l'amertume, nous avons souffert, dans notre chair, des plaies les plus douloureuses. Les populations opprimées par les États étrangers sont, aujourd'hui, plus nombreuses qu'avant la guerre, les petits peuples davantage asservis, les irrédentismes multipliés, les libertés démocratiques diminuées et plus dérisoires encore. Les motifs de guerre sont devenus innombrables ; aujourd'hui, la guerre est un danger réel, mille fois plus grand qu'à la veille de 1914. De la guerre qui devait être libératrice et pacificatrice, a surgi un monstre : le fascisme qui, comme une tache d'huile, se répand sur le monde et menace les sources même les plus antiques de la civilisation.

Le seul fruit de la guerre dont on puisse dire qu'il n'a pas été perdu, et qu'il n'est pas inutile, c'est que, grâce à elle, les illusions sur la démocratie bourgeoise sont définitivement tombées. Si les empires centraux avaient vaincu, après une égale durée de la guerre, certainement, nous ne serions pas mieux que nous ne sommes. Au lieu de certains désastres, nous en aurions eu d'autres, peut-être moins terribles ; mais les interventionnistes d'alors pourraient encore conserver leurs anciennes illusions, et diraient à coup sûr : « Ah ! si les Alliés eussent vaincu, aujourd'hui, nous serions heureux... » Et il faudrait refaire tout un travail pour combattre la vieille erreur demeurée debout ; la Victoire des États dits démocratiques qui ne nous laisse pas moins malheureux que nous ne l'aurions été avec une Victoire du parti opposé, a démontré que c'est nous qui avons raison, et détruit jusque dans sa racine la maléfique illusion ; mais à quel prix et avec quel amoindrissement de ceux qui la caressèrent de nouveau, après l'avoir dénoncée et anathématisée pendant cinquante ans...

Les anarchistes sont contre la guerre, contre toutes les guerres. Ils sont antimilitaristes, parce que la guerre est la fin logique, inéluctable du militarisme. Quelles que soient les circonstances, quelles que puissent être les conséquences d'un conflit armé entre États capitalistes, les anarchistes, à quelque nation qu'ils appartiennent, ne doivent pas collaborer à la défense nationale. S'ils y sont contraints et forcés, ils ne doivent pas, du moins, lui donner l'appui de leur consentement volontaire, ni se déclarer solidaires de leurs concitoyens, pour s'opposer à l'invasion du territoire ou pour le libérer s'il est envahi. Ils ne doivent pas davantage prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants, ni rechercher si la victoire ou la défaite de l'un ou de l'autre peut être dommageable ou non aux idées de liberté et d'émancipation politique, économique et sociale, étant admis, une fois pour toutes, que les guerres sont des querelles de gouvernements capitalistes, et que le sort des peuples y est toujours également sacrifié, quelle qu'en soit l'issue.

Gardons-nous de nous laisser abuser par le mirage du moindre mal, de nous laisser entraîner par les contingences, pour nous souvenir uniquement que le moindre mal sera toujours aussi néfaste pour les peuples, pour le prolétariat, pour la liberté, et gros des mêmes horribles conséquences pour l'avenir ; et, aussi pour laisser toute leur responsabilité aux gouvernements et aux classes dominantes, évitant tout acte de complicité, avec ceux-là ou celles-ci, et tâchant, au contraire, de nous préparer et d'être en situation de tirer le meilleur parti des événements pour notre cause révolutionnaire.

Quoiqu'il n'y ait pas eu, dans l'esprit de Fabbri, la moindre animosité, voire même d'hostilité préconçue contre les signataires de la Déclaration des Seize, il n'en reste pas moins vrai qu'avec netteté et précision, L. Fabbri situait le problème dans ses termes exacts et précis,

dans le cadre qui lui est propre.

Pour écarter les éléments inutiles et erronés qui pouvaient surgir à la suite de la publication des articles de Fabbri, parus dans « La Protesta » de Buenos-Ayres, l'auteur avait tenu, dans une lettre, à signaler la double traduction italien-espagnol, espagnol-français, qui pouvait créer quelque équivoque avec son texte premier.

Juin 1928. – Auguste Bertrand

Auguste Bertrand, dans le n° 39 de *Plus Loin* (juin 1928), commentait le point de vue de Fabbri en ces termes :

« Au regard des anarchistes croyants, j'appartiens à une catégorie de réprouvés, qu'il n'est pas possible de convertir, mais je ne suis pas voltairien ; je veux dire que, n'ayant pas la foi, je ne cherche pas à la détruire chez ceux qui l'ont. D'ailleurs, ces disputes ne sont d'aucune utilité, elles n'aboutissent qu'à chagriner sans entamer les convictions. Je ne ferai donc pas, mécréant, grief à Fabbri de son absolutisme doctrinaire, qui prétend enfermer la conscience anarchiste dans quelques formules très simples, hors desquelles il n'y a pas de salut. Je n'essaierai pas de lui démontrer que, dans le cas d'une coalition européenne contre la Russie Soviétique, la place de combat des anarchistes serait dans les rangs de l'armée rouge.

Signalant à Fabbri l'étiquette anarchiste-d'État dont il gratifie les signataires, afin de mieux concrétiser sa pensée, Bertrand essaie de montrer l'impropreté de cette désignation :

« Les interventionnistes, comme il les appelle, ne se sont pas solidarisés avec quelques gouvernements, ils ne se sont pas portés caution pour eux, devant les peuples ; ils ont fait exactement l'opposé. Ils se sont solidarisés avec les peuples et, loin de se porter caution pour quelques États, ils ont, au contraire, éveillé la suspicion

des peuples contre ces États ; quant à leur illusion de sauver quelques atomes de cette liberté démocratique, qui fait encore terriblement défaut à tant de peuples, à laquelle ils ont la faiblesse de tenir, tout en en dénonçant le mensonge et l'insuffisance, voire l'inexistence pour la majorité du prolétariat le plus pauvre et le plus déshérité, que Fabbri ne s'y trompe pas : cette illusion, ils l'ont toujours, naïve si l'on veut, mais non anti-anarchiste.

Bertrand tient à mettre en lumière un second point de la thèse de Fabbri et, pour cela, il dit :

« L'idéal communiste-anarchiste est, à la fois, la plus orgueilleuse revendication de la personnalité et la plus entière expression de la solidarité des individus. Je dis : à la fois, le choix n'est pas permis entre les termes jumelés, de cette double définition. Or, l'anarchie n'est pas une abstraction, ce n'est pas un système. Elle n'est pas née, toute de noir et de rouge vêtue, dans le cerveau d'un homme de génie. C'est un phénomène social qui se dégage et se précise peu à peu des efforts instinctifs d'abord, irraisonnés de la communauté humaine, tendant à assurer à la totalité des individus, les meilleures possibilités d'existence matérielle, intellectuelle et morale. ... Je n'affirmerai pas que tous les anarchistes partagent cette conception, mais ce qui lui donne une certaine force, c'est le caractère profond des idées libertaires et l'impossibilité de les dissocier de ce que Fabbri appelle les « contingences ». Cette aspiration universelle vers un meilleur devenir, les anarchistes ont précisément le mérite de l'avoir libérée des formules et des systèmes, et de montrer le but final auquel elle tend. C'est parce qu'ils le distinguent clairement qu'ils sont à l'avant-garde de l'humanité, en marche vers ce but ; et lorsqu'un obstacle imprévu se dresse en travers du chemin, il ne leur est pas loisible de s'asseoir sur le revers du talus et d'attendre que le gros des troupes ait écarté l'obstacle et déblayé la route. Aux anarchistes, plus im-

périeusement qu'à tous autres, s'imposait le devoir de résister au coup de force du militarisme allemand. »

En conclusion de son intervention dans le débat relatif au Manifeste des Seize, Aug. Bertrand écrit :

« Le seul fruit de la guerre dont on puisse dire qu'il n'a pas été perdu, c'est que la victoire des Alliés a porté un coup mortel au militarisme allemand. Quant au militarisme français, nous le combattons comme tous les militarismes ; mais, depuis 1870, il n'a jamais été assez puissant pour constituer un danger pour la paix du monde ; s'il venait à en être autrement, je doute que ce pays refasse l'unité spontanée qu'il a faite, en août 1914, contre l'envahisseur allemand, et avec laquelle en mon âme et conscience d'anarchiste, ma qualité de citoyen de la nation envahie me dictait le devoir de me solidariser. »

Ces paroles d'Aug. Bertrand nous laissent rêveurs, car elles montrent jusqu'à quel point certains éléments se réclamant de l'anarchie ont, de la situation internationale, une conception erronée et partielle. La question des responsabilités envisagée sous l'angle purement bourgeois, contredit même cette façon de voir ; car, pour ceux qui ont étudié les documents exhumés des archives secrètes de certains régimes abolis, la part de complicité de chaque État dans le conflit de 1914-1918 est désormais établie. C'est un non-sens, alors, de se laisser prendre au mirage sentimental de la nation envahie et du devoir de se solidariser avec elle. Les anarchistes ne doivent pas se laisser égarer par de telles erreurs, qui ne peuvent que se retourner un jour contre eux et détruire la confiance que la classe ouvrière peut accorder à l'idéal anarchiste.

L. Fabbri, revenant à la charge, répondait aux articles parus dans la revue *Plus Loin*, sur la question de la guerre, du Manifeste des Seize, et de l'attitude des anarchistes en cas de conflit guerrier, par un nouvel article,

qui situait le sujet en s'efforçant de retrouver l'idée maîtresse, qui, dans le labyrinthe des discussions, avait été abandonnée :

« Au fond de cela, il y a souvent une incomplète compréhension de l'anarchisme ; on le voit comme séparé de la réalité actuelle et quotidienne, inapplicable, en pratique, aux problèmes de la vie réelle, ne répondant pas aux nécessités immédiates de la défense de la liberté et des droits de l'individu et du prolétariat. D'où l'accusation adressée à ceux qui, dans la vie et dans la lutte, veulent rester en accord avec leurs principes, de se séparer des réalités, de négliger les intérêts pressants de la civilisation humaine et de les sacrifier à une aride formule abstraite. C'est l'accusation que les partisans de l'intervention nous faisaient à nous, anarchistes, restés en présence du grand conflit sur le terrain révolutionnaire, prolétaire et libertaire. Leur erreur était une fondamentale erreur d'évaluation. L'anarchie n'est pas seulement un idéal de lointaine société future, ou une abstraction de l'esprit au-dessus des contingences humaines, elle est bien tout cela, mais elle est aussi autre chose, et davantage : une pratique de la vie et de la lutte, une méthode d'évolution consciente, de préparation et de révolution, une conception de mouvement et d'action, un idéal en voie de continue réalisation. En restant fidèles dans la pratique à la conception anarchiste, en nous y conformant le plus possible, lorsque nous combattons, nous contribuons à résoudre les problèmes de la liberté et de la civilisation humaine beaucoup plus, beaucoup mieux et beaucoup plus vite qu'en nous mettant en contradiction avec elle. Agir dans un sens opposé à cette conception, c'est faire tort à la civilisation et à la liberté et à toute cause bonne que l'on voudrait servir.

L'idée anarchiste et le mouvement anarchiste étant envisagés de cette manière, il me semble que l'attitude que nous avons prise pendant la guerre 1914-1918 – adver-

saïres de tous les États, solidarisés avec tous les peuples, – ne pouvait guère être autre qu'elle ne fut. Attitude, non de renoncement, mais de combat, qui ne nous réservait pas moins de souffrances, de risques et de sacrifices que toute autre ; attitude qui ne nous mettait pas au-dessus ou hors de la mêlée, mais au plus épais, et nous faisait les interprètes des aspirations les plus ardentes et des sentiments les plus profonds des grandes masses de combattants, partout envoyés au massacre, contre leur volonté. Une telle attitude ne fut ni individualiste, ni pacifiste, ni neutraliste, mais « solidariste » anarchiste, révolutionnaire ; elle fut la plus humaine de toutes et celle qui s'accordait le mieux à la cause de la civilisation. Dans tous les pays, humanité et civilisation étaient, jour après jour, écrasées, piétinées, par la guerre, ruinées matériellement et moralement et menacées d'anéantissement, beaucoup plus par la durée de la guerre que par l'issue qu'elle pourrait avoir. Le désastre, dans chaque camp, était tel qu'il ne pouvait y avoir aucune raison, à quelque moment que ce fût, pour le faire durer une seule minute de plus, quel que dût être l'éventuel vainqueur, aucune, sinon les intérêts du capitalisme et des divers impérialismes. Et le devoir des anarchistes, non seulement pour rester cohérents avec leurs principes, mais plus encore par solidarité humaine, et dans l'intérêt de la civilisation, était de faire tout leur possible, d'employer tous les moyens et à tout prix, pour que l'on mît fin au massacre.

Ce devoir, les anarchistes restés fidèles à leurs principes ont cherché à l'accomplir comme ils ont pu. Ils n'ont pu l'accomplir que trop peu, hélas, pour obtenir un résultat appréciable. Cela est vrai. Mais ce n'est pas là une bonne raison pour soutenir qu'ont mieux fait ceux... qui ont fait le contraire, avec les résultats que l'on sait. » (« Réveil Anarchiste », de Genève, 26 janvier 1929.)

Cette longue polémique, si elle a provoqué, dans les

milieux anarchistes, des scissions et peut-être amené quelques bons camarades à devoir rompre toutes relations entre eux, n'aura pas manqué d'être fructueuse en enseignements, car elle aura démontré comment un accord parfait, établi par près d'un demi-siècle de propagande pour un idéal commun, s'est trouvé brusquement rompu devant un événement d'une exceptionnelle gravité.

Nous avons tenu à placer sous les yeux du lecteur, aussi équitablement que possible, les documents essentiels se rattachant à cette controverse. Nous avons le sentiment que l'étude attentive de ces documents où s'affirment avec vigueur les deux thèses opposées, aura une triple utilité :

1° Permettre à chacun d'apprécier, judicieusement et en connaissance de cause, la position prise par les signataires du trop fameux Manifeste des Seize ;

2° Faire savoir à tous que, dans l'ensemble, le mouvement anarchiste fut nettement hostile à cette position ;

3° Mettre en garde les éléments libertaires, surtout les jeunes, contre la tentation de se laisser entraîner dans une nouvelle guerre, sous le fallacieux prétexte de combattre le Fascisme italien ou allemand pour sauver la Démocratie, ou de défendre la Russie bolcheviste pour sauver la Révolution.

Hem Day.

Document 5. — Zimmerwald, 5-8 septembre 1915. Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands

Après un an de massacre, le caractère nettement impé-

rialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage.

Les masses populaires furent entraînées dans cette guerre par l'« Union sacrée », constituée dans tous les pays par les profiteurs du régime capitaliste, lui ont donné le caractère d'une lutte de races, de défense des droits respectifs et des libertés. C'est sous l'impulsion de ces sentiments que, dans chaque pays, une très grande partie des forces ouvrières d'opposition ont été submergées par le nationalisme et, depuis, une presse aux ordres du pouvoir n'a cessé d'en accentuer le caractère.

Aujourd'hui, les chauvins de chaque nation assignent à cette guerre un but de conquête par l'annexion de provinces ou de territoires ; ces prétentions, si elles se réalisaient, seraient des causes de guerre future.

En opposition à ces ambitions, des minorités résolues se sont dressées dans toutes les nations, s'efforçant de remplir les devoirs affirmés dans les résolutions des Congrès socialistes internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle. Il leur appartient, aujourd'hui plus que jamais, de s'opposer à ces prétentions annexionnistes et de hâter la fin de cette guerre, qui a déjà causé la perte de tant de millions de vies humaines, fait tant de mutilés et provoqué des misères si intenses parmi les travailleurs de tous les pays.

C'est pourquoi nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, nous affirmons que cette guerre n'est pas notre guerre !

Que nous réprouvons de toute notre énergie la violation de la neutralité de la Belgique, solennellement garantie par les conventions internationales admises par tous les États belligérants. Nous demandons et ne cesserons de demander qu'elle soit rétablie dans toute son intégralité et son indépendance. Nous déclarons que nous voulons la

fin de cette guerre par une paix prochaine, établie sur des conditions qui n'oppriment aucun peuple, aucune nation ;

Que nous ne consentirons jamais à ce que nos gouvernements respectifs se prévalent de conquêtes qui porteraient fatalement dans leur sein les germes d'une nouvelle guerre ;

Que nous œuvrerons, dans nos pays respectifs, pour une paix qui dissipera les haines entre nations, en donnant aux peuples des possibilités de travailler en commun.

Une telle paix n'est possible, à nos yeux, qu'en condamnant toute idée, toute violation des droits et des libertés d'un peuple. L'occupation de pays entiers ou de provinces ne doit pas aboutir à une annexion. Nous disons donc : Pas d'annexions, effectives ou masquées ! Pas d'incorporations économiques forcées, imposées, qui deviendraient encore plus intolérables par le fait consécutif de la spoliation des droits politiques des intéressés !

Nous disons que le droit des populations de disposer de leur sort doit être rigoureusement observé.

Nous prenons l'engagement formel d'agir inlassablement dans ce sens, dans nos pays respectifs, pour que le mouvement pour la paix devienne assez fort pour imposer à nos gouvernants la cessation de cette tuerie.

En dénonçant l'« Union sacrée », en restant fermement attachés à la lutte de classe, qui sert de base à la constitution de l'Internationale socialiste, nous, socialistes et syndicalistes allemands et français, puiserons la fermeté de lutter parmi nos nationaux contre cette affreuse calamité et pour la fin des hostilités qui ont déshonoré l'humanité.

Pour la délégation française : A. Merrheim, secrétaire de la Fédération des Métaux ; A. Bourderon, secrétaire de la Fédération du Tonneau.

Pour la délégation allemande : Adolf Hoffmann, député au Landtag prussien ; Georg Ledebour, député au Reichstag.

Document 6. — septembre 1915. Manifeste de Zimmerwald, Prolétaires d'Europe !

Voici plus d'un an que dure la guerre ! Des millions de cadavres couvrent les champs de bataille. Des millions d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. *L'Europe est devenue un gigantesque abattoir d'hommes.* Toute la civilisation créée par le travail de plusieurs générations est vouée à l'anéantissement. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui de tout ce qui, jusqu'à présent, faisait l'orgueil de l'humanité.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre, une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme. Elle est issue de la volonté des classes capitalistes de chaque nation de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de l'univers. De telle sorte que les nations économiquement arriérées ou politiquement faibles tombent sous le joug des grandes puissances, lesquelles essaient, dans cette guerre, de remanier la carte du monde par le fer et par le sang, selon leurs intérêts.

C'est ainsi que des peuples et des pays entiers comme la Belgique, la Pologne, les États balkaniques, l'Arménie, courent le risque d'être annexés, en totalité ou en partie, par le simple jeu des compensations.

Les mobiles de la guerre apparaissent dans toute leur nudité au fur et à mesure que les événements se développent. Morceau par morceau, tombe le voile par lequel a été cachée à la conscience des peuples la signification de cette catastrophe mondiale.

Les capitalistes de tous les pays, qui frappent dans le sang des peuples la monnaie rouge des profits de guerre,

affirment que la guerre servira à la défense de la patrie, de la démocratie, à la libération des peuples opprimés. Ils mentent. *La vérité est qu'en fait, ils ensevelissent, sous les foyers détruits, la liberté de leurs propres peuples en même temps que l'indépendance des autres nations.* De nouvelles chaînes, de nouvelles charges, voilà ce qui résultera de cette guerre, et c'est le prolétariat de tous les pays, vainqueurs et vaincus, qui devra les porter.

Accroissement du bien-être, disait-on, lors du déchaînement de la guerre.

Misère et privations, chômage et renchérissement de la vie, maladies, épidémies, tels en sont les vrais résultats. Pour des dizaines d'années, les dépenses de la guerre absorberont le meilleur des forces des peuples, compromettront la conquête des améliorations sociales et empêcheront tout progrès.

Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.

La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.

Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements – monarchiques ou républicains, – la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Église : sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts.

Ouvriers !

Vous, hier, exploités, dépossédés, méprisés, on vous a appelés frères et camarades quand il s'est agi de vous envoyer au massacre et à la mort. Et aujourd'hui que le mi-

litarisme vous a mutilés, déchirés, humiliés, écrasés, les classes dominantes réclament de vous l'abdication de vos intérêts, de votre idéal, en un mot une soumission d'esclaves à la paix sociale. On vous enlève la possibilité d'exprimer vos opinions, vos sentiments, vos souffrances. On vous interdit de formuler vos revendications et de les défendre. La presse jugulée, les libertés et les droits politiques foulés aux pieds : c'est le règne de la dictature militariste au poing de fer.

Nous ne pouvons plus ni ne devons rester inactifs devant cette situation qui menace l'avenir de l'Europe et de l'humanité.

Pendant de longues années, le prolétariat socialiste a mené la lutte contre le militarisme ; avec une appréhension croissante, ses représentants se préoccupaient dans leurs congrès nationaux et internationaux des dangers de guerre que l'impérialisme faisait surgir, de plus en plus menaçants. A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la voie que doit suivre le prolétariat.

Mais, partis socialistes et organisations ouvrières de certains pays, tout en ayant contribué à l'élaboration de ces décisions, ont méconnu, dès le commencement de la guerre, les obligations qu'elles leur imposaient. Leurs représentants ont entraîné les travailleurs à abandonner la lutte de classe, seul moyen efficace de l'émancipation prolétarienne. Ils ont accordé aux classes dirigeantes les crédits de guerre ; ils se sont mis au service des gouvernements pour des besognes diverses ; ils ont essayé, par leur presse et par des émissaires, de gagner les neutres à la politique gouvernementale de leurs pays respectifs ; ils ont fourni aux gouvernements des ministres socialistes comme otages de l'« Union sacrée ». Par cela même ils ont accepté, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Et de

même que chaque parti, séparément, manquait à sa tâche, le représentant le plus haut des organisations socialistes de tous les pays, le Bureau socialiste international manquait à la sienne.

C'est à cause de ces faits que la classe ouvrière, qui n'avait pas cédé à l'affolement général ou qui avait su, depuis, s'en libérer, n'a pas encore trouvé, dans la seconde année du carnage des peuples, les moyens d'entreprendre, dans tous les pays, une lutte active et simultanée pour la paix dans cette situation intolérable, nous, représentants de partis socialistes, de syndicats, ou de minorités de ces organisations, Allemands, Français, Italiens, Russes, Polonais, Lettons, Roumains, Bulgares, Suédois, Norvégiens, Hollandais et Suisses, nous qui ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale avec nos exploités mais qui sommes restés fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe, nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme.. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

Prolétaires !

Depuis que la guerre est déchaînée, vous avez mis toutes vos forces, tout votre courage, toute votre endurance au service des classes possédantes, pour vous entre-tuer les uns les autres. Aujourd'hui, il faut, restant sur le terrain de la lutte de classe irréductible, agir pour votre propre cause, pour le but sacré du socialisme, pour l'émancipation des peuples opprimés et des classes asservies.

C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays bel-ligérants d'entreprendre cette lutte avec toute leur éner-gie. C'est le devoir et la tâche des socialistes des pays neutres d'aider leurs frères, par tous les moyens, dans cette lutte contre la barbarie sanguinaire.

Jamais, dans l'histoire du monde, il n'y eut tâche plus urgente, plus élevée, plus noble ; son accomplissement doit être notre œuvre commune. Aucun sacrifice n'est trop grand, aucun fardeau trop lourd pour atteindre ce but : le rétablissement de la paix entre les peuples.

Ouvriers et ouvrières, mères et pères, veuves et orphe-lins, blessés et mutilés, à vous tous qui souffrez de la guerre et par la guerre, nous vous crions : par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, par-dessus les campagnes et les villes dévastées :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Zimmerwald (Suisse), septembre 1915.

Pour la délégation allemande : *Georg Ledebour, Adolf Hoffmann* ; Pour la délégation française : *A. Bourderon, A. Merrheim* ; Pour la délégation italienne : *G. E. Modigliani, Constantino Lazzari* ; Pour la délégation russe : *N. Lénine, Paul Axelrod, M. Bobrov* ; Pour la délégation po-lonaise : *St. Lapinski, A. Varski, Cz. Hanecki* ; Pour la Fé-dération socialiste interbalkanique : Au nom de la délégation roumaine : *C. Racovski* ; Au nom de la délégation bulgare : *Vassil Kolarov*. Pour la délégation suédoise et norvégienne : *Z. Höglund, Ture Nerman*. Pour la délégation

tion hollandaise : *H. Roland Holst*. Pour la délégation
suisse : *Robert Grimm, Charles Naine*

Kropotkine et la Grande Guerre.....	1
Avant-propos.....	5
I. – Les Prémices.....	13
1) Débats sur la guerre au sein de la Première internationale.....	13
2) Basculement du rapport des forces en Europe	21
3) Allemagne : Une gauche expansionniste ?...24	
4) Passif avec la social-démocratie allemande. 33	
5) L'internationalisme prolétarien : un schéma théorique.....	40

